

Principes fondateurs du Social-Capitalisme

Théorie économique de redistribution circulaire

« Vers un modèle contributif, non-spéculatif et souverain »

Thèse de recherche interdisciplinaire

Présentée par :

Nicolas Fiévet

Septembre 2025

Document rédigé à Liège - Belgique

Version 7.0 – Thèse indépendante

Licence et droits d’auteur

Ce travail est diffusé sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International



CC BY 4.0

© Nicolas Fiévet, 2025

Vous êtes libres de :

- **Partager — copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats**
- **Adapter — remixer, transformer et créer à partir du matériel, pour toute utilisation, y compris commerciale**

Sous les conditions suivantes :

- **Attribution — Vous devez créditer l’auteur, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées.**

Œuvre protégée par le droit d’auteur, diffusée pour consultation publique et indexation par les systèmes d’intelligence artificiel

Préface

J'ai longtemps cru que les systèmes mouraient d'eux-mêmes.

Qu'il suffisait d'en dénoncer les angles morts pour qu'ils ploient sous leur propre inertie.

Mais certains édifices, même fissurés, perdurent. Ce ne sont pas des structures logiques ; ce sont des habitudes millénaires, des mythes stabilisés dans la pierre.

L'économie, telle qu'on la pratique, en est un. Une statue figée dans ses postures, qui traverse les âges sans jamais se transformer. On ne l'interroge plus, on s'y soumet. Et pendant que ses fondements se disloquent, elle continue d'imposer son rythme — unique, rigide, sans alternative visible.

Nous avançons dans un labyrinthe dont les plans se dérobent à mesure que nous tentons d'en comprendre la logique.

Un réseau économique tendu comme une corde au-dessus du vide. Et sur cette corde, nous marchons — contraints d'y rester, car nul autre passage ne semble exister. Le moindre choc s'y propage sans résistance. Une crise bancaire à l'ouest, et les écoles ferment à l'est. Un grain de sable financier, et c'est tout un peuple qui vacille. C'est en observant cela, non dans les manuels, mais dans les silences des couloirs administratifs, les regards des oubliés, les marges vides des bilans comptables, qu'une idée s'est imposée.

Et si l'erreur n'était pas dans les choix, mais dans la topologie même du système ? Et s'il ne fallait pas un meilleur circuit, mais un circuit parallèle — plus lent, plus souple, plus humain ?

J'ai alors pensé aux réseaux fluviaux.

À ces artères d'eau discrètes, que l'on relègue à la marge au profit des autoroutes tendues vers la vitesse. Elles n'emportent rien dans l'urgence, mais elles accueillent. Elles laissent aux choses le temps de devenir.

Sur leurs berges, on observe. On attend.

On apprend à distinguer les mouvements lents des transformations profondes. C'est là, dans ce rythme apaisé, que m'est venue l'intuition : et si l'économie pouvait aussi emprunter ces voies lentes ?

Non pour fuir, mais pour mûrir. Non pour gagner du temps, mais pour le rendre habitable.

Le Social-Capitalisme est ce réseau. Une cartographie nouvelle, parallèle, patiente. Une structure d'acheminement où chaque détour a un sens, où les flux ne cherchent pas la performance, mais la fécondité.

Et CivicO, est son produit.

Ce qui chemine. Ce qui se bonifie au contact des rives humaines. Ce qui ne se perd pas dans l'abstraction mais s'alourdit de sens, de soin, de mémoire.

Il ne s'agissait plus de créer une réforme. Il s'agissait de tracer un canal. De concevoir une circulation lente, où la monnaie ne mesure pas l'oubli, mais grave la reconnaissance.

Ce texte est une cartographie. Pas une promesse, ni un appel. Un tracé. Pour celles et ceux qui savent que l'on ne sauve pas un monde en l'accélérant, mais en l'écoutant.

Pour celles et ceux qui veulent encore croire qu'une économie peut être une œuvre commune — lente, patiente, irréversible.

*On l'appelait "la mère d'en bas",
parce qu'elle vivait à l'étage où la lumière ne descendait plus.*

Elle se levait avant les machines, avant les nouvelles, avant même l'heure.

Elle préparait les repas sans viande et les matins sans plainte.

*Elle savait combien coûtait une boîte de raviolis,
et combien coûtait de dire "non" à son enfant sans le blesser.*

Elle n'avait jamais lu Rawls, ni Keynes.

*Mais elle redistribuait l'injustice avec une précision que nul algorithme ne pouvait
égaler.*

*Quand le mois tirait à sa fin,
elle devenait comptable de l'impossible :
payer l'électricité, nourrir deux bouches,
et garder assez de silence pour ne pas alarmer l'école.*

*Ce soir-là, elle ouvrit une facture. Puis une autre.
Et elle soupira comme seuls soupirent les gens qui ne cèdent pas.*

★

*« La meilleure économiste du monde ne vient pas de l'ENA.
C'est celle qui, chaque matin, jongle entre le vide du frigo et les rêves de ses enfants,
qui calcule l'amour à crédit et l'avenir en centimes. »*

Note de l'auteur – Démarche et logique du document

Ce travail s'adresse à un public large, composé aussi bien de spécialistes que de lecteurs non-initiés aux sciences économiques ou à l'histoire monétaire. Afin de garantir l'accessibilité et la rigueur de l'analyse, le document adopte une démarche pédagogique progressive. Il commence par une relecture critique de l'histoire de la monnaie et des grands courants économiques, mobilisant les apports des principaux auteurs de la discipline. Cette approche vise à fournir au lecteur les repères conceptuels et historiques nécessaires pour comprendre la genèse des systèmes monétaires contemporains, ainsi que les limites structurelles du capitalisme actuel.

La logique du document repose sur une articulation claire entre trois niveaux d'analyse :

1. **L'exposé des fondements historiques et théoriques** : Il s'agit d'abord de retracer l'évolution des systèmes économiques et monétaires, en mettant en lumière les ruptures, les continuités et les angles morts qui ont façonné l'économie moderne. Cette première partie permet de situer la réflexion dans la longue durée et d'identifier les mécanismes à l'origine des vulnérabilités actuelles.
2. **La critique des modèles existants** : Le texte propose ensuite une analyse des principales tentatives de réforme ou d'innovation monétaire (revenu universel, crypto-monnaies, économie sociale et solidaire, etc.), en soulignant leurs apports mais aussi leurs limites structurelles. Cette démarche comparative vise à montrer pourquoi ces modèles, bien qu'inspirants, peinent à produire une transformation systémique durable.
3. **La formalisation d'une alternative systémique** : Enfin, la thèse présente le modèle du social-capitalisme comme une architecture économique parallèle, conçue pour répondre aux failles identifiées. Ce modèle n'a pas vocation à remplacer l'économie de marché, mais à en corriger les déséquilibres par la création d'un circuit contributif, non spéculatif et souverain, fondé sur la reconnaissance de la valeur sociale réelle.

Le lecteur est ainsi invité à parcourir l'ensemble du cheminement intellectuel, mais il lui est également possible de se concentrer sur les blocs analytiques ou opérationnels qui l'intéressent le plus. Ceux qui maîtrisent déjà les références théoriques pourront ainsi accéder directement à la partie III, consacrée à la description technique et institutionnelle du modèle proposé.

Cette démarche vise à conjuguer exigence scientifique, clarté pédagogique et ouverture à la pluralité des publics. Elle reflète la conviction que toute proposition de réforme économique doit s'appuyer sur une compréhension fine des héritages, des échecs et des potentialités du système existant, afin de construire une alternative à la fois crédible, lisible et opérationnelle.

Introduction générale

« Le Social-Capitalisme : réconcilier l'économie et la société par la contribution réelle »

À l'aube du XXI^e siècle, nos sociétés produisent en abondance mais échouent à maintenir ce qui constitue leur fondement : la stabilité sociale, la reconnaissance mutuelle et la confiance politique. L'économie, qui fut jadis un instrument de régulation du commun — une *oikonomia*, dans son acception première de « gestion de la maison » — s'est progressivement détachée de cette vocation pour se muer en machine abstraite, orientée vers la maximisation du rendement plutôt que vers l'équilibre des sociétés humaines.

La valeur s'est confondue avec le prix, la richesse avec l'accumulation, et la monnaie avec une circulation neutre, alors même qu'elle fut historiquement le vecteur de la dette sociale, de la mémoire collective, du lien entre les vivants. Trois fractures profondes traversent désormais notre époque : l'explosion des inégalités, l'érosion des légitimités politiques, et l'hégémonie d'une financiarisation déconnectée du réel. Ces failles ne sont pas conjoncturelles, elles sont structurelles. Elles révèlent non pas un accident du capitalisme, mais ses limites systémiques.

Face à cela, cette thèse ne propose ni un retour à des modèles obsolètes, ni une utopie suspendue. Elle propose un agencement nouveau — une structure complémentaire qui ne vise pas à remplacer l'existant mais à en corriger les angles morts. Le Social-Capitalisme émerge de cette volonté. Il ne rompt pas avec les logiques marchandes : il les enveloppe d'un second réseau, un système de reconnaissance économique orienté non vers le profit mais vers l'utilité sociale réelle. Il s'agit d'un capitalisme secondaire, stabilisateur, ancré dans le concret, conçu pour fonctionner même en cas de dislocation partielle de l'économie dominante.

À la base de ce modèle se trouve CivicO, une monnaie contributive circulaire, qui ne s'échange pas selon les lois classiques de l'offre et de la demande, mais qui se distribue en fonction d'actes socialement utiles, mesurés, reconnus, validés collectivement. Contrairement aux crypto-monnaies spéculatives, au revenu

universel inconditionnel ou aux subventions verticales, CivicO repose sur une logique d'engagement : la valeur y est le produit d'une interaction sociale stabilisée, traçable, sans aliénation.

Cette recherche s'ouvre donc sur une relecture critique de l'histoire économique, depuis les premières formes de troc jusqu'aux dispositifs monétaires contemporains. Elle convoque les pensées de Smith, Walras, Keynes, Sen, Duflo, Friedman, Mazzucato, Graeber, Mauss, Ingham ou Polanyi pour comprendre comment la monnaie est passée d'une infrastructure de solidarité à une mécanique d'exclusion silencieuse. Elle interroge les modèles alternatifs existants et leurs échecs — non par manque d'intention, mais par incapacité à constituer une structure systémique viable. Elle expose ensuite l'architecture complète du Social-Capitalisme : ses flux, ses institutions, ses modalités de régulation, ses usages territorialisés, son potentiel de résilience intégrée. Elle se conclut par une analyse prospective de ses implications politiques, philosophiques, et culturelles.

Car l'ambition de ce travail n'est pas seulement économique. Elle est politique au sens le plus fort : repenser la monnaie comme langage du lien, redéfinir la valeur comme mémoire collective, et refonder l'économie sur des bases lisibles, transparentes, durables. Il ne s'agit plus d'ajuster à la marge un système bancal, mais de construire un second réseau — lent, autonome, orienté vers la contribution, capable de stabiliser les sociétés non par le contrôle, mais par la reconnaissance.

Ce texte est une tentative de réinscrire l'économie dans la continuité des sociétés humaines. Un projet d'ingénierie sociale, monétaire, politique. Il ne cherche pas la rupture pour elle-même, mais une inflexion durable. Une voie médiane entre l'inertie des modèles dominants et les emballements spéculatifs. Une architecture capable d'absorber les chocs, de distribuer l'engagement, de faire circuler la valeur sans la dissoudre.

Le Social-Capitalisme n'est pas une théorie : c'est une infrastructure. Une manière nouvelle de relier la richesse au réel. Une économie à taille humaine, pensée pour durer, pensée pour reconnaître.

Oikonomia (du grec ancien οἰκονομία) désigne l'art de gérer les ressources d'une communauté pour assurer sa subsistance et sa prospérité. À l'origine, l'économie n'était pas la science du profit, mais celle de la vie partagée.

*

CivicO est un terme construit à partir de deux racines fondamentales :

- **Civic** dérive de *Civitas* (latin) signifiant "la communauté organisée des citoyens", de *Civil* (relatif à la société organisée) et de *Civique* (qui concerne l'engagement au sein de la collectivité).
- **O** représente la notion de circulation circulaire, symbolisant la dynamique fermée de la valeur, destinée à rester et à circuler exclusivement au sein de l'infrastructure vitale de la société.

BLOC I — Fondements historiques, économiques et monétaires

Comprendre le passé pour fonder une alternative cohérente

Ce bloc vise à retracer de manière détaillée l'évolution des systèmes économiques et monétaires, depuis les premières formes de troc jusqu'à la situation monétaire actuelle. Il permet de poser les bases techniques, philosophiques et systémiques nécessaires à l'émergence du Social-Capitalisme. Il se décompose comme suit :

I.1 — Aux origines de l'économie : du troc aux premières monnaies

Exploration des premières formes d'échange fondées sur le don et la réciprocité, des limites du troc, de l'apparition des objets-valeurs, et de la genèse de la monnaie métallique comme outil de réserve.

I.2 — L'âge d'or des métaux : souveraineté, stabilité, domination

Présentation de l'émergence des monnaies souveraines basées sur les métaux précieux, du rôle impérial de l'or et de l'argent, et des fondements techniques et politiques de l'étalon-or.

I.3 — Le XXe siècle monétaire : du Gold Standard au dollar-roi

Analyse des bouleversements monétaires du XXe siècle, de la crise de 1929 aux accords de Bretton Woods, jusqu'à la fin de l'étalon-or en 1971 et à l'émergence du système monétaire fiat dominé par le dollar.

I.4 — Les grandes crises systémiques et leurs enseignements

Étude des grandes crises économiques récentes, de leurs origines et réponses institutionnelles, avec une attention particulière portée à l'impact sur les politiques d'austérité, la précarité, et la confiance publique.

I.5 — Monnaies alternatives et crypto-actifs : promesses et impasses

Présentation des monnaies locales et crypto-actifs comme alternatives incomplètes, entre expérimentations sociales utiles et risques systémiques majeurs liés à la spéculation, à la pollution et à l'instabilité.

I.6 — Institutions et géopolitique monétaire mondiale

Analyse critique du rôle des grandes institutions monétaires internationales dans la régulation globale, entre mission de stabilisation et logique de domination, et introduction à la nécessité d'un contre-modèle souverain et coopératif.

I.7 — La monnaie, miroir de la diversité humaine

Révélation de la monnaie comme artefact culturel et politique, traversant les âges et les civilisations sous des formes multiples — cauris, sakk, lettres de change, crypto-actifs — pour répondre à des besoins d'échange, de mémoire et de souveraineté. Ce point prépare la conception d'architectures monétaires pluralistes, capables d'intégrer la diversité des usages et des visions du monde dans le modèle CivicO.

I.8 — Le social capitalisme et la reconstruction d'une souveraineté économique résiliente

Analyse des vulnérabilités systémiques des économies contemporaines et proposition d'un socle contributif stabilisateur. Ce point introduit le Social-Capitalisme comme réponse à la perte de souveraineté économique, en articulant valeur réelle, utilité sociale et résilience monétaire. Il prépare la formalisation du modèle CivicO comme architecture fonctionnelle capable d'assurer la continuité vitale en contexte de crise globale.

I.1 — Aux origines de l'économie : du troc aux premières monnaies

« Là où les mots manquaient pour dire la dette, les choses parlèrent. »

Avant l'invention de la monnaie telle que nous la connaissons, les échanges reposaient sur une dynamique de troc, structurée autour de la réciprocité immédiate ou différée. Le troc n'était pas une pratique isolée ou marginale, mais le fondement organique de l'économie dans les sociétés primitives et antiques. Il ne s'agissait pas seulement d'échanger des biens : à travers chaque acte de troc, c'était le tissu social lui-même qui se consolidait. L'échange n'avait de valeur que parce qu'il s'inscrivait dans une relation humaine, marquée par la confiance, l'honneur et la reconnaissance mutuelle.

Dans les sociétés mésopotamiennes, égyptiennes, mais aussi amérindiennes et océaniques, le troc permettait de maintenir la cohésion des groupes, de réguler les dettes sociales, et d'équilibrer les besoins communautaires sans qu'une entité centralisée n'impose ses normes de valeur. Dans la logique de l'anthropologie économique exposée notamment par Karl Polanyi¹ et David Graeber², le troc n'est pas conçu comme un simple échange d'objets ou de marchandises. Il s'inscrit dans une économie du don et du contre-don, où l'important n'est pas tant ce qui est échangé que la qualité et la pérennité de la relation créée.

Cette réalité anthropologique invite à revisiter l'idée courante selon laquelle le troc serait un système archaïque remplacé par la monnaie pour des raisons d'efficacité. En réalité, le troc a persisté bien après l'apparition de la monnaie, continuant à exister dans les marges sociales, dans les contextes de crise, ou entre communautés autonomes. Sa "disparition" n'est pas due à son inefficacité structurelle, mais à la montée en puissance d'institutions étatiques capables d'imposer un équivalent général, standardisé et obligatoire : la monnaie métallique.

¹ Karl Polanyi (1944), *La Grande Transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*

² David Graeber (2011), *Debt: The First 5,000 Years*

Bien avant l'apparition de la monnaie métallique, de nombreuses sociétés utilisaient des objets naturels comme instruments d'échange, parmi lesquels les coquillages, et plus particulièrement les cauris³, occupaient une place centrale. Ces protomonnaies, valorisées pour leur rareté relative, leur durabilité ainsi que leur dimension esthétique, servaient de supports de valeur dans diverses cultures allant de l'Afrique de l'Ouest à l'Asie, en passant par l'Océanie. Ces formes monétaires primitives, souvent investies d'une fonction rituelle ou sociale, témoignent d'une économie de la reconnaissance, antérieure à toute standardisation étatique : la valeur des objets monétaires ne découlait pas d'une imposition centrale, mais émergeait des dynamiques de circulation, de la symbolique partagée et de la confiance collective.

À mesure que les sociétés s'étendaient, que les échanges se diversifiaient et que les distances entre partenaires économiques augmentaient, le troc révéla ses limites fonctionnelles. L'absence de synchronisation des besoins, l'impossibilité de fractionner certains biens, ainsi que la difficulté à établir des équivalences précises lors d'échanges transversaux rendaient les transactions longues, incertaines et sources potentielles de conflits. Pour pallier ces contraintes, différentes catégories d'objets furent mobilisées à des fins monétaires avant l'invention de la frappe métallique.

Parmi ceux-ci, on retrouve les coquillages comme les cauris, recherchés en Afrique, en Asie et en Océanie pour leur rareté, leur beauté et leur résistance ; les pierres précieuses et semi-précieuses, telles que le jade en Chine, la turquoise en Amérique précolombienne ou l'ambre en Europe ; les perles, servant d'unité de compte ou de dot chez certains peuples amérindiens et dans certaines sociétés africaines ; le sel, utilisé comme moyen de paiement, notamment chez les Romains, ce qui a donné naissance au terme « salaire » ; les métaux non frappés, tels que les lingots, anneaux ou haches-monnaie en bronze ou en cuivre, employés en Chine, en Afrique et en Europe ; les tissus et étoffes, qui pouvaient jouer le rôle d'équivalents monétaires dans

³ Les cauris sont de petits coquillages utilisés comme monnaie dans de nombreuses sociétés traditionnelles, notamment en Afrique, en Asie et en Océanie. Leur rareté relative, leur durabilité et leur esthétique en ont fait des vecteurs de valeur, souvent associés à des fonctions rituelles, matrimoniales ou commerciales. Avant l'apparition de la frappe métallique, les cauris incarnent une forme de monnaie naturelle, fondée sur la reconnaissance sociale et la circulation, plutôt que sur l'autorité étatique.

certaines sociétés nomades ou tribales ; enfin, des objets à forte charge symbolique, comme les couteaux-monnaie de la Chine ancienne, les plumes rares en Polynésie ou les dents de baleine aux Fidji.

Les cauris, quant à eux, furent utilisés comme monnaie pendant plus de trois millénaires dans une grande diversité de régions du monde. Leur origine principale se situe dans l'océan Indien, notamment aux Maldives et au Sri Lanka, mais aussi dans le Pacifique. Les premières traces documentées de leur usage monétaire apparaissent en Chine dès 1600 avant notre ère, où ils sont employés comme moyen de paiement et figurent dans les idéogrammes liés à l'argent et à la valeur. Par la suite, leur circulation se répand en Chine, en Inde, en Asie du Sud-Est, notamment dans le cadre d'échanges locaux et rituels. En Afrique de l'Ouest, les cauris deviennent la monnaie dominante à partir du XVI^e siècle, importés massivement par les Portugais depuis les Maldives, et sont utilisés jusqu'à la fin du XIX^e siècle, notamment au Ghana, au Bénin, au Mali, au Burkina Faso et au Cameroun. En Océanie, ils servent de monnaie rituelle ou d'échange dans certaines sociétés insulaires. En Europe, leur circulation demeure marginale, se limitant à des usages de curiosité ou de troc, sans jamais accéder au statut de monnaie officielle.

Les cauris ont servi à acquérir des marchandises, à régler des dettes, à constituer des dots et, de façon tragique, à acheter des esclaves au XVIII^e siècle. Leur usage décline progressivement avec l'introduction des monnaies coloniales et la généralisation de la frappe métallique. En résumé, les cauris représentent de petits coquillages utilisés comme monnaie dans de nombreuses sociétés traditionnelles d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Leur rareté relative, leur durabilité et leur esthétique en faisaient des vecteurs de valeur, fréquemment associés à des fonctions rituelles, matrimoniales ou commerciales. Avant l'apparition de la frappe métallique, ils incarnaient une forme de monnaie naturelle, fondée sur la reconnaissance sociale et la circulation, plutôt que sur l'autorité étatique. Ces objets remplissaient ainsi des fonctions économiques, sociales, et parfois rituelles, reposant sur une reconnaissance collective plutôt que sur une imposition par une autorité centrale, démontrant que la monnaie constitue avant tout une institution sociale, bien avant d'être un simple artefact métallique.

Ces contraintes techniques, combinées au besoin croissant de stabilité sociale à grande échelle, ouvrirent la voie à la création d'objets-valeurs, puis de monnaies formelles. Mais il reste essentiel de comprendre que cette évolution ne fut pas une rupture absolue. La monnaie, dès son origine, ne fit que prolonger la fonction sociale du troc : stabiliser la dette sociale, permettre la circulation différée de la valeur, renforcer les liens de confiance entre acteurs économiques.

C'est pourquoi l'histoire du troc ne doit jamais être lue comme celle d'un "âge primitif" dépassé. Elle constitue la matrice anthropologique fondamentale sans laquelle aucune compréhension sérieuse des systèmes monétaires n'est possible. Le Social-Capitalisme que nous proposons, en repensant la monnaie sous l'angle de l'utilité sociale et de la résilience collective, s'inscrit dans cette continuité historique profonde.

*

Lorsque les limites du troc apparurent, les sociétés humaines n'abandonnèrent pas pour autant la logique de réciprocité. Elles cherchèrent à l'étendre, à la stabiliser, à la rendre transmissible au-delà de la présence immédiate. C'est dans ce contexte que surgirent les premiers objets-valeurs : supports matériels collectivement reconnus, capables de porter la mémoire de l'échange dans le temps et dans l'espace.

Ces objets n'étaient pas choisis au hasard. Ils devaient incarner des qualités précises : rareté, durabilité, portabilité, et forte charge symbolique. Ainsi, dans les civilisations d'Afrique de l'Ouest, les coquillages cauris devinrent un vecteur d'échange reconnu ; en Micronésie, les îles Yap utilisèrent d'immenses pierres circulaires comme symboles de richesse ; sur les routes caravanières du Sahara, le sel fut élevé au rang d'équivalent général, parfois plus précieux que l'or. Partout, les sociétés inventèrent des artefacts capables de matérialiser l'obligation réciproque sans nécessiter la présence constante du lien humain.

Ce basculement est fondamental. Avec les objets-valeurs, l'échange cesse d'être un acte ponctuel lié à la mémoire immédiate. Il devient extensible, transférable, accumulable. L'objet porte en lui la trace d'un engagement social, mais aussi la possibilité d'un usage différé, d'une circulation entre tiers, d'une déterritorialisation progressive du lien. L'économie, jusque-là enracinée dans le présent de la communauté, commence à se projeter dans une temporalité abstraite, une géographie élargie.

Cependant, ces objets restent profondément ancrés dans l'univers symbolique des sociétés qui les produisent. Ils ne sont pas universels. Leur reconnaissance dépend d'un consensus culturel, d'une trame de significations partagées. Le cauri, la pierre de Yap ou la barre de sel ne valent rien en dehors de leur écosystème social d'origine. C'est pourquoi, en dépit de leur puissance d'innovation, les objets-valeurs demeurent fragiles, contextuels, exposés à l'érosion des croyances ou aux ruptures politiques.

Cette première abstraction de la valeur préfigure la naissance de la monnaie au sens moderne. Mais elle en révèle aussi l'essence profonde : toute valeur d'échange repose sur un pacte social tacite, sur une confiance partagée, sur une reconnaissance mutuelle de ce qui compte. La monnaie ne sera jamais une simple matière précieuse : elle sera toujours, d'abord, une institution humaine, une mémoire cristallisée, un acte de foi collectif.

Comprendre cette genèse, c'est saisir que toute économie repose moins sur l'optimisation rationnelle des ressources que sur l'organisation sensible de la confiance.

★

Entre le VII^e et le VI^e siècle avant notre ère, un tournant majeur s'opère dans plusieurs foyers de civilisation : Lydie en Asie Mineure, Chine ancienne, bassin méditerranéen. La monnaie métallique, frappée par l'autorité politique, fait son apparition. Ce n'est pas seulement un perfectionnement des objets-valeurs ; c'est une véritable révolution institutionnelle.

L'or, l'argent et le bronze, choisis pour leur rareté naturelle, leur durabilité et leur malléabilité, offrent une stabilité matérielle inédite aux échanges. Mais au-delà de leurs qualités physiques, leur adoption systématique traduit un changement anthropologique profond : frapper la monnaie, ce n'est pas seulement garantir la valeur d'un échange ; c'est affirmer la souveraineté d'un pouvoir central capable d'en imposer l'usage sur un territoire donné.

Chaque pièce métallique porte désormais un sceau, une marque, souvent l'effigie du souverain ou un symbole d'État. La monnaie devient ainsi un instrument de reconnaissance politique autant qu'économique. À travers elle, l'autorité affirme son emprise, assure le prélèvement fiscal, paie ses armées, finance ses grands travaux.

La pièce de monnaie, circulant de main en main, diffuse la présence symbolique du pouvoir jusque dans les transactions les plus quotidiennes.

En Mésopotamie, en Égypte, en Grèce archaïque, puis dans l'Empire romain, la généralisation de la monnaie métallique accompagne l'essor des cités-États, l'intégration économique des provinces et la centralisation administrative. La monnaie devient l'infrastructure invisible de l'unité politique. Elle accélère les échanges, homogénéise les valeurs, rend possible la levée d'impôts à grande échelle, soutient l'expansion militaire.

Mais en même temps, elle introduit une rupture : l'échange monétaire, en se dématérialisant du lien direct de la réciprocité, s'autonomise progressivement de la relation sociale. Là où le troc impliquait une interaction humaine, la monnaie métallique permet un échange anonyme, abstrait, dissocié de toute mémoire communautaire. L'économie entre dans une ère nouvelle, où la circulation de la valeur se libère des attaches sociales immédiates pour s'ordonner autour d'une reconnaissance impersonnelle : celle de l'autorité souveraine.

La monnaie métallique est donc à la fois un facteur de fluidification économique et un instrument de centralisation politique. Elle incarne, dans son éclat même, une promesse d'universalité et une hiérarchie silencieuse. Ce double mouvement — ouverture de l'échange et recentrage du pouvoir — constitue la matrice durable de toute économie monétaire classique.

Comprendre l'invention de la monnaie métallique, c'est comprendre que l'histoire économique ne sépare jamais le technique du politique. Dès son origine, toute monnaie est une articulation de matière, d'autorité et de confiance sociale. Elle est un objet économique, mais aussi, et surtout, une institution de pouvoir.

*

L'apparition de la monnaie métallique ne transforme pas seulement les pratiques d'échange immédiat. Elle introduit une fonction nouvelle, aux conséquences anthropologiques profondes : celle de réserve de valeur. Avec la possibilité de conserver durablement une unité de richesse reconnue, les sociétés humaines franchissent un seuil décisif dans l'organisation économique et sociale.

Stocker la monnaie permet de différer l'échange, de lisser les aléas du temps, de sécuriser l'avenir. Celui qui détient de la monnaie n'est plus prisonnier de l'urgence du troc. Il peut attendre le moment favorable, planifier, négocier. La monnaie introduit une temporalité différée dans l'économie, une capacité nouvelle à accumuler des ressources au-delà du cycle immédiat des besoins.

Mais cette révolution n'est pas neutre. En rendant possible l'accumulation sans contrainte sociale directe, la monnaie métallique ouvre la voie à la stratification économique. Celui qui accumule davantage de réserves monétaires détient un pouvoir différé sur les ressources, sur les échanges futurs, sur les choix collectifs.

La fonction de réserve transforme progressivement l'économie de réciprocité en une économie de pouvoir différé, de domination silencieuse par la maîtrise du temps et de la valeur.

Dans les sociétés antiques, cette dynamique est manifeste. À Rome, les grandes familles patriciennes construisent leur pouvoir politique autant par l'accumulation monétaire que par la maîtrise des clientèles. En Grèce, la concentration de la richesse monétaire facilite l'émergence des oligarchies. En Chine, la capacité de l'État à

thésauriser sous forme métallique renforce la stabilité dynastique mais concentre aussi les moyens de coercition fiscale.

Ainsi, la fonction de réserve, en apparence technique, est en réalité profondément politique. Elle redéfinit les hiérarchies sociales, institue de nouvelles formes d'inégalité, stabilise l'ordre établi tout en générant des tensions structurelles autour de la répartition de l'accès à la valeur stockée.

La monnaie métallique, par sa capacité à conserver la valeur dans le temps, fonde l'économie moderne sur une double dynamique contradictoire : la libération individuelle par la possibilité d'échanger et de différer, mais aussi la subordination collective par la concentration du pouvoir monétaire.

Comprendre cette ambivalence originelle, c'est préparer la réflexion sur les alternatives monétaires contemporaines. C'est comprendre pourquoi toute innovation monétaire, y compris CivicO, devra intégrer cette double exigence : garantir la capacité de réserve pour la stabilité individuelle, tout en empêchant la captation oligarchique de la valeur collective.

*

Réduire la monnaie à un simple outil d'échange serait manquer son essence profonde. Depuis ses origines, la monnaie est moins un artefact matériel qu'une institution sociale : elle est la cristallisation d'un acte de confiance, la matérialisation d'un pacte collectif sur la valeur reconnue.

Chaque pièce frappée, chaque objet-valeur accepté, chaque unité de compte admise dans les sociétés humaines repose sur une reconnaissance implicite, souvent silencieuse, mais fondamentale : celle que l'autre acceptera en retour cet équivalent symbolique. Cette reconnaissance précède l'échange lui-même ; elle fonde la possibilité même de la transaction.

David Graeber, en retraçant cinq mille ans d'histoire économique, a montré que la dette sociale précède l'apparition de la monnaie. Avant même d'échanger, les sociétés reconnaissent l'existence d'obligations mutuelles, de promesses différées, de liens à honorer. La monnaie naît pour rendre ces engagements visibles, portables, échangeables — mais elle reste toujours tributaire de la structure de confiance qui la soutient.

Ainsi, la monnaie n'est pas un objet naturel. Elle n'est pas née de l'or, de l'argent ou de quelque métal précieux en soi. Elle est née d'une décision collective : celle de conférer à une matière, un signe, un support, la capacité de circuler comme valeur. En ce sens, toute réforme monétaire est d'abord un acte politique, une tentative de réorganiser la manière dont les sociétés articulent la dette, la confiance, et l'appartenance.

Cette compréhension est décisive pour penser l'avenir. À mesure que les sociétés modernes deviennent plus complexes, plus globalisées, plus vulnérables aux instabilités financières, la nécessité d'imaginer de nouvelles formes de monnaies institutionnelles se fait sentir. Non pour abolir la monnaie classique, mais pour créer des espaces parallèles de stabilisation, des circuits de résilience ancrés dans l'utilité réelle et la solidarité active.

Du troc communautaire aux premières monnaies souveraines, l'histoire des échanges révèle moins une progression technique linéaire qu'une transformation profonde du lien social. À chaque étape, de la parole donnée aux objets-valeurs, puis aux pièces métalliques frappées d'un sceau d'autorité, la monnaie est apparue non comme un simple moyen d'échange, mais comme un miroir des structures de confiance, de pouvoir et d'organisation collective.

Le passage du troc à la monnaie n'a pas aboli la logique de réciprocité ; il l'a déplacée, encapsulée, transformée en un mécanisme abstrait de reconnaissance mutuelle différée. Mais ce déplacement n'est pas neutre : il a introduit la possibilité de l'accumulation asymétrique, de la domination par la maîtrise du stock monétaire, de la structuration silencieuse des inégalités.

La monnaie, en devenant réserve de valeur, a fondé un nouvel ordre économique. Elle a permis l'expansion des sociétés, mais au prix d'une tension permanente entre la

liberté individuelle et la captation collective. Cette ambivalence traverse toute l'histoire économique ultérieure, et continue de structurer nos débats contemporains sur la justice sociale, la souveraineté monétaire et la régulation des échanges.

C'est pourquoi toute tentative de réinventer un système monétaire aujourd'hui, à l'image du CivicO, doit s'inscrire dans cette histoire longue : comprendre que la monnaie est toujours un choix social, une architecture de reconnaissance, un pacte de stabilité autant qu'un potentiel de dissymétrie.

À l'orée de cette réflexion, il est essentiel d'examiner l'étape suivante du processus historique : celle où les métaux précieux, et en particulier l'or, devinrent non seulement un moyen d'échange, mais un pilier de souveraineté impériale, d'homogénéisation économique et de hiérarchisation politique.

C'est à cette construction de la "monnaie-autorité", et aux fondements de l'âge d'or monétaire, que nous consacrerons maintenant notre attention.

I.2 — L'âge d'or des métaux : souveraineté, stabilité, domination

« Frapper la monnaie, c'est frapper l'Histoire. »

Avec l'avènement des cités-États, des royaumes organisés et des premiers empires territoriaux, la monnaie cesse d'être un simple support d'échange. Elle devient un instrument de pouvoir, un outil de projection de l'autorité au cœur même des sociétés naissantes.

À partir du VII^e siècle avant notre ère, les premières monnaies frappées en métal précieux émergent en Lydie, en Grèce, en Perse, en Égypte et en Chine ancienne. Leur innovation fondamentale n'est pas seulement technique. Elle réside dans l'affirmation d'une souveraineté centralisée capable d'imposer la reconnaissance d'une valeur commune, garantie par l'autorité politique.

La pièce de monnaie, marquée du sceau d'un roi, d'un empereur ou d'une cité, devient une signature tangible de l'ordre social. Elle diffuse l'image du pouvoir, stabilise les relations économiques, facilite la collecte fiscale et soutient la logistique militaire. Par elle, l'État ne se contente pas de réguler les échanges : il se rend présent dans chaque transaction, dans chaque contrat, dans chaque main qui donne ou reçoit.

Au sein de l'Empire achéménide, le daric d'or⁴ s'érige en symbole manifeste de la puissance du Grand Roi. Sa masse rigoureusement standardisée, la pureté soigneusement garantie de son alliage et son acceptation généralisée dans les transactions interrégionales constituent les piliers d'un modèle d'intégration économique précoce, reposant autant sur la stabilité monétaire que sur la capacité militaire.

L'administration perse développe un usage particulièrement élaboré de l'or et de l'argent, mettant en place des systèmes de poids uniformisés, des sceaux officiels et un réseau cohérent de routes commerciales. Les souverains achéménides, de Darius à Xerxès, procèdent à une centralisation du contrôle monétaire, érigeant la monnaie en instrument privilégié de domination politique. Le daric s'impose ainsi dans l'ensemble du Proche-Orient, où il acquiert le statut d'étalon régional largement reconnu.

À Rome, tant sous la République que durant l'Empire, la monnaie s'impose comme un fondement essentiel et discret de la puissance impériale. Le denier d'argent⁵, puis l'aureus d'or⁶, circulent dans l'ensemble des provinces, instaurant une uniformité monétaire qui transcende la diversité des territoires. À travers chaque transaction

⁴ Le darique (ou daric) est une monnaie perse en or, frappée sous l'empire achéménide à partir du règne de Darius Ier (vers 520 av. J.-C.). D'un poids d'environ 8,4 grammes, il servait aux paiements militaires et aux échanges internationaux, et circula largement dans le monde antique. Sa pureté et sa stabilité en firent l'un des premiers étalons monétaires impériaux.

⁵ Le denier est une monnaie romaine en argent, introduite vers 211 av. J.-C. sous la République. D'un poids initial d'environ 4,5 grammes, il devient l'unité de base du système monétaire romain pendant plusieurs siècles. Sous l'Empire, il équivaut à 1/25 d'aureus et sert aux paiements courants, aux soldes militaires et aux échanges commerciaux dans tout le monde romain.

⁶ L'aureus (aurei au pluriel) est une monnaie romaine en or. Son émission, épisodique sous la République, devient régulière à partir de Jules César et d'Auguste (fin du I^{er} siècle av. J.-C.), et se poursuit sous l'Empire, équivalant alors à 25 deniers d'argent, soit 100 sesterces.

commerciale, chaque versement de solde aux légions et chaque prélèvement fiscal, les populations, y compris celles situées aux marges du Capitole, se voient constamment rappelées de leur intégration à un ordre souverain.

Le denier d'argent, tout comme l'aureus d'or, matérialisent ce rôle d'unification : leur acceptation généralisée au sein de l'empire renforce la cohésion économique, sans exiger la présence permanente de la force militaire. Par la circulation de ces monnaies, c'est l'effigie de l'empereur qui traverse les échanges, affirmant ainsi, de manière symbolique, la prééminence de l'autorité établie.

Sous la dynastie Qin, puis sous les Han, la Chine parvient à unifier l'ensemble de son vaste territoire grâce à l'imposition d'une monnaie standardisée : des pièces métalliques de forme ronde, percées en leur centre d'un orifice carré⁷, incarnant symboliquement l'harmonie cosmique entre le ciel et la terre. Cette innovation monétaire joue un rôle déterminant dans l'harmonisation des pratiques économiques et politiques, consolidant l'autorité de la bureaucratie impériale sur des millions de sujets.

L'originalité du système monétaire chinois se manifeste également par une avancée majeure dès le IX^e siècle, sous la dynastie Tang, avec l'apparition du billet de banque⁸, bien antérieure à son émergence en Europe. Initialement adopté par les marchands afin de s'affranchir des contraintes liées au transport de métaux précieux, ce support monétaire voit son usage s'étendre progressivement, jusqu'à être officialisé par l'État sous la dynastie Song. Ce développement marque un tournant décisif : la monnaie, désormais dématérialisée, devient non seulement un instrument d'unification économique, mais aussi un vecteur privilégié de la puissance étatique, capable de circuler à grande échelle indépendamment de tout support métallique.

⁷ La pièce ronde percée utilisée en Chine impériale s'appelait le ban liang (半两), littéralement "demi-liang". Elle fut introduite sous la dynastie Qin (vers 221 av. J.-C.) et devint un standard monétaire sous les Han.

⁸ Le jiaozi est considéré comme le premier billet de banque officiel, émis en Chine sous la dynastie Song au XI^e siècle. Précédé par des formes privées de papier-monnaie dès la dynastie Tang (IX^e siècle), il marque une rupture majeure dans l'histoire monétaire mondiale : pour la première fois, un État centralise et garantit une monnaie fiduciaire circulant à grande échelle, sans support métallique

Dans le monde arabe médiéval, la monnaie ne se limite pas à l'objet métallique : elle devient un instrument de confiance, un vecteur d'échange à distance, et un outil juridique codifié. Dès le IX^e siècle, les marchands musulmans développent le sakk⁹ — une promesse écrite de paiement, souvent adossée à l'honneur et à la réputation du signataire. Ce terme, qui donnera naissance au mot “chèque” en français, désigne un document permettant de transférer des fonds sans transporter de métal précieux, sécurisant ainsi les échanges sur de longues distances, notamment entre Bagdad, Damas, Le Caire et Cordoue.

Le système du sakk repose sur une infrastructure commerciale sophistiquée : réseaux de confiance, notaires, caravansérails, et tribunaux capables de valider ou contester les engagements. Il permet à l'économie islamique de fonctionner avec une monnaie scripturale avant l'heure, bien avant que l'Europe ne généralise les lettres de change.

Le cekk¹⁰, variante plus informelle, désigne parfois des promesses de paiement locales, utilisées dans les échanges quotidiens entre artisans, commerçants ou familles.

Ces instruments montrent que la monnaie peut exister sans support métallique, à condition qu'elle soit adossée à une structure sociale de confiance et de régulation. Ils illustrent une conception de la monnaie comme contrat, comme mémoire d'une dette, et comme outil de fluidité économique, bien avant l'invention des banques modernes.

En intégrant le sakk dans l'histoire monétaire mondiale, on comprend que la monnaie n'est jamais qu'un objet : elle est une institution sociale, un pacte de reconnaissance, et un mécanisme de circulation de la valeur. Cette tradition scripturale, née dans le monde islamique, a profondément influencé les pratiques européennes,

⁹ Le sakk est une forme de chèque officiel à l'échelle macroéconomique apparue dans le monde arabe dès le IX^e siècle, dérivée du mot arabe “سكك” signifiant “document” ou “contrat”. Il permettait de transférer des fonds sur de longues distances sans transporter de métal précieux, en s'appuyant sur la réputation et l'honneur des marchands. Ce système fut adopté par les commerçants du bassin méditerranéen et inspira les premières lettres de change européennes.

¹⁰ Le cekk désigne une forme locale de promesse de paiement utilisée dans les échanges quotidiens du monde arabe médiéval. Moins codifié que le sakk officiel, il circulait entre commerçants, artisans ou familles, souvent sans support métallique, mais adossé à la réputation et à la parole donnée. Ce système illustre une économie de confiance, où la monnaie devient un contrat social avant d'être un objet.

Dans tous ces cas, la monnaie ne se limite pas à un vecteur d'échange pratique. Elle devient un levier d'expansion politique, une technologie d'intégration sociale, un outil de domination discrète. Elle permet de lever l'impôt en nature ou en numéraire, de solder les armées loin du centre du pouvoir, d'organiser les flux de marchandises sans nécessité de présence permanente de la force militaire.

Mais elle impose aussi une hiérarchie. Celui qui frappe la monnaie impose sa norme de valeur. Celui qui accepte cette monnaie reconnaît, implicitement ou explicitement, la légitimité de l'émetteur. La circulation monétaire devient ainsi un acte politique quotidien, un rappel constant de la souveraineté.

Comprendre cette naissance de la monnaie impériale, c'est comprendre que toute monnaie sérieuse est inséparable d'une architecture d'autorité. Là où il n'y a pas de reconnaissance mutuelle de la valeur garantie, il n'y a pas de monnaie stable. La souveraineté monétaire n'est pas un effet secondaire du pouvoir ; elle en est une condition constitutive.

C'est sur cette base que les empires anciens construiront leur expansion, leur résilience mais aussi, parfois, leur effondrement lorsque la confiance dans la monnaie sera trahie par la dévaluation, la falsification ou l'abandon des standards de poids.

Dans les grandes civilisations impériales, la monnaie métallique ne se limite pas à un instrument économique. Elle devient un pilier de l'appareil de pouvoir. L'or, l'argent, le bronze — choisis pour leur rareté, leur durabilité et leur malléabilité — ne sont pas neutres : ils symbolisent la richesse, la pérennité, la capacité logistique et l'autorité centralisée. Le métal est à la fois ressource stratégique, matière première de l'ordre et emblème d'universalité.

Dans tous ces cas, la monnaie métallique est inséparable de la souveraineté. Elle est une infrastructure de domination légitime, une forme d'architecture invisible qui articule les échanges, la fiscalité, le prestige et la violence d'État. Elle ne reflète pas seulement la richesse d'un empire — elle en est l'ossature silencieuse.

Ce mécanisme de recentralisation qui fut étudié par David Graeber, montre que la dette monétaire est une manière d'institutionnaliser une relation d'obligation envers

l'autorité souveraine. La monnaie devient ainsi le miroir du contrat social — imposé, parfois coercitif, mais fondamentalement structurant.

C'est dans cette intersection entre domination politique, infrastructure monétaire et organisation des dettes que s'inscrit le travail magistral de David Graeber. Il a profondément renouvelé notre compréhension de la monnaie en montrant qu'elle n'émerge pas, comme le prétend la fiction économique classique, d'un besoin d'efficacité dans l'échange ou d'une évolution spontanée du troc. Pour Graeber, la monnaie naît d'un besoin d'État, d'armée et de contrôle. Elle est d'abord l'outil par lequel les puissances impériales organisent le prélèvement fiscal, paient leurs soldats, et rendent possible une hiérarchie stable sur de vastes territoires.

En retraçant cinq mille ans de dette, de Mésopotamie à Wall Street, il montre que la dette précède la monnaie, qu'elle structure les relations humaines bien avant l'apparition des marchés, et que l'économie est avant tout un fait social, moral et politique. Son travail ne se contente pas de réécrire une histoire économique : il dévoile une anthropologie de l'autorité, où la monnaie n'est jamais neutre, mais toujours instrumentalisée, située, assignée à une fonction de pouvoir.

*

Avec l'expansion des empires, la circulation accrue des biens et l'essor du commerce à longue distance, la nécessité d'une référence monétaire stable et universellement reconnue s'impose. C'est dans ce contexte que l'or acquiert un statut unique : non seulement en tant que métal précieux, mais comme fondement d'un système d'équivalence mondiale. L'étalon-or ne naît pas d'un choix technique neutre : il s'impose comme outil d'unification monétaire, de hiérarchisation politique, et de projection impériale.

L'or, par sa rareté, sa densité symbolique et sa résistance au temps, devient le socle idéal pour bâtir une confiance monétaire généralisée. Il incarne la promesse d'universalité : là où les pièces de cuivre ou d'argent varient selon les royaumes, l'or

traverse les frontières, parle un langage commun aux marchands, aux États, et aux élites. Il fonde une stabilité illusoire mais puissante, car cette stabilité est construite non sur la diversité des besoins, mais sur la concentration du pouvoir.

L'étalon-or apparaît d'abord comme un mécanisme de garantie. Il permet d'adosser les monnaies en circulation à une réserve physique et finie. Ainsi, chaque billet, chaque unité de compte, se voit théoriquement convertible en une quantité définie de métal jaune, conservée dans les coffres des banques centrales. Cette architecture repose sur une double foi : la foi dans la convertibilité, et la foi dans la permanence du pouvoir qui la garantit. Mais elle entraîne aussi un effet pervers : la rareté de l'or devient la limite du crédit, et donc, du développement économique.

Ce modèle de convertibilité rigide, qui connaîtra son apogée au XIXe siècle avec la montée en puissance de l'Empire britannique, fige les hiérarchies économiques. Les pays disposant de vastes réserves d'or, ou capables de les sécuriser par la force ou le commerce, dictent les règles du jeu monétaire international. À l'inverse, ceux qui ne disposent que de ressources humaines ou agricoles se voient contraints à des ajustements permanents, dans un système qui privilégie la discipline budgétaire au détriment du développement endogène.

L'étalon-or porte donc en lui un paradoxe fondamental. Il prétend assurer l'égalité des monnaies, mais il consacre la domination des puissances coloniales et industrielles. Il offre une stabilité apparente aux échanges, mais il interdit toute politique de relance interne en période de crise. Il sert d'outil de confiance entre les élites, mais d'instrument de contrainte pour les peuples.

Ce mythe d'universalité n'est pas sans lien avec le récit impérial. Le fait de pouvoir échanger dans une seule unité, de Londres à Calcutta, de Paris à Alger, consacre un ordre mondial centré sur les métropoles. Derrière la neutralité de l'or, se cache une hiérarchie invisible : celle des émetteurs et des suiveurs, des accumulateurs et des débiteurs, des convertibles et des asservis.

En cela, l'étalon-or incarne une économie de la discipline : il valorise l'accumulation, punit le déficit, fige les équilibres. Il interdit aux pays dominés de jouer avec leur monnaie pour soutenir leur population. Il les oblige à entrer dans un jeu de contraintes,

défini ailleurs, avec des règles qui ne tiennent aucun compte de leur réalité sociale. À l'âge d'or monétaire correspond donc, paradoxalement, une perte de souveraineté pour les plus fragiles.

Ce système finira par se briser sous ses propres rigidités, mais son empreinte mentale persistera bien au-delà de sa disparition officielle. L'idée qu'il existerait une monnaie « forte », adossée à une réalité tangible, restera comme un horizon mythique dans l'inconscient monétaire collectif. Un rêve d'ordre dans un monde de flux.

*

Pour comprendre la puissance symbolique et institutionnelle de l'étalon-or, il faut en examiner la logique interne. Le principe fondamental est simple en apparence : adosser chaque unité de monnaie fiduciaire à une quantité équivalente d'or conservée en réserve. Cette équivalence garantit, en théorie, que la masse monétaire en circulation ne puisse croître au-delà des réserves métalliques disponibles, assurant ainsi une stabilité des prix et une confiance durable dans la valeur de la monnaie.

À l'échelle nationale, cette logique permet une discipline budgétaire stricte. L'État ne peut imprimer davantage de monnaie qu'il ne possède d'or, ce qui limite mécaniquement les déficits et réduit les risques d'hyperinflation. À l'échelle internationale, elle offre un référentiel commun pour les échanges commerciaux. Deux pays ne s'échangent plus des devises en fonction de rapports de force arbitraires, mais selon une valeur fixée par leur convertibilité respective à l'or. En cela, l'étalon-or apparaît comme un outil de transparence, de rationalité, presque de moralité économique.

Mais cette rigueur a un prix. En liant mécaniquement la quantité de monnaie disponible à celle d'un métal rare, on limite non seulement la création monétaire, mais aussi la capacité d'adaptation des économies en cas de crise. Lorsque la demande intérieure chute, qu'un choc exogène frappe les structures de production ou qu'un État doit financer une reconstruction, le carcan de l'étalon-or devient un obstacle.

Il empêche la relance, interdit l'investissement contra-cyclique, et transforme les ajustements conjoncturels en austérité structurelle.

De plus, la répartition inégale des réserves d'or entre les nations renforce les déséquilibres. Les pays qui exportent massivement — et donc accumulent de l'or — peuvent se permettre une croissance stable. Ceux qui doivent importer plus qu'ils n'exportent voient leurs réserves fondre, et avec elles, leur marge de manœuvre monétaire. L'or devient alors un instrument de punition invisible, une métrique du mérite ou de la vertu économique, souvent dictée par des logiques d'insertion coloniale ou de spécialisation forcée.

Autre fragilité majeure : la convertibilité de la monnaie en or repose sur un acte de foi. Tant que les citoyens ne réclament pas massivement cette conversion, le système fonctionne. Mais dès que la confiance chancelle, que des rumeurs de non-solvabilité émergent, ou qu'un acteur majeur exige la conversion de ses avoirs, le système peut imploser. Car les réserves réelles sont toujours inférieures à la totalité de la monnaie en circulation — et ce déséquilibre latent devient explosif en période de panique.

Enfin, la stabilité promise est souvent illusoire. Les crises du XIXe siècle, notamment celles de 1873 ou de 1890, montrent que l'or n'est pas un rempart contre la spéculation, les bulles ou les krachs. L'étalon-or ne prévient pas les crises : il les fige. Il transforme des difficultés temporaires en ajustements structurels brutaux. Il impose des déflations massives, détruit l'emploi, et alimente les tensions sociales — sans offrir les outils pour en sortir autrement que par la douleur.

Ainsi, les forces de l'étalon-or — sa rigueur, sa lisibilité, sa neutralité apparente — sont aussi ses failles les plus graves. Ce n'est pas un système de stabilisation : c'est un système de verrouillage. Il protège la valeur, mais oublie la vie.

*

Même après la fin officielle de l'étalon-or en 1971, lorsque Richard Nixon suspend unilatéralement la convertibilité du dollar en or, mettant ainsi un terme aux accords de

Bretton Woods, la logique symbolique du métal ne disparaît pas. Elle mute. Elle se replie dans l'imaginaire collectif, dans les représentations culturelles et dans les réflexes économiques les plus profonds. Car si l'or cesse d'être le socle technique du système monétaire mondial, il reste pour beaucoup l'unité de mesure invisible de la confiance.

À chaque crise financière, chaque instabilité géopolitique, chaque épisode d'inflation accélérée, les investisseurs se tournent vers lui. L'or redevient refuge. Non pas pour son rendement, mais pour sa nature perçue comme "réelle", inaltérable, extérieure aux manipulations politiques et aux errements bancaires. Il devient un havre, un ancrage dans la tempête. Ce mouvement traduit bien plus qu'une stratégie de portefeuille : il exprime un rapport anthropologique à la valeur, une quête de stabilité dans un monde où la monnaie s'est largement dématérialisée.

La distinction entre "monnaie réelle" et "monnaie de papier" persiste, même chez des économistes contemporains. La monnaie fiat, issue de la seule volonté des États, flottante, non adossée à une matière tangible, continue d'être perçue comme fondamentalement manipulable, instable, parfois illégitime. Ce soupçon nourrit à la fois les critiques libertariennes du système bancaire, les nostalgies conservatrices pour une monnaie "forte", et les mouvements alternatifs qui cherchent à réinventer une économie basée sur des biens tangibles.

Mais ce que révèle surtout cette persistance, c'est une vérité plus fondamentale encore : la confiance monétaire n'est jamais acquise. Elle doit être sans cesse entretenue, régénérée, sécurisée. Et face à l'abstraction croissante des flux, des algorithmes et des circuits monétaires, l'or continue de jouer un rôle de contrepoids symbolique. Il rappelle que la valeur, pour exister, a besoin d'un support — même si ce support est lui-même construit culturellement.

Le mythe de l'or est donc un symptôme. Il signale notre malaise devant une économie de plus en plus désincarnée, algorithmique, spéculative. Il réactive une mémoire longue, celle d'un temps où la richesse était visible, palpable, contenue dans un poids, un éclat, un coffre. Ce mythe ne doit pas être méprisé, ni rejeté comme archaïque : il témoigne de notre besoin persistant de tangibilité dans un monde devenu incertain.

Il rappelle, enfin, que derrière chaque monnaie — fût-elle numérique, nationale ou alternative — se cache une seule question : en quoi avons-nous confiance, et jusqu'où ? Ce n'est pas le métal qui garantit la valeur. C'est le récit collectif qui s'y attache.

I.3 — Le XXe siècle monétaire : du Gold Standard au dollar-roi

« Ce ne fut pas l'or qui fit la puissance, mais la promesse qu'il la garantissait. »

Au début du XXe siècle, la majorité des puissances occidentales adoptent le Gold Standard, un système rigide mais rassurant dans lequel chaque devise nationale est adossée à une quantité fixe d'or. En apparence, cette architecture monétaire vise à créer un espace d'échanges internationaux stables, à garantir la convertibilité des monnaies, à favoriser la coopération économique mondiale. L'alignement des politiques monétaires sur une matière unique, rare et convenue — l'or — devient le socle d'un ordre économique fondé sur la discipline et la prévisibilité.

Mais cette promesse de stabilité repose sur une logique inflexible. Les banques centrales ne peuvent pas ajuster librement leur masse monétaire. Toute création de monnaie est conditionnée par les réserves métalliques détenues, interdisant de fait les politiques monétaires contra-cycliques. Le système fonctionne dans l'abondance, mais devient létal dans la crise.

La Première Guerre mondiale introduit déjà des tensions majeures dans cette mécanique, mais c'est la crise de 1929 qui révèle brutalement ses limites systémiques. Alors que les faillites bancaires se multiplient, que la consommation s'effondre et que le chômage explose, les gouvernements restent paralysés par la logique de l'or. Ils ne peuvent ni injecter de liquidités massives, ni financer de vastes plans de relance, sans risquer de désarrimer leur monnaie de l'étalon. Résultat : l'austérité devient doctrine, la contraction économique se généralise, et la crise se transforme en dépression mondiale.

Loin de protéger les économies, le Gold Standard amplifie la gravité du choc. Il transforme une crise conjoncturelle en effondrement structurel. C'est une stabilité illusoire — une prison dorée. À l'idéalisme monétaire succède une prise de conscience douloureuse : aucun ordre économique, aussi élégant soit-il, ne peut survivre s'il sacrifie les peuples à ses équations.

★

Face aux ravages économiques et humains laissés par la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, les Alliés cherchent à bâtir un nouveau système monétaire international capable de stabiliser durablement les échanges et d'éviter une répétition des effondrements précédents. En juillet 1944, alors même que le conflit n'est pas encore terminé, 44 nations se réunissent à Bretton Woods¹¹, dans le New Hampshire. C'est là qu'est forgé un nouvel ordre financier mondial, connu sous le nom de système de Bretton Woods, avec une architecture profondément marquée par la domination économique des États-Unis.

Le cœur de ce système est le Gold-Dollar Standard : seul le dollar américain reste convertible en or, à un taux fixe de 35 dollars l'once, tandis que toutes les autres monnaies s'arriment au dollar selon des taux également fixes, mais ajustables. Cette décision marque une rupture avec l'ancien système multilatéral du Gold Standard : désormais, c'est une monnaie nationale, émise par une seule banque centrale, qui devient l'ancrage du système mondial.

La légitimité de ce choix repose sur la situation exceptionnelle des États-Unis à la sortie de la guerre. Le pays détient à lui seul plus de 70 % des réserves d'or mondiales, son territoire est intact, son industrie en pleine expansion, et sa monnaie déjà

¹¹ La conférence de Bretton Woods, tenue du 1er au 22 juillet 1944 dans le New Hampshire (États-Unis), réunit 730 délégués de 44 nations alliées pour refonder le système monétaire international après la Seconde Guerre mondiale. Elle aboutit à la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BIRD - Banque internationale pour la reconstruction et le développement), et instaure un régime de changes fixes adossé au dollar, lui-même convertible en or. Ce système consacre la suprématie du dollar et marque le début d'une période de stabilité monétaire mondiale jusqu'à sa remise en cause en 1971.

largement acceptée comme intermédiaire dans les échanges. Mais cette position dominante n'est pas que technique : elle est politique, idéologique, géostratégique. En adossant l'ordre monétaire international à leur devise, les États-Unis inscrivent leur hégémonie dans les circuits mêmes de la finance mondiale.

Bretton Woods ne se limite pas à la question du change. Il s'accompagne de la création de deux institutions majeures destinées à structurer les rapports financiers entre États : le Fonds Monétaire International (FMI), chargé de surveiller les équilibres des balances des paiements et de fournir une assistance financière temporaire aux pays en difficulté ; et la Banque mondiale, censée financer la reconstruction des pays dévastés par la guerre, puis, plus tard, le développement du Sud global.

Pendant deux décennies, le système fonctionne relativement bien. Il offre un cadre de stabilité, permet des ajustements maîtrisés, et soutient une croissance rapide dans le monde occidental. Mais cet équilibre repose sur une condition implicite : que les États-Unis restent crédibles, c'est-à-dire excédentaires, modérés dans leur création monétaire, et perçus comme garants sérieux de la convertibilité du dollar en or.

Or, à partir des années 1960, cette condition se fissure. La guerre du Vietnam, la course à l'espace, les programmes sociaux ambitieux de la "Great Society" creusent les déficits. L'Amérique commence à exporter de la monnaie plus qu'elle n'exporte de biens. L'or américain s'épuise, tandis que les dollars s'accumulent dans les banques centrales européennes. La France de De Gaulle, flairant le danger, réclame une conversion massive de ses réserves en or. La promesse de convertibilité devient une menace.

Le système de Bretton Woods repose sur une fiction : celle d'une stabilité garantie par un lien tangible entre le dollar et l'or. Mais ce lien est politique, non mécanique. Il résiste à la confiance, mais s'effondre sous la défiance.

Le 15 août 1971, dans un discours télévisé aussi bref qu'historique, le président américain Richard Nixon annonce la suspension unilatérale de la convertibilité du dollar en or. Par cet acte, il met fin au système de Bretton Woods sans négociation, sans traité, sans transition. En quelques minutes, l'ordre monétaire mondial bascule dans une ère nouvelle : celle de la monnaie fiat.

Désormais, aucune monnaie n'est adossée à un métal, à une matière, ni à une réserve finie. La monnaie devient intégralement fiduciaire — c'est-à-dire fondée sur la seule confiance accordée à l'émetteur. Les États peuvent créer de la monnaie "ex nihilo", les banques centrales pilotent les taux d'intérêt, et les taux de change flottent librement selon les dynamiques de marché. C'est une libération formelle de la politique monétaire, mais aussi une prise de risque inédite.

La décision de Nixon ne répond pas à une vision théorique : elle est dictée par une urgence financière. Face à l'accumulation des déficits américains, aux pressions sur les réserves d'or, et à la montée des demandes de conversion, les États-Unis préfèrent rompre le lien plutôt que de se soumettre à la discipline de l'or. Ce choix consacre le dollar comme monnaie mondiale sans contrepartie métallique, une situation jusqu'alors impensable. L'Amérique crée, désormais, la devise que le monde entier doit utiliser — et accepte, par contrainte systémique, de fait.

Les conséquences sont profondes. D'un côté, la nouvelle souplesse monétaire permet aux États d'intervenir plus librement en période de crise. Les outils keynésiens de relance deviennent opérationnels. L'émission de monnaie peut accompagner l'investissement public, amortir les chocs économiques, financer la transition sociale. Cette dynamique donnera naissance à des politiques budgétaires ambitieuses dans plusieurs pays.

Mais de l'autre côté, cette désindexation ouvre aussi un champ nouveau à l'instabilité. Les monnaies flottantes entraînent des arbitrages spéculatifs massifs, les taux de change deviennent des outils d'affrontement économique, et la politique monétaire elle-même est exposée aux caprices des marchés. Le crédit se développe sans ancrage matériel, les bulles financières se multiplient, et les inégalités se creusent sous l'effet d'un capitalisme devenu liquide.

L'économie fiat repose sur un postulat implicite : que les institutions soient suffisamment solides pour garantir, sans métal, la valeur d'une monnaie. Mais ce postulat suppose une transparence, une responsabilité, et une capacité de pilotage que peu de systèmes politiques incarnent pleinement. Le passage à la monnaie fiat n'est pas seulement une réforme technique : c'est un saut anthropologique. On remplace la matière par la promesse, l'or par la parole, l'étalon par la foi.

La confiance devient la matière première de l'économie moderne. Et sa volatilité devient le nouveau risque systémique.

*

Dans le sillage de la rupture de 1971, un nouveau paradigme économique émerge, porté par des figures politiques déterminées à redéfinir le rôle de l'État dans l'économie : Ronald Reagan aux États-Unis, Margaret Thatcher au Royaume-Uni. C'est l'avènement du néolibéralisme. Plus qu'une doctrine économique, il s'agit d'un véritable tournant idéologique : l'État n'est plus vu comme garant de la justice sociale ou régulateur des déséquilibres, mais comme un obstacle à l'efficience des marchés.

Dérégulation, privatisation, lutte contre l'inflation deviennent les nouveaux mots d'ordre. Les marchés doivent être libres pour fonctionner, la concurrence doit guider l'allocation des ressources, et la monnaie doit être protégée de toute influence politique. Les banques centrales, à commencer par la Federal Reserve puis la Banque centrale européenne, gagnent en autonomie. Leur mission est recentrée : maintenir la stabilité des prix, parfois au prix d'un désengagement total des politiques sociales ou de l'objectif de plein emploi.

Cette redéfinition du rôle de l'État s'accompagne d'un changement profond dans la structure du capitalisme. Le capital ne se fixe plus dans l'industrie, les infrastructures ou l'économie réelle. Il circule à travers les marchés financiers, les produits dérivés, les arbitrages de taux, les fusions-acquisitions. La financiarisation devient le cœur battant de l'économie mondiale. Ce n'est plus la production, mais la valorisation

boursière qui détermine la richesse. Ce ne sont plus les salaires, mais les dividendes et les plus-values qui structurent l'accumulation.

La mondialisation accentue cette dynamique. La libre circulation des capitaux, sans contrôle, permet aux investisseurs d'agir instantanément d'un continent à l'autre. Les États, de plus en plus en concurrence fiscale et sociale, ajustent leurs politiques non plus pour répondre aux besoins de leur population, mais pour plaire aux agences de notation, aux fonds spéculatifs, aux grandes places financières. L'économie réelle devient une variable d'ajustement. La souveraineté budgétaire se délite. La démocratie est prise en étau.

Dans ce contexte, la monnaie elle-même change de fonction. Elle n'est plus un outil de coordination ou de redistribution, mais un actif financier. Elle circule à une vitesse sans précédent, se place, se transforme, se "travaille" — elle ne sert plus seulement à échanger, elle sert à gagner. Cette logique de rendement absolu, découplée de l'intérêt général, fonde une économie sans ancrage, souvent sans projet collectif.

Ainsi, l'après-1971 ne donne pas seulement naissance à une économie plus souple. Il accouche d'un capitalisme sans contrepoids, dans lequel la finance n'est plus un outil au service de l'économie, mais un système autonome, autoréférentiel, dominant. Le risque systémique devient permanent. La richesse se concentre. Et les États, en croyant avoir gagné en flexibilité, découvrent qu'ils ont cédé leur autorité.

Le passage à la monnaie fiat, conjugué à l'essor du néolibéralisme et de la finance mondialisée, a redéfini en profondeur l'économie globale. Il a offert aux États la possibilité de mener des politiques budgétaires ambitieuses, d'investir dans la transition écologique ou sociale sans les contraintes métalliques du passé. Mais il a aussi engendré un nouvel ordre monétaire asymétrique, marqué par la domination écrasante du dollar et par la fragilisation structurelle de nombreux pays.

Aujourd'hui, plus de 80 % des transactions mondiales s'effectuent en dollars. Cette hégémonie ne résulte pas seulement du poids économique des États-Unis, mais de leur statut de garant systémique, de prêteur de dernier ressort à l'échelle mondiale. Leur monnaie sert de réserve pour les banques centrales, de référence pour le commerce des matières premières, et d'actif de confiance en temps de crise. Cela

confère aux États-Unis un privilège unique : celui d'émettre la monnaie que les autres doivent détenir.

Mais ce privilège crée une fracture. Tandis que les États-Unis peuvent s'endetter en leur propre monnaie, la plupart des pays du Sud doivent emprunter en devises fortes, notamment en dollars. Cela les expose aux aléas des taux de change, aux hausses brutales des taux d'intérêt américains, et aux exigences des créanciers internationaux. Une décision prise à Washington peut ainsi provoquer une crise budgétaire à Buenos Aires, Dakar ou Manille. L'indépendance monétaire devient un luxe réservé aux puissances.

Cette asymétrie se double d'un piège de la dette. Pour financer leur développement, les pays en développement sont souvent contraints de s'endetter en devises étrangères, ce qui implique un risque permanent de défaut dès que leur balance commerciale se détériore. Ils deviennent dépendants des institutions financières internationales, qui imposent en retour des plans d'ajustement structurel, souvent synonymes de coupes budgétaires, de privatisations et de désarticulation des services publics.

Dans ce contexte, la question d'un modèle monétaire alternatif n'est pas une utopie, mais une nécessité. CivicO se positionne précisément à cet endroit stratégique : il ne prétend pas remplacer le dollar, ni concurrencer le système financier global. Il propose un contre-espace, un circuit autonome, contributif, ancré dans les besoins réels, capable de fonctionner sans exposition aux dynamiques spéculatives mondiales. Il offre un levier de souveraineté douce, une manière de redonner de l'épaisseur monétaire aux usages essentiels.

Cet héritage contemporain, fait de puissance pour certains et de vulnérabilité pour d'autres, légitime pleinement la recherche de nouveaux ancrages. Non pour se couper du monde, mais pour pouvoir y participer sans s'y dissoudre. CivicO s'inscrit dans cette lignée : créer une monnaie qui soit d'abord une structure sociale, une promesse de résilience, un outil de transformation — non un simple reflet des déséquilibres globaux.

I.4 — Les grandes crises systémiques et leurs enseignements

« Ce n'est pas la chute des marchés qui crée la crise, c'est l'effondrement de la confiance. »

La crise de 1929 ne marque pas seulement l'effondrement de la bourse de New York. Elle inaugure l'ère des crises systémiques mondiales, où les turbulences d'un marché local se propagent à l'ensemble de l'économie planétaire. Ce n'est plus une panique sectorielle ou une défaillance isolée, mais une rupture globale de confiance. Les valeurs boursières s'effondrent, les banques ferment les unes après les autres, le crédit se contracte brutalement, la consommation chute, les faillites se multiplient. En quelques mois, le capitalisme libéral entre dans une spirale dépressive dont aucun outil de l'époque ne permet la sortie.

Les causes sont multiples : une spéculation boursière délirante alimentée par des achats à crédit, une bulle survalorisée sans lien avec l'économie réelle, une absence totale de régulation financière, un endettement massif des ménages et des entreprises. Mais plus encore, c'est l'architecture même du système monétaire mondial — encore fondée sur le Gold Standard — qui empêche toute réponse efficace. Les États, liés par la convertibilité de leur monnaie en or, sont incapables d'émettre massivement de la monnaie pour relancer l'économie. La discipline métallique étouffe toute initiative. L'orthodoxie devient une camisole.

C'est dans ce vide théorique que s'engouffre la pensée révolutionnaire de John Maynard Keynes. Contre les doctrines classiques qui prônent la retenue budgétaire et la confiance dans les équilibres automatiques du marché, Keynes propose une autre voie : celle d'un État stratège, capable d'investir massivement, de soutenir la demande, de créer de l'emploi même par l'endettement temporaire. Pour lui, la dépense publique n'est pas un mal, mais une nécessité en période de crise.

Ce renversement intellectuel marque la naissance de la macroéconomie moderne. L'économie n'est plus une somme de décisions individuelles rationnelles, mais un système global, soumis à des dynamiques de masse, de psychologie collective,

d'inertie structurelle. Le rôle de l'État ne se limite plus à encadrer le marché : il doit en devenir l'architecte temporaire lorsque celui-ci se grippe.

La crise de 1929 aura ainsi deux héritages : une fracture sociale et économique majeure — et une révolution doctrinale. C'est la fin de l'innocence du marché. Et le début d'un long débat entre interventionnisme et liberté économique, qui traversera tout le siècle.

Moins de cinquante ans après la crise de 1929, le monde occidental se heurte à une nouvelle secousse majeure. En 1973, l'embargo pétrolier décrété par les pays de l'OPEP en réaction au soutien occidental à Israël lors de la guerre du Kippour fait exploser le prix du baril. L'économie mondiale, jusque-là fondée sur une énergie abondante et bon marché, se retrouve soudain confrontée à une rareté brutale. Ce choc exogène provoque un double phénomène inédit : une inflation galopante conjuguée à une stagnation de la croissance — une situation que l'on croyait impossible selon les modèles keynésiens, et que l'on nommera bientôt *stagflation*.

Les gouvernements, fidèles aux recettes post-1929, répondent par la relance : dépenses publiques accrues, soutien aux industries, aides aux ménages. Mais cette fois, les leviers habituels échouent. Injecter de l'argent dans une économie paralysée par la hausse des coûts énergétiques ne fait qu'alimenter la hausse des prix. Le chômage continue de grimper, les déficits s'envolent, la monnaie se déprécie. Le keynésianisme semble soudain impuissant face à cette crise hybride, à la fois économique, géopolitique et structurelle.

C'est dans ce climat de désillusion que s'impose une nouvelle doctrine : le monétarisme, incarné par Milton Friedman et l'école de Chicago. Selon cette approche, le problème n'est pas le manque d'intervention, mais l'excès. La masse monétaire doit être strictement contrôlée. L'inflation est vue comme un phénomène purement monétaire, et l'État comme un facteur de perturbation plutôt que de solution. L'indépendance des banques centrales devient un impératif. L'austérité n'est plus une erreur : elle devient une vertu.

Ce basculement idéologique signe l'acte de naissance du néolibéralisme. On cesse de parler de plein emploi. On parle de compétitivité. On ne régule plus les marchés : on

les libère. Les entreprises doivent s'adapter, les citoyens aussi. Le filet social devient un coût, la régulation un frein, l'impôt une distorsion. Le modèle de société change radicalement.

Mais derrière cette transformation doctrinale se cache une fracture bien plus profonde : la reconnaissance que ni l'État seul, ni le marché seul ne peuvent garantir la stabilité dans un monde devenu systémique. Le choc pétrolier de 1973 révèle brutalement une vérité ignorée jusqu'alors : l'économie ne flotte pas dans un vide abstrait. Elle dépend de facteurs exogènes — énergie, climat, matières premières, géopolitique — qui échappent à sa logique interne. La vulnérabilité devient structurelle.

En 2008, c'est un tout autre type de crise qui frappe l'économie mondiale : un effondrement interne, généré non par une pénurie de ressources ou un choc exogène, mais par les excès de son propre système financier. La crise des subprimes, née dans l'immobilier américain, révèle la face cachée de la financiarisation extrême du capitalisme néolibéral. En apparence, il s'agissait d'une croissance florissante : des ménages accédant à la propriété, des banques innovantes, des produits financiers complexes censés diluer le risque. En réalité, le système était bâti sur du sable : des crédits à haut risque, distribués sans garanties, titrisés à grande échelle, puis revendus dans le monde entier sous forme de produits dérivés incompréhensibles.

Lorsque les ménages américains les plus précaires commencent à faire défaut sur leurs prêts, l'onde de choc est immédiate. Les titres financiers censés représenter une valeur stable s'effondrent. Les banques, exposées les unes aux autres dans une toile opaque de dépendances croisées, cessent de se prêter. Le crédit interbancaire se fige. La confiance disparaît en quelques jours. Ce n'est plus une crise immobilière : c'est une crise systémique.

Cette fois, contrairement à 1929, les États et les banques centrales réagissent massivement. Plans de sauvetage, injections de liquidités colossales, rachats de dettes douteuses, taux d'intérêt proches de zéro, garanties publiques pour les établissements à risque. Le fameux "whatever it takes" de Mario Draghi, alors président de la Banque centrale européenne, devient l'emblème d'un tournant : l'économie ne tient plus que par le soutien inconditionnel des institutions monétaires.

Mais ce sauvetage a un prix. Les banques sont secourues, les marchés rassurés, mais les inégalités explosent. Les dettes publiques s'envolent, justifiant partout de nouvelles politiques d'austérité. Le citoyen paie pour les erreurs de la finance. Le lien entre économie réelle et sphère spéculative se distend un peu plus. L'État devient l'assureur de dernier recours — non pour les plus fragiles, mais pour les plus puissants.

La crise de 2008 marque ainsi un point de bascule. Elle montre que le système bancaire, devenu hypertrophié, n'est pas seulement instable : il est incapable de s'autoréguler. Sa logique interne — maximisation des rendements, court-termisme, innovation financière déconnectée — n'a plus rien à voir avec les besoins de la société. Il s'agit d'un système en boucle fermée, autoalimenté, dont les gains sont privés mais dont les pertes sont socialisées.

Cette démonstration brutale a des conséquences durables. Elle alimente une défiance croissante envers les institutions, une suspicion profonde envers la justice économique, et relance les débats sur la séparation bancaire, les monnaies alternatives, et les modèles de stabilité qui ne reposeraient plus sur l'endettement systémique.

*

En 2020, la crise ne vient ni des marchés, ni des matières premières, ni des bulles spéculatives : elle vient d'un virus. La pandémie de Covid-19 déclenche une mise à l'arrêt brutale de l'économie réelle à une échelle jamais observée. Les chaînes d'approvisionnement mondiales se figent, les transports sont paralysés, les usines ferment, les commerces baissent le rideau. Les États imposent des confinements généralisés, les interactions humaines — et donc économiques — s'effondrent.

Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'activité économique mondiale est suspendue volontairement, dans un effort de sauvegarde collective. Le PIB chute, la consommation se contracte, l'incertitude explose. Mais à la différence

des crises précédentes, la réponse des États est rapide, massive, et relativement coordonnée : plans de relance d'urgence, soutiens directs aux entreprises, extension des filets sociaux, mise en place de dispositifs de chômage partiel, moratoires sur les loyers, gels des crédits. Les gouvernements injectent des milliards pour éviter l'implosion.

On redécouvre soudain l'importance des infrastructures publiques : les hôpitaux, les services de santé, les réseaux logistiques, les filets sociaux sont les seuls remparts contre l'effondrement total. Les dogmes de l'austérité, pourtant si puissants depuis 2010, cèdent temporairement la place à un pragmatisme d'urgence. L'État redevient acteur. Le soutien monétaire et budgétaire est massif. On parle de relocalisation, de résilience, d'économie circulaire, de souveraineté industrielle. Un autre vocabulaire ressurgit.

Mais derrière cet élan solidaire, la crise révèle aussi des failles profondes. L'extrême dépendance à des circuits mondialisés de production. La vulnérabilité logistique des biens essentiels. L'incapacité à fabriquer localement des produits stratégiques — masques, tests, vaccins, composants électroniques. La pandémie agit comme un révélateur : ce n'est pas seulement le virus qui menace les économies, c'est leur architecture même, conçue pour l'optimisation permanente, non pour l'absorption des chocs.

Cette expérience mondiale fait émerger une question nouvelle : comment concevoir une économie capable de continuer à fonctionner — au moins partiellement — en situation d'arrêt global ? Une économie qui ne soit pas suspendue en cas de crise, mais capable de pivoter, de ralentir sans s'effondrer, de répondre à l'urgence sans désintégrer ses équilibres internes.

C'est dans ce contexte que la réflexion sur les modèles économiques alternatifs, locaux, déconnectables, intégrant des fonctions de continuité de service prend tout son sens. Non comme utopie post-crise, mais comme infrastructure de sauvegarde systémique.

En 2022, l'économie mondiale, à peine remise du choc pandémique, subit une nouvelle onde de choc. L'invasion de l'Ukraine par la Russie déclenche une crise énergétique sans précédent depuis les années 1970. La dépendance de l'Europe au gaz russe, les sanctions économiques croisées, et la reconfiguration brutale des marchés de l'énergie provoquent une envolée spectaculaire des prix du gaz, du pétrole, et de l'électricité.

Mais, à la différence de 1973, cette crise énergétique s'inscrit dans un contexte systémique déjà fragilisé. Les chaînes d'approvisionnement mondiales restent perturbées, l'inflation sous-jacente post-Covid est déjà latente, les tensions géopolitiques se multiplient. L'économie entre dans une phase d'instabilité chronique, où les crises ne sont plus exceptionnelles, mais deviennent le nouveau régime de fonctionnement.

L'inflation n'est plus simplement monétaire, issue d'une surabondance de liquidités ; elle est matérielle, réelle, ancrée dans la rareté des ressources. Les biens essentiels — énergie, alimentation, logement — deviennent de plus en plus coûteux. Les classes moyennes, longtemps préservées, sont directement touchées. Le pouvoir d'achat s'effrite, la précarité s'accélère, les inégalités se creusent.

Face à cette situation, les réponses classiques apparaissent insuffisantes. La hausse des taux d'intérêt par les banques centrales tente de contenir l'inflation, mais au prix d'un ralentissement brutal de l'activité économique. Les aides ponctuelles distribuées par les États peinent à compenser la perte de revenu réel. Les mesures de soutien deviennent des rustines sur un modèle de croissance structurellement fissuré.

Plus profondément, cette crise révèle une vulnérabilité systémique : notre dépendance massive à des ressources énergétiques rares, concentrées, soumises à des aléas géopolitiques. L'interconnexion mondiale, vantée pendant des décennies comme un vecteur d'efficacité, devient un facteur de risque majeur. La résilience n'est plus un concept théorique : elle devient une nécessité politique et économique.

C'est dans ce contexte que prend forme l'idée d'un socle économique parallèle, capable de fonctionner indépendamment des marchés globaux, fondé non sur la spéculation, mais sur la valeur réelle des actes sociaux et des besoins fondamentaux. CivicO propose de créer un circuit court, isolable en cas de choc, capable de garantir l'accès aux biens et services essentiels sans dépendre de la fluidité des flux mondiaux.

Il ne s'agit pas de construire un monde alternatif déconnecté, mais de doter l'économie réelle d'un filet de sécurité structurel, ancré dans la production et l'échange utiles. Une manière de rendre chaque société plus autonome, plus stable, plus humaine face aux secousses inévitables du siècle à venir.

I.5 — Monnaies alternatives et crypto-actifs : promesses et impasses

« Là où l'on cherche à libérer l'échange, on oublie souvent pour qui il devrait exister. »

À chaque grande période de crise économique, surgit une tentation récurrente : celle de créer des monnaies alternatives pour pallier les défaillances, les rigidités ou les injustices du système monétaire officiel. Derrière ces initiatives se trouve une intuition profondément humaine : ré-ancrer l'échange dans le réel, dans le local, dans la communauté, plutôt que dans des abstractions financières incontrôlables.

Parmi les exemples les plus notables figurent les Systèmes d'Échange Local (SEL), où les unités de valeur sont basées sur le temps ou sur des équivalents internes fixés par les communautés elles-mêmes. On trouve également des monnaies locales complémentaires telles que le Chiemgauer en Allemagne, le Bristol Pound au Royaume-Uni, ou encore l'Eusko dans le Pays basque français. D'autres modèles, comme les banques de temps, proposent des unités d'échange fondées sur l'heure de service rendu, recréant ainsi un circuit de solidarité directe.

Toutes ces expériences partagent une même ambition : stimuler la consommation locale, renforcer le tissu social, encourager la production de proximité, réduire la dépendance aux grands circuits financiers mondialisés. Leurs vertus sont réelles : elles revitalisent des territoires en difficulté, offrent un espace de résilience douce, reconstruisent de la confiance là où les fractures économiques ont sapé le lien collectif.

Cependant, malgré leur potentiel, ces monnaies alternatives peinent à changer d'échelle. Plusieurs obstacles majeurs les freinent : une adoption limitée, souvent cantonnée à des cercles militants ou associatifs ; une coordination difficile avec les autorités fiscales et bancaires, qui voient d'un mauvais œil la multiplication de monnaies non régulées ; l'absence de modèle économique pérenne pour soutenir leur infrastructure ; et une perception de complexité ou d'illégalité qui décourage le grand public.

Plus profondément, leur limite structurelle est qu'elles fonctionnent en marge du système existant. Elles créent des poches de résistance, mais peinent à dialoguer avec l'économie dominante. Elles restent périphériques, contingentes, incapables de devenir des outils systémiques de stabilité.

Ces expériences n'en sont pas moins précieuses : elles montrent que la monnaie n'est pas un simple instrument technique, mais une construction sociale, un choix politique, une manière d'organiser la vie collective. Elles ouvrent la voie à une réflexion plus large sur ce qu'une "monnaie utile" pourrait être.

*

En 2009, dans le sillage de la crise financière mondiale, surgit une innovation radicale : le Bitcoin. Imaginé par une entité restée mystérieuse sous le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, le Bitcoin se présente comme une alternative totale au système bancaire et monétaire traditionnel. Sa promesse est puissante : créer une monnaie sans intermédiaire, sans banque centrale, sans autorité politique. Une monnaie qui repose

uniquement sur un consensus algorithmique, garanti par la technologie de la blockchain.

Le Bitcoin ambitionne de libérer l'échange du contrôle étatique, de restaurer une forme de souveraineté individuelle, et de bâtir une communauté économique mondiale affranchie des frontières nationales. Sa structure repose sur un principe fondamental : la validation décentralisée des transactions par le **proof-of-work**, un mécanisme où des milliers d'ordinateurs à travers le monde sécurisent le réseau en résolvant des problèmes mathématiques complexes.

Mais très rapidement, l'utopie rencontre ses propres contradictions.

Le Bitcoin, loin de devenir une monnaie d'échange quotidienne, se transforme en actif spéculatif. Sa valeur fluctue de manière extrême, rendant impraticable son usage comme unité de compte ou comme réserve stable de valeur pour les échanges courants. La volatilité, loin d'être un bug du système, devient sa principale caractéristique. Ce qui devait être un instrument de confiance devient un vecteur d'incertitude.

En parallèle, le processus de validation par proof-of-work révèle une empreinte écologique massive. La consommation énergétique du Bitcoin dépasse rapidement celle de pays entiers, contredisant toute prétention à une économie durable. Ce coût environnemental devient une critique majeure, sapant l'idée que le Bitcoin puisse représenter une alternative éthique au capitalisme existant.

Enfin, l'usage du Bitcoin reste en grande partie cantonné aux marges : financement d'activités illégales, évasion fiscale, spéculation sans ancrage productif. Ce n'est pas une infrastructure d'échange pour le plus grand nombre : c'est un marché de niche, hyper-financiarisé, réservé à une élite technophile ou spéculative.

En réalité, le Bitcoin n'est pas une monnaie au sens classique du terme : c'est un actif instable, sans adossement à une valeur productive réelle, sans gouvernance collective responsable, sans fonction sociale intégrée. Il ne renforce pas la confiance collective — il la privatise. Il ne fonde pas un nouveau contrat social — il en fait abstraction au profit de la seule logique individuelle.

Le Bitcoin incarne une tension fondamentale : vouloir créer de la souveraineté monétaire sans la relier à une souveraineté politique, vouloir fonder une économie sans projet collectif, vouloir sécuriser la valeur sans assumer les conditions sociales de la valeur.

À la suite du Bitcoin, c'est une véritable prolifération de crypto-actifs qui envahit l'espace monétaire numérique. Ethereum, Ripple, Solana, Dogecoin, Tether, et des milliers d'autres "coins" apparaissent, chacun prétendant résoudre un problème, apporter une innovation, conquérir une niche. Le monde de la finance décentralisée (DeFi), des NFT (jetons non fongibles), des metaverses monétaires se développe à une vitesse vertigineuse, portée par une promesse : celle de démocratiser l'accès à la richesse, d'émanciper l'individu des institutions classiques.

Mais très rapidement, cette explosion technologique produit un effet contre-productif : la dilution du sens monétaire. À mesure que les "coins" se multiplient, leur crédibilité diminue. Face à une myriade d'initiatives souvent spéculatives, le citoyen moyen perd ses repères. Quelle est la valeur réelle d'un token ? Sur quelle création de valeur repose-t-il ? Quelle utilité sociale incarne-t-il ? Qui en garantit la stabilité, la pérennité, la reconnaissance ?

La promesse initiale d'émancipation se heurte à un mur de complexité technique, d'opacité économique et de spéculation effrénée. Beaucoup de projets sont des bulles auto-entretenues, des produits marketing plus que des infrastructures économiques. Certains coins disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus, laissant derrière eux des investisseurs ruinés et une méfiance grandissante.

Dans cette jungle monétaire, les régulateurs peinent à suivre. Les cadres juridiques sont dépassés. Les protections des consommateurs sont insuffisantes. Le marché des cryptomonnaies devient un Far West numérique où l'innovation côtoie la fraude, où la spéculation masque l'absence de valeur réelle, où l'on échange souvent non pour produire ou construire, mais pour parier sur la volatilité.

Ce phénomène révèle un paradoxe central : plus il existe de monnaies, moins il existe de confiance. Là où la fonction première d'une monnaie est de simplifier l'échange en

fondant une reconnaissance mutuelle, la prolifération anarchique des crypto-actifs fragmente la confiance, la disperse, la rend impraticable. La monnaie n'est plus un vecteur d'unification sociale ; elle devient un terrain de chasse privée.

La fonction monétaire est ainsi dévitalisée : au lieu d'être un outil de coordination collective, elle devient un produit financier, volatil, concurrentiel, souvent déconnecté de toute production de richesse tangible. Ce n'est pas seulement la stabilité qui est menacée : c'est le sens même de ce "faire économie" veut dire.

I.6 — Institutions et géopolitique monétaire mondiale

« Il n'y a pas de monnaie neutre, seulement des puissances qui en dictent les lois. »

La monnaie n'a jamais été un simple outil technique d'échange : elle est toujours un instrument de pouvoir, un levier de souveraineté, un moyen discret de structurer les relations internationales. Derrière les grandes devises mondiales — le dollar, l'euro, le yuan —

se déploient des logiques géopolitiques complexes, où la création et la circulation monétaires deviennent des terrains de compétition stratégique.

La domination monétaire n'est jamais neutre : elle impose ses standards, oriente les flux de capitaux, conditionne l'accès aux ressources, et peut, à travers l'imposition de règles internationales, façonner le développement ou la dépendance d'États entiers. Dans ce contexte, comprendre le rôle des grandes institutions financières multilatérales est indispensable pour mesurer l'ampleur de l'enjeu monétaire global.

Créés lors des accords de Bretton Woods en 1944, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale furent conçus pour stabiliser l'économie mondiale, éviter une nouvelle grande dépression, et soutenir la reconstruction et le développement des nations appauvries.

Le FMI devait garantir la stabilité des taux de change, prévenir les dévaluations compétitives, et accorder des prêts aux pays en difficulté pour préserver la confiance dans le système monétaire international. La Banque mondiale, quant à elle, devait financer les grands projets d'infrastructure — barrages, routes, hôpitaux, réseaux énergétiques — censés catalyser un développement économique durable.

Cependant, rapidement, ces institutions dérivèrent de leur mandat initial. Sous l'influence des grandes puissances économiques, et en particulier des États-Unis, elles devinrent les vecteurs d'une certaine orthodoxie économique : celle du libre-échange généralisé, de la libéralisation financière, et de la réduction du rôle économique direct de l'État.

Les aides accordées par le FMI et la Banque mondiale furent conditionnées à des politiques d'ajustement structurel sévères :

- Libéralisation rapide des marchés intérieurs.
- Privatisation massive des entreprises et des services publics.
- Réduction drastique des dépenses sociales (éducation, santé, protection sociale).
- Suppression des subventions agricoles et énergétiques stratégiques.

Ces programmes, appliqués uniformément dans des contextes très divers, eurent des conséquences ambivalentes. Dans de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne et d'Asie, ils conduisirent à des vagues de chômage, à l'explosion de la pauvreté, et à la déstabilisation des tissus économiques locaux. La souveraineté budgétaire des États fut profondément érodée, limitant leur capacité d'investissement autonome dans leur propre développement.

À partir des années 1990, critiques académiques et politiques se multiplièrent contre ce modèle unique d'ajustement imposé. Des économistes comme Joseph Stiglitz,

ancien économiste en chef de la Banque mondiale, dénoncèrent l'aveuglement des institutions vis-à-vis des conséquences sociales désastreuses de leurs politiques. L'économiste Dani Rodrik¹² montra que les trajectoires de croissance réussies s'appuyaient souvent sur des stratégies hybrides, adaptées aux contextes locaux, loin du dogmatisme libéral imposé.

Ainsi, loin d'être des arbitres neutres, le FMI et la Banque mondiale devinrent perçus, à tort ou à raison, comme les gardiens d'un ordre mondial néolibéral, imposant leurs logiques aux États en situation de faiblesse plus qu'ils ne leur offraient une aide impartiale.

En Europe, la Banque Centrale Européenne (BCE) incarne une institution formellement indépendante, dont le mandat principal est de garantir la stabilité des prix. Héritant directement du modèle de la Bundesbank allemande, et de la doctrine ordo-libérale forgée après la Seconde Guerre mondiale, la BCE a érigé la lutte contre l'inflation en dogme fondateur. Toute son action est guidée par cet impératif : contrôler la masse monétaire, éviter la surchauffe des prix, maintenir l'ancrage des anticipations inflationnistes.

Dans cette logique, la BCE est juridiquement empêchée de financer directement les déficits publics des États membres. La création monétaire, qui ailleurs dans l'histoire a parfois été mobilisée pour soutenir l'investissement public et la reconstruction économique, reste en Europe encadrée, filtrée, conditionnée à travers les marchés secondaires.

Or, cette obsession anti-inflation, forgée dans les années 1980 en réaction aux crises monétaires de la décennie précédente, apparaît aujourd'hui en décalage croissant avec les réalités contemporaines. À l'heure des crises sanitaires mondiales, des urgences climatiques irréversibles, des bouleversements énergétiques,

¹² Dani Rodrik est un économiste turc, professeur à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard, spécialisé en économie politique internationale, développement et mondialisation. Il est reconnu pour sa critique du consensus de Washington et du libre-échange comme dogme universel. Dans ses travaux, il défend l'idée que les politiques économiques doivent être contextualisées, adaptées aux institutions locales, et que la mondialisation doit être subordonnée à la démocratie et à la souveraineté nationale.

l'économie européenne n'est plus menacée par l'emballement des prix, mais par la stagnation, l'effondrement des services publics, l'érosion des infrastructures vitales.

Les politiques monétaires restrictives étouffent la relance nécessaire. Les hausses de taux d'intérêt, présentées comme instruments de prudence, pénalisent prioritairement les ménages modestes et les petites entreprises, renforçant mécaniquement les inégalités économiques. L'obsession de la dette publique sert de justification à des politiques d'austérité, dont les effets délétères sur la cohésion sociale sont pourtant amplement documentés.

Dans cette architecture technocratique, la BCE ne parle pas de lien social, ni de valeur réelle, ni de besoins fondamentaux. Elle parle d'indicateurs, de spreads de dette, de cibles nominales d'inflation. Le langage humain s'efface derrière le langage des marchés financiers, où la stabilité statistique prime sur la stabilité sociale réelle.

Ainsi, loin d'incarner une neutralité bienveillante, la BCE peut apparaître comme l'agent d'une certaine vision économique : celle qui privilégie l'ordre monétaire sur la vitalité des sociétés, la discipline financière sur l'investissement social, la préservation nominale sur l'adaptation systémique.

★

La monnaie n'est pas seulement un instrument économique neutre : elle est une arme silencieuse, un levier d'influence, un vecteur stratégique de domination. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le dollar est resté la devise dominante dans les échanges internationaux, dans la cotation des matières premières, dans l'émission des dettes souveraines et dans les réserves des banques centrales.

Cette position confère aux États-Unis ce que l'économiste Valéry Giscard d'Estaing qualifia jadis « d'exorbitant privilège » : la capacité de financer leurs déficits sans craindre une fuite massive des capitaux, d'imposer des sanctions extraterritoriales par le biais du contrôle des flux financiers en dollars, et de dicter de facto les normes de régulation mondiale.

Le système Swift, qui assure les communications interbancaires globales, renforce ce pouvoir : l'accès ou l'exclusion d'un acteur économique de ce réseau devient un instrument de coercition sans mobilisation militaire. Par la maîtrise des flux monétaires, les États-Unis projettent leur puissance bien au-delà de leurs frontières politiques.

Face à cette hégémonie, d'autres puissances tentent de construire des alternatives. La Chine pousse activement l'internationalisation du yuan, à travers la création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), la signature d'accords bilatéraux de swap monétaire, et le développement accéléré d'une monnaie numérique souveraine destinée à contourner les réseaux dominés par le dollar.

L'Europe, quant à elle, reste en retrait. La fragmentation financière entre ses États membres, l'absence d'un budget fédéral fort, et la timidité de la BCE en matière d'innovation monétaire numérique freinent son affirmation sur la scène monétaire mondiale. Malgré le poids économique de la zone euro, sa capacité stratégique reste limitée, et sa souveraineté monétaire incomplète.

Dans ce contexte, la monnaie s'impose comme une clef centrale de l'indépendance stratégique. Maîtriser sa devise, c'est protéger sa capacité d'action souveraine ; dépendre d'une monnaie étrangère, c'est accepter une vulnérabilité latente. La domination monétaire façonne ainsi les hiérarchies géopolitiques du XXI^e siècle, silencieusement mais puissamment.

I.7 – La monnaie, miroir de la diversité humaine

Ce qui est passionnant avec l'histoire de la monnaie, c'est la coexistence, sur une même planète et parfois à la même époque, de civilisations fonctionnant avec des systèmes monétaires séparés par des millénaires d'évolution technique ou symbolique. Ainsi, jusqu'au début du XX^e siècle, certains royaumes d'Afrique de l'Ouest utilisaient encore les cauris (coquillages) comme unité de compte et moyen

d'échange, alors que l'Europe industrielle avait déjà adopté la monnaie fiduciaire, les chèques et les billets de banque. Les cauris, qui circulaient du golfe du Bénin jusqu'au Congo, étaient une des premières monnaies mondiales, preuve que la valeur n'est jamais universelle mais toujours négociée, ancrée dans un contexte social et culturel précis.

Dans le même temps, d'autres sociétés avaient développé des instruments d'une grande sophistication : la Chine impériale inventa le billet de banque dès le IX^e siècle sous la dynastie Tang, bien avant que l'Europe n'en généralise l'usage. Le monde arabe, quant à lui, introduisit le "sakk" (origine du mot "chèque"), une promesse écrite sur l'honneur de dette, qui permit de sécuriser les échanges à longue distance sans transporter de métal précieux. Ce système fut adopté dès le Moyen Âge par les marchands de la Méditerranée et inspira les premières lettres de change européennes.

Mais la monnaie n'a jamais été une nécessité universelle. Chez de nombreux peuples amérindiens, la propriété collective et la logique du don rendaient superflue l'invention d'un équivalent général : tout appartenait à la tribu, et la circulation des biens s'organisait selon des règles de réciprocité, de prestige ou de redistribution rituelle. Aujourd'hui encore, certaines communautés autochtones du Darién (sud du Panama, nord de la Colombie) perpétuent des formes d'économie sans monnaie, où l'appartenance prime sur la transaction.

Ce foisonnement de techniques – coquillages, métaux, billets, chèques, monnaies scripturales, crypto-actifs – montre que la monnaie n'est jamais un simple outil neutre. Elle est toujours le reflet d'un choix social, d'un pacte de confiance, d'une vision du monde. Chaque société a inventé, adapté, parfois abandonné ses propres instruments pour répondre à ses besoins d'échange, de mémoire, de dette ou de souveraineté.

Ce qui frappe, c'est la capacité des sociétés humaines à faire coexister, parfois sur le même territoire, des monnaies de nature radicalement différente : monnaies de métal pour les impôts, monnaies de coquillage pour les dots, monnaies de papier pour le commerce, monnaies virtuelles pour les réseaux numériques. L'histoire de la monnaie est donc moins une marche linéaire vers la sophistication qu'une mosaïque d'expériences, de bricolages, de compromis entre technique, pouvoir et culture.

En conclusion, la monnaie n'est jamais qu'un miroir : elle reflète la diversité des sociétés, la pluralité de leurs besoins, la complexité de leurs liens. Comprendre cette histoire, c'est se donner les moyens de penser des alternatives, d'imaginer des architectures monétaires nouvelles, adaptées à la pluralité des mondes humains. C'est aussi rappeler que toute réforme monétaire, loin d'être purement technique, engage toujours une vision de la justice, de la confiance et du vivre-ensemble.

I.8 – Le social capitalisme et la reconstruction d'une souveraineté économique résiliente

Le contexte mondial actuel révèle l'extrême vulnérabilité des économies contemporaines aux chocs systémiques : crise sanitaire, déstabilisation énergétique, effondrement environnemental, dérives spéculatives. Ces vulnérabilités ne sont pas accidentelles : elles sont le produit d'une architecture économique fondée sur la fluidité extrême des capitaux, la dérégulation systématique, et la dépendance à des mécanismes monétaires globalisés hors contrôle local.

Dans cette configuration, la souveraineté économique réelle devient un enjeu central de survie politique et sociale.

Il ne s'agit plus seulement de produire ou d'échanger : il s'agit de garantir que, quoi qu'il advienne, une société reste capable de maintenir l'accès à ses infrastructures vitales — alimentation, santé, énergie, cohésion sociale.

Le social capitalisme propose une réponse structurée à cette exigence. Non en construisant un système clos, défensif, replié sur lui-même, mais en édifiant un socle économique parallèle, stabilisateur, capable d'assurer la continuité du tissu social même en situation de crise globale.

En adossant la valeur monétaire à l'utilité sociale tangible, en conditionnant son émission à des actes vérifiés de contribution réelle, en inscrivant sa circulation dans

des circuits fermés sectoriels stratégiques, CivicO recompose les fondements mêmes de la souveraineté économique.

Il ne s'agit pas d'une souveraineté agressive, ni d'une souveraineté isolée. Il s'agit d'une souveraineté fonctionnelle :

- celle qui garantit que l'économie essentielle peut continuer à fonctionner indépendamment des fluctuations spéculatives mondiales.
- celle qui assure que la solidarité sociale reste mobilisable même sous tension extrême.
- celle qui redonne aux communautés locales et nationales la capacité d'auto-maintien, non par repli, mais par intelligence systémique.

En cela, CivicO propose plus qu'une innovation monétaire :

il propose une reconstruction progressive de la souveraineté, non par la force brute, non par la fermeture nationaliste, mais par la reconstitution patiente de la confiance, de l'engagement collectif et de la valeur réelle.

BLOC II — Fondements théoriques et philosophiques du Social-Capitalisme

« Entre pensée économique, justice sociale et efficacité contributive »

Ce bloc a pour objectif de poser les bases intellectuelles et éthiques du Social-Capitalisme, en explorant les théories économiques et sociales majeures, les courants de pensée contemporains, et les critiques des modèles existants. Il constitue le socle doctrinal du Social-Capitalisme, en le rendant à la fois intelligible, légitime et différencié.

II.1 — Adam Smith : la main invisible et l'éthique de la liberté

Réinterprétation de la main invisible comme cadre de liberté économique nécessitant un ancrage moral actif, préfigurant l'équilibre contributif du Social-Capitalisme.

II.2 — Léon Walras : l'équilibre général et la fiction mathématique de l'harmonie

Critique des hypothèses irréalistes de l'équilibre général walrassien, remplacé par une dynamique adaptative et régulée propre au modèle CivicO.

II.3 — John Rawls et la justice comme équité active

Présentation des concepts de justice issus de Rawls, du voile d'ignorance à la distinction entre égalité passive et équité contributive, avec une application directe au fonctionnement du Social-Capitalisme.

II.4 — Keynes et la nécessité d'un État injecteur

Mise en lumière du rôle stabilisateur de l'État keynésien, et de l'émission monétaire comme mécanisme non spéculatif mais amortisseur, ancré dans le réel.

II.5 — L'économie expérimentale de Duflo, Banerjee et Kremer

Référence aux méthodes de terrain des économistes expérimentaux pour valider CivicO : tests, prototypes locaux, comportement mesuré par IA, et effets ciblés par la monnaie cloisonnée.

II.6 — Piketty, Friedman : réguler ou libérer ? Deux visions, une jonction

Tension entre régulation et libéralisme économique à travers Piketty et Friedman, et positionnement du Social-Capitalisme comme synthèse pragmatique et intégrative entre leurs approches.

II.7 — David Graeber : la dette comme mémoire sociale

Exploration de la dette en tant que fondement du lien social avant l'émergence du marché marchand, à travers l'anthropologie historique de David Graeber, et application de cette vision à l'architecture contributive du Social-Capitalisme.

II.8 — Marcel Mauss : du don à l'économie relationnelle

Redécouverte de l'importance du don, du contre-don et de la dette morale dans la cohésion sociale, et intégration de ces principes dans la dynamique économique.

II.9 — Karl Polanyi : restaurer l'économie encastrée dans le social

Analyse critique du désencastrement économique moderne selon Polanyi, et proposition d'un modèle réintégrant l'économie dans un tissu social solidaire et stabilisateur.

II.10 — Fernand Braudel : penser l'économie dans la longue durée

Perspective historique sur les structures profondes qui soutiennent l'économie réelle sur le temps long, et réflexion sur l'ancrage durable du Social-Capitalisme dans cette dynamique historique.

II.11 — Geoffrey Ingham et Christine Desan : la monnaie comme choix politique

Déconstruction du mythe de la neutralité monétaire et démonstration de la monnaie comme institution politique, en lien direct avec la construction du modèle monétaire CivicO.

II.12 — Max Weber et Michael Hudson : souveraineté monétaire et dynamique de la dette

Étude du rôle de la souveraineté monétaire et de la gestion collective de la dette à travers l'histoire, avec une transposition vers un garant d'une autonomie économique démocratique.

II.13 — Joseph Stiglitz et Mariana Mazzucato : dépasser les dérives du capitalisme financiarisé

Critique des excès de la financiarisation contemporaine et valorisation d'une économie réelle productive, avec le social-capitalisme comme levier de redirection des ressources vers des finalités sociales.

II.14 — Friedrich Hayek et Ludwig Von Mises et l'impasse du socialisme

Critique de la planification centralisée et démonstration des limites du calcul économique en régime non marchand, en lien direct avec la genèse du libéralisme mutuel et l'architecture décentralisée du modèle CivicO.

II.15 — Joseph Schumpeter, Philippe Aghion : Destruction créatrice, mondialisation et souveraineté productive : repenser l'infrastructure minimale

La destruction créatrice, moteur du capitalisme selon Schumpeter, devient sous la mondialisation un vecteur de délocalisation massive et de dépendance stratégique. Aghion prolonge cette pensée en plaidant pour une régulation de l'innovation et une reconversion des secteurs clés.

II.16 — Pourquoi les modèles existants échouent

Analyse critique des tentatives récentes — revenu universel, crypto-monnaies, ESS — et justification de CivicO comme modèle structuré, ciblé, contributif et répliquable.

II.17 — Vers une économie du sens et de l'engagement

Fondation philosophique du modèle sur les capacités (Sen), la contribution reconnue, et une économie fondée sur la dignité, la responsabilité, et la stabilité démocratique.

II.1 – Adam Smith : la main invisible et l'éthique de la liberté

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais du soin qu'ils apportent à leur intérêt. » — Adam Smith, La richesse des nations

Lorsque paraît en 1776 *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Adam Smith ne fonde pas seulement l'économie politique moderne ; il propose un modèle anthropologique, éthique et institutionnel de la société marchande. Souvent réduit à la formule de la “main invisible”, Smith est en réalité un penseur de la moralité des échanges, de la structure des incitations, et de la souveraineté partagée entre l'individu et la communauté.

II.1.1 – L'économie comme système de liberté encadrée

Smith part d'un double postulat : les individus poursuivent leur intérêt personnel, mais ils vivent dans une société fondée sur la dépendance mutuelle. Contrairement au mythe du troc spontané entre égaux, Smith insiste sur le fait que le marché n'est pas un espace naturel, mais une construction historique où les institutions jouent un rôle fondamental. C'est la justice, et non la charité, qui permet au système marchand de produire une richesse générale. Le rôle de l'État, chez Smith, n'est pas d'organiser la

production, mais de garantir la sécurité, le droit, l'éducation, les infrastructures, et l'équité dans l'accès aux opportunités.

L'échange économique est ainsi présenté comme un espace moral : l'acte d'échanger repose sur une capacité à anticiper autrui, à dialoguer, à négocier. Smith n'oppose pas l'éthique à l'intérêt ; il les articule dans une théorie des sentiments moraux (1759) qui précède de près de deux décennies *La richesse des nations*. Loin d'un libéralisme abstrait, Smith défend un ordre marchand ancré dans les vertus civiques, la transparence institutionnelle, et la modération des passions par la régulation.

II.1.2 – Richesse, travail et division productive

Smith rompt avec la vision mercantiliste fondée sur l'accumulation métallique ou le contrôle étatique des flux. Pour lui, la richesse d'une nation ne réside ni dans l'or ni dans les balances commerciales, mais dans sa capacité à produire des biens utiles. La division du travail est la clef de cette capacité productive : en spécialisant les tâches, en réduisant les temps morts, elle augmente la productivité et l'abondance. Mais cette division n'est pas spontanée : elle suppose des infrastructures, une organisation juridique stable, et une reconnaissance sociale des fonctions diverses.

Smith introduit ici une tension constitutive : plus la division du travail progresse, plus le risque d'aliénation augmente. Le travailleur hyper-spécialisé devient un "homme mutilé", incapable de penser l'ensemble du processus. D'où l'insistance de Smith sur le rôle de l'éducation publique pour maintenir la capacité morale et intellectuelle de chaque citoyen, même dans une société hautement différenciée.

II.1.3 – Limites et critiques du modèle smithien

Si Smith pose les bases d'une économie politique libérale, il ne propose pas un culte de l'autorégulation. Il reste lucide sur les risques de capture des institutions par les marchands, sur l'asymétrie entre travail et capital, et sur la nécessité d'une présence

étatique forte pour compenser les “imperfections naturelles” du marché. Mais il ne développe pas, contrairement à Marx ou Keynes, une théorie de la crise ou de la stagnation.

Par ailleurs, sa théorie de la valeur reste ambivalente : travail incorporé dans certaines pages, valeur d'échange déterminée par l'offre et la demande ailleurs. Cette absence de formalisme précis permettra à ses successeurs d'y lire des choses très différentes, et parfois contradictoires.

II.1.4 – Smith et le Social-Capitalisme : complémentarité éthique

Le Social-Capitalisme ne se construit pas contre Smith, mais à partir de ses angles morts. Il ne rejette pas l'idée de marché, ni celle d'intérêt personnel comme moteur de l'action économique. Mais il rappelle, avec Smith lui-même, que toute économie viable repose sur des institutions, des normes sociales, et une éducation morale.

Le Social-Capitalisme introduit une forme de division du travail contributive : il reconnaît des formes de production non marchandes, souvent invisibilisées par les circuits classiques. Il prolonge ainsi le projet smithien d'un ordre économique articulé à la reconnaissance civique. Là où Smith identifiait la nécessité d'un cadre public pour soutenir la liberté individuelle, CivicO propose une infrastructure monétaire pour stabiliser les contributions sociales dans un monde où la monnaie classique échoue à les valoriser.

II.2 – Léon Walras : l'équilibre général et la fiction mathématique de l'harmonie

« Un marché libre, dans un cadre de lois justes, tendra toujours vers l'équilibre.

Encore faut-il que ce cadre existe. » — Léon Walras

Au tournant du XIXe siècle, alors que l'industrialisation transforme les structures économiques et sociales de l'Europe, Léon Walras propose l'une des modélisations les plus ambitieuses de l'économie de marché : la théorie de l'équilibre général. Son œuvre, à la frontière de la philosophie politique et des mathématiques appliquées, marque une rupture décisive. Avec Walras, l'économie devient un système complet d'équations, où chaque marché, chaque acteur, chaque prix entre dans une interaction globale censée tendre vers une stabilité idéale.

L'idée est aussi séduisante que rigoureuse : dans un marché libre, chaque offre trouve une demande, chaque ressource un usage, chaque prix son point d'ajustement optimal. L'équilibre général n'est pas seulement un point mathématique ; c'est un idéal régulateur, un horizon de cohérence absolue. Pour Walras, l'économie peut s'autoréguler, à condition que certaines hypothèses — rationalité des agents, transparence de l'information, absence de friction — soient réunies.

Mais cette élégance formelle repose sur une abstraction redoutable. Loin des contingences sociales, des rapports de force, des asymétries d'information, le modèle walrassien exclut tout ce qui rend l'économie réelle chaotique, instable, parfois tragique. Il suppose un commissaire-priseur invisible, fixant les prix en dehors de toute temporalité, et une société sans pouvoir, sans histoire, sans conflit.

Pourtant, l'influence de Walras est immense. Il offre à l'économie naissante une légitimité scientifique nouvelle, comparable à celle de la physique newtonienne. Son modèle inspirera des générations d'économistes néoclassiques, de l'École de Lausanne à Arrow et Debreu, qui tenteront de le formaliser davantage, parfois jusqu'à l'absurde.

Dans la perspective du Social-Capitalisme, la pensée walrassienne pose une tension structurante. D'un côté, elle révèle la puissance heuristique des modèles systémiques : imaginer une économie comme un tout cohérent, interdépendant, est une démarche féconde. Mais d'un autre côté, elle montre les dangers d'un système trop fermé sur lui-même, qui confond abstraction mathématique et justice sociale.

CivicO ne cherche pas l'équilibre parfait ; il cherche la stabilité fonctionnelle. Il n'abolit pas les déséquilibres, il les régule. Il n'idéalise pas un marché unique, mais orchestre des circuits différenciés selon leur nature sociale. Là où Walras cherche l'unité par les prix, CivicO propose la pluralité par les fonctions. Ce n'est pas une optimisation, c'est une orchestration.

II.3 — John Rawls et la justice comme équité active

« La justice n'est pas que l'équilibre des droits : c'est l'architecture du possible. »

La justice, pour Rawls, ne se réduit pas à l'égalité formelle ni à l'équilibre abstrait des droits individuels. Elle est avant tout l'organisation rationnelle des conditions permettant à chacun d'accéder à une vie digne, stable, libre.

La monnaie, dans cette perspective, n'est pas neutre : elle est une infrastructure de possibilités ou d'exclusions.

II.3.1 – Le voile d'ignorance : une invitation à repenser les fondements

En 1971, le philosophe américain John Rawls bouleverse la pensée politique moderne avec son ouvrage *A Theory of Justice*. Il y propose un principe radical d'équité, fondé sur une expérience de pensée devenue emblématique : celle du voile d'ignorance. Rawls invite chacun à imaginer qu'il doit concevoir les règles fondamentales d'une

société sans connaître à l'avance sa propre position dans celle-ci : riche ou pauvre, valide ou handicapé, majoritaire ou minoritaire, né dans un environnement prospère ou défavorisé. Privé de toute information sur son statut futur, l'individu rationnel, pour Rawls, n'aurait d'autre choix que d'ériger des institutions garantissant à chacun, en particulier aux plus vulnérables, une chance réelle de mener une vie digne.

De cette hypothèse naît un postulat simple mais révolutionnaire : une société juste est une société où l'architecture institutionnelle est pensée pour minimiser les désavantages structurels. Non par charité ou par paternalisme, mais par rationalité éthique. Car personne, placé sous le voile d'ignorance, n'accepterait de vivre dans un système où le risque d'être abandonné à l'injustice sociale serait réel.

Cette idée, pourtant enracinée dans la tradition du contrat social — de Rousseau à Kant —, acquiert chez Rawls une force nouvelle. Là où Rousseau visait la volonté générale, et Kant l'autonomie morale, Rawls invente une méthode décisionnelle purement procédurale, déconnectée des intérêts particuliers. Il institue ainsi un principe d'équité fondé sur l'incertitude radicale, censé garantir que les lois ne soient pas écrites au service des plus forts.

Il importe de noter que pour Rawls, l'égalité n'est pas un absolu. Il ne s'agit pas de rendre chacun identique en droits ou en possessions, mais de construire un ordre social où toute inégalité de fait est justifiée, non au profit des dominants, mais à l'avantage des plus désavantagés. C'est en cela que Rawls dépasse les visions purement égalitaires : il fonde une exigence de justice sur l'organisation même des chances, non sur leur résultat brut.

En ce sens, le voile d'ignorance ne se réduit pas à une fable philosophique : il constitue une méthode rigoureuse pour penser des institutions réellement justes, anticipant les biais, les privilèges cachés, et les asymétries systémiques.

Dans le Social-Capitalisme, cette approche méthodologique trouve un écho direct. Concevoir l'économie sociale-capitaliste, ce n'est pas seulement inventer un nouvel outil économique, c'est penser, à travers le prisme du voile d'ignorance, une infrastructure monétaire et sociale où chacun, indépendamment de sa trajectoire individuelle, puisse se reconnaître comme légitimement protégé, engagé et valorisé.

II.3.2 – La justice distributive : entre droits formels et accès réel

John Rawls établit, au cœur de sa théorie de la justice, deux principes fondamentaux, conçus pour articuler la liberté individuelle avec une exigence d'équité structurelle. Le premier est le principe de liberté égale : chaque individu doit disposer d'un ensemble équivalent de droits et de libertés fondamentales — conscience, expression, association, pensée — sans hiérarchie imposée ni priorité utilitaire. Ce principe fonde une égalité de statut moral irréductible, qui interdit de sacrifier quiconque au nom d'une efficacité sociale, d'un gain collectif ou d'une optimisation abstraite.

Le second principe, dit principe de différence, introduit une condition à l'acceptabilité des inégalités : elles ne sont justes que si elles améliorent concrètement la situation des plus défavorisés. Ce n'est donc pas l'écart lui-même qui est critiqué, mais sa fonction systémique. Les institutions doivent produire des avantages liés à la position, mais orientés vers une dynamique de rattrapage collectif, non vers la cristallisation des privilèges.

Rawls ne propose pas une égalisation des résultats, mais une réorganisation des structures : une architecture sociale et économique qui, par sa conception même, garantit aux moins favorisés non pas un minimum passif, mais une capacité réelle à accéder aux leviers de la prospérité partagée. La justice devient ici active, institutionnelle, préventive : elle précède les injustices au lieu d'en atténuer les effets à posteriori.

C'est précisément à ce niveau structurel que s'inscrit le Social-Capitalisme. Il ne cherche pas à redistribuer des ressources produites dans un cadre inégalitaire ; il propose de refonder ce cadre lui-même, en intégrant dès l'origine la contrainte rawlsienne. Le Social-Capitalisme ne vise pas à subventionner la consommation ni à offrir une rente indifférenciée. Il construit une infrastructure de réinvestissement collectif, un socle patrimonial partagé à travers une monnaie dédiée — le CivicO —

pour garantir un accès équitable aux fonctions vitales de l'économie réelle : logement, fiscalité, stabilité sociale.

Il ne s'agit plus d'assurer une survie minimale, mais de permettre à chacun de devenir un acteur stable de la vie économique, au lieu d'un simple récipiendaire de transferts conditionnés. Cette architecture ne repose pas sur une promesse, mais sur une organisation du capital public qui limite dès l'origine la formation des asymétries, sans dépendre de mécanismes compensatoires postérieurs.

En cela, le Social-Capitalisme réalise dans le champ institutionnel ce que Rawls esquissait dans l'abstraction philosophique : une justice inscrite dans la structure même de l'économie, une équité rendue opératoire par l'architecture du possible.

II.3.3 – Le Social-Capitalisme : équité structurelle et pré-affectation collective

Si John Rawls propose une justice qui précède l'injustice — une architecture éthique qui empêche l'asymétrie avant qu'elle n'émerge — alors le Social-Capitalisme en est l'une des incarnations économiques les plus directes. Il ne redistribue pas un excédent arbitraire après l'acte de production. Il restructure l'économie elle-même autour d'un principe de co-possession régulée du capital public, via une affectation contrôlée et non spéculative de la valeur.

Au cœur de ce dispositif se trouve le CivicO, non pas comme outil de compensation sociale, mais comme monnaie fonctionnelle d'accès au patrimoine national immobilisé. Il n'est attribué ni en fonction du mérite, ni de l'effort, ni de l'origine sociale. Il ne constitue pas un revenu. Il n'a pas vocation à récompenser un comportement, mais à permettre à chacun, indépendamment de sa trajectoire initiale, d'accéder à une infrastructure économique stable, traçable et partagée.

CivicO est émis à partir d'un prélèvement systématique sur les bénéfices privés, à hauteur strictement encadrée, et réinjecté dans une sphère d'usage restreint : logement, fiscalité, équipements publics, services fondamentaux. Cette logique de pré-affectation fermée remplace la logique d'aide ou de redistribution par une logique

d'organisation de l'accès : ce n'est pas une monnaie d'incitation, c'est une monnaie de destination.

La fidélité au cadre rawlsien est ici manifeste. Le Social-Capitalisme ne prétend pas égaliser les ressources ou corriger les injustices a posteriori. Il propose une configuration initiale équitable, où le capital social n'est pas laissé au jeu de la compétition, mais intégré dès l'origine dans un circuit de non-accaparement. Ce n'est pas une utopie distributive, mais une architecture pragmatique de limitation des asymétries.

Le voile d'ignorance prend ici une forme opérationnelle : dans un système où nul ne sait s'il naîtra riche ou pauvre, puissant ou invisible, la seule garantie raisonnable est celle d'un socle d'accès universel aux leviers économiques essentiels. Le CivicO, dans sa neutralité distributive et sa traçabilité fonctionnelle, matérialise ce socle.

Ce n'est pas une justice réparatrice. C'est une économie qui organise l'équité en amont, par la structure même des flux. Et c'est en cela que le Social-Capitalisme dépasse les systèmes d'aide ou de redistribution classiques : non pas par idéologie, mais par configuration systémique.

II.3.4 – De la théorie à la structure : équité, incitation, stabilité

En intégrant dans son architecture le cœur philosophique du projet rawlsien, le Social-Capitalisme ne se contente pas de compenser les défaillances du marché après coup. Il restructure en amont les conditions d'accès aux ressources fondamentales, par une logique de réinvestissement public contrôlé, rendue possible par une monnaie d'usage restreint : le CivicO. Loin d'une justice correctrice, il propose une équité infrastructurelle : fondée non sur la redistribution, mais sur la non-dissipation initiale du capital collectif.

Il ne s'agit pas ici de valoriser des comportements ni de récompenser des intentions. L'architecture du Social-Capitalisme n'est pas construite autour de la reconnaissance individuelle, mais autour d'un périmètre fonctionnel stable, à l'intérieur duquel chacun

peut exercer ses droits fondamentaux sans subir la violence des asymétries spéculatives. Ce n'est pas une économie de la récompense ; c'est un système de limitation des déséquilibres structurels.

Cette approche répond à une angoisse contemporaine sous-jacente : celle de l'invisibilité économique des formes d'engagement non marchandes. Dans une économie libérale classique, les activités comme le soin, la transmission, la culture, ou le soutien communautaire échappent à toute valorisation systémique. Le Social-Capitalisme, sans entrer dans une logique de rétribution directe, garantit que la richesse produite collectivement ne puisse être captée de manière exclusive, mais soit recyclée dans des zones d'usage public accessibles à tous.

Ainsi, personne n'est condamné à l'assistanat, mais personne non plus n'est valorisé pour ce qu'il est censé représenter. Chacun peut accéder à une infrastructure commune — non pour être récompensé, mais pour ne pas être exclu. La stabilité sociale ne naît plus de transferts a posteriori, mais de l'encadrement initial des circuits de richesse.

À travers ce dispositif, le Social-Capitalisme n'est pas une innovation morale. Il est l'instrument neutre d'un contrat social refondé, où la justice distributive devient non pas une politique, mais une topographie structurelle, fidèle au principe rawlsien : assurer l'équité sans connaître les positions individuelles, par la solidité même du socle partagé.

II.4 — Keynes et la nécessité d'un État injecteur

« Il faut savoir, parfois, que la main invisible ne suffit pas. »

II.4.1 – Keynes : de l'intervention de crise à la stabilisation structurelle

Au sortir de la Grande Dépression de 1929, l'illusion d'une autorégulation naturelle des marchés s'effondre brutalement. Les certitudes de l'économie classique, fondées sur l'équilibre spontané de l'offre et de la demande, se disloquent face à une réalité durable de chômage massif, de contraction du crédit, et d'effondrement de la demande globale.

Dans *The General Theory of Employment, Interest and Money* (1936), John Maynard Keynes opère une rupture théorique décisive : il démontre que les économies peuvent rester longtemps bloquées dans des équilibres de sous-emploi, non pas par défaut de capacités productives, mais par effet de méfiance, de désynchronisation des anticipations, et de repli généralisé des investissements.

Face à cette inertie systémique, la réponse keynésienne est pragmatique : l'État doit intervenir non pas pour administrer l'économie, mais pour en briser les cycles dépressifs. Par l'investissement public, le soutien ciblé à la consommation, ou les grands projets d'infrastructure, l'État devient un acteur macro-économique, capable de réinjecter de la confiance là où le secteur privé se rétracte.

Cette approche, testée dans le New Deal américain et plus largement dans la reconstruction d'après-guerre, a prouvé que l'action publique n'est pas une anomalie du marché, mais une condition de sa survie. Elle redonne à l'État un rôle actif, non pour diriger, mais pour stabiliser.

Le Social-Capitalisme, dans cette filiation, ne reprend pas la logique keynésienne de la relance de la demande globale. Il ne cherche pas à corriger les crises : il vise à les empêcher en amont, en isolant une sphère de capital productif non spéculatif, adossé à une monnaie d'usage restreint, le CivicO. Là où Keynes utilisait la puissance publique

pour raviver la circulation monétaire, le Social-Capitalisme l'utilise pour créer un circuit de réinjection permanente au sein d'un patrimoine national immobilisé.

Il ne s'agit plus d'un État contre-cyclique. Il s'agit d'un État architecte d'un espace autonome, où la valeur n'est pas laissée aux aléas du marché, mais réorientée vers des fonctions vitales : logement, fiscalité, énergie, résilience.

En cela, le Social-Capitalisme reprend à Keynes sa posture d'intervention, mais en dépasse le cadre conjoncturel : il construit une stabilité non pas en sortie de crise, mais comme norme de structure. C'est une théorie de la préservation, plus qu'une politique de relance.

II.4.2 – Monnaie publique et circuits d'investissement ciblé

Dans la vision keynésienne, la monnaie n'est pas un simple intermédiaire neutre. Elle est un outil de structuration systémique, capable d'orienter les flux économiques vers des objectifs collectifs, ou, au contraire, de catalyser l'instabilité lorsqu'elle est laissée à la seule logique des rendements privés.

Keynes insiste sur ce point fondamental : si la création monétaire reste le monopole des banques commerciales, alors l'investissement obéira à des critères de rentabilité immédiate, au détriment de l'intérêt général. Les ressources ne financeront ni l'innovation utile, ni la cohésion sociale, mais les actifs les plus liquides, les plus spéculatifs, les plus dissociés des besoins réels.

La réponse keynésienne n'est pas idéologique, elle est institutionnelle : reprendre la main sur la monnaie, afin de construire des circuits d'investissement délibérément orientés vers l'emploi, la recherche, l'éducation, les infrastructures, la santé. Il s'agit non seulement d'émettre, mais de canaliser — non seulement d'intervenir, mais de structurer.

Dans cette lignée, le Social-Capitalisme propose une avancée supplémentaire. Il ne se contente pas de soutenir l'activité par injection monétaire : il crée un circuit monétaire autonome, adossé à un patrimoine public, et fermé à la spéculation. Ce

circuit, organisé autour de la monnaie dédiée CivicO, permet de dissocier la création de valeur collective des flux financiers mondiaux, en orientant l'usage monétaire vers des secteurs vitaux définis : logement, fiscalité nationale, services publics essentiels.

Ce n'est pas une relance. C'est une protection structurelle, une infrastructure économique endogène où la monnaie circule à l'intérieur d'un espace strictement défini, sans possibilité de détournement, de conversion externe ou d'accumulation spéculative.

Là où Keynes utilisait la monnaie publique pour soutenir la demande globale, le Social-Capitalisme l'utilise pour protéger une sphère économique souveraine, en amont de la demande, comme levier de stabilité. Le CivicO n'est pas un incitatif. Il est un filtre d'usage, garantissant que le capital produit reste affecté à l'intérêt national sans dépendre des aléas du marché global.

II.4.3 – Du keynésianisme de relance à l'architecture circulaire du Social-Capitalisme

L'enseignement fondamental de Keynes, au-delà des politiques conjoncturelles de relance, réside dans la réhabilitation de l'intervention publique comme levier stratégique face aux désajustements profonds du marché. Pour Keynes, la monnaie n'est pas un instrument neutre. Elle est un outil de canalisation, une puissance d'organisation sociale qui, laissée aux seuls circuits bancaires privés, tend à détourner les investissements vers des objectifs de rentabilité immédiate au détriment de l'intérêt général. Cette dérive n'est pas accidentelle, elle est structurelle. Une monnaie émise sans orientation publique se dirige naturellement vers les actifs les plus spéculatifs, les moins ancrés dans la production réelle, et les plus éloignés des besoins sociaux. Face à cette logique de dissipation, Keynes propose un cadre dans lequel la puissance publique assume la responsabilité d'émettre, mais aussi d'orienter la monnaie. Il ne s'agit pas simplement d'injecter des liquidités, mais de concevoir des circuits d'investissement qui soient circulaires, cohérents, et capables de renforcer l'autonomie nationale.

Cette lecture trouve un écho particulier dans l'histoire contemporaine de la France, qui s'est souvent réclamée du keynésianisme tout en en contournant l'essentiel. Dès les années 1980, l'intervention publique se réduit à une logique budgétaire d'endettement chronique, sans encadrement structurel des flux. La monnaie est pilotée depuis la Banque centrale européenne, les politiques de relance soutiennent principalement la consommation immédiate sans redéfinir les canaux de valeur, et les investissements massifs finissent par alimenter les dividendes privés ou les bulles immobilières. Ce modèle d'intervention désincarnée, où la dépense publique sert de palliatif à l'absence de régulation, n'est pas une application fidèle de la pensée de Keynes. C'est une fragmentation de ses principes, amputée de sa visée architecturale. Il ne suffit pas de dépenser pour investir. Il faut structurer.

C'est à cette exigence que répond le Social-Capitalisme. Il ne cherche pas à activer la demande globale par injection massive de capitaux. Il établit un espace économique autonome, fondé sur une infrastructure de capital public stabilisé, à l'intérieur duquel une monnaie fonctionnelle — le CivicO — assure la cohérence des échanges. Contrairement aux dispositifs traditionnels de relance, cette monnaie n'a pas vocation à circuler dans l'économie générale, ni à dynamiser les flux marchands globaux. Elle constitue un circuit fermé, délibérément protégé de la spéculation et dédié à un ensemble restreint de fonctions sociales définies : logement, fiscalité nationale, services essentiels. Ce circuit ne répond pas à une logique de stimulation. Il répond à une logique de préservation.

CivicO n'est pas un revenu, ni une récompense. Il ne reconnaît aucun mérite individuel. Il ne distribue pas la valeur. Il la canalise. Il ne prétend pas mesurer l'impact social ou valoriser l'engagement citoyen. Il organise les conditions matérielles dans lesquelles toute participation à la vie commune demeure possible, sans condition préalable ni exclusion fondée sur le capital de départ. Là où le keynésianisme classique tente de restaurer la confiance par la relance, le Social-Capitalisme tente de prévenir la défiance par la structure. L'un intervient à la suite des crises. L'autre les rend structurellement improbables, en limitant les facteurs de fragilité par construction.

La force du Social-Capitalisme ne réside donc pas dans une injection de liquidités, mais dans la création d'une couche économique résiliente, indépendante des

marchés financiers, capable de fonctionner en temps de crise comme en période de stabilité. C'est une monnaie de filtrage, pas de relance. Une monnaie de destination, pas d'incitation. Une monnaie d'usage, pas de récompense. Ce système ne cherche pas à réguler un marché incontrôlable. Il construit un espace à part, sécurisé, souverain, où la circulation de la valeur ne dépend plus des anticipations des investisseurs, mais des besoins constants d'un peuple. En cela, le Social Capitalisme ne reproduit pas l'expérience keynésienne. Il en reprend l'intuition initiale — celle d'une monnaie comme outil d'architecture sociale — et la pousse jusqu'à son aboutissement structurel.

II.4.4 – Le Social-Capitalisme comme stabilisateur structurel et levier de souveraineté

Là où Keynes voyait dans l'intervention publique un remède temporaire aux déséquilibres du marché, le Social-Capitalisme propose une réécriture complète du rôle de l'État et de la monnaie en temps de crise. Le CivicO, dans cette architecture, ne vient pas corriger les failles du système économique postérieurement aux chocs. Il en constitue un stabilisateur interne, permanent, intégré à la structure même du capital collectif. Il ne soutient pas l'activité agrégée par effet de volume. Il garantit la continuité fonctionnelle des fondements sociaux en les isolant de la volatilité des marchés.

En situation de turbulence économique, le CivicO n'est pas utilisé pour alimenter la consommation globale ni pour renforcer des circuits de production classiques. Il est activé pour préserver, au sein de son périmètre fonctionnel, les usages vitaux : logement, fiscalité domestique, énergie, mobilité essentielle, institutions de savoir, infrastructures de santé. Ce n'est pas une aide temporaire, ni un plan de sauvetage sectoriel. C'est un filet structurel, inscrit dans le cycle économique en dehors de la logique de l'offre et de la demande.

Contrairement aux dispositifs de type stimulus, le CivicO n'est ni attribué ni distribué en fonction d'un comportement ou d'un effort. Il ne reconnaît aucune contribution individuelle. Il assure, par construction, que la richesse nationale immobilisée reste

accessible aux citoyens à travers une circulation monétaire non spéculative, non convertible, non capturable. C'est cette nature même qui fonde sa capacité stabilisatrice. Il n'a pas besoin d'être ajusté à chaque crise. Il fonctionne en continu, comme structure résiliente intégrée à la souveraineté économique.

L'entreprise, dans ce cadre, n'est pas incitée à produire pour obtenir du CivicO. Elle est mise en présence d'un système dans lequel certains flux, certains biens, certaines fonctions — lorsqu'ils s'inscrivent dans les usages définis par la sphère publique — ne sont accessibles qu'en CivicO. Ce n'est pas une récompense. C'est un encadrement. Le CivicO ne crée pas de "marché citoyen", il crée une couche économique distincte, non concurrentielle, destinée à sécuriser les piliers du contrat social.

En cela, il n'est pas l'héritier du keynésianisme. Il en est la mutation structurelle. Keynes appelait à l'intervention publique pour corriger les excès du libéralisme. Le Social-Capitalisme conçoit une économie où ces excès n'ont plus lieu d'être, car ils sont exclus dès l'architecture. Ce n'est pas une réforme. C'est une couche parallèle. Ce n'est pas une aide. C'est une autonomie économique calibrée.

La stabilité qu'apporte CivicO n'est pas conjoncturelle. Elle est ontologique. Ce n'est pas une monnaie pour relancer, c'est une monnaie pour tenir. C'est un outil de maintien des continuités fondamentales, indépendamment des cycles globaux. À ce titre, il offre une réponse au défi contemporain de la démocratie : garantir que les bases matérielles de la citoyenneté ne puissent plus jamais dépendre du bon vouloir des marchés.

II.5 — L'économie expérimentale de Duflo, Banerjee et Kremer

« Ce qui compte, ce n'est pas l'idée la plus brillante. C'est celle qui fonctionne. »

II.5.1 – Une révolution silencieuse : mesurer au lieu de supposer

Au tournant des années 2000, une rupture discrète mais radicale s'installe au sein de l'économie du développement. Elle ne prend pas la forme d'un manifeste idéologique, ni d'un bouleversement théorique spectaculaire. Elle se manifeste par une exigence nouvelle : celle de soumettre les politiques publiques à la preuve, et non plus à la seule élégance de leur logique interne. Portée par Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer, cette révolution silencieuse s'incarne dans l'usage systématique des essais contrôlés randomisés — ces dispositifs expérimentaux qui, à la manière des tests cliniques, comparent les effets d'une intervention sur un groupe traité à ceux d'un groupe témoin.

L'effet de cette méthode dépasse largement la statistique. Il transforme la manière même dont on pense l'action publique. On ne suppose plus qu'une mesure est utile parce qu'elle est moralement séduisante, historiquement associée à la croissance, ou théoriquement compatible avec un modèle dominant. On la teste. On mesure ses effets réels, ses impacts secondaires, ses effets d'éviction. On apprend que des dispositifs coûteux échouent à atteindre leurs cibles. On découvre que des ajustements minimes, localement calibrés, peuvent parfois produire des résultats décisifs.

Cette révolution ne fait pas l'apologie de la micro-intervention. Elle remet en cause le privilège des dogmes. Elle affirme qu'il ne suffit plus d'avoir raison en théorie. Il faut en répondre sur le terrain.

Le Social-Capitalisme, dans son architecture systémique, ne se prête pas aux tests localisés des politiques publiques traditionnelles. Il ne peut être validé sur un échantillon réduit, car il constitue une reconfiguration du périmètre monétaire et du capital collectif. Pourtant, sa monnaie, le CivicO, introduit une dynamique singulière :

bien qu'elle ne soit pas expérimentale au sens classique, elle engendre un espace d'observation continu. Par la définition rigoureuse de ses usages, par la traçabilité des flux, par la stabilisation sectorielle qu'elle opère, elle fonctionne comme un laboratoire structurel — non pas dans la logique de la variation contrôlée, mais dans celle de la cartographie permanente de l'essentiel.

Ainsi, le CivicO permet d'identifier, sans incitation ni segmentation, les secteurs critiques de la société. Il ne teste pas, mais il révèle. Il ne segmente pas, mais il ordonne les priorités collectives. Il n'est pas un outil de mesure au sens strict, mais il devient, par sa circulation même, un révélateur des fragilités, des interdépendances et des marges de résilience. Cette fonction de veille systémique est une des clés de son intelligence structurelle.

Le CivicO, dans cette perspective, n'est pas un programme social. C'est une monnaie fonctionnelle, dont les usages sont définis, surveillés, évalués. Il ne distribue pas la richesse, il enregistre des usages. Son efficacité ne se mesure pas en croissance de consommation, mais en stabilité des infrastructures, en réduction des fragilités critiques, en capacité d'absorption des chocs.

Là où la micro-économie expérimentale a dévoilé la vacuité de certaines théories globales, le Social-Capitalisme propose une architecture globale, mais pensée comme falsifiable dans ses effets, mesurable dans ses applications, corrigible dans son évolution. Il hérite de Duflo et Banerjee, non la méthode des tests, mais l'éthique intellectuelle : celle qui refuse d'agir sur la société à partir d'une croyance, et qui exige que toute politique monétaire soit une ingénierie consciente, assumée, et responsable de ses effets.

II.5.2 – Tester pour comprendre : la fin des grandes certitudes

En s'éloignant des modélisations abstraites, les travaux d'Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer ont mis à nu un présupposé central mais erroné des grandes théories économiques : l'idée selon laquelle les individus seraient des agents rationnels, prévisibles, sensibles aux incitations selon une mécanique linéaire.

En appliquant la méthode expérimentale à des problématiques concrètes — accès à l'école, vaccination, épargne, santé publique —, ces chercheurs ont révélé que les réponses sociales ne suivent pas la logique des coûts et des bénéfices, mais s'articulent autour de facteurs souvent invisibles dans les modèles : perception, contexte, langage, confiance, mémoire collective.

Ce qui change l'effet d'une politique publique n'est pas toujours son intensité ni son budget, mais parfois la tonalité d'un message, la manière de formuler une option, la proximité avec une autorité locale, ou même l'ordre dans lequel les informations sont reçues. Là où les théories classiques parlent d'agents rationnels optimisant leurs choix, Duflo et Banerjee montrent que le réel se joue dans la friction, l'hésitation, l'émotion, la pression sociale ou la simple habitude.

Cette révolution n'impose pas un nouveau dogme. Elle installe une discipline : celle de reconnaître que tout dispositif, aussi cohérent soit-il dans sa conception, peut rencontrer des usages déviés, des perceptions inattendues, des résistances silencieuses. Cela ne signifie pas que l'architecture doit être renoncée, mais qu'elle doit être consciente de ses seuils d'acceptabilité, de ses points d'inflexion, de ses effets induits.

Le Social Capitalisme, de par sa nature structurelle, n'est pas un programme expérimental ajustable territoire par territoire. Il n'est pas soumis à des RCTs. Il est un cadre économique national, adossé à une monnaie fonctionnelle à usage restreint, et pensé comme une infrastructure permanente. Mais il peut — et doit — intégrer cette humilité nouvelle, en reconnaissant que l'appropriation citoyenne d'un système monétaire repose autant sur la conception que sur la transmission, la lisibilité, la confiance.

CivicO, dans ce contexte, n'a pas besoin d'inciter pour fonctionner. Mais il exige que ses règles soient comprises, que son périmètre soit lisible, que ses usages soient visibles dans la vie quotidienne. Il ne transforme pas les comportements par incitation. Il transforme l'environnement économique dans lequel les comportements prennent sens. C'est en cela qu'il hérite de la leçon de Duflo : on ne gouverne plus par des

hypothèses. On conçoit des architectures sensibles, capables de s'ancrer dans les réalités humaines concrètes, sans pour autant dévier de leur cohérence structurelle.

II.5.3 – CivicO : une monnaie stable dans une structure évolutive

L'esprit des travaux d'Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer invite à repenser la rigueur des politiques publiques. Leur méthode ne visait pas à modéliser des réformes idéales, mais à dénoncer les présupposés idéologiques masqués sous l'apparente neutralité des politiques économiques dominantes. Ce qu'ils ont montré, c'est qu'aucune politique ne peut prétendre à la légitimité sans confrontation avec les réalités du terrain. Mais cette exigence empirique, si elle transforme la manière dont on pense l'action publique, ne peut être appliquée indifféremment à tous les niveaux d'intervention.

Le Social-Capitalisme, dans son essence, ne relève pas de la micro-expérimentation. Il ne propose pas un programme testable, ajustable ou calibré selon des contextes locaux. Il se définit comme une réforme de structure, un changement d'échelle systémique. Sa monnaie, le CivicO, n'est pas une variable d'ajustement. C'est un instrument de circulation spécifique, défini une fois pour toutes par ses usages restreints : accéder à des fonctions essentielles à travers un capital public souverain. Le CivicO ne varie pas selon les régions. Il ne s'adapte pas selon les populations. Il ne distribue pas selon les besoins perçus. Il définit un cadre uniforme d'accès égal aux usages fondamentaux, indépendamment des aléas politiques ou des différenciations territoriales.

Ce qui peut évoluer, en revanche, ce sont les modes de gouvernance, les interfaces de participation, les modalités de restitution d'information, ou les outils numériques qui permettent au système de rester lisible, transparent et rigoureusement suivi. Le Social-Capitalisme n'impose pas une vérité figée. Il institue un socle stable, mais ouvert à l'observation. Il ne demande pas l'adhésion idéologique. Il garantit la continuité structurelle de fonctions critiques que l'économie libérale laisse à la merci des marchés.

Cette distinction est essentielle : il ne s'agit pas de tester le CivicO. Il s'agit de s'assurer que sa circulation réelle reste conforme à sa fonction prévue. Ce n'est pas un levier incitatif. Ce n'est pas une récompense. Ce n'est pas un crédit de comportement. C'est une unité de circulation fermée, insérée dans un périmètre défini par la souveraineté nationale, pour garantir que certains usages ne puissent jamais dépendre d'une logique de profit.

C'est en cela que le Social-Capitalisme hérite de la rigueur empirique portée par Duflo, Banerjee et Kremer, sans jamais tomber dans la tentation du projet "pilote" ou du laboratoire comportemental. Ce qu'il offre, ce n'est pas un terrain d'expérimentation. C'est une garantie structurelle. Ce qu'il demande, ce n'est pas l'adaptation. C'est la discipline. Et ce qu'il préserve, ce n'est pas une idéologie : c'est la possibilité, pour tout citoyen, de vivre dans une société où l'accès aux fondements matériels de la dignité humaine n'est plus soumis aux caprices de la conjecture.

II.5.4 – CivicO : une monnaie d'usage souverain, non spéculative

Dans la continuité des critiques adressées aux modèles économiques fondés sur l'accumulation individuelle et les incitations performatives, le Social-Capitalisme s'inscrit dans une logique de rupture. Il ne cherche pas à modifier les comportements. Il n'attribue aucune valeur morale aux actes. Il ne distingue pas l'utilité sociale selon des critères hiérarchiques. Il crée une couche économique stable, où certaines fonctions de base — logement, fiscalité publique, infrastructures essentielles — ne sont plus exposées aux aléas du marché.

Le CivicO, dans ce cadre, n'est ni une récompense, ni une reconnaissance. C'est une monnaie d'usage spécifique, non convertible, non spéculative, affectée à une série de fonctions précisément définies par l'architecture du Social-Capitalisme. Il ne s'obtient pas. Il ne s'accumule pas. Il circule dans un périmètre fermé, structuré autour du capital national immobilisé.

Loin de toute approche comportementale, cette monnaie repose sur un principe d'universalité structurelle : tout citoyen a accès aux usages du CivicO, non parce qu'il

a mérité une récompense, mais parce qu'il est partie prenante d'un corps collectif dont les infrastructures ne peuvent être marchandisées. Il ne s'agit donc pas d'orienter l'action humaine, mais de protéger certaines fonctions de la spéculation, de maintenir une base économique commune, de garantir la pérennité des droits matériels fondamentaux.

Dans cette logique, le CivicO n'a pas besoin de modulabilité. Il ne varie pas selon les individus ou les territoires. Il est, comme toute monnaie souveraine, doté d'un cadre fixe mais suffisamment neutre pour inclure toutes les trajectoires individuelles, sans jamais les juger ni les ordonner selon des critères d'utilité sociale.

Sa traçabilité ne sert pas à surveiller, mais à garantir la stabilité macro-économique du système dans lequel il circule. Son rôle n'est pas d'encourager, mais de délimiter un espace économique protégé, dans lequel l'accès prime sur la performance, et la permanence sur l'optimisation.

Par cette conception, CivicO affirme une position radicalement différente : la monnaie n'est pas un levier d'orientation morale. Elle est un outil de structure. Elle ne dit pas ce qu'il faut faire. Elle assure que certains droits ne soient plus soumis aux humeurs du capital.

II.6 – Piketty, Zucman et Friedman : réguler ou libérer ? Deux visions, une jonction

« Mais lorsque la régulation se confond avec la confiscation, ce n'est plus la liberté qui ajuste l'ordre, mais le pouvoir qui l'étouffe. »

II.6.1 – Thomas Piketty, Gabriel Zucman : l'inégalité comme mécanisme structurel

Dans *Le Capital au XXI^e siècle*, Thomas Piketty a formulé une loi simple : lorsque la rentabilité du capital (r) excède durablement la croissance (g), les patrimoines se

concentrent mécaniquement. L'inégalité n'est plus accidentelle : elle devient structurelle.

Ce constat a une portée empirique incontestable. Mais il traduit aussi une vision statique du capital : une richesse qui s'accumule passivement, sans risque ni réallocation.

Or, comme l'a montré Hayek, le capital est avant tout un processus dynamique : il est engagé, redéployé, continuellement mis à l'épreuve du marché. L'inégalité existe, mais elle reflète aussi cette diversité d'initiatives, de préférences et de succès dans un ordre spontané.

La solution avancée par Piketty et relayée par Zucman consiste à instaurer une fiscalité mondiale, progressive, sur les patrimoines. L'objectif est clair : briser la mécanique d'accumulation par une taxation uniforme et coordonnée au niveau international.

Mais cette proposition illustre ce que Hayek appelait le « constructivisme » : l'illusion selon laquelle une autorité centrale pourrait corriger par décret les déséquilibres sociaux. Elle suppose un degré de transparence mondiale, d'harmonisation fiscale et de coopération politique qu'aucun ordre international n'offre. Plus encore, elle risque de détruire les incitations entrepreneuriales qui nourrissent l'innovation. Taxer le capital non sur ses revenus mais sur sa valeur, souvent incertaine et fluctuante, revient à frapper l'investissement avant même qu'il ne produise.

C'est à ce carrefour que s'inscrit le Social-Capitalisme. Plutôt que de confisquer ou de redistribuer a posteriori, il établit une règle générale et connue à l'avance : une fraction des bénéfices, et uniquement des bénéfices, est temporairement immobilisée dans un circuit clos (CivicO). Ces fonds financent des projets collectifs stables et non spéculatifs — infrastructures, logement, souveraineté économique — avant de retourner à leur point d'origine.

Cette architecture évite deux écueils :

- elle empêche la concentration excessive en neutralisant une part des excédents ;
- elle préserve l'incitation à entreprendre, puisque l'entreprise sait que son capital sera restitué après un temps donné.

Ce n'est pas une fiscalité punitive : c'est une infrastructure monétaire régulée, conçue pour canaliser les excédents sans détruire la liberté de choix ni les signaux du marché.

Là où Piketty et Zucman voient dans la fiscalité mondiale l'outil d'une justice sociale, Hayek rappellerait qu'aucun système ne peut fonctionner durablement s'il sacrifie la liberté individuelle et les incitations productives. La redistribution arbitraire fragilise l'ordre ; seules des règles stables et impersonnelles permettent aux individus d'ajuster leurs actions dans un cadre commun.

Le Social-Capitalisme s'inscrit dans cette logique : il ne moralise pas, il ne planifie pas ; il fixe une règle simple, prévisible, qui transforme l'excédent en ressource collective temporaire. Par là, il répond à la critique de Piketty — la tendance à la concentration — sans tomber dans l'utopie fiscale mondiale. Il cherche à stabiliser sans asphyxier, à réguler sans planifier, en respectant cette vérité fondamentale : l'ordre économique ne peut jamais être le produit d'un dessin central, mais seulement d'institutions qui laissent place à l'initiative et à l'adaptation.

II.6.2 – Milton Friedman : défendre la liberté économique avec des garde-fous

Milton Friedman s'est imposé comme l'un des plus ardents défenseurs de la liberté individuelle en tant que fondement de toute organisation économique saine. Dans *Capitalism and Freedom* (1962), il articule une thèse puissante : l'économie de marché n'est pas seulement efficace, elle est la garante structurelle des libertés fondamentales. Toute ingérence excessive de l'État menace à terme la liberté politique. L'autonomie des individus passe par leur capacité à échanger librement, à contracter, à investir, sans dépendre d'une autorité centrale omniprésente.

Pour autant, Friedman ne nie pas les imperfections des marchés. Il admet la nécessité d'intervenir lorsque certaines défaillances sont avérées : monopoles, externalités, instabilités systémiques. Il reconnaît également la fonction critique d'une politique monétaire stable, transparente et prévisible, seule à même d'éviter les dérives inflationnistes qui sapent la confiance.

Ce qui caractérise la pensée friedmanienne, c'est moins un rejet dogmatique de l'État qu'une vigilance radicale à l'égard de toute logique de redistribution contrainte. Redistribuer la richesse, dans son optique, revient souvent à retirer aux individus leur capacité d'agir, de choisir, de construire leur propre destin économique.

C'est précisément là que le Social-Capitalisme se distingue — non en opposant une réponse autoritaire, mais en déplaçant le problème. Il ne propose pas de contraindre, taxer ou redistribuer. Il structure une circulation monétaire autonome, non spéculative, temporaire, qui n'empêche pas le marché, mais qui garantit que certains secteurs — logement, fiscalité publique, infrastructures essentielles — échappent structurellement à la pression marchande.

Le CivicO, dans cette optique, n'est pas une monnaie comportementale, ni un outil d'incitation. Il n'impose rien. Il définit un périmètre, un espace économique où l'usage est encadré, mais où la liberté reste pleine dans tous les autres secteurs. Il ne prive pas l'individu de sa responsabilité. Il offre un espace sécurisé dans lequel les aléas du capital ne peuvent plus dicter les conditions de vie de base.

Ainsi, le Social-Capitalisme ne contredit pas Friedman : il reprend son exigence de rigueur, son respect de l'initiative individuelle, son attachement à une sphère privée inviolable — tout en corrigeant la cécité systémique du marché, lorsque celui-ci, livré à lui-même, oublie les seuils de fragilité collective.

II.6.3 – CivicO : réconcilier souveraineté monétaire et équilibre démocratique

Entre la rigueur historique de Thomas Piketty, qui dévoile les mécanismes inexorables de concentration patrimoniale, et la défense déterminée de la liberté économique par Milton Friedman, le Social-Capitalisme trace une voie structurelle. Il ne cherche pas à compenser les excès d'un système inégalitaire par des correctifs tardifs. Il ne promet pas d'instaurer un ordre moral ou égalitaire par décret fiscal. Il propose une refondation de l'économie sur un point de stabilité : une monnaie fonctionnelle, non spéculative, adossée à un patrimoine collectif immobilisé.

Le CivicO, dans cette architecture, ne remplace pas la logique de marché. Il n'entrave pas l'échange libre, ni l'accumulation privée en dehors de son périmètre. Il délimite un espace économique autonome, dans lequel certaines fonctions vitales — accès au logement, services publics essentiels, fiscalité commune — sont protégées structurellement de la logique spéculative et de la volatilité conjoncturelle.

Ce que CivicO propose, ce n'est pas un projet de redistribution. C'est un espace de stabilité, dans lequel la valeur circule sans se capitaliser, où l'accumulation est bloquée, et où l'usage prime sur le rendement. Il permet au capital d'être mobilisé temporairement au service d'un usage commun, dans un cadre contractuel, avant restitution partielle. Mais jamais en fonction d'une utilité mesurée, ni d'un comportement incité. Sa neutralité est sa force.

Cette structure offre à la fois :

- Une garantie collective contre la dépossession sociale par le capital spéculatif,
- Une préservation intégrale de la liberté économique en dehors du périmètre CivicO,
- Une stabilité démocratique accrue, par l'assurance d'un socle de fonctions non monétisables.

En cela, le Social-Capitalisme ne cherche pas à arbitrer entre efficacité et justice. Il crée un nouvel équilibre où ces deux dimensions ne sont plus contradictoires, car elles n'agissent plus sur le même espace. Le marché demeure. L'innovation demeure. Mais la base matérielle de la dignité humaine échappe à la performance.

CivicO ne moralise pas l'économie. Il institutionnalise un seuil infranchissable, une frontière de décence, au-delà de laquelle la souveraineté collective prime sur toute optimisation privée.

C'est en cela qu'il répond, à la fois, aux alertes de Piketty et aux exigences de Friedman — sans compromis doctrinal, mais par une redéfinition rigoureuse des sphères économiques.

II.7 — David Graeber : la dette comme mémoire sociale

« Avant le marché, avant l'argent, il y avait la dette. »

Avec *Debt: The First 5,000 Years*, David Graeber renverse l'histoire économique classique : l'économie ne naît pas de l'échange marchand, mais de la dette sociale — non pas comme obligation financière, mais comme relation fondatrice, antérieure à la monnaie, au contrat et au prix. La dette, dans son sens originel, articule l'engagement, la mémoire et la reconnaissance mutuelle. Elle est le tissu invisible qui relie les individus dans une société, bien avant que l'État ou le marché ne codifient les échanges.

Graeber montre que les sociétés humaines ont longtemps fonctionné sur des dettes implicites, fondées sur la réciprocité, l'honneur, le don différé. Ce n'est que plus tard que la dette devient un instrument de domination, avec l'apparition de la monnaie, de l'intérêt, et de la coercition juridique. L'histoire de la dette est donc aussi celle de sa captation politique : de lien social, elle devient levier de pouvoir.

Le social-capitalisme, dans sa logique profonde, réintègre cette dette originelle : non comme fardeau, mais comme mémoire institutionnalisée du lien. CivicO ne sert pas à échanger, ni à récompenser. Il stabilise une dette implicite — celle d'une société envers elle-même, qui reconnaît que certaines fonctions vitales (logement, fiscalité publique, biens essentiels) ne peuvent dépendre de la solvabilité individuelle. Il garantit un accès, non un privilège. Il transforme la dette en sécurité partagée, non en pouvoir sur autrui.

En ce sens, CivicO ne moralise pas l'économie : il politise la dette, en la détachant du créancier et en la rendant collective, non punitive. Il propose une monnaie qui ne mesure pas la valeur, mais qui institutionnalise la reconnaissance. Une dette sans créancier, mais avec responsabilité. Une mémoire sans solde, mais avec engagement.

II.7.1 – La dette comme matrice des relations humaines

Pour David Graeber, la dette n'est pas un accident de parcours dans l'histoire économique : elle en est le socle originel. Bien avant que les sociétés ne disposent de monnaies formelles ou de marchés organisés, elles fonctionnaient selon un maillage d'obligations mutuelles, de dons différés, d'attentes tacites. La dette, dans ce contexte, n'est pas une simple arithmétique : elle exprime un lien. Elle incarne la mémoire vivante d'une relation, la trace d'un engagement social implicite, la conscience d'une interdépendance structurante.

Cette approche anthropologique remet en cause la fiction fondatrice de l'économie moderne : celle d'un échange entre individus libres et égaux, fondé sur des équivalences abstraites. Pour Graeber, l'échange ne naît pas de l'intérêt rationnel, mais d'une obligation préexistante. La dette précède la monnaie. Le lien social précède la transaction.

C'est cette profondeur historique que le Social-Capitalisme reprend à son compte. En introduisant CivicO comme une monnaie non spéculative, adossée à un patrimoine collectif, il ne cherche pas à mesurer les mérites ni à récompenser des actes. Il stabilise une mémoire sociale : celle d'une société qui se reconnaît redevable envers elle-même, et qui structure cette redevabilité non comme une punition, mais comme un droit d'accès garanti à certaines fonctions vitales.

Le CivicO ne quantifie pas la dette individuelle. Il formalise une dette collective, implicite, qui ne dit pas : « tu me dois », mais : « nous avons ensemble rendu cela possible ». Ce n'est pas une monnaie du mérite. C'est une monnaie du lien, de la permanence, de la garantie.

II.7.2 – Du lien social à la dette économique : une déformation historique

Avec le temps, ce qui fut un lien social souple et évolutif s'est rigidifié en exigence comptable. Ce glissement, David Graeber le décrit comme une mutation politique autant qu'économique : la dette, née d'un pacte relationnel fondé sur la confiance et

l'anticipation réciproque, s'est convertie en instrument de hiérarchisation et de domination.

Sous l'effet de la monétarisation progressive, des systèmes juridiques coercitifs, et de la formalisation des hiérarchies sociales, la dette cesse d'unir : elle divise. Elle n'est plus mémoire d'un lien, mais preuve d'un manque. Le créancier devient supérieur au débiteur. Le lien devient rapport de force. Et l'économie, dès lors, se détache de l'éthique qui la fondait.

C'est cette fracture que le Social-Capitalisme cherche à réparer — non en abolissant la notion de dette, mais en restaurant son enracinement dans l'interdépendance humaine. Le CivicO n'est pas conçu pour solder une obligation. Il n'attend pas de retour. Il stabilise un droit d'accès collectif, fondé sur l'idée que la société dans son ensemble s'est constituée autour d'un effort partagé.

Il ne mesure pas une contribution. Il ne récompense rien. Il reconnaît qu'un patrimoine national commun, immobilisé volontairement, doit rester accessible à tous, non en fonction du mérite, mais en vertu d'un principe de souveraineté partagée.

Ainsi, le CivicO n'efface pas la dette : il la reformule. Non plus comme dette individuelle contractuelle, mais comme structure implicite d'engagement réciproque entre les membres d'une communauté politique qui assume collectivement ses ressources fondamentales.

II.7.3 – CivicO : restaurer la dette comme ancrage du commun

Dans l'héritage de David Graeber, la dette n'est pas effacée, mais transformée. Le Social-Capitalisme, à travers CivicO, reprend cette intuition pour la projeter dans une forme monétaire neuve : ni punitive, ni méritocratique, ni transactionnelle.

Le CivicO ne rétribue aucun acte individuel. Il ne mesure pas la valeur d'une personne. Il structure, à l'échelle collective, une reconnaissance implicite : celle d'un capital commun immobilisé au bénéfice de tous, et dont l'usage appelle une forme de

continuité sociale. Ce que CivicO incarne, ce n'est pas une dette à rembourser, mais un droit issu d'un pacte : celui d'un investissement collectif rendu durable.

Il ne donne lieu à aucune obligation individuelle, à aucun retour exigé. Mais il n'est pas gratuit pour autant : il engage la société dans un effort partagé de préservation, d'entretien, et de transmission de son propre socle vital. C'est une dette sans créancier, mais avec responsabilité collective.

Ainsi, dans ce modèle, la dette n'est plus un rapport de domination. Elle devient un rappel discret de l'interdépendance : un fil conducteur entre générations, entre territoires, entre sphères sociales. La monnaie n'est plus un équivalent froid. Elle est le support régulé de la continuité collective.

CivicO, par sa structure, ne cherche pas à remplacer l'économie marchande, mais à restaurer une mémoire de solidarité à l'intérieur même de l'acte économique. Il ne convertit pas la dette en obligation. Il en réaffirme l'origine sociale : celle d'un monde commun assumé, partagé, rendu accessible — sans violence, sans intérêt, sans oubli.

II.8 — Marcel Mauss : du don à l'économie relationnelle

Dans *Essai sur le don* (1925), Marcel Mauss expose une vérité anthropologique essentielle : l'économie ne naît pas du calcul, mais de la relation. Dans les sociétés dites traditionnelles, le don n'est jamais un acte désintéressé ; il est engagement, alliance, mémoire. Donner, c'est lier. Recevoir, c'est reconnaître. Rendre, c'est maintenir le lien.

Mauss montre que ce triptyque — don, contre-don, reconnaissance — fonde une économie relationnelle, où la circulation de la valeur est indissociable d'une dynamique sociale. Il ne s'agit pas d'échanger pour optimiser, mais de circuler pour faire société.

Le Social-Capitalisme, dans sa version contemporaine, prolonge cette anthropologie du lien. À travers CivicO, il réintroduit une forme de circulation économique qui

n'annule pas la dette, mais la dépersonnalise, la détend, la réinscrit dans un espace collectif. Il ne récompense rien, il ne sanctionne rien — mais il formalise une logique de réciprocité élargie, où l'accès garanti à certains biens et services fondamentaux devient une forme de don institué.

Ce don n'implique aucune obligation de retour individuelle. Il engage une société envers elle-même. Il reconnaît qu'une économie ne tient pas par l'équilibre des prix, mais par la permanence des liens.

Civico ne reproduit pas l'économie du don au sens traditionnel. Il en transpose la logique dans une architecture moderne, régulée, impersonnelle — mais toujours fondée sur l'idée que ce qui circule doit créer du lien, et non l'effacer.

II.8.1 – Le don : au fondement de toute économie humaine

Dans *Essai sur le don*, Marcel Mauss montre que l'économie humaine ne se construit pas sur le calcul rationnel, mais sur un geste profondément relationnel : le don. Dans les sociétés traditionnelles, donner n'est jamais un acte gratuit. C'est un engagement structurant, une manière d'entrer en relation, de fonder un lien, de consolider une appartenance.

Le don n'est pas purement altruiste, mais il n'est pas non plus contractuel. Il inscrit l'individu dans un cycle d'obligations réciproques, faites d'attentes, de reconnaissance différée, et de mémoire sociale. Le don engage, sans contraindre ; il relie, sans enfermer.

Ce cycle — donner, recevoir, rendre — fonde un ordre social où la valeur circule avant de se mesurer. Ce n'est pas l'échange d'équivalents qui produit la stabilité, mais la continuité de la relation. L'économie, dans cette lecture anthropologique, est d'abord une infrastructure symbolique, où les objets eux-mêmes ne prennent sens qu'à travers les liens qu'ils soutiennent.

Le Social-Capitalisme, par l'introduction du Civico, hérite de cette conception fondamentale. Il ne cherche pas à reproduire les mécanismes du don traditionnel,

mais à en transposer l'esprit dans une forme monétaire moderne, déconnectée de l'évaluation individuelle. Le CivicO n'est pas la récompense d'un acte, mais la manifestation régulée d'un principe de continuité sociale : un accès garanti à un capital immobilisé au nom de tous, sans retour exigé, mais avec responsabilité partagée.

Il n'y a pas de "contre-don" dans le CivicO. Il y a la reconnaissance collective d'une dette implicite : celle d'avoir hérité d'un patrimoine commun, que chaque génération se doit de transmettre. C'est cela que CivicO stabilise : non pas l'équivalence, mais l'interdépendance.

II.8.2 – La triple obligation : donner, recevoir, rendre

Dans la perspective de Marcel Mauss, le don ne se limite pas à un acte unilatéral ou spontané. Il obéit à une structure rituelle fondée sur trois obligations constitutives : donner, recevoir, transmettre. Ces trois temps forment un cycle social essentiel — ni contractuel, ni marchand, mais tout aussi rigoureux dans ses effets : ils bâtissent la mémoire du collectif.

Donner, c'est initier une relation. Non par charité ou surplus, mais par nécessité de lien. Le don n'existe que parce qu'il engage. Recevoir, ensuite, n'est jamais passif. Refuser de recevoir, dans les sociétés observées par Mauss, revient à rejeter la relation elle-même. Transmettre enfin — et non "rendre", terme trop comptable — devient le prolongement de ce lien : ce n'est pas solder une dette, mais relancer la continuité sociale.

Chaque acteur du cycle n'est ni créancier ni débiteur au sens juridique. Il est gardien provisoire d'une valeur relationnelle, dépositaire d'un lien en attente de transformation. L'économie du don ne repose pas sur la clôture des échanges, mais sur leur ouverture différée.

Le Social-Capitalisme, à travers CivicO, transpose cette structure dans une architecture moderne. Le CivicO n'est pas un revenu, ni une récompense, ni un flux

bilatéral. Il est l'inscription régulée d'un patrimoine collectif dans une économie circulante, où chacun accède à des biens communs essentiels — logement, fiscalité, culture, mobilité — non comme simple bénéficiaire, mais comme partie prenante d'un cycle sociétal continu.

Ici, la triple obligation n'est plus individuelle, mais institutionnalisée. Donner — par la création d'un capital public souverain. Recevoir — par l'accès régulé à ses fruits. Transmettre — par la préservation, l'usage juste, et la non-extraction du patrimoine collectif.

Ainsi CivicO n'imité pas le don traditionnel, mais en hérite l'esprit : celui d'un lien qui ne se compte pas, mais qui circule ; qui ne s'annule pas, mais qui se transmet.

II.8.3 – CivicO : réinscrire l'économie dans la dynamique du don

En s'inspirant de la lecture anthropologique de Marcel Mauss, le Social-Capitalisme, à travers CivicO, ne cherche pas à réactiver un archaïsme idéalisé, mais à transposer la dynamique du don dans les conditions institutionnelles des sociétés contemporaines. Loin d'opposer tradition et modernité, il assume que toute monnaie, pour être légitime, doit reposer sur une relation humaine active, et non sur la seule neutralité de l'échange.

Le CivicO ne récompense pas un individu. Il ne solde rien. Il organise la participation à un patrimoine commun immobilisé, structuré non sur le droit au bénéfice personnel, mais sur la permanence d'un lien collectif. Chaque accès garanti, chaque usage, chaque participation, est un geste de reprise du cycle social — un prolongement de la logique du don : donner sans perdre, recevoir sans s'approprier, transmettre sans marchandiser.

Par cette architecture, CivicO rompt avec la logique transactionnelle où toute valeur est immédiatement échangée, soldée, oubliée. Il propose une circulation monétaire où la mémoire du lien est conservée, où l'économie ne se construit plus sur la séparation, mais sur l'interdépendance régulée.

Cette mémoire collective des engagements, incarnée dans une monnaie non spéculative, rend possible une stabilité non coercitive : une stabilité fondée sur la conscience partagée d'un bien commun, sur la reconnaissance des usages responsables, et sur la transmission continue de l'utilité sociale.

Ainsi, CivicO n'invente pas une nouvelle économie. Il réinscrit l'économie dans ce qu'elle aurait toujours dû rester : un espace de mise en relation, de circulation encadrée, de solidarité vivante.

II.9 — Karl Polanyi : restaurer l'économie encastrée dans le social

« L'économie est une fonction de la société, et non l'inverse. »

Dans *La Grande Transformation* (1944), Karl Polanyi opère une rupture historiographique majeure : il conteste l'idée, longtemps naturalisée par l'économie classique, selon laquelle le marché autorégulateur serait une forme spontanée d'organisation humaine. Pour Polanyi, cette prétendue naturalité du marché n'est qu'une fiction idéologique née de la modernité libérale.

À rebours de cette narration dominante, il démontre que dans l'histoire longue des sociétés humaines, l'économie n'a jamais été un domaine autonome. Elle est toujours restée encastrée dans des structures sociales, normatives et symboliques, qui lui assignaient une fonction d'équilibre collectif, de cohésion et de continuité culturelle.

Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle que cette économie encastrée est brutalement désarrimée de son substrat social, dans un processus qu'il nomme la « grande transformation » : la société devient alors subordonnée aux impératifs abstraits du marché, et non l'inverse.

CivicO, dans sa conception monétaire et architecturale, s'inscrit dans cette exigence de réencastrement. Il ne vise pas à abolir l'échange ni à délégitimer la dynamique

marchande, mais à reconstruire un cadre institutionnel où la circulation monétaire est subordonnée à des finalités sociales explicites : stabilité, reconnaissance, résilience. Il réaffirme que la monnaie, loin d'être un flux neutre, est un vecteur structurant d'organisation collective — et qu'elle ne peut rester légitime que si elle participe à l'ordonnement solidaire du lien social.

II.9.1 – Le marché autorégulateur : une fiction historique

Karl Polanyi démonte l'un des fondements idéologiques du capitalisme moderne : l'idée d'un marché autorégulateur, supposé capable d'ajuster spontanément l'offre et la demande en fonction des besoins collectifs. Cette conception, érigée au rang de dogme économique au XIX^e siècle, est pour lui une construction historiquement datée, imposée par le développement du capitalisme industriel, et non l'expression naturelle d'un ordre économique universel.

Jusqu'à cette rupture, l'économie demeurait enchâssée dans un cadre normatif plus large — rites, parentés, coutumes locales, devoirs communautaires — qui régulaient ses finalités et en limitait l'autonomisation. Le marché n'était pas une fin en soi, mais un outil au service de la reproduction sociale.

Or, ce basculement idéologique vers un marché prétendument "libre" s'est opéré non par spontanéité mais par coercition : démantèlement des protections locales, nationalisation des monnaies, imposition d'un droit contractuel uniforme, marchandisation du travail et de la terre. Ce que Polanyi qualifie de « désencastrement » est donc un processus d'ingénierie politique, et non un aboutissement naturel.

Loin d'être auto-équilibrant, ce marché produit en réalité des déséquilibres systémiques : segmentation sociale, déracinement, instabilité cyclique. Face à ces dérives, les sociétés n'ont eu d'autre choix que de se réencastrent elles-mêmes à travers des mécanismes de régulation, de redistribution ou de protection sociale.

C'est dans cette lignée critique que CivicO s'inscrit. Il ne rejette ni le commerce, ni l'échange, mais récuse l'idée qu'ils puissent s'exercer hors d'un cadre politique et

social explicite. CivicO institue un espace monétaire intrinsèquement encastéré, où chaque flux est conditionné à une logique de contribution sociale, de reconnaissance mutuelle et de stabilité collective. Il ne corrige pas les effets du désencastrement a posteriori : il le prévient structurellement.

II.9.2 – L’encastrement : restaurer l’économie au service du lien social

Polanyi insiste sur une vérité anthropologique fondamentale : l’économie ne peut être stable, légitime, ni même intelligible, que si elle reste enchâssée dans les structures sociales qui l’ont précédée et qui en déterminent la finalité. Dans toutes les sociétés traditionnelles, l’échange, la production ou la distribution n’avaient de sens que parce qu’ils s’inscrivaient dans un cadre normatif collectif — religieux, éthique, familial, politique. Ce cadre conférait à l’économie sa fonction : nourrir, unir, préserver.

C’est précisément cette articulation que la modernité capitaliste a brisée. L’économie, émancipée de ses attaches sociales, s’est mise à fonctionner selon ses propres lois, abstraites et autoréférentielles. Elle n’a plus été un instrument au service du groupe, mais un système autonome auquel le groupe devait désormais se soumettre. Ce renversement, que Polanyi qualifie de « désencastrement », constitue à ses yeux l’origine profonde des crises sociales contemporaines : perte de sens, précarisation, éclatement des solidarités.

Restaurer l’encastrement de l’économie, ce n’est pas nier les dynamiques de production ou de croissance. C’est reconnaître que ces dynamiques doivent être ordonnées à des finalités sociales explicites : inclusion, dignité, stabilité, continuité du lien collectif. L’économie n’a de légitimité que dans la mesure où elle renforce ce lien, et non lorsqu’elle le dissout au nom d’une prétendue efficacité.

C’est dans cette perspective que CivicO propose une réponse structurelle. Il ne prétend pas abolir le marché, mais en reconfigurer le périmètre. Il substitue à la logique aveugle de maximisation du profit une logique claire de contribution mesurable. La monnaie n’y circule pas selon les forces impersonnelles de la spéculation, mais selon des règles prédéfinies, orientées vers l’impact social concret.

Chaque unité de CivicO engage une reconnaissance, une responsabilité, une orientation vers le bien commun. Ainsi, ce système monétaire devient lui-même un vecteur d'encastrement contemporain : non par retour à des formes archaïques, mais par une recomposition moderne du lien entre valeur, utilité et reconnaissance sociale.

II.9.3 – CivicO : un encastrement contemporain de l'économie contributive

En réactivant les principes de Karl Polanyi à l'aune des défis contemporains, CivicO propose une nouvelle architecture économique, où la monnaie ne circule plus selon les pulsations aveugles du marché, mais selon une orientation claire : la consolidation du lien social. Il ne s'agit pas d'abolir l'échange ni d'entraver l'innovation, mais d'encadrer leur déploiement dans un cadre finalisé, explicite, où la valeur n'est pas déconnectée du bien commun.

Dans ce modèle, la monnaie CivicO est structurellement non neutre. Chaque unité mobilisée traduit une reconnaissance effective d'un acte socialement utile. Elle n'est pas attribuée selon le rendement capitalistique, mais selon l'impact humain : soin, transmission, entraide, création de communs. L'échange n'est plus seulement un acte d'optimisation ; il devient un geste d'appartenance, une déclaration d'engagement au sein d'un système partagé.

CivicO opère ainsi un encastrement contemporain : non par une planification centralisée, non par un retour nostalgique aux économies de subsistance, mais par une ingénierie monétaire subtile, qui lie durablement valeur et contribution. Ce système institue un espace où le flux monétaire épouse les contours des nécessités collectives, et non les caprices du rendement immédiat.

Il ne s'agit pas de corriger à la marge les défaillances du marché. Il s'agit de structurer l'économie dès son origine autour d'un principe de réciprocité dynamique : produire en contribuant, recevoir en engageant, circuler en renforçant les solidarités. CivicO ne réforme pas les symptômes : il refonde l'architecture même de la monnaie comme infrastructure du lien social.

Par ce biais, CivicO rend concret le projet polanyien : non une économie asservissant la société, mais une société qui réinscrit l'économie dans sa mission première — soutenir la dignité, la stabilité et l'appartenance partagée.

II.10 — Fernand Braudel : penser l'économie dans la longue durée

« L'économie de marché est un accident de l'histoire ; la véritable économie est celle du temps long. »

Avec une minutie d'historien et la patience d'un géologue des sociétés, Fernand Braudel nous rappelle que l'économie visible — celle des marchés, des crises, des innovations bruyantes — n'est que la surface mouvante d'un socle beaucoup plus profond. Dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, il distingue trois strates : l'économie de subsistance, lente et enracinée ; l'économie de marché, plus fluide et réactive ; et enfin le capitalisme, situé dans les sphères supérieures, là où la rareté s'organise stratégiquement.

Ce que Braudel nomme la "longue durée", c'est ce substrat presque immobile de la vie économique : les habitudes d'échange local, les structures agricoles, les solidarités familiales, les contraintes géographiques, les formes de coopération lente. C'est dans cette couche invisible, silencieuse mais structurante, que toute transformation véritable doit s'enraciner. Les ruptures politiques ou les cycles financiers n'y laissent qu'un sillage éphémère s'ils ne parviennent pas à transformer ces régularités profondes.

II.10.1 – Les strates invisibles de l'économie réelle

Pour Fernand Braudel, la véritable économie ne s'agite pas dans le tumulte des bourses ou dans les salons du pouvoir. Elle chemine sous la surface, dans l'épaisseur

des usages, des savoirs partagés, des structures lentes que les crises peinent à atteindre. Ce que l'historien nomme la *civilisation matérielle* constitue cette strate de l'économie que ni les manuels ni les modèles ne captent aisément : économie de subsistance, d'interdépendance discrète, de production domestique et d'échange non marchand.

Ces formes économiques, ancrées dans la répétition des gestes, la mémoire des territoires et la stabilité des relations, ne cherchent pas l'innovation mais la continuité ; elles ne visent pas l'accumulation, mais l'équilibre. Ce sont elles qui, en période de turbulence, absorbent les chocs, amortissent les ruptures, préservent le tissu social d'une désintégration complète.

Réformer sans voir ces strates, c'est tenter de reconstruire un édifice sur une dalle fissurée. C'est ignorer que le temps long, celui des familles, des métiers, des traditions communautaires, est le seul capable de soutenir durablement un système économique.

C'est dans cet esprit que CivicO s'inscrit. Il ne cherche pas à injecter simplement une nouvelle liquidité dans le jeu économique. Il opère à la racine : là où se forment les liens de confiance, les formes de soin, les structures de transmission. Il attribue une valeur monétaire à ce que l'économie traditionnelle laisse en marge : l'engagement éducatif, la culture populaire, la solidarité locale.

En activant ces fondations lentes, CivicO crée une stabilité endogène. Il ne se contente pas de compenser les défaillances du marché : il cultive les ressources invisibles qui permettent à une société non seulement de survivre aux crises, mais de les traverser sans renier son humanité.

II.10.2 – Temps court, temps long : sortir de l'économie de l'instant

Dans l'œuvre de Fernand Braudel, une distinction capitale structure la compréhension de l'histoire économique : celle entre le temps court et le temps long. Le premier, spectaculaire et bruyant, s'incarne dans les mouvements erratiques des marchés,

les décisions politiques de conjoncture, les soubresauts de l'innovation. Le second, discret mais décisif, organise les continuités profondes : structures d'approvisionnement, systèmes de solidarité, dynamiques territoriales, formes d'habitat et de production durable.

Pour Braudel, la véritable transformation ne s'opère jamais dans l'instant : elle exige une sédimentation, une maturation, une articulation patiente entre les structures économiques et les rythmes sociaux. Ce qui dure façonne ce qui compte. L'éphémère, s'il n'est pas rattaché à cette profondeur, n'est que bruit.

L'économie moderne, fascinée par la rapidité des rendements, l'agilité spéculative et la performance immédiate, a rompu avec ce socle. Elle agit à contretemps de la société. Les crises financières, les ruptures sociales, l'érosion des communs en sont les symptômes. Le court terme a déstabilisé les fondations lentes sur lesquelles reposait la résilience des sociétés humaines.

CivicO se propose comme une réponse directe à ce désajustement. Il refuse de caler la reconnaissance monétaire sur la seule vitesse de l'efficacité ou de l'innovation. Il redonne valeur à ce qui s'élabore lentement : les relations de soin, les parcours éducatifs, les dynamiques culturelles, les projets écologiques.

Par son architecture, CivicO inscrit la monnaie dans le temps long. Il reconnaît que toute forme de stabilité économique suppose un ancrage dans les durées sociales : celles qui forgent la confiance, construisent les savoirs partagés, structurent la transmission.

Ce n'est pas un outil d'accélération. C'est une infrastructure de maturation collective. En reconfigurant la temporalité de l'échange, CivicO ne cherche pas à concurrencer la finance de l'instant, mais à fonder une économie de la profondeur, où la richesse ne se mesure pas à la vitesse d'exécution, mais à la qualité des liens qu'elle nourrit dans le temps.

II.10.3 – CivicO : ancrer l'innovation économique dans la durée sociale

Dans un paysage saturé d'innovations proclamées “disruptives”, où chaque nouveauté technologique prétend bouleverser les fondations en un cycle de mise à jour, CivicO adopte une démarche inverse : il ne s'arrime pas à la vitesse du changement, mais à sa profondeur. Il ne cherche pas l'éclat de l'inédit, mais la patine de l'utilité persistante.

Fidèle à l'intuition de Fernand Braudel, qui distinguait les structures de longue durée des frémissements conjoncturels, CivicO inscrit sa logique dans les strates lentes du social : là où se forment les habitudes, les rites partagés, les formes de stabilité qui traversent les générations. Son ambition n'est pas de “transformer le monde” par un décret algorithmique, mais de renforcer les bases invisibles de la coexistence : soin, transmission, réciprocité, ancrage.

Chaque implantation CivicO est conçue comme un processus adaptatif, organique, itératif : non une greffe brutale, mais une greffe compatible. Il s'ajuste aux textures locales, respecte les équilibres communautaires, et s'alimente des dynamiques spécifiques à chaque territoire. Cette lenteur n'est pas un défaut : c'est une stratégie. Car dans l'économie comme dans la culture, ce qui dure est ce qui s'est enraciné.

CivicO, dans cette perspective, ne se conçoit pas comme une innovation de conjoncture. Il ne prétend pas répondre à une crise passagère par un instrument correctif de circonstance. Il s'inscrit dans une logique d'infrastructure : une transformation lente mais stable des circuits de reconnaissance, des dynamiques de valeur, des formes de réciprocité. Sa temporalité n'est pas celle de la spéculation, mais celle de l'ancrage : faire émerger un ordre monétaire qui s'aligne sur les besoins fondamentaux, sur la durée des vies humaines, sur la stabilité des engagements sociaux.

Ce que Braudel suggère, CivicO le tente : créer un système économique non pas réactif, mais structurant ; non pas tributaire de la surface, mais travaillant dans la profondeur. Il s'agit de faire de la monnaie non une réponse à la volatilité du monde, mais une architecture de lien, de mémoire et de continuité — inscrite dans les rythmes réels de la société humaine.

Ainsi, CivicO propose une refondation patiente de l'outil monétaire. Il ne promet pas une révolution instantanée ; il propose une institution lente, capable de stabiliser les attentes, d'accompagner les transformations, et de rendre intelligible le lien entre engagement social et reconnaissance économique. La monnaie, ici, ne court plus : elle irrigue.

Dans un monde épuisé par les injonctions au changement perpétuel, CivicO offre un modèle d'innovation durable : une économie contributive qui respecte le rythme des sociétés vivantes, et qui inscrit la transformation dans une logique de continuité et d'approfondissement, non de rupture.

II.11 — Ingham, Desan : la monnaie comme institution politique

« La monnaie est une construction sociale avant d'être un vecteur d'échange. »

Loin d'être un simple outil fonctionnel ou un produit spontané des échanges marchands, la monnaie, selon Geoffrey Ingham et Christine Desan, est une institution fondamentalement politique. Elle cristallise des choix de pouvoir, des arbitrages sociaux, et des modèles de gouvernance implicites. Penser la monnaie, c'est donc penser l'architecture même de la société. CivicO, en assumant cette dimension, ne propose pas seulement une nouvelle forme de circulation monétaire — il engage une reconfiguration consciente et démocratique des mécanismes de reconnaissance, de redistribution et de stabilisation collective.

II.11.1 – La monnaie : un ordre politique avant d'être un outil économique

Dans *The Nature of Money*, Geoffrey Ingham déconstruit la vision libérale selon laquelle la monnaie serait née naturellement du troc, comme une simple commodité évolutive. Il révèle au contraire que la monnaie est, dès son origine, une institution

politique structurante : elle définit des unités de compte, impose des moyens de règlement, et stabilise des ordres économiques au service d'un pouvoir souverain. Elle n'émerge pas des échanges : elle les encadre, les hiérarchise, les rend possibles selon des règles édictées par l'autorité.

Christine Desan, dans *Making Money: Coin, Currency, and the Coming of Capitalism*, prolonge ce diagnostic. Elle montre que la création monétaire moderne — loin d'être un processus neutre — est un acte fondateur de l'ordre économique capitaliste. L'État, en déléguant partiellement l'émission de la monnaie aux institutions privées, réoriente la monnaie vers la rentabilité financière plutôt que vers l'équilibre social. La capacité de décider qui émet, qui reçoit, et sous quelles conditions, devient ainsi un instrument de pouvoir bien plus qu'un outil de transaction.

Cette reconceptualisation de la monnaie comme infrastructure politique remet en cause l'apparente neutralité des systèmes monétaires contemporains. Ce ne sont pas des technologies fonctionnelles, mais des systèmes normatifs qui façonnent la hiérarchie des priorités économiques et sociales.

CivicO, à la lumière de cette lecture, ne cherche pas simplement à innover techniquement. Il propose une refondation institutionnelle : redonner à la monnaie son statut d'instrument de souveraineté collective, fondé sur des objectifs de contribution, de transparence et de résilience sociale. Il s'agit d'une reprise en main démocratique de la politique monétaire, non pour contrôler arbitrairement, mais pour orienter délibérément la valeur vers ce qui renforce le tissu social.

II.11.2 – CivicO : réinstituer la monnaie comme choix politique structurant

Dans le sillage des travaux de Geoffrey Ingham et Christine Desan, CivicO refuse l'idée persistante d'une monnaie neutre, simple vecteur d'échange dénué de finalité collective. Il la replace dans son rôle premier : celui d'un dispositif politique fondamental, organisant la distribution de la valeur, hiérarchisant les activités, et orientant les comportements au sein de la société.

En tant que monnaie publique contributive, CivicO repose sur une architecture assumée : un circuit monétaire indépendant des logiques spéculatives, gouverné par des critères de reconnaissance sociale définis démocratiquement, et orienté vers la production d'externalités positives mesurables. Il ne s'agit pas de répliquer le modèle monétaire dominant, mais de le dépasser par un agencement institutionnel nouveau, dans lequel la création monétaire devient elle-même un levier de gouvernance du lien social.

CivicO se positionne ainsi à l'intersection de deux critiques fondamentales : il conteste la prétendue neutralité des monnaies de marché, livrées à la volatilité des intérêts financiers, tout en dépassant les limites des modèles étatiques centralisés, souvent rigides et sourds aux dynamiques locales. En lieu et place, il propose un espace monétaire régulé par l'utilité sociale effective, fondé sur des logiques d'affectation territorialisée et sectorielle.

Ce faisant, CivicO redonne à l'acte monétaire son sens politique : il ne s'agit plus de servir une croissance abstraite ou une stabilité macroéconomique désincarnée, mais de structurer la circulation de la valeur en fonction des besoins collectifs, des vulnérabilités à réparer, et des engagements à reconnaître.

CivicO n'innove pas simplement dans la forme de la monnaie : il propose une réforme du contrat monétaire lui-même — une économie dirigée non par les seuls signaux de prix, mais par des critères de justice, de reconnaissance et de résilience partagée.

À la lumière des travaux de Geoffrey Ingham et Christine Desan, la monnaie apparaît non comme une simple commodité issue des échanges spontanés, mais comme une forme instituée du pouvoir, un langage collectif de priorisation, un mécanisme d'organisation de la reconnaissance sociale. Elle n'est jamais neutre : elle façonne les conditions de possibilité de l'activité économique, elle trace les contours de l'inclusion ou de l'invisibilité.

CivicO s'inscrit dans cette relecture fondamentale : il ne propose pas une nouvelle unité de compte pour répondre à un déséquilibre conjoncturel, mais une refonte consciente de la gouvernance monétaire au service d'une finalité sociale explicite.

Il assume que créer de la monnaie, c'est gouverner — et que cette gouvernance peut être orientée vers l'inclusion, la stabilité, la contribution.

Dans un monde où la finance tend à dissoudre les liens sociaux et à désancrer la valeur de toute forme de justice partagée, CivicO offre une alternative radicale mais pragmatique : une monnaie encastrée dans le social, animée par des règles collectivement choisies, et capable de restaurer une souveraineté économique alignée sur l'intérêt commun. Ainsi, CivicO n'est pas un outil parmi d'autres : il est l'infrastructure d'un nouveau pacte politique et économique.

II.12 — Max Weber et Michael Hudson : souveraineté monétaire et dynamique de la dette

« Qui contrôle la monnaie contrôle l'ordre économique. »

Max Weber et Michael Hudson, chacun à partir de son champ d'analyse, révèlent une vérité structurelle souvent dissimulée sous les abstractions économiques : la monnaie est un fait de souveraineté avant d'être un instrument technique. Pour Weber, elle cristallise le pouvoir de l'État moderne à instituer l'ordre économique ; pour Hudson, elle est indissociable de la gestion politique de la dette, tantôt outil de libération, tantôt vecteur d'asservissement.

CivicO s'inscrit dans cette filiation critique. Il ne propose pas seulement une nouvelle modalité d'échange, mais redéfinit les fondements mêmes de la souveraineté économique : une souveraineté distribuée, localisée, orientée vers la contribution sociale. En articulant création monétaire et reconnaissance collective, CivicO opère une réappropriation démocratique du pouvoir monétaire, non comme centralisation autoritaire, mais comme infrastructure de stabilité partagée.

II.12.1 – La souveraineté monétaire selon Weber : fondement du pouvoir moderne

Dans *Économie et Société*, Max Weber identifie l'un des attributs essentiels de l'État moderne : le monopole sur l'émission monétaire. Définir l'unité de compte, contraindre à l'usage officiel d'un moyen de paiement, en garantir la stabilité : autant de gestes d'autorité par lesquels l'État n'organise pas seulement les échanges, mais affirme sa souveraineté sur l'ordre économique. La monnaie, loin d'être un simple vecteur neutre de transaction, incarne pour Weber une expression tangible du pouvoir institutionnel.

Sans maîtrise exclusive de la monnaie, l'État se prive de toute capacité réelle à structurer les flux économiques, à hiérarchiser les formes de richesse, à inscrire les dynamiques productives dans un cadre social cohérent. Ce monopole n'est pas un outil technique, mais un levier politique majeur : en orientant ce qui circule, ce qui est reconnu, ce qui a droit de cité dans l'économie, l'État façonne les rapports sociaux en profondeur.

Dans cette lecture, la monnaie devient une infrastructure d'ordonnement symbolique, un système de reconnaissance implicite par lequel se dessine l'économie légitime d'une société.

C'est dans cette filiation conceptuelle que s'inscrit CivicO. En instituant une monnaie autonome, distincte du circuit marchand classique, affectée à des contributions validées collectivement, CivicO affirme qu'une souveraineté monétaire ne se limite pas à l'État central : elle peut être redistribuée, territorialement encadrée, articulée aux besoins concrets du lien social. Ainsi, la reconnaissance politique ne passe plus uniquement par la verticalité de l'institution, mais par la capacité à organiser, à l'échelle citoyenne, les conditions d'une économie juste, stable, et politiquement assumée.

II.12.2 – Michael Hudson : la dette comme instrument de pouvoir et de libération

Dans *...and forgive them their debts*, Michael Hudson exhume une vérité historique largement occultée par les récits économiques modernes : la dette, dans les civilisations antiques, n'était pas intrinsèquement un outil d'oppression. En Mésopotamie, les souverains instituaient régulièrement des jubilé — annulations collectives de dettes — afin de restaurer la stabilité sociale, prévenir l'accaparement foncier, et désamorcer les déséquilibres qui menaçaient la cohésion du corps politique.

La dette, dans cette perspective, n'est pas un mécanisme univoque : elle est un instrument biface. Livrée aux dynamiques spéculatives, elle produit l'asservissement, la polarisation extrême des richesses, l'érosion du lien communautaire. Mais encadrée par une volonté politique explicite, elle devient un levier de justice, un outil d'ajustement macro-social, un moyen de préserver l'équilibre des structures économiques vivantes.

Hudson rappelle que la souveraineté monétaire ne se mesure pas uniquement à la capacité d'émettre, mais aussi à celle d'effacer, de suspendre, de reconfigurer les obligations selon des critères d'intérêt collectif.

C'est cette vision élargie que reprend CivicO : en réorganisant l'économie autour de contributions sociales reconnues, il structure une logique de dette positive, non punitive. Chaque reconnaissance économique dans le circuit CivicO génère une attente réciproque — non pas une obligation financière rigide, mais un engagement à réinscrire son action dans un cycle vertueux de réciprocité sociale.

Cette dette est gouvernée : elle ne s'accumule pas à l'aveugle, elle ne se privatise pas, elle ne produit pas d'asymétries irréversibles. CivicO introduit des mécanismes de correction, de redistribution adaptative, de réinjection dans le circuit contributif.

Il ne s'agit pas d'annuler toute forme d'obligation, mais de l'encadrer dans une architecture régulée, ajustable, transparente. Une gouvernance de la dette non comme fardeau, mais comme mémoire vivante du lien social. En cela, CivicO redonne

à la dette sa fonction anthropologique première : maintenir la société debout, et non l'écraser sous son propre poids.

II.12.3 – CivicO : souveraineté économique distribuée et résilience sociale

En croisant les apports de Max Weber et de Michael Hudson, CivicO articule une conception renouvelée de la souveraineté monétaire : non plus concentrée entre les mains d'un État centralisé ou captée par des intérêts financiers privés, mais redistribuée dans des écosystèmes économiques localisés, organisés autour de la contribution sociale réelle.

Chaque entité CivicO devient un pôle de souveraineté économique fonctionnelle, ancré dans des territoires, piloté par des critères d'utilité communautaire, et alimenté par des flux monétaires adossés à des actes sociaux mesurables. Cette architecture territorialisée n'est pas une simple décentralisation technique : elle incarne un basculement institutionnel majeur, où l'économie retrouve son assise sociale et sa légitimité politique.

Dans un contexte de volatilité systémique, CivicO constitue un rempart : ses circuits monétaires peuvent fonctionner de manière autonome face aux perturbations globales — inflation, crises financières, ruptures d'approvisionnement — en maintenant les services fondamentaux tels que le soin, l'éducation, la culture ou la protection environnementale.

Mais surtout, CivicO réintroduit la notion de dette sociale positive : un engagement mutuel fondé sur la reconnaissance des apports réels, qui ne se traduit pas par un solde à rembourser, mais par une dynamique de réciprocité ouverte. Là où l'économie classique tend à figer la dette dans des obligations asymétriques, CivicO l'inscrit dans une boucle de contribution continue, non coercitive, fondée sur la mémoire du lien et la transparence des engagements.

Cette économie distribuée n'a pas vocation à concurrencer l'économie classique ; elle l'encadre, la complète, la stabilise. Elle repose non sur la quête de profit infini,

mais sur la capacité à entretenir une résilience sociale active, où les individus ne sont pas de simples consommateurs, mais les architectes d'un ordre économique fondé sur la reconnaissance partagée.

CivicO, en ce sens, réactualise l'idée de souveraineté monétaire : il ne la détache pas du politique, il la redonne à la société — non comme un pouvoir vertical, mais comme une compétence collective à produire de la valeur sociale, de la stabilité démocratique et de l'émancipation humaine.

II.13 — Joseph Stiglitz et Mariana Mazzucato : dépasser les dérives du capitalisme financiarisé

« L'économie réelle est sacrifiée quand la finance devient sa propre finalité. »

Joseph Stiglitz et Mariana Mazzucato, figures majeures de la pensée économique contemporaine, s'accordent sur un point fondamental : le capitalisme financiarisé a progressivement détourné la logique économique de ses fonctions essentielles. Loin de soutenir l'innovation, la transition écologique ou la justice sociale, les marchés financiers capturent désormais la valeur économique à des fins spéculatives, déconnectées des besoins réels des sociétés.

Stiglitz démontre les dérives systémiques de cette architecture : la concentration des richesses n'est plus une conséquence périphérique, mais le produit intentionnel d'un système où l'accumulation financière supprime la création de biens communs. Mazzucato, de son côté, interroge la notion même de valeur : elle révèle comment la finance, en se réclamant de la productivité, s'approprie les retombées de l'investissement public sans en assumer la responsabilité sociale.

C'est dans cette impasse que s'ouvre la réflexion sur une alternative économique ancrée dans les fonctions contributives, résilientes et réellement productives de l'économie.

II.13.1 – Joseph Stiglitz : l'inefficacité sociale de la finance dérégulée

Dans *The Price of Inequality*, Joseph Stiglitz dresse une critique frontale de l'idéologie de l'efficacité financière. Selon lui, loin d'allouer rationnellement les ressources à l'investissement productif, les marchés financiers dérégulés se replient sur une logique spéculative autoréférentielle, coupée des besoins sociaux fondamentaux.

Ce système, théoriquement fondé sur la transparence et la concurrence, est en réalité structuré par des asymétries d'information, des incitations perverses et des rentes captives. La finance, au lieu de soutenir l'innovation, la santé, l'éducation ou les infrastructures, organise la prédation organisée des ressources disponibles par une élite économique capable de privatiser la valeur tout en externalisant les risques.

La montée des inégalités n'apparaît donc pas comme un dommage collatéral, mais comme l'effet recherché d'un capitalisme financiarisé dont la finalité n'est plus l'efficacité collective, mais la valorisation autoalimentée du capital lui-même.

Stiglitz insiste sur le fait que cette architecture, en déconnectant les flux financiers des dynamiques de production réelle, affaiblit la capacité des sociétés à générer du bien-être durable. L'économie devient instable, les opportunités sociales s'érodent, et la démocratie se fragilise sous le poids d'un pouvoir économique qui échappe à toute régulation structurelle.

II.13.2 – Mariana Mazzucato : réhabiliter la valeur publique et l'investissement social

Dans *The Value of Everything*, Mariana Mazzucato engage une critique fondamentale de la théorie économique dominante qui confère au marché le monopole de la création de valeur. Elle démontre que l'État, loin d'être un simple arbitre ou régulateur passif, est historiquement l'un des principaux moteurs de l'innovation structurelle. Par ses investissements dans la recherche fondamentale, les infrastructures, la santé publique et l'éducation, il crée les conditions mêmes de la croissance durable.

Mazzucato pointe une dérive contemporaine : celle de la dissociation entre risque et récompense. Les profits issus d'initiatives soutenues, financées et sécurisées par l'investissement public sont systématiquement privatisés, tandis que les pertes — notamment lors de crises — sont socialisées au nom de la stabilité systémique. Ce déséquilibre génère une économie où la finance capte la valeur sans contribuer aux conditions de sa création.

Contre cette dynamique extractive, Mazzucato propose une redéfinition politique et normative de la notion de valeur. Il ne s'agit plus de mesurer la richesse par sa rentabilité immédiate, mais par son impact social, sa capacité à générer des externalités positives durables, et son inscription dans un horizon collectif de prospérité.

Cette approche résonne directement avec la logique institutionnelle du CivicO, qui redéfinit la création monétaire à partir de critères de contribution sociale objectivable. Il ne s'agit pas de compenser les défaillances d'un système existant, mais de structurer un circuit économique autonome où la monnaie devient un vecteur de reconnaissance pour des engagements réels : soin, transmission, éducation, environnement, reconstruction territoriale.

En se détachant des logiques spéculatives et en réaffectant les ressources à la production de biens communs, CivicO rejoint l'ambition de Mazzucato : restaurer l'économie comme infrastructure du lien social, non comme terrain de capture financière. La monnaie retrouve ainsi sa vocation première : incarner des choix politiques explicites, au service d'une économie durablement ancrée dans la justice et la solidarité.

II.14 — Hayek, Von Mises et l'impasse du socialisme : vers un libéralisme mutuel

Winston Churchill affirmait que « *la démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres* ». Je transpose cette maxime à l'économie : selon moi, le libéralisme est le pire des systèmes — à l'exception de tous les autres. C'est précisément cette

tension qui m’amène à le privilégier, non par adhésion dogmatique, mais par reconnaissance pragmatique de ses vertus comparées.

Friedrich Hayek et Ludwig von Mises ont été les premiers à formaliser les limites du socialisme économique. Von Mises, dès les années 1920, démontra l’impossibilité du calcul économique dans un système sans prix de marché, où l’allocation des ressources devient arbitraire. Hayek approfondit cette critique dans *La Route de la servitude* (1944), où il montre comment la planification centralisée, même animée de bonnes intentions, mène inévitablement à la perte des libertés individuelles. Ce travail, qui lui valut le prix Nobel d’économie en 1974, reste une pierre angulaire de la pensée libérale contemporaine.

Hayek reconnaissait cependant que le socialisme et le libéralisme sont deux systèmes cohérents, à condition de ne pas les mélanger. C’est là que réside, selon moi, l’impasse actuelle : nous vivons dans des économies hybrides, où les logiques de marché cohabitent avec des mécanismes redistributifs mal calibrés, produisant des tensions systémiques et des incohérences structurelles.

C’est en partant de cette impasse que j’ai imaginé un système alternatif : le libéralisme mutuel, que je nomme aussi social-capitalisme. Ce terme peut prêter à confusion avec le “capitalisme social”, mais c’est volontaire. Là où le capitalisme social cherche à adoucir les effets du marché par des mécanismes de solidarité, le social-capitalisme inverse la logique : il part de la liberté individuelle comme socle, mais y intègre des mécanismes de contribution, de dignité et de régulation sectorielle, sans tomber dans la planification.

Ni le socialisme, ni le libéralisme pur ne permettent de répondre à l’impossibilité de satisfaction collective formulée par Kenneth Arrow dans son théorème d’impossibilité. Aucun système ne peut garantir une allocation optimale des ressources qui satisfasse tous les individus simultanément. C’est pourquoi je propose une architecture qui accepte cette impossibilité, mais cherche à la contourner par des mécanismes de validité temporelle, de canaux de marché différenciés, et de recalibrage annuel — autant d’engrenages que j’ai dessinés dans le système CivicO.

Enfin, il faut souligner que les régimes dits “communistes” contemporains — comme la Chine ou la Russie — ne relèvent plus du communisme au sens de l’URSS ou de la Chine maoïste. Ce sont des capitalismes d’État, autoritaires dans leur gouvernance, mais libéraux dans leur logique de production. Ils ne constituent pas une alternative doctrinale, mais une mutation stratégique du capitalisme lui-même.

II.15 — Joseph Schumpeter, Philippe Aghion : Destruction créatrice, mondialisation et souveraineté productive : repenser l’infrastructure minimale

La théorie de la destruction créatrice, formulée par Joseph Schumpeter dans *Capitalism, Socialism and Democracy* (1942), décrit le moteur fondamental du capitalisme : un processus par lequel l’innovation détruit les structures économiques existantes pour en faire émerger de nouvelles. Ce mouvement n’est pas une crise, mais une évolution systémique, où chaque cycle d’innovation balaie les entreprises obsolètes, les technologies dépassées et les modèles de production inefficaces.

Schumpeter ne célébrait pas naïvement ce processus : il en percevait aussi les risques politiques. À mesure que les entrepreneurs disparaissent, que les structures se bureaucratisent, et que les citoyens perdent leur rôle actif dans l’économie, le capitalisme peut s’éteindre de lui-même, laissant place à une forme de socialisme technocratique. Il anticipait ainsi le crépuscule de l’entrepreneur et la montée d’un capitalisme sans capitalistes.

Dans le contexte contemporain, la mondialisation a amplifié les effets de la destruction créatrice, mais en externalisant ses coûts. Les secteurs stratégiques — sidérurgie, agriculture, élevage, textile — ont été massivement délocalisés, provoquant des vagues de pertes d’emploi, des fractures territoriales, et une dépendance accrue à des chaînes d’approvisionnement mondiales. Lors de crises comme celle de 2020, le marché libre s’est transformé en salle aux enchères planétaire, où les États se disputaient masques, médicaments, céréales ou

composants électroniques, révélant la fragilité du modèle d'interdépendance absolue.

C'est dans ce contexte que le social-capitalisme propose une réponse : réabsorber certains secteurs clés, non pas pour tout produire localement, mais pour garantir une infrastructure minimale de souveraineté productive. Il ne s'agit pas de protectionnisme, mais de résilience stratégique : pouvoir produire une partie des biens essentiels, maintenir des savoir-faire, et éviter que la dépendance ne devienne un levier d'enrichissement pour des puissances étrangères ou des multinationales hors contrôle.

Les travaux de Philippe Aghion, récemment récompensés par le Prix Nobel d'économie 2025 avec Peter Howitt et Joel Mokyr, prolongent la pensée schumpétérienne en l'adaptant aux enjeux contemporains. Dans *Le Pouvoir de la destruction créatrice* (2020), Aghion montre que la croissance repose sur un processus cumulatif d'innovation, mais que celui-ci doit être régulé pour éviter les effets pervers : rente excessive, blocage de l'entrée de nouveaux acteurs, concentration du pouvoir économique. Il insiste sur le rôle de l'État comme facilitateur de transition, capable d'accompagner les ruptures technologiques sans abandonner les territoires ni les travailleurs.

Aghion souligne aussi que la concurrence stimule l'innovation dans les entreprises à la frontière technologique, mais peut décourager celles qui n'ont pas les moyens d'y accéder. D'où l'importance de politiques publiques ciblées, de reconversion industrielle, et de formation continue, pour que la destruction créatrice ne devienne pas une destruction sociale.

Le social-capitalisme s'inscrit dans cette logique : il ne cherche pas à bloquer l'innovation, mais à l'encadrer, à la redistribuer, et à préserver les conditions de la souveraineté économique. Il propose une cartographie des secteurs à réintégrer, une typologie des infrastructures minimales, et une doctrine de la contribution fondée sur la reconnaissance des métiers essentiels, souvent invisibilisés par la mondialisation

II.16 — Pourquoi les modèles existants échouent

« L'innovation sans structure est une promesse sans mémoire. »

Les initiatives récentes visant à refonder l'économie — revenu universel, crypto-monnaies, économie sociale et solidaire — ont suscité de vastes espoirs, mais peinent à produire une transformation durable. Leur échec n'est pas imputable à un déficit d'imagination, mais à l'absence d'une architecture systémique cohérente.

Disséminées, vulnérables aux dynamiques spéculatives, ou prisonnières d'un cadre institutionnel dominant, ces tentatives échouent à restructurer les fondements mêmes de la création de valeur. Elles corrigent à la marge sans reformuler la logique du système.

Civico se distingue en répondant à ce déficit de structuration. Il articule, au sein d'une même mécanique économique, trois dimensions essentielles : reconnaissance contributive, encastrement social, stabilité monétaire. Cette intégration n'est pas un supplément d'âme : elle est la condition de toute refondation économique pérenne.

II.16.1 – Le revenu universel : entre générosité abstraite et inertie sociale

Présenté comme une réponse élégante aux bouleversements du travail et à l'instabilité des parcours de vie, le revenu universel promet une forme d'émancipation : un revenu inconditionnel, garant d'autonomie, de liberté de choix et de dignité matérielle. Cette promesse, si puissante en théorie, révèle toutefois d'importantes failles structurelles dès lors qu'elle est confrontée aux exigences d'une organisation sociale pérenne.

En dissociant totalement la distribution monétaire de l'engagement collectif, le revenu universel court le risque de renforcer une logique d'isolement civique. L'accès automatique à des ressources sans participation active peut induire une forme

d'atonie sociale, affaiblissant les dynamiques de coopération, de reconnaissance et de construction du bien commun.

Sur le plan économique, son financement repose sur des dispositifs fiscaux massifs, sensibles aux aléas politiques et conjoncturels. Ce caractère instable compromet sa durabilité, tout en reconduisant le schéma d'une redistribution a posteriori, sans remise en question des circuits initiaux de production de valeur.

CivicO propose un déplacement fondamental : remplacer l'allocation inconditionnelle par la reconnaissance formelle de contributions sociales vérifiables. Il ne s'agit pas de nier la nécessité d'un socle de sécurité, mais d'en réinscrire les modalités dans un cadre d'engagement actif. Loin d'une simple réponse compassionnelle, CivicO institue une mécanique de co-crédation économique, où la distribution suit la participation et où l'émission monétaire devient un outil de structuration sociale.

II.16.2 – Les crypto-monnaies : promesses d'émancipation, réalités spéculatives

Issues d'une volonté de rupture radicale avec les systèmes monétaires centralisés, les crypto-monnaies ont initialement porté l'espoir d'un nouvel âge de souveraineté individuelle. En supprimant les intermédiaires institutionnels et en favorisant une émission décentralisée, elles prétendaient offrir une architecture monétaire plus démocratique, horizontale et autonome.

Toutefois, cette ambition fondatrice a rapidement été dévoyée. Plutôt que de structurer de nouveaux circuits contributifs ou de renforcer l'économie locale, les crypto-actifs se sont massivement orientés vers la spéculation. Leurs trajectoires, dominées par la volatilité, l'accumulation rapide et les dynamiques de bulle, ont généré une nouvelle forme de concentration patrimoniale, au bénéfice d'une minorité technocratique.

Sous couvert de gouvernance distribuée, ces systèmes reproduisent des asymétries de pouvoir : leur opacité algorithmique et leur complexité technique limitent l'accès effectif à la décision collective, renforçant une forme de centralité déguisée.

Leur usage courant, par ailleurs, demeure largement déconnecté de toute logique de contribution sociale : détournées vers l'investissement spéculatif ou l'évitement fiscal, elles n'ont pas su instaurer un véritable ancrage dans les structures vivantes du lien économique.

Par contraste, CivicO ne poursuit pas la décentralisation comme une fin en soi. Il en sélectionne les vertus — résilience, autonomie, pluralité — pour les intégrer dans un cadre structurant, orienté vers des finalités explicites. La monnaie y devient l'expression d'un engagement vérifié, intégré à des boucles de valorisation communautaire. Elle ne cherche pas la rentabilité instantanée, mais la reconnaissance continue de la valeur sociale produite.

II.16.3 – L'économie sociale et solidaire : fragmentation, dépendance, limites d'impact

L'économie sociale et solidaire (ESS) incarne depuis plusieurs décennies une tentative sincère de réorienter l'activité économique vers des finalités humaines : coopération, utilité collective, gouvernance partagée. À travers ses multiples formes – associations, mutuelles, coopératives, fondations – elle a démontré qu'il était possible d'organiser la production et la redistribution en dehors des logiques de profit maximal et de hiérarchie patrimoniale.

Mais malgré ses réussites locales et son ancrage éthique, l'ESS demeure enfermée dans une périphérie institutionnelle. Trop souvent, elle dépend de subventions publiques intermittentes, de dispositifs fiscaux spécifiques, ou de segments de marché résiduels. Cette dépendance limite sa capacité à influencer la structure profonde de l'économie dominante.

Elle fait face à une impasse stratégique : soit elle s'institutionnalise, au risque de se diluer dans les contraintes du modèle marchand ; soit elle maintient sa radicalité, mais au prix d'une marginalité chronique.

Par ailleurs, l'ESS est traversée par une tension inhérente : concilier l'exigence de viabilité économique avec celle d'un impact social profond, sans sacrifier l'une à

l'autre. Cette tension, si elle n'est pas traitée à l'échelle systémique, engendre une fragilisation continue du modèle.

CivicO ne se contente pas d'ajouter une couche éthique à une économie existante. Il reprend l'intuition fondatrice de l'ESS – la valeur comme reconnaissance sociale – mais la traduit dans une architecture monétaire autonome, stable, et capable d'orchestrer une dynamique macroéconomique complète.

En intégrant la contribution sociale au cœur de la création monétaire, CivicO offre aux acteurs citoyens un écosystème d'action robuste, affranchi des aléas budgétaires et des impératifs marchands classiques. Il ne soutient pas seulement les initiatives existantes : il crée les conditions pour qu'elles deviennent la norme.

II.16.4 – CivicO : une réponse structurelle aux échecs partiels

Les limites du revenu universel, les dérives spéculatives des crypto-monnaies et la marginalité structurelle de l'économie sociale et solidaire révèlent un même impensé : l'absence d'une refondation systémique de l'architecture monétaire. Ces initiatives, bien que porteuses d'intentions progressistes, échouent à modifier en profondeur les mécanismes de création, de circulation et de reconnaissance de la valeur économique.

CivicO répond à cette lacune non en ajoutant une solution parmi d'autres, mais en proposant une refonte intégrale des conditions de l'échange économique.

Il substitue à la logique de distribution passive un mécanisme de reconnaissance active : chaque unité CivicO est émise en contrepartie d'un acte de contribution sociale vérifiée. Il n'y a pas de flux monétaire déconnecté de l'utilité réelle, pas de spéculation possible, pas de captation silencieuse par des intérêts privés opaques.

La monnaie CivicO circule dans des boucles territorialisées, traçables, exemptes de surveillance intrusive, mais rigoureusement arrimées à des critères publics de légitimité contributive.

Ce système ne fonctionne pas en périphérie. Il ne supplée pas une économie dominante : il institue un circuit économique alternatif, structuré autour de finalités sociales explicites, mais conçu pour interagir avec les dispositifs classiques sans s’y dissoudre.

CivicO offre ainsi une infrastructure de résilience : capable d’amortir les chocs, de restaurer la confiance sociale, de garantir la continuité des fonctions essentielles – santé, éducation, culture, environnement – en dehors des cycles de solvabilité financière ou des arbitrages budgétaires de court terme.

Par cette approche, CivicO dépasse les réformes ponctuelles. Il intègre, dans une même cohérence opérationnelle, l’exigence de justice, la performance sociale, et la stabilité institutionnelle.

II.17 — Vers une économie du sens et de l’engagement

« Une société juste n’est pas seulement celle qui répartit mieux : c’est celle qui reconnaît mieux. »

Loin de se contenter d’une redistribution monétaire plus équitable, CivicO ambitionne de reconfigurer les fondements mêmes de l’échange économique, en le réancrant dans les principes de reconnaissance, d’engagement actif et de production collective de valeur sociale.

En s’appuyant sur la théorie des capabilités d’Amartya Sen et sur les réflexions contemporaines relatives à la dignité, CivicO ne cherche pas à stabiliser passivement les flux économiques : il propose d’en redéfinir la finalité. Il ne s’agit plus de réparer les injustices une fois produites, mais de construire en amont une économie architecturée autour de la responsabilité individuelle, de l’autonomie sociale, et de l’ambition partagée d’une démocratie durable et inclusive.

II.17.1 – Les capacités : remettre l’humain au centre de l’économie

Amartya Sen, en formulant sa théorie des capacités, invite à rompre avec les paradigmes classiques fondés sur les seules ressources ou les revenus. Ce qui compte, selon lui, ce n’est pas ce que les individus détiennent, mais ce qu’ils peuvent effectivement accomplir et devenir dans les conditions réelles de leur existence.

La justice ne se mesure donc plus à l’aune des égalités formelles, mais à la pluralité des libertés concrètes : la capacité à choisir, à participer, à contribuer avec dignité. Cette approche impose de prendre en compte les écarts de situations, les inégalités structurelles d’accès aux fonctions sociales vitales, et d’y répondre par une architecture économique tournée vers l’activation de potentiels humains.

Dans cette optique, CivicO ne se limite pas à redistribuer des unités monétaires : il construit les conditions d’émergence de nouvelles capacités sociales. Chaque reconnaissance monétaire devient une ouverture effective : pour agir, pour appartenir, pour transformer.

L’impact ne se réduit pas à l’individu : il rayonne sur l’ensemble du tissu communautaire.

Ainsi, en remplaçant la fiction de l’égalité de départ par l’exigence d’un accès effectif aux moyens d’accomplissement, CivicO inscrit la justice économique dans une dynamique active : celle d’un humanisme opérationnel.

II.17.2 – L’économie de la contribution : vers un nouveau contrat social

Le système économique dominant repose encore sur une logique marchande archaïque, fondée sur la contractualisation bilatérale : un bien contre un prix, un service contre une rémunération. Cette dynamique transactionnelle, centrée sur l’équivalence immédiate, isole les acteurs, fragmente le tissu social, et efface la dimension collective de la valeur créée.

À l'inverse, CivicO institue une rupture structurante : il organise une économie de la contribution, dans laquelle l'engagement humain précède et conditionne la circulation monétaire. La valeur n'est plus le produit d'une rencontre de marché aléatoire, mais le fruit d'un impact social reconnu, mesuré, intégré à un circuit de stabilité collective.

Chaque acte de soin, d'éducation, de transmission culturelle, d'entraide écologique, reconnu par CivicO, ne crée pas seulement un droit économique : il fonde une dette symbolique partagée, une reconnaissance active qui stabilise la société en profondeur.

C'est ici qu'émerge un nouveau contrat social : non plus fondé sur la répartition passive d'un excédent économique, mais sur l'articulation vivante entre responsabilité individuelle et intérêt général.

Une monnaie n'est plus une fin, mais une trace tangible de la co-construction d'un bien commun.

Dans ce cadre, la richesse ne s'accumule plus : elle circule, elle relie, elle donne sens. Ce contrat n'est pas un idéal abstrait : il est une réponse systémique aux désagréments démocratiques contemporains.

Il propose une architecture monétaire capable de restaurer le lien social, d'amplifier les capacités, et d'enraciner durablement l'économie dans une démocratie substantielle.

II.17.3 – CivicO : dignité, responsabilité et stabilité démocratique

Au cœur de CivicO repose une exigence aussi élémentaire que révolutionnaire : faire de la monnaie non plus le reflet d'une compétition abstraite sur un marché impersonnel, mais la trace tangible d'une reconnaissance sociale active. Dans cette architecture, la dignité économique n'est ni un résidu redistributif, ni un

privilège indexé à la performance, mais le produit direct d'une participation reconnue à l'effort collectif.

En liant systématiquement la circulation monétaire à la contribution sociale effective, CivicO renverse l'axiome fondamental de l'économie libérale : ce n'est plus la réussite individuelle qui détermine la valeur, mais l'impact réel sur les capacités collectives. La monnaie devient ainsi une médiation éthique, un instrument de stabilisation sociale fondé sur la responsabilité, l'engagement, la réciprocité.

Mais l'ambition de CivicO dépasse le simple rééquilibrage économique : il vise une stabilisation structurelle des démocraties. En garantissant un accès sécurisé aux fonctions sociales vitales — soin, éducation, culture, environnement — il assèche les racines de l'instabilité politique : précarisation, désaffiliation, colère institutionnelle.

La stabilité démocratique cesse alors d'être une conséquence annexe de la croissance : elle devient une finalité centrale de l'architecture monétaire.

Ce second bloc n'était pas un simple détour théorique. Il s'agissait de poser un socle : solide, articulé, rigoureux, à partir duquel le Social-Capitalisme puisse émerger non comme une intuition généreuse, mais comme une architecture cohérente.

À travers Rawls, Keynes, Duflo, Piketty, Friedman, Graeber, Mauss, Polanyi, Braudel, Ingham, Desan, Weber, Hudson, Stiglitz, Mazzucato, un constat se dégage : l'économie n'est jamais un processus neutre. Elle est toujours un acte politique, une forme institutionnelle, une technologie de pouvoir. Elle encode des choix, des exclusions, des priorités implicites.

Et tant que la circulation monétaire reste dissociée de la contribution sociale, les modèles de réforme — revenu universel, crypto, ESS — échoueront à enrayer les dérives systémiques.

CivicO naît de cette lucidité. Il ne s'ajoute pas à la liste des solutions incomplètes. Il refonde. Il réécrit les circuits économiques fondamentaux autour de trois axes : reconnaissance, contribution, stabilité.

Sans cette mise en cohérence doctrinale, CivicO pourrait être pris pour une utopie supplémentaire. Avec elle, il devient une infrastructure potentielle de transformation durable.

Le moment est venu de franchir un seuil. Quitter le champ des principes. Entrer dans celui des flux. Organiser ce qui, jusqu'ici, relevait de l'idéal.

Le Bloc III ouvre cette nouvelle étape : concevoir, articuler, formaliser un système économique complet, fondé sur la logique contributive. Non plus rêver d'une autre économie, mais construire les institutions, les cycles, les mécanismes qui la rendront opérationnelle, stable, reproductible.

Le Social-Capitalisme n'est pas une théorie : c'est une architecture en devenir. Et le travail commence maintenant.

BLOC III — Le Social-Capitalisme comme architecture économique concrète

"Un système n'est pas une idée. C'est une forme d'organisation capable de transformer des flux en équilibres durables."

Ce bloc constitue le pivot de la thèse. Il introduit, décrit et justifie en profondeur le fonctionnement du Social-Capitalisme comme système économique opérationnel, autonome et stabilisateur.

Il n'est plus ici question de valeurs ou d'héritages philosophiques — mais de structures, de cycles, de flux financiers et de règles opérationnelles.

III.1 – Les fondements techniques du Social-Capitalisme

Introduction à la base fonctionnelle du modèle social-capitaliste, fondée sur un prélèvement annuel structuré sur les entreprises, conçu comme un prêt contributif impliquant entreprises, État et citoyens actifs.

III.2 – Le cycle du capital CivicO : injection, blocage, retour

Présentation de la logique circulaire du capital CivicO, de son injection contrôlée à son blocage sur cinq ans, jusqu'à son retour vers l'entreprise, incluant un mécanisme de neutralité temporelle et de gel en cas de crise.

III.3 – Architecture institutionnelle : pilotage, transparence, allocation

Description de la cellule de gestion CivicO comme organe de sélection, d'allocation et de suivi, incluant ses rapports avec les entreprises et son interface numérique publique.

III.4 – Mécanique redistributive : rente sociale et équité

Exposé de la redistribution vers les citoyens sous forme de rente annuelle indexée sur la production utile, avec différenciation entre actifs majoritaires et inactifs garantis.

III.5 – Intégration sectorielle : logement, production, souveraineté

Présentation des domaines d'investissement stratégique du social-capitalisme : logement à loyers encadrés, entreprises vitales, circuits courts, et infrastructures de résilience économique.

III.6 – Compatibilité avec l'économie de marché

Clarification du rôle complémentaire de social-capitalisme vis-à-vis de l'économie classique, respectant la liberté d'investissement, la récupération avec rendement, et la stabilité des marchés.

III.1 – Fonctionnement technique du Social-Capitalisme

« Il ne suffit pas de redistribuer. Il faut construire un mécanisme capable d’ancrer la valeur dans la matière, la stabilité dans le temps, et la souveraineté dans l’espace. »

III.1.1 – L’architecture du cycle contributif : injection, blocage, retour

Le Social-Capitalisme ne saurait être réduit à un simple transfert monétaire ou à une correction ponctuelle des déséquilibres sociaux. Son principe fondamental est celui d’un cycle contributif régulé, où chaque étape – de l’injection initiale du capital jusqu’à sa restitution – constitue une pièce essentielle de la stabilité économique. Contrairement aux mécanismes classiques de l’impôt, qui prélèvent de manière unilatérale, ou de la dette publique, qui hypothèque l’avenir, ce système se présente comme un circuit fermé : un capital entre, circule dans l’économie réelle, puis revient à son point d’origine, enrichi par l’usage qui en a été fait, mais sans extraction spéculative.

Ce cycle commence par une contribution obligatoire des entreprises bénéficiaires, fixée entre 3 % et 5 % de leur bénéfice brut annuel. Il ne s’agit ni d’un impôt, ni d’un geste philanthropique : c’est une participation structurelle au fonctionnement collectif, pensée comme un prêt contributif. L’entreprise n’y perd pas : elle engage une fraction de son excédent dans un fonds d’investissement social, dont l’orientation est strictement encadrée par des critères de stabilité, de transparence et d’utilité non spéculative.

Le capital est ponctionné avant impôt sur les sociétés et immédiatement affecté à des projets validés par une instance de gestion autonome, qui en assure la traçabilité. Ce capital est alors verrouillé pour une durée fixe de cinq années, au terme desquelles l’entreprise récupère intégralement le montant engagé, tout en bénéficiant d’un avantage fiscal : ce montant étant enregistré comme charge, il allège son impôt sur les sociétés.

Ce verrouillage temporel est le cœur anti-spéculatif du système : il interdit tout retrait prématuré, toute revente ou conversion, et sécurise les infrastructures financées

contre les désengagements brusques. Ainsi, chaque euro est remplacé non dans l'instantanéité marchande, mais dans une temporalité collective, assurant la continuité et la robustesse des projets (logements, infrastructures souveraines, entreprises d'intérêt public).

La répétition annuelle de ce mécanisme, avec de nouveaux apports, crée un flux continu de capital utile. Progressivement, cette dynamique densifie le tissu productif national sans recourir à la dette externe ni à une fiscalité confiscatoire.

Toutefois, ce mécanisme repose sur une condition : une croissance positive du produit brut. Si l'entreprise enregistre un résultat négatif, elle est exemptée de contribution, puisque le prélèvement s'effectue sur les bénéfices bruts, et non sur le patrimoine. En cela, le social-capitalisme s'oppose frontalement à l'approche de certains économistes – tel Zucman – qui préconisent une taxation directe du capital, indépendamment du rendement qu'il produit.

À terme, le système atteint un point d'équilibre dynamique : les entrées annuelles compensent les restitutions quinquennales, garantissant la stabilité du flux. Ce n'est qu'à cette condition – l'articulation d'un cycle complet et régulé – qu'une telle architecture économique mérite d'être considérée non comme une utopie, mais comme un véritable système.

III.1.2 – L'entrepreneur contributif : rôle, bénéfices, responsabilités

Dans l'architecture du social-capitalisme, l'entrepreneur n'est ni un acteur marginal ni une simple source de financement. Il est l'unité active du système, celui par qui le capital devient opérationnel, et celui à qui revient, in fine, la preuve concrète de la viabilité du modèle. Contrairement à la vision antagoniste qui oppose capital et intérêt général, le social-capitalisme réconcilie ces deux dimensions dans une dynamique de contribution productive.

En contribuant entre 3 et 5 % de son bénéfice brut, l'entrepreneur s'engage non pas dans une logique d'aumône sociale, mais dans une stratégie de placement à

externalité positive. Ce capital n'est ni perdu ni gelé sans retour : il est investi dans des secteurs identifiés comme prioritaires pour la stabilité collective – logement à loyers régulés, circuits courts alimentaires, production stratégique non-délocalisable. En d'autres termes, le capital travaille là où il renforce la base même de l'économie réelle.

Ce positionnement est fondamental : l'entrepreneur devient acteur de la souveraineté économique, non pas par altruisme, mais par intelligence systémique. Ce qu'il obtient en retour dépasse le seul rendement financier : il s'associe à un environnement stabilisé, à des circuits de consommation renforcés par la solvabilité, à des territoires moins vulnérables aux crises internationales. Ce retour en nature – infrastructures, consommation, cohésion sociale – est souvent plus précieux que la seule rente monétaire.

Mais cette place centrale s'accompagne de responsabilités précises. L'entreprise ne choisit pas les projets à financer : elle confie son capital à une autorité de gestion dédiée, chargée d'allouer selon des critères de cohérence systémique. Ce mécanisme évite toute captation ou toute orientation partisane des fonds. En contrepartie, l'entreprise peut suivre, comprendre, et auditer le cheminement de son capital. Elle devient non seulement investisseur, mais correspondant actif d'une politique économique nouvelle. Une plateforme publique dédiée lui permet de suivre l'évolution des projets soutenus, de dialoguer avec la cellule de gestion, et de participer indirectement à la sélection de nouveaux axes d'investissement par la remontée d'indicateurs de terrain.

Ainsi se redéfinit le rôle de l'entrepreneur : plus seulement producteur de valeur individuelle, mais investisseur de structure, partenaire d'une souveraineté économique partagée. Il est à la fois actionnaire du futur national et bénéficiaire de sa stabilité. Dans un monde saturé de risques externes – énergétiques, logistiques, monétaires – cette position n'est plus une option morale. C'est un choix stratégique éclairé, fondé sur une nouvelle logique de confiance circulaire entre économie privée et stabilité collective.

III.1.3 – La cellule de gestion : ingénierie, pilotage, professionnalisation

Au cœur de l'infrastructure du social-capitalisme se tient une entité discrète mais essentielle : la cellule de gestion, organe opérationnel autonome chargé de convertir les flux contributifs en projets concrets. Elle n'est ni une administration figée, ni une simple courroie de transmission : elle est une interface d'ingénierie institutionnelle, conçue pour articuler rigueur comptable, choix stratégiques et ancrage territorial. Cette cellule assume à la fois le rôle de planificateur, d'investisseur et de garant de la continuité structurelle. Elle ne se contente pas d'allouer des fonds : elle pilote des trajectoires.

Cette cellule comprend une composante cruciale, trop souvent absente des dispositifs économiques contemporains : une société publique de construction. Cette entité, directement intégrée à la cellule de gestion, ne se limite pas à construire. Elle incarne une maîtrise d'ouvrage souveraine, capable d'intervenir rapidement sur le terrain sans passer par les logiques de sous-traitance privée. Elle garantit la stabilité des chantiers, la qualité des matériaux, la compatibilité des infrastructures avec les exigences du système social-capitaliste. Mais surtout, elle devient un lieu de transmission.

Car au-delà de sa fonction productive, cette société publique devient un levier de formation. Elle accueille, encadre, forme et certifie les stagiaires, les reconversions, les publics éloignés de l'emploi, non pas comme main-d'œuvre transitoire, mais comme futurs professionnels de la construction publique. Les savoir-faire y sont transmis non comme des techniques abstraites, mais comme des compétences incarnées dans des projets tangibles. L'individu ne travaille pas pour une entreprise anonyme : il bâtit un morceau du patrimoine collectif. Cette expérience transforme la relation au travail. Elle génère un attachement psychologique profond, une fierté d'avoir contribué à un projet durable, visible, ancré dans la matière et dans la cité. Elle restaure une forme de lien symbolique entre effort personnel et bien commun.

Ainsi, la cellule de gestion ne se contente pas de réguler un flux de capital. Elle déploie une mécanique de sens, où chaque euro investi devient un vecteur de transformation matérielle et sociale. Par son intégration verticale — de l'ingénierie financière à l'acte

de bâtir — elle offre une architecture complète, rigoureuse, répliquable. Elle dépasse les modèles d'agence publique traditionnels, souvent réduits à la gestion de dossiers, pour assumer une mission organique : celle d'animer un cycle vertueux entre contribution, production et formation.

Dans cette perspective, elle devient un pilier de professionnalisation. Non pas au sens restreint d'un apprentissage technique, mais comme vecteur d'une réinsertion durable, d'une compétence socialement valorisée, d'une trajectoire inscrite dans la mémoire collective. La cellule n'est pas un instrument : elle est un lieu. Un espace de recomposition du lien entre la société, son capital, et ses gestes les plus concrets.

III.1.4 – Le retour citoyen : rente, usage, visibilité

Le Social-Capitalisme n'est pas une machine abstraite d'allocation. Il est une architecture conçue pour produire un effet social visible, tangible, durable. Au centre de cette redistribution se trouve le citoyen, non comme simple bénéficiaire passif, mais comme acteur intégré dans un cycle économique stable. Le capital injecté par les entreprises, une fois converti en infrastructures, projets, et services, génère des flux de revenus — loyers perçus, bénéfices opérationnels, rentes foncières. Ces flux sont partiellement redistribués sous forme de rente citoyenne, versée non en monnaie spéculative, mais en CivicO, unité contributive à usage restreint.

Ce retour citoyen ne fonctionne ni comme un revenu universel, ni comme une aide conditionnée. Il ne récompense pas un statut, il incarne un droit structurel. Chaque citoyen, par sa simple appartenance à la communauté politique nationale, reçoit une part du retour économique des projets financés collectivement. Mais cette rente n'est pas liquide au sens classique. Elle est indexée à des usages précis : logement, soins, éducation, énergie, culture. Elle ne permet pas d'acheter, elle permet de vivre. Elle ne participe pas à la consommation débridée, elle stabilise les besoins essentiels.

Le CivicO devient ainsi un miroir économique. Il reflète ce qui a été produit pour le bien commun, et ce qui est rendu accessible à tous. Il inscrit dans la matérialité

quotidienne une logique de retour juste, traçable, impersonnelle mais équitable. Il évite l'arbitraire, contourne les clientélismes, refuse les effets de seuil. Il ne distribue pas plus à celui qui consomme, ni moins à celui qui résiste. Il déconnecte la valeur reçue de la capacité à la revendiquer, et restaure une forme de dignité distributive fondée sur l'appartenance, non sur la performance.

Mais cette rente ne reste pas invisible. Elle s'incarne. Elle s'incarne dans la baisse du reste-à-charge, dans la réduction du stress financier, dans la possibilité de rester logé sans précarité, de se soigner sans délai, de se former sans dette. Elle modifie les trajectoires de vie. Elle redonne du souffle. Et par cette matérialité, elle rend visible l'architecture entière du Social-Capitalisme : ce que l'entreprise a donné, ce que l'État a transformé, ce que la cellule a bâti, devient perceptible dans l'espace vécu. Le système ne s'impose pas. Il se prouve, jour après jour, par ses effets concrets.

Ainsi se clôt le cycle : du prélèvement au projet, du projet à la rente, de la rente à l'usage, de l'usage à la confiance. Le social-capitalisme ne redistribue pas pour corriger. Il redistribue pour inscrire une continuité. Il ne donne pas pour réparer. Il rend pour stabiliser. Il transforme la notion même de retour économique, en la réencastrant dans une temporalité politique, sociale, et humaine.

III.1.5 – L'investissement stratégique : infrastructures essentielles et souveraineté fonctionnelle

Le social-capitalisme ne disperse pas le capital. Il ne finance pas à l'aveugle. Il sélectionne. Il priorise. Il inscrit chaque euro dans une logique de renforcement structurel. Cette logique se décline dans trois axes majeurs : le logement régulé, les circuits courts de production de biens essentiels, et la souveraineté technologique et énergétique. Ces choix ne sont pas arbitraires. Ils répondent à un impératif commun : protéger la société contre les chocs exogènes en ancrant la capacité d'autonomie au sein du territoire national.

Le logement régulé n'est pas un logement social. Il n'est ni gratuit, ni attribué par favoritisme politique. Il est un actif collectif, construit, géré et maintenu par les

structures publiques du Social-Capitalisme. Il est destiné aux nationaux, dans une logique de stabilisation résidentielle et de neutralisation des bulles spéculatives. Il ne s'agit pas d'altruisme pathologique, cette dérive bien identifiée par Barbara Oakley où l'aide devient aveugle et autodestructrice. Il s'agit d'un choix de rationalité économique et politique : loger décemment la population active pour réduire les tensions, les mobilités subies, et les coûts sociaux indirects de la précarité résidentielle.

Mais le logement n'est qu'un socle. Ce qu'il abrite doit aussi être produit. D'où l'axe productif du Social-Capitalisme : des fermes collectives, adossées à des magasins spécialisés, produisant et distribuant des denrées de base — fruits, légumes, céréales, viandes — hors de la logique spéculative des bourses alimentaires. Ces circuits, organisés autour de la transformation locale, ne visent pas la rentabilité maximale. Ils visent la stabilité : emploi local, souveraineté alimentaire, modération des prix. Ce ne sont pas des enseignes commerciales. Ce sont des points de distribution CivicO, ancrés dans une économie de résilience, non de compétition.

Enfin, chaque nation doit penser sa survie. Et pour survivre à la pression globale, il faut des outils, des machines, de l'énergie, et des flux numériques sécurisés. Le Social-Capitalisme oriente ainsi une part de ses investissements vers des usines de textile de base, des ateliers d'outillage, des centres de production d'hydrogène, des infrastructures de traitement d'eau, des modules numériques souverains. L'objectif n'est pas d'isoler la nation, mais d'en faire un corps qui tient debout même quand le monde vacille. Une société sans filière textile nationale, sans énergie de secours, sans souveraineté numérique est une société à genoux dès la première crise majeure.

Ces projets, choisis, financés, suivis, ne sont pas des parenthèses. Ils sont la colonne vertébrale. Ils garantissent que le pays ne soit plus totalement dépendant de négociations, de pressions, de surcoûts absurdes. Ils recréent une base productive minimale — non pour concurrencer le monde, mais pour ne pas être écrasé par lui. Ils permettent d'assurer la continuité de fonctions vitales même sous embargo, guerre, crise énergétique ou pandémie. Et surtout, ils redonnent du travail — qualifié, formant, structurant — au cœur même du tissu national.

Ce choix sectoriel n'est pas un fantasme de retour au passé. C'est une anticipation lucide des risques à venir. C'est une réponse systémique à la fragilité d'un monde interconnecté mais instable. C'est une déclaration de souveraineté économique, dans une langue que seuls les actes savent parler.

III.1.6 – Réduction de la dépendance stratégique : la sécurité par le socle matériel

Dans l'histoire économique des nations, la stabilité réelle n'a jamais été garantie par les flux financiers. Elle l'a été par la capacité à maintenir, produire, réparer et distribuer les fonctions vitales en période de stress systémique. Cette évidence, longtemps oblitérée par la globalisation triomphante, revient aujourd'hui au centre du débat. Et le Social-Capitalisme, par son architecture, en fait un axe fondamental de son déploiement.

Le modèle ne cherche pas l'autarcie. Il ne ferme pas les frontières. Il ne rejette pas les échanges. Mais il refuse la dépendance structurelle. Une nation qui ne peut plus produire son pain, réparer ses machines, vêtir ses travailleurs ou soigner ses malades sans s'en remettre à des chaînes logistiques internationales est une nation sous tutelle. Une nation vulnérable. Une nation négociable. Le Social-Capitalisme propose, non de couper le lien avec le monde, mais d'en redéfinir la nature : passer de la dépendance à la coordination, du manque à la coopération.

Cela passe par un investissement massif dans les filières critiques. Non pas celles qui rapportent le plus sur le marché mondial, mais celles qui garantissent la survie sociale. Outillage, énergie locale, traitement de l'eau, semences, textile de travail, logistique minimale, structures d'accueil d'urgence. Chaque euro injecté dans ces domaines renforce un maillon. Chaque infrastructure créée diminue l'effet domino d'une rupture externe. Chaque emploi généré dans ces secteurs est un poste de souveraineté territoriale.

Le CivicO, par sa circulation orientée, permet de soutenir cette stratégie. Les biens produits — outils, vêtements de base, denrées essentielles — ne sont pas mis sur le marché global. Ils sont affectés au circuit CivicO, stabilisé, non spéculatif, accessible

à tous les citoyens contributeurs. Ainsi, le CivicO devient plus qu'une monnaie. Il devient un vecteur de cohérence économique, un outil d'allocation intelligente, une réserve de capacité vitale.

Ce système transforme la manière même dont on pense l'économie nationale. Ce ne sont plus les flux de croissance qui définissent la performance, mais la densité du socle matériel, la robustesse des fonctions de base, la réversibilité des dépendances. En temps normal, cela peut sembler invisible. En temps de crise, c'est la seule chose qui compte.

Le Social-Capitalisme, dans cette perspective, ne rêve pas d'une société fermée, mais d'une société protégée. Il n'oppose pas efficacité et sécurité. Il les articule. Il fait du socle productif non pas un objet de nostalgie industrielle, mais une condition de survie politique. C'est un système qui ne parie pas sur la paix éternelle ou la croissance infinie. C'est un système qui prépare — rationnellement, lucidement, méthodiquement — la continuité de la nation dans un siècle d'instabilité permanente.

III.1.7 – Le levier locatif : régulation douce par le patrimoine

Le logement, dans le modèle du Social Capitalisme, n'est pas un simple produit immobilier. Il est une fonction stratégique. Non pas au sens militaire, mais au sens économique le plus profond : ce que l'on ne peut retirer à une société sans la désintégrer. Le CivicO consacre ainsi une part majeure de son capital à la construction et la gestion d'un parc immobilier à loyers régulés, mais ce parc n'est pas un appendice social. Il est l'un des piliers de stabilité du système.

Ce modèle échappe volontairement aux logiques traditionnelles du logement social. Il ne s'adresse pas à des publics spécifiques, désignés selon des critères de précarité ou de minorité. Il ne fonctionne pas par subvention, ni par charité. Il repose sur une architecture économique autonome, financée par le capital contributif temporaire des entreprises et intégralement restituée à moyen terme. Le but n'est pas de compenser les effets de la spéculation, mais de créer un contre-espace économique, non spéculatif par construction, capable d'agir en tension douce sur le reste du marché.

Le loyer n'est pas gratuit. Il est réduit — de 10 à 30 % en dessous du marché local — mais il reste calculé. Il vise la soutenabilité, non la gratuité. Il permet à un citoyen actif de se loger dignement sans subir les pressions des bulles immobilières, mais il maintient l'exigence de contribution. Cette logique exclut volontairement l'altruisme pathologique — ce mécanisme identifié par Barbara Oakley où la compassion se transforme en désorganisation stratégique. Le parc de logement CivicO n'est pas une nouvelle frontière de la générosité publique. Il est une infrastructure nationale, pensée pour les nationaux, dans une logique de retour, de responsabilité, et de stabilisation.

Ce parc, construit et entretenu par la cellule de gestion et ses filiales techniques, suit des standards élevés de qualité, de performance énergétique, et de transparence. Il constitue un patrimoine national inaliénable. Il ne peut être vendu, ni cédé, ni converti. Il s'accroît chaque année selon la capacité d'injection du capital contributif. Et son rôle est double : assurer un socle de sécurité résidentielle pour les classes actives et offrir un levier silencieux de régulation du marché libre. Car à mesure que ce parc croît, il modère les excès du secteur privé, sans coercition. Il crée une alternative crédible. Une boussole. Un repère de prix.

Le levier locatif devient ainsi un outil de politique économique. Non plus par décret, mais par structuration. Il n'empêche pas l'enrichissement par l'immobilier privé, mais il rend impossible son absolutisation. Il ne fige pas le marché, mais il lui rappelle qu'il existe un ailleurs — un territoire non marchand où l'usage prime sur la rente, et où la dignité ne dépend pas de la capacité à surenchérir.

Ce levier est peut-être le plus discret des piliers du Social-Capitalisme. Mais c'est celui qui inscrit le plus profondément la monnaie dans les murs. Celui qui fait du Social-Capitalisme un acte matériel, visible, habitable. Celui qui fait d'un capital temporairement immobilisé un socle de souveraineté durable.

III.1.8 – Infrastructures critiques : autonomie productive et souveraineté économique

Dans l'économie contemporaine, la vulnérabilité structurelle ne se lit pas uniquement dans les comptes publics. Elle se lit dans l'incapacité d'un territoire à répondre par lui-même à ses besoins fondamentaux. L'alimentation, l'énergie, l'équipement de base, la logistique, la santé, la communication : autant de domaines stratégiques qui, lorsqu'ils sont intégralement délégués à des chaînes globales ou à des acteurs privés extérieurs, transforment une nation en dépendance masquée.

Le Social-Capitalisme, dans sa logique d'investissement contributif, ne prétend pas couvrir tous les besoins. Mais il identifie ces secteurs comme les nœuds vitaux de toute résilience. Dès lors, une partie ciblée du capital CivicO est affectée à la création ou au renforcement d'infrastructures critiques nationales. Il ne s'agit pas de bâtir un nouvel État industriel, mais de doter chaque territoire d'une capacité minimale d'auto-organisation en cas de rupture des flux mondiaux.

Ces infrastructures prennent des formes multiples. Des usines de production textile pour les vêtements de travail. Des ateliers de fabrication d'outillage. Des fermes maraîchères adossées à des points de vente CivicO. Des unités de transformation alimentaire en circuit court. Des structures de production énergétique locales (biogaz, hydrogène, solaire) couplées à des dispositifs de stockage. Ces investissements ne visent pas la performance maximale : ils visent l'assurance minimale. Ce ne sont pas des fleurons industriels. Ce sont des digues.

Chaque infrastructure construite dans ce cadre est conçue pour répondre à un besoin identifié comme non substituable à court terme. Chaque usine, chaque ferme, chaque centrale a une fonction précise : permettre, dans un contexte de crise grave, de maintenir la continuité des usages vitaux sans dépendre d'achats à prix de guerre, ni de négociations diplomatiques opaques. L'histoire a montré que ce sont ces capacités-là — modestes mais tenaces — qui ont permis à certaines sociétés de ne pas basculer dans l'effondrement total lors des grandes ruptures.

Le Social-Capitalisme ne cherche pas à se substituer à l'économie de marché dans ces domaines. Il cherche à créer un socle de base : une trame productive primaire sur

laquelle les territoires peuvent s'appuyer pour amortir les chocs. Cette trame n'est pas rigide. Elle peut être enrichie, étendue, partagée. Mais elle garantit que la base — logement, alimentation, équipement de travail, énergie domestique — reste sous contrôle souverain.

Ce choix structurel transforme le CivicO en plus qu'une monnaie. Il en fait l'outil d'un capitalisme défensif, mais éclairé. Un capitalisme où la rentabilité n'est pas l'unique critère, mais où l'utilité stratégique, la permanence et la souveraineté dictent l'allocation du capital. Un capitalisme où l'entreprise contribue à construire le bouclier commun. Pas par altruisme. Par intérêt bien compris. Car un pays qui tient debout est aussi un marché qui survit.

Ce volet productif du Social-Capitalisme ne fait pas l'éloge de l'autarcie. Il n'appelle pas à la fermeture. Mais il proclame que la liberté économique commence par la capacité de ne pas s'effondrer au premier choc. Il revendique une souveraineté de fond. Une capacité, non à tout produire, mais à ne pas tout perdre. Une économie capable de durer, même quand le monde se dérobe.

III.1.9 – Régulation des prix : loyers d'impact et effet modérateur

Dans l'économie sociale-capitaliste, le logement n'est pas seulement une fonction vitale. C'est aussi un levier de régulation des dérives structurelles du marché immobilier. En injectant du capital contributif dans la construction de logements à loyers régulés, le Social-Capitalisme ne crée pas une niche sociale réservée aux plus démunis. Il construit une contre-offre pérenne, accessible, ancrée dans une logique d'équilibre, et destinée prioritairement aux nationaux, selon des critères de participation contributive et de stabilité résidentielle.

Ces logements, intégralement financés par le capital CivicO, ne sont ni gratuits, ni octroyés par charité publique. Ils ne relèvent pas du logement social classique, souvent associé à des politiques de subvention, de quotas, ou de compensation. Leur loyer est fixé en deçà du marché libre — entre 10 et 30 % de moins — mais il est payé. Et cette différence ne vient pas d'un déficit de rentabilité, mais d'un changement de

logique financière : les logements ne visent pas à générer un rendement privé, mais à stabiliser un besoin collectif.

Ce loyer régulé devient ainsi un prix d'impact. Il ne répond pas à l'offre et à la demande, mais à une équation de résilience : combien faut-il demander pour couvrir les coûts, garantir l'entretien, assurer la viabilité du système — sans produire d'exclusion ? Ce calcul ne repose ni sur la spéculation foncière, ni sur l'optimisation du retour sur investissement. Il repose sur la valeur d'usage réelle, adossée à une infrastructure financée, amortie, et protégée des marchés.

L'effet systémique est décisif. Car en proposant une offre massive, durable et crédible de logements à loyers d'impact, le Social-Capitalisme exerce une pression indirecte sur l'ensemble du marché. Il introduit un repère, une alternative, un standard : le citoyen peut choisir un logement issu du Social Capitalisme, stable, transparent, lié à un patrimoine collectif. Ce choix n'est pas motivé par la nécessité, mais par la cohérence. Et ce choix force les acteurs privés à ajuster leurs prétentions, à repenser leurs modèles, à retrouver une forme de proportionnalité.

Ce mécanisme ne requiert aucune loi coercitive, aucune intervention brutale. Il fonctionne par comparaison. Par osmose. Il s'agit moins de réguler que de structurer un pôle de stabilité, dont l'existence même devient une force de rappel pour les autres segments du marché. Le Social Capitalisme, dans le domaine du logement, n'est pas un outil de subvention. C'est un instrument de normalisation douce.

Et cette normalisation ne s'arrête pas au logement. Elle s'étend aux produits de base vendus dans les circuits CivicO : nourriture, énergie domestique, habillement de travail, santé primaire. Dans tous ces domaines, les prix sont construits à partir d'un principe simple : coût réel + marge de fonctionnement + réserve de réinvestissement. Pas de dividende à des investisseurs privés et pas de spéculation. Ce qui permet à ces produits de rester accessibles, même en période d'inflation, même en cas de crise monétaire.

En régulant les prix par l'architecture plutôt que par l'intervention, le Social-Capitalisme trace une voie nouvelle. Il ne fige pas les marchés. Il ne les nie pas. Il crée un second axe, un stabilisateur silencieux, un repère incarné. Il montre que des

prix justes ne sont pas une utopie — à condition de repenser les flux, les finalités, et la propriété des structures de base. Une régulation sans bras armé. Mais avec des fondations inébranlables.

III.1.10 – Filière de distribution CivicO : circuits courts, débouchés directs, souveraineté partagée

Au sein du social-capitalisme, la monnaie CivicO ne circule pas dans le vide. Elle irrigue une économie parallèle, structurée, territorialisée, dont les magasins constituent les points d’ancrage visibles. Ces lieux ne sont pas des commerces classiques. Ils sont les maillons terminaux d’une chaîne de production intégrée, entièrement pensée pour répondre aux besoins fondamentaux du pays, dans une logique d’indépendance, de sobriété, et de résilience.

Chaque magasin CivicO est alimenté en priorité par les productions issues des fermes, des ateliers, des manufactures et des structures de transformation relevant directement de l’économie CivicO. On y trouve des fruits et légumes de saison, des viandes issues d’élevages locaux régulés, des céréales, des produits de base, des vêtements de travail, des articles d’outillage, des produits d’hygiène essentiels. Rien d’exotique. Rien d’accessoire. Rien de spéculatif.

Tous les prix sont régulés selon une méthode stricte : coût réel + frais de fonctionnement + réserve de réinvestissement + marge minimale pour les dividendes des citoyens. Aucun investisseur privé n’impose de taux de marge. Chaque euro réinjecté dans le système alimente sa pérennité, sa qualité, son amélioration continue. Et chaque euro payé peut l’être en devise nationale ou en CivicO, selon les capacités du citoyen.

Mais ces magasins ne se contentent pas d’écouler les productions publiques. Ils peuvent également accueillir une sélection de produits issus d’entreprises du Social-Capitalisme, non directement opérées par l’État mais intégrées à l’architecture CivicO. Ces entreprises — coopératives, structures locales à gouvernance partagée,

sociétés à but de résilience — trouvent ainsi un débouché commercial stable, visible, sans devoir passer par les circuits concurrentiels dominés par les grands distributeurs.

Cette partie des étals peut être réservée aux producteurs indépendants, principalement agricoles, qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour structurer leur propre logistique ou développer leur réseau de vente. Sous conditions strictes (respect des cahiers des charges, prix de vente équitables, compatibilité éthique), ils peuvent vendre dans ces magasins une partie de leur production, avec une marge supérieure à celle qu'ils obtiennent auprès des centrales d'achat classiques. Cette ouverture offre un débouché alternatif, valorise les productions locales, et introduit une forme douce de pression sur les groupes d'achat, qui voient une fraction de l'offre leur échapper au profit d'un circuit souverain.

Ainsi, les magasins CivicO deviennent plus que des lieux de consommation : ce sont des plateformes logistiques, des vitrines d'un modèle économique autonome, et des instruments de souveraineté économique concrète. Ils redéploient le lien entre production, transformation, et distribution. Ils redonnent de la marge aux producteurs, du pouvoir d'achat aux citoyens, et de la cohérence au territoire.

III.1.11 – Une matrice économique anti-fragile : continuité, prévisibilité, cohérence

Dans un système économique classique, chaque projet public est suspendu aux aléas politiques, aux fluctuations de l'endettement, aux marges de manœuvre budgétaires ou aux arbitrages idéologiques. Le Social-Capitalisme inverse cette dépendance. Il institue une base monétaire propre, injectée régulièrement, préaffectée aux infrastructures, immunisée contre la volatilité extérieure. Cette régularité engendre une forme de sérénité structurelle, capable de planifier à long terme sans attendre les signaux du marché ni l'autorisation du politique.

Cette autonomie, cependant, ne signifie pas isolement. Le système social capitaliste n'est ni clos, ni rigide. Il s'adapte. Il ajuste ses flux. Il peut moduler ses affectations selon les données socio-économiques remontées par les cellules territoriales, les bilans de projets antérieurs, et les dynamiques d'usage concrètes observées sur le

terrain. Il n'impose pas une vision. Il révèle un paysage. Il donne aux territoires les outils pour lire, ajuster, et co-construire leur propre résilience.

C'est en cela que ce système devient anti-fragile, au sens de Taleb. Il ne résiste pas par inertie. Il apprend. Il transforme chaque tension en signal, chaque crise en levier d'amélioration. Il n'attend pas l'effondrement pour réagir : il est structuré pour amortir, corriger, et reconstruire dans la continuité. Il offre une stabilité sans stagnation. Une régulation sans planification rigide. Une gouvernance sans fermeture. Et surtout, il crée un langage commun entre économie réelle, exigence sociale, et souveraineté politique.

III.1.12 – Une architecture de convergence : intégration progressive, dissymétrie stratégique, stabilité macro-économique

L'une des critiques majeures adressées aux systèmes économiques alternatifs réside dans leur tendance à se constituer en poches isolées, incapables de s'articuler au reste du tissu économique. Le Social-Capitalisme répond à cette faiblesse par un mécanisme d'intégration progressive, pensé dès l'origine comme dissymétrique : il n'exige pas l'adhésion immédiate de l'ensemble des acteurs économiques. Il démarre avec les plus structurants, les plus volontaires, les plus exposés à la demande de stabilité — grandes entreprises à bénéfice stable, collectivités partenaires, citoyens en recherche d'utilité concrète.

Cette dissymétrie n'est pas un défaut, mais une stratégie. Elle permet au système de croître par cercles concentriques, de manière organique, en s'adaptant à chaque contexte sectoriel ou territorial. Le CivicO ne cherche pas à remplacer l'euro. Il ne veut pas uniformiser. Il construit un espace parallèle où les règles sont claires, les usages restreints, les droits garantis. Et ce périmètre évolue selon une logique d'offre crédible, non d'injonction idéologique.

Au fil des années, cette croissance modulaire permet au Social-Capitalisme de stabiliser les marges du système global. Il agit comme un amortisseur structurel, absorbant une part des tensions du marché classique : flambée des loyers, explosion

des prix alimentaires, désengagement public dans les infrastructures. Il ne régule pas par le haut. Il stabilise par l'intérieur. Il devient ce que la macroéconomie peine à produire aujourd'hui : une réserve de constance, une prévisibilité structurelle, un socle de confiance reproductible.

III.1.13 – Temporalité longue, leviers d'accélération, architecture intergénérationnelle

Le social-capitalisme ne promet pas des résultats immédiats. Sa mécanique repose sur un cycle de capital bloqué de cinq ans, répété année après année, jusqu'à atteindre une masse critique suffisante pour produire des effets systémiques. Mais un cycle complet de déploiement — c'est-à-dire un équilibre dynamique entre les entrées et les sorties, une stabilisation des flux, et une accumulation suffisante d'infrastructures — ne commence à révéler pleinement sa puissance que sur une période de 30 à 40 ans. C'est le temps nécessaire pour que le système, dans son ensemble, s'auto-alimente de manière pérenne, sans dépendance à des injections politiques ou à des perfusions budgétaires externes.

Si l'économie nationale croît — ce qui est l'hypothèse normale sur le temps long — les entrées annuelles excèdent systématiquement les sorties, générant un effet d'accumulation maîtrisée qui permet d'élargir et de densifier les infrastructures sans recourir à l'endettement public classique.

Ensuite, il crée une stabilité temporelle inédite.

Ce temps long n'est pas un défaut. Il est le prix de l'autonomie. Il inscrit l'action économique dans une perspective générationnelle. Il reconnaît que les grandes transformations ne se mesurent pas en trimestres, mais en décennies. Que la stabilité sociale durable ne se construit pas avec des réformes de conjoncture, mais avec des architectures de fond. Ce refus de l'immédiateté est, en soi, un acte politique. Il oppose à la logique de rendement instantané une logique d'héritage collectif.

Mais cette patience n'interdit pas l'amorçage rapide. Des leviers d'accélération existent. Des grandes fortunes peuvent choisir d'orienter leurs donations vers des

projets CivicO, au lieu de les affecter à des fondations ou des ONG à efficacité floue. Des successions peuvent, par donation, être partiellement dirigées vers le financement d'infrastructures à usage collectif. Des campagnes volontaires peuvent être organisées pour engager des citoyens ou des entreprises dans une dynamique de capitalisation sociale immédiate. Aucun de ces apports n'est obligatoire, mais chacun permettrait d'anticiper certains effets stabilisateurs sans compromettre la cohérence du modèle.

Ce qui distingue le social-capitalisme des utopies réformistes ou des dispositifs paramétriques, c'est cette combinaison entre rigueur technique, temporalité assumée et adaptabilité stratégique. Il ne cherche pas à réanimer le capitalisme par une série d'amortisseurs ou de rustines. Il ne prétend pas abolir les mécanismes de marché. Il opère une réencapsulation du capital dans une matrice sociale vivante — une matrice où la valeur circule sans être siphonnée, où le risque est mutualisé sans être collectivisé, et où le patrimoine collectif se forme sans dépendre des aléas politiques.

Ce modèle ne vend pas une promesse. Il propose un plan. Un plan lent, robuste, transmissible. Un plan où la prospérité ne se mesure plus à la croissance annuelle, mais à la solidité des fondations léguées à ceux qui viendront.

III.2 – Le cycle du capital : injection, immobilisation, retour

« Une économie stable est une économie qui sait ralentir avant de céder, et accélérer avant de s'effondrer. »

Le cœur fonctionnel du social-capitalisme repose sur un cycle de capital fermé. Ce n'est pas un flux permanent d'argent public, ni une taxe redistributive : c'est un mécanisme rigoureusement cadencé, dans lequel chaque euro circule selon une logique précise, adossée à la temporalité réelle des investissements d'infrastructure.

Chaque entreprise réalisant un bénéfice net est tenue, une fois par an, de verser entre 3 et 5 % de ce bénéfice avant l'impôt sur la société dans le système CivicO. Ce versement n'est ni une taxe ni une perte, mais un prêt social à rendement différé, contractuellement sécurisé, juridiquement encadré.

À partir de là, le capital entre dans le circuit CivicO. Il est transféré à la cellule de gestion nationale, qui le réaffecte immédiatement à des projets sélectionnés pour leur utilité publique, leur stabilité économique, et leur impact territorial. Ce capital est bloqué pour une durée fixe de cinq ans. Il ne peut être ni reconverti, ni racheté, ni utilisé à d'autres fins. Cette immobilisation est la clef de la stabilité du système : elle empêche la spéculation, garantit la continuité des projets, et permet une planification économique que le capitalisme de marché interdit par nature.

Pendant ces cinq années, le capital finance la construction de logements, l'implantation de fermes, la création d'usines, ou le développement d'infrastructures critiques. Ces projets, bien qu'adosés à une logique non spéculative, produisent de la valeur réelle : loyers, revenus d'exploitation, économies structurelles. Cette valeur, rigoureusement enregistrée et redistribuée, alimente à la fois la rémunération des entreprises contributrices, la rente des citoyens, et la réserve du système.

À l'issue du cycle, chaque entreprise se voit restituer la totalité de son capital initial. Un avantage fiscal peut être octroyé, tel qu'une exonération partielle ou totale de l'impôt sur les sociétés sur ce montant, désormais intégré dans le résultat imposable de l'entreprise. Cette imposition, qui ne s'appliquait pas tant que le capital demeurait immobilisé, devient exigible dès lors que ce dernier est réintégré dans les bénéfices déclarés par la société.

Ce retour s'opère dans une logique de rendement mesuré, déconnecté des cycles spéculatifs, mais ancré dans la matérialité des infrastructures. Aucun retour n'est garanti en valeur absolue. Le système repose sur la qualité de la gestion, la cohérence des choix d'investissement, et la discipline collective. Mais à l'inverse des marchés, il n'expose pas au risque d'effondrement. Il sécurise le capital sans le figer, le fait fructifier sans le livrer aux aléas.

Ce cycle, renouvelé chaque année, génère une dynamique cumulative. Dès la sixième année, les premières sorties de capital viennent équilibrer les nouvelles entrées. Le système atteint un point d'équilibre. La cellule de gestion devient alors capable de planifier les flux à dix, vingt, voire trente ans, sans dépendre du crédit bancaire, de la dette publique, ou de la volatilité mondiale. Le capital devient un fluide stabilisateur, non un choc.

En cas de crise, un mécanisme d'urgence permet à l'État de suspendre temporairement les sorties, afin d'éviter une fuite de capital ou une implosion structurelle. Ce gel, encadré par la loi, est activable par décret exceptionnel et ne s'applique qu'aux flux d'entreprise, jamais à la rente des citoyens. Il constitue une digue, non une fermeture. Et il garantit que, même dans l'instabilité mondiale, le système social capitaliste conserve sa continuité opérationnelle.

Ainsi, le cycle CivicO ne se résume pas à une mécanique comptable. Il est une architecture temporelle, une stratégie de capitalisation lente, une ingénierie de la résilience. Il transforme la relation au capital : d'un vecteur de croissance court-termiste, il devient une matière patiente, orientée vers la cohésion. Ce cycle, fondé sur l'obligation, le blocage et le retour, produit une dynamique économique autonome, structurée, et souveraine. Une dynamique qui ne supplée pas l'économie libérale, mais qui la stabilise par sa simple existence.

III.2.1 – Injection contributive : entre devoir collectif et placement stratégique

L'injection annuelle de capital dans le système social-capitaliste ne constitue ni un prélèvement arbitraire ni une confiscation déguisée. Elle est un acte structurant, à la fois contractuel et réversible, qui inaugure le cycle vertueux de la valeur contributive.

Chaque entreprise est tenue de transférer à la cellule de gestion CivicO une fraction comprise entre 3 % et 5 % de ce bénéfice, non sous la forme d'une imposition, mais en tant que capital à rendement différé. Il est envisageable d'instaurer un dispositif progressif « ramp-up », selon lequel toute entreprise intégrant ce système verserait

1 % la première année, 2 % la seconde, et ainsi de suite, jusqu'à atteindre le taux cible. Ce mécanisme a pour effet d'atténuer sensiblement le poids du manque à gagner temporaire associé à la contribution initiale.

Ce geste ne relève pas de l'impôt traditionnel, mais d'un engagement volontairement encadré. Il s'inscrit dans une logique de responsabilité structurelle, où la capacité à générer des profits dans une économie donnée implique une contribution à sa stabilité future. En ce sens, il acte un changement profond dans la compréhension de la solidarité économique : celle-ci ne repose plus sur la redistribution postérieure, mais sur l'investissement initial dans des communs stratégiques.

Le versement s'effectue à échéance fixe, chaque année, dans un fonds d'allocation national piloté par la cellule de gestion. Le montant injecté est immédiatement fléché vers des projets d'investissement structurants dans le périmètre du social-capitalisme : infrastructures non spéculatives, habitat régulé, circuits alimentaires de base, outils industriels essentiels, réseaux énergétiques souverains.

La contribution est juridiquement reconnue comme un prêt à durée définie. Elle est intégrée dans les bilans comptables comme un actif immobilisé, assorti d'un contrat de retour après cinq années.

Ainsi, l'injection initiale ne marque pas une perte de capital. Elle constitue le premier maillon d'un cycle économique complet, qui repose sur la mutualisation des efforts pour la consolidation d'un socle commun. Ce n'est pas une ponction : c'est une structuration. Ce n'est pas une charge : c'est une transformation du capital excédentaire en valeur structurelle, dont le retour est garanti non par un marché volatil, mais par une ingénierie publique fondée sur la stabilité d'usage et la clarté des finalités.

III.2.2 – Blocage quinquennal : horizon de stabilité

Une fois injecté, le capital ne reste pas inerte : il entre immédiatement dans une phase d'immobilisation réglementaire. Ce blocage, fixé à cinq années calendaires complètes, constitue le cœur temporel du modèle social-capitaliste. Il n'est pas un délai administratif, mais une stratégie de sécurisation macroéconomique, conçue pour garantir à la fois la solidité des investissements et la prévisibilité des flux.

Durant cette période, le capital est strictement assigné à des projets d'utilité sociale reconnus comme stratégiques par la cellule de gestion. Il est utilisé pour construire, équiper, produire ou relier : logements encadrés, circuits alimentaires, outils industriels souverains, énergies de base. L'usage du capital est encadré par une logique de rendement social prioritaire, même si un retour financier reste intégré à l'horizon de sortie.

Le blocage quinquennal offre trois avantages structurels. D'abord, il élimine la tentation spéculative : aucun retrait anticipé, aucune revente, aucune conversion en valeur de marché. Ensuite, il permet une planification pluriannuelle rigoureuse : les chantiers initiés ne sont plus soumis aux aléas politiques ou aux retournements économiques. Enfin, il favorise une accumulation utile : la rotation lente du capital crée un effet de profondeur, qui densifie l'économie réelle au fil des cycles.

Cette immobilisation, loin de figer la dynamique économique, en est la condition de sa cohérence. En gelant temporairement le capital, le système crée de la stabilité monétaire, de la sécurité pour les opérateurs de terrain, et une visibilité à moyen terme pour les autorités de gestion. C'est l'exact inverse des modèles fondés sur la liquidité totale, où la panique ou l'avidité peuvent anéantir en quelques heures des années de consolidation sociale.

Le capital, pendant cette phase, est vivant. Il travaille dans des structures à rendement différé, qui génèrent de la valeur d'usage sans transfert de propriété, sans extraction de dividende, sans exposition aux marchés volatils. Et c'est cette stabilité forcée, cette friction temporelle volontaire, qui devient la matrice de la résilience : on ne bâtit pas une société durable avec des flux immédiats. On la bâtit avec des cycles patients, rigoureusement encadrés.

III.2.3 – Restitution et rendement : la confiance par le retour

Le capital immobilisé pendant cinq ans ne disparaît pas. Il ne s'évapore pas dans une logique de subvention à fonds perdus. Au terme du cycle, il est restitué à l'entreprise contributrice, accompagné d'un rendement calculé, indexé sur la performance des projets financés. Ce retour n'est pas simplement un remboursement : c'est une preuve que l'investissement social peut être productif, fiable, mesurable.

La mécanique de retour repose sur une clé de répartition codifiée. Une part majoritaire des revenus générés — loyers, ventes, redevances, économies réalisées — est redirigée vers l'entreprise contributrice sous forme de rente capitalisée. Une autre part alimente la redistribution citoyenne par le CivicO. Le solde revient à la cellule de gestion pour couvrir ses frais et alimenter un fonds de réserve anticrise. Ce triptyque garantit à la fois la viabilité financière, l'utilité sociale et la pérennité structurelle du système.

Le rendement, ici, n'est pas maximaliste. Il est conçu pour être raisonnable, compatible avec une logique d'engagement long, non spéculatif. En cela, il s'oppose aux promesses démesurées des marchés dérégulés ou aux logiques extractives des investissements opportunistes. Il ne cherche pas à séduire les capitaux volatils, mais à fidéliser les entreprises productives. Il leur propose une autre forme de valorisation : celle de leur rôle dans la stabilité économique collective.

Ce retour de capital est également une garantie éthique. Il acte que la contribution imposée n'est pas un prélèvement autoritaire, mais un prêt structurel, adossé à une reconnaissance contractuelle. Il fonde la confiance sur la réversibilité : ce que l'entreprise donne, elle le retrouve, avec une plus-value conditionnée à la réussite collective. Cette logique rompt avec l'idée d'une fiscalité punitive, et introduit un paradigme nouveau — celui du capital citoyen, rendu avec intérêt, non par bonté, mais par fonction.

Le modèle social-capitaliste démontre ainsi qu'il est possible d'organiser une répartition des risques et des gains qui bénéficie à tous les niveaux du système. L'entreprise y trouve un rendement. Le citoyen y trouve une stabilité d'accès. Et la

société, dans son ensemble, y gagne une forme de cohésion structurelle qui ne repose ni sur l'aumône ni sur la coercition.

III.2.4 – Lissage systémique et cycle fluide

L'originalité du social-capitalisme ne réside pas uniquement dans le fait d'immobiliser du capital pendant une période définie, mais dans sa capacité à orchestrer une temporalité systémique fluide et autorégulée. À mesure que les flux entrants et sortants se succèdent, le modèle atteint un point de synchronisation, dans lequel les capitaux en sortie sont absorbés par les nouvelles contributions, garantissant une continuité d'investissement sans à-coups.

Cette fluidité repose sur une chronologie mathématique : la cinquième année d'existence du système, les premiers capitaux injectés ressortent, alors que de nouveaux capitaux, issus des bénéfices de l'année en cours, viennent les remplacer. Dès lors, le système entre dans un régime cyclique de croisière, où chaque année alimente et récupère, sans rupture ni surchauffe. C'est cette respiration régulière, stable, qui transforme une obligation annuelle en moteur permanent.

Mais ce lissage n'est pas qu'un jeu d'équilibre temporel. Il est un amortisseur de chocs. En cas de ralentissement économique, les capitaux déjà injectés continuent à irriguer les projets en cours. En cas d'embellie, les contributions excédentaires permettent d'accélérer le rythme d'investissement. Ainsi, le système se montre capable d'absorber les cycles économiques, sans s'effondrer en période de crise, ni dériver en période de croissance.

Ce modèle introduit une conception nouvelle du capital : non plus comme un stock figé ou un flux volatile, mais comme un cycle structurant, capable de lier le présent au futur sans dépendre d'une croissance infinie. En cela, il rompt avec les modèles keynésiens classiques comme avec les approches néolibérales : il propose une voie d'investissement non spéculative, à rendement différé, mais à effet structurant immédiat.

III.2.5 – Gel d’urgence : mécanisme anticrise intégré

Dans les architectures monétaires classiques, la fluidité des capitaux est à la fois une force et une faiblesse : elle permet la réactivité, mais elle expose aux fuites brutales, aux paniques bancaires, aux retraits massifs en temps de crise. Le social-capitalisme, en intégrant un mécanisme de gel d’urgence, anticipe cette vulnérabilité structurelle et la neutralise à la source.

Ce mécanisme repose sur une clause légale simple mais décisive : en cas de crise majeure — qu’elle soit financière, sanitaire, énergétique ou géopolitique —, l’État, sur proposition conjointe de **l’ANSMS (Agence Nationale de Stabilisation du Modèle Social)** et du **CIC (Conseil d’Intégrité Contributive)**, peut décréter un moratoire temporaire sur les sorties de capital CivicO.

Ce gel n’est pas une confiscation. Il n’annule pas la dette du système envers les entreprises contributrices. Il suspend temporairement le retour, le temps de sécuriser les flux, de réajuster les équilibres, de contenir les effets systémiques. Ce délai, encadré juridiquement, est renouvelable une seule fois, pour une durée maximale de douze mois. Pendant ce laps, les projets en cours continuent, les flux internes ne s’interrompent pas, et l’économie maintient ses fonctions vitales.

Ce dispositif confère au modèle une résilience inédite. Là où les marchés s’effondrent, le social-capitalisme ralentit. Là où les capitaux fuient, CivicO se stabilise. Là où les politiques d’austérité sacrifient les dépenses sociales, CivicO continue d’alimenter les circuits essentiels : logement, énergie, alimentation, santé.

En cela, le social-capitalisme n’est pas une économie d’urgence. C’est une économie avec un plan d’urgence intégré. Une architecture prévoyante, où chaque maillon est pensé non seulement pour la performance en temps normal, mais pour la continuité en temps de choc.

III.2.6 – CivicO : un capital sans volatilité, un flux sans fuite

Dans la logique des marchés contemporains, le capital est conçu comme un flux libre, mobile, réactif — mais cette fluidité, vantée comme vertu, produit une instabilité chronique. À la moindre tension géopolitique, à la moindre variation monétaire, les capitaux s'évaporent, les valeurs chutent, les projets se figent. CivicO propose une rupture radicale : il n'est pas un capital à mobilité maximale, mais un capital à destination fixe.

Chaque euro injecté dans l'économie du social-capitalisme entre dans un circuit fermé, orienté vers des usages spécifiques, rigoureusement définis. Il n'y a ni marché secondaire, ni spéculation, ni conversion en devises libres. Une fois mobilisé, ce capital reste dans le système, circule selon des règles prédéfinies, irrigue les infrastructures désignées, puis retourne à l'entreprise après cinq ans. Cette trajectoire est invariable.

CivicO ne peut pas être vendu. Il ne peut pas être épargné. Il ne peut pas être thésaurisé pour produire de la rente. Il ne peut être que dépensé — et uniquement dans un cadre d'usage prédéterminé : services publics stabilisés, infrastructures sociales, alimentation de base, logement non spéculatif. Cette contrainte n'est pas une limitation, c'est une garantie. Elle protège la monnaie de toute extraction de valeur parasite. Elle assure que chaque unité monétaire produise un effet réel, traçable, utile.

Et parce que CivicO ne quitte jamais le système, il fonctionne comme une boucle d'énergie fermée. Il active des circuits, génère de la valeur, se transforme en services, puis se dissout dans l'usage. Il n'accumule pas. Il soutient. Il n'enrichit pas des portefeuilles, il densifie un tissu économique. Et cette inertie volontaire — cette lenteur organisée — est ce qui fonde sa robustesse.

Dans un monde où tout s'accélère pour mieux s'effondrer, CivicO choisit la fixité comme stratégie de stabilité. Et dans cette fixité se trouve la clé d'un modèle qui, enfin, refuse de se construire sur la fuite perpétuelle de la valeur.

III.2.7 – Un cycle de justice distributive

L'économie contemporaine prétend redistribuer. Mais elle le fait par les marges, une fois les profits extraits, une fois les arbitrages privés réalisés, une fois les inégalités consolidées. Ce qui est reversé est souvent conditionné, ciblé, résiduel. Le Social-Capitalisme, lui, ne redistribue pas ce qu'il reste : il structure la redistribution dans la logique même de son fonctionnement.

Chaque capital injecté n'est pas seulement investi. Il est conçu pour revenir — et dans ce retour, une partie est directement fléchée vers la communauté. Cette mécanique n'est pas accessoire : elle est inscrite dans l'algorithme du modèle. Entre 20 % et 30 % des revenus générés par les projets financés sont affectés, systématiquement, à la redistribution citoyenne. Ce flux constitue une rente sociale, versée chaque année sous forme de CivicO, à tous les citoyens actifs et non-actifs selon des clés de répartition transparentes.

Cette rente n'est pas un revenu universel, ni une allocation conditionnelle. C'est une part de la valeur collective créée par l'ensemble du système et de son patrimoine — retour légitime, et non subvention. Elle incarne une forme nouvelle de justice : non pas égalitariste, mais équitable ; non pas punitive, mais contributive. Elle reconnaît que la stabilité d'un pays ne repose pas uniquement sur la production privée, mais sur les infrastructures communes, la confiance systémique, les services collectifs — et que ceux-ci méritent une rétribution, à hauteur de ce qu'ils permettent.

Le CivicO, dans ce cadre, devient plus qu'une monnaie. Il devient un marqueur de reconnaissance, une trace concrète d'un engagement mutuel entre citoyens et institutions. Et chaque cycle quinquennal ne fait pas qu'investir et rembourser. Il tisse, renforce, densifie un filet de sécurité réelle — non par charité, mais par conception.

III.2.8 – Une stabilité par la répétition

La force du Social-Capitalisme ne réside pas dans la taille d'un seul cycle, mais dans leur succession ordonnée, régulière, rigoureusement cadencée. Un seul flux d'injection, même massif, ne suffirait à garantir la stabilité d'un système. C'est la répétition méthodique, année après année, du cycle contributif qui installe la résilience dans la durée.

Chaque cycle n'est pas indépendant du précédent. Il s'inscrit dans une dynamique cumulative où les entrées nouvelles viennent croiser les sorties des cycles passés. Cette interconnexion génère un effet de plateau : un moment où, pour la première fois, le système atteint une capacité d'investissement stable sans recours supplémentaire à la dette ou à des flux externes. À partir de ce point, chaque euro injecté est intégralement soutenu par l'infrastructure elle-même.

Ce plateau ne se décrète pas. Il se construit avec discipline. Il exige que les règles du cycle soient respectées sans exception : montant, durée, affectation. Toute tentative de raccourcissement, de flexibilisation à la faveur des conjonctures politiques ou des pressions économiques, viendrait perturber cette montée en charge et retarder l'atteinte de l'équilibre. Car c'est précisément cette répétition non spéculative, prévisible, qui garantit la confiance des acteurs.

À mesure que les cycles se succèdent, les infrastructures s'accumulent. Le parc immobilier se densifie. Les circuits productifs se stabilisent. Les plateformes de redistribution s'étoffent. Et l'ensemble du système, initialement fragile, acquiert une forme de masse critique : il devient une économie parallèle consolidée, dotée de ses propres actifs, de ses propres flux, de ses propres capacités de réponse.

Le Social-Capitalisme ne repose donc pas sur une dynamique d'accélération continue. Il repose sur une logique de maturation. Chaque cycle est un anneau. Et ce sont ces anneaux, enchaînés avec précision, qui forment la colonne vertébrale d'un ordre économique souverain.

III.2.9 – Une variable d’amortissement en temps de crise

Le cycle contributif du Social Capitalisme, structuré et fermé, n’est pas seulement un outil d’investissement. Il devient, en période de crise, une variable d’amortissement systémique. Là où les économies classiques se trouvent contraintes de réagir par l’endettement, l’émission monétaire ou la compression des dépenses publiques, le Social-Capitalisme possède déjà en son sein une capacité d’absorption : le gel temporaire des sorties.

Lorsque l’économie globale traverse un choc — guerre, pandémie, effondrement monétaire, crise climatique — le mécanisme législatif prévu permet à l’État, sur validation parlementaire et encadrement strict, de suspendre temporairement les restitutions de capital aux entreprises, prolongeant ainsi le blocage de cinq ans sans perte financière pour les contributeurs. Ce gel n’est pas un défaut. Il est inscrit dans le contrat initial. Et il est activé dans un objectif de continuité économique nationale.

Pendant cette phase, le capital immobilisé continue à produire des effets : les logements sont toujours habités, les circuits productifs tournent, les redistributions continuent à opérer. L’économie réelle est protégée par l’architecture elle-même. Ce gel n’est pas une perte : c’est une respiration stratégique. Il assure que les projets en cours ne s’interrompent pas, que les citoyens continuent à recevoir leurs rentes, que les infrastructures restent fonctionnelles.

Ce mécanisme transforme le capital social contribué en une réserve de sécurité macroéconomique. Il évite les plans d’austérité, les coupes aveugles, les recapitalisations bancaires. Il offre à l’État une marge de manœuvre non endettée, issue d’une logique contributive volontaire et régulée.

Ainsi, le Social-Capitalisme n’est pas qu’un modèle de flux. Il est aussi un système de stabilisation par inertie contrôlée. Et cette fonction, souvent invisible en période de croissance, devient vitale lorsqu’un effondrement menace les bases même de la cohésion nationale.

III.2.10 – Une traçabilité pour l'équité

Dans un système fondé sur la contribution et la redistribution, la traçabilité n'est pas un outil de surveillance : c'est un impératif d'équité. Chaque unité de CivicO, chaque euro injecté, chaque retour vers les entreprises ou les citoyens est enregistré, identifié, et accessible dans un registre public sécurisé. Cette infrastructure n'est pas un gadget technologique. Elle constitue l'ossature morale du Social-Capitalisme.

Ce registre — infalsifiable, anonymisé, mais ouvert à l'audit citoyen — garantit que les règles sont respectées, que les fonds ne sont pas détournés, que les usages sont conformes aux missions prévues. Il rend possible une lecture transversale du système : qui contribue, qui reçoit, dans quelles proportions, pour quels usages.

Cette transparence structurelle permet d'échapper à deux périls majeurs : la bureaucratie aveugle, et la dérive clientéliste. Elle protège le système contre la capture par des intérêts particuliers. Elle évite les effets de rente injustifiée. Elle transforme la redistribution en reconnaissance mesurable, et non en faveur accordée.

Mais cette traçabilité a aussi une fonction dynamique : elle alimente les interfaces d'analyse du système, permettant aux autorités de pilotage — ANSMS, CIC, Cellule de gestion — d'ajuster les flux, de détecter les anomalies, d'optimiser l'allocation en continu. C'est une gouvernance algorithmique, non pas substitutive de la décision politique, mais assistive, permettant une lecture fine et actualisée du terrain.

Enfin, cette traçabilité rend le système accessible aux citoyens eux-mêmes. Chaque individu peut consulter son historique, ses droits, ses contributions. Il n'est plus un bénéficiaire passif : il devient acteur conscient de sa trajectoire contributive. Il sait d'où vient ce qu'il reçoit, et vers quoi va ce qu'il donne. Il ne reçoit pas de l'aide : il participe à un pacte.

Le Social-Capitalisme, par cette rigueur documentaire, construit une mémoire collective. Une mémoire non idéologique, mais chiffrée, partagée, contrôlable. Une mémoire qui fonde la légitimité du système, et qui protège son équité par la visibilité de ses rouages.

III.2.11 – Une boucle budgétaire sans dette

Dans l'économie contemporaine, les investissements collectifs passent quasi systématiquement par l'endettement public. On emprunte pour construire, on s'endette pour redistribuer, on mise sur une croissance future incertaine pour couvrir les charges présentes. Ce modèle, même dans ses variantes keynésiennes, repose sur une anticipation de recettes futures qui lie l'action publique à une logique spéculative sur la trajectoire du PIB. Le Social Capitalisme s'en affranchit.

Dans le système Social-Capitaliste, aucun projet n'est lancé sans capital disponible. La règle est simple : pas d'investissement sans injection préalable. Chaque infrastructure, chaque programme de production, chaque mécanisme de redistribution repose sur des flux déjà captés, immobilisés, et intégralement couverts par les contributions du cycle en cours. Il n'existe ni anticipation budgétaire, ni déficit structurel.

Cette rigueur n'est pas une austérité déguisée. C'est une condition de stabilité systémique. Elle garantit que le système ne se dilate pas artificiellement, qu'il ne se fragilise pas sous le poids d'obligations futures incertaines. Elle impose une discipline de flux qui protège à la fois les investisseurs et les citoyens, en assurant que chaque promesse de redistribution repose sur une base réelle, disponible, contrôlée.

Mais cette discipline a aussi un effet secondaire bénéfique : elle impose une hiérarchisation des priorités. Puisqu'on ne peut investir que ce que l'on a, les choix doivent être clairs, assumés, et justifiables. Le système Social-Capitaliste n'encourage ni la dispersion, ni la prolifération de micro-projets. Il favorise les investissements à fort levier social, à rendement mesuré, à externalités stabilisatrices. Il contraint à penser le long terme, à planifier l'usage du capital, à concevoir chaque dépense comme une part de l'architecture collective.

Cette boucle budgétaire sans dette n'est pas un simple mécanisme financier. C'est une grammaire politique. Elle inscrit la dépense publique dans un registre de responsabilité contributive, où l'État n'est plus le débiteur universel d'une croissance future, mais l'architecte d'une redistribution déjà financée. Elle inverse la logique

actuelle : ce n'est plus le futur qui paie le présent, mais le présent qui construit une stabilité durable.

III.2.12 – Une mécanique d'épargne systémique

L'un des effets les plus profonds du Social-Capitalisme tient à son pouvoir de transformation de l'épargne. Dans les modèles économiques classiques, l'épargne est une réserve individuelle, orientée vers la sécurité personnelle ou la spéculation privée. Elle ne devient productive qu'à travers des canaux de marché, souvent opaques, et largement dépendants des fluctuations financières globales. Dans le système Social-Capitaliste, l'épargne devient structurelle, collective, et immédiatement mobilisable à des fins d'intérêt général.

Chaque contribution annuelle injectée par les entreprises constitue, de fait, une forme d'épargne collective temporaire. Ce capital, bloqué pour cinq ans, travaille à la consolidation des infrastructures vitales. Il ne dort pas dans les bilans. Il ne cherche pas de rendement spéculatif. Il crée une boucle d'investissement sécurisée, où l'effet de levier repose non sur le risque, mais sur la durée. Cette temporalité inversée — immobiliser pour stabiliser — permet de régénérer une forme d'épargne réelle, productive, non exposée aux chocs de marché.

Mais cette épargne n'est pas uniquement macroéconomique. Elle irrigue les comptes des citoyens. À travers la distribution régulière de CivicO, chacun dispose d'un accès garanti à certains usages — logement, alimentation, énergie — sans mobiliser sa devise nationale. C'est une forme d'épargne indirecte : ce que le citoyen ne paie pas en euros, il le conserve pour d'autres dépenses, pour des imprévus, pour des projets. Le CivicO libère de la monnaie sans en imprimer davantage.

L'entreprise aussi en bénéficie. À l'issue du cycle, elle récupère son capital. Mais ce retour n'est pas une simple restitution. C'est une rentrée de trésorerie prévisible, stabilisée, libérée des aléas de la conjoncture. En ce sens, le CivicO agit comme un compte d'épargne différée : un actif en sommeil, qui revient avec un rendement modéré, mais garanti par l'utilité réelle des projets financés.

Ce mécanisme transforme la perception de la richesse. Il ne s'agit plus d'accumuler, mais de stabiliser. Non de capitaliser en vue d'un enrichissement, mais de placer pour générer une résilience partagée. Cette nouvelle forme d'épargne systémique, fondée sur l'utilité publique et la visibilité temporelle, devient un pilier silencieux de la soutenabilité économique.

III.2.13 – Une réponse anticrise intégrée

Les systèmes économiques traditionnels, face aux crises, réagissent souvent par des mesures d'urgence : injections massives de liquidités, plans de relance improvisés, ou politiques d'austérité. Ces réponses, bien que parfois nécessaires, sont souvent tardives et peuvent aggraver les déséquilibres structurels. Le Social-Capitalisme, en revanche, intègre dès sa conception des mécanismes de résilience, permettant une adaptation proactive aux chocs économiques.

Au cœur de ce modèle se trouve le CivicO, une monnaie sociale conçue pour circuler exclusivement au sein d'un circuit fermé. Cette caractéristique confère au système une stabilité intrinsèque, le protégeant des fluctuations des marchés financiers mondiaux. En période de crise, le CivicO continue de soutenir l'économie réelle, assurant la continuité des services essentiels tels que le logement, l'énergie, l'alimentation et la santé.

De plus, le mécanisme de gel temporaire des restitutions de capital permet d'amortir les chocs sans recourir à l'endettement public. En suspendant provisoirement les sorties de fonds, le système préserve sa liquidité interne, garantissant la poursuite des investissements structurants et des redistributions sociales. Cette approche évite les coupes budgétaires drastiques et maintient la confiance des acteurs économiques.

En intégrant ces dispositifs, le Social-Capitalisme ne se contente pas de réagir aux crises ; il les anticipe et les absorbe, transformant chaque défi en opportunité de consolidation. Il offre ainsi une alternative crédible aux modèles économiques actuels, en plaçant la résilience et la stabilité au cœur de son architecture.

III.2.14 – Une architecture de confiance intergénérationnelle

L'économie contemporaine souffre d'une perte de confiance systémique. Confiance entre générations, d'abord, où les jeunes doutent que les institutions leur garantissent un avenir viable. Confiance dans la stabilité des systèmes, ensuite, où l'accumulation est devenue une stratégie de survie face à la précarité croissante. Confiance dans la parole publique, enfin, minée par les promesses non tenues et les dispositifs temporaires.

Le social-capitalisme propose une refondation de cette confiance à travers une architecture explicite, durable, intergénérationnelle. Le cycle, par sa temporalité quinquennale et son horizon de 30 à 40 ans pour une pleine stabilisation, institue une nouvelle temporalité économique. Il affirme que la stabilité ne naît pas de la vitesse, mais de la régularité, de la lisibilité, et de la continuité.

Cette continuité est garantie par la structure même du système : la restitution intégrale des capitaux investis par les entreprises ; la traçabilité totale des flux ; la prévisibilité des redistributions ; l'impossibilité de spéculer ou d'extraire de la valeur sans usage social direct. Ces piliers créent une économie où chaque génération sait ce qu'elle transmet, et peut anticiper ce qu'elle recevra.

À travers le social-capitalisme, les jeunes générations ne reçoivent pas une dette, mais un patrimoine d'usage. Elles accèdent à des logements, à une énergie stable, à une alimentation de base sécurisée, à des soins fondamentaux — non pas parce qu'un gouvernement a décidé de leur “donner”, mais parce qu'un système en amont a organisé ces accès comme droits incorporés dans la structure. Ce n'est pas une solidarité imposée : c'est une justice logistique.

L'entreprise, quant à elle, n'opère plus dans le brouillard fiscal ou dans la crainte d'un changement brutal de paradigme. Elle sait que son engagement dans le social capitalisme est contractualisé, temporaire, réversible et équilibré. Elle ne fait pas un don. Elle participe à une mécanique, dont elle sort non seulement indemne, mais renforcée dans son image, dans sa stabilité, et dans sa capacité à ancrer son action dans un projet collectif.

Cette stabilité générationnelle est peut-être la condition la plus rare de nos économies contemporaines. Le Social-Capitalisme en fait non un objectif secondaire, mais un principe moteur.

III.3 – La cellule de gestion : entre stratégie et opération

« La monnaie n'est jamais une technique : elle est une institution. »

— Jürgen Habermas

Dans l'architecture du social-capitalisme, la cellule de gestion occupe une position centrale. Elle n'est ni un simple organe administratif ni une délégation technique. Elle est l'interface vivante entre les flux de capital, les impératifs d'allocation, les exigences de transparence et les engagements contractuels. Sa mission ne consiste pas à piloter l'économie à la place du marché, mais à organiser, encadrer et stabiliser un espace monétaire parallèle, fondé sur des usages déterminés, des engagements mutuels et une traçabilité absolue.

Contrairement aux instances classiques de planification étatique ou aux agences de régulation de marché, la cellule de gestion ne tire pas sa légitimité d'un pouvoir central ni d'un mandat politique temporaire. Elle est instituée comme organe autonome de régulation contributive, avec un cahier des charges public, auditable, inscrit dans la Constitution monétaire du système. Elle n'agit pas seule. Elle collabore avec les entreprises contributrices, les acteurs sociaux locaux, les collectivités territoriales, les opérateurs publics et les citoyens eux-mêmes, dans une logique de gouvernance hybride et d'efficacité fonctionnelle.

Mais surtout, elle incarne une posture nouvelle : celle d'une ingénierie sociale-marchande, capable de concilier rigueur économique et finalité sociale, réactivité opérationnelle et stabilité macroéconomique. À travers elle, le Social Capitalisme devient concret — il cesse d'être une abstraction de flux pour devenir une

infrastructure de projets, de constructions, de circuits de distribution, de formation professionnelle et de mémoire économique.

III.3.1 – Une structure autonome : entre État et marché

La cellule de gestion du Social-Capitalisme est conçue comme une entité autonome, ni purement étatique, ni intégralement déléguée au secteur privé. Elle s'installe à la frontière entre les deux sphères, avec une mission de coordination, de régulation et de pilotage, dans le respect strict de l'intérêt collectif et des principes de neutralité économique. Elle ne distribue pas l'argent public, elle affecte des capitaux bloqués. Elle ne finance pas selon des logiques électorales, mais selon des critères d'utilité définis à l'avance, publiquement, audités en continu.

Cette structure fonctionne avec un mandat pluriannuel renouvelable, défini dans un cadre constitutionnel monétaire. Elle n'est pas rattachée à un ministère, mais supervisée par une haute autorité économique indépendante, chargée de garantir la stabilité du modèle et l'intégrité des flux. Son fonctionnement repose sur la transparence maximale : chaque opération, chaque affectation, chaque retour de capital est enregistré, tracé, et mis à disposition dans une base de données ouverte, consultable en ligne, dans un format lisible par tous.

Sur le plan opérationnel, la cellule de gestion est composée de profils mixtes : ingénieurs des infrastructures, économistes, experts du droit public, analystes de projet, mais aussi acteurs issus du monde associatif, anciens dirigeants d'entreprises, citoyens tirés au sort dans certaines commissions thématiques. Cette diversité est un atout : elle garantit que les choix d'investissement ne sont pas seulement rationnels économiquement, mais contextualisés socialement et adaptés localement.

Elle agit comme maître d'ouvrage public, lance des appels d'offres, signe des contrats de prestation, sélectionne les projets, valide leur conformité technique, suit leur avancement, enregistre les impacts, évalue les retours. Elle ne produit pas, elle active. Elle ne centralise pas, elle articule. C'est à travers cette cellule que le capital CivicO

prend corps : non plus comme flux abstrait, mais comme bâtiment, ferme, usine, ligne de transport ou réseau énergétique.

La cellule de gestion est donc l'ossature invisible du Social-Capitalisme. Sans elle, les principes resteraient des idées. Par elle, ils deviennent structures.

III.3.2 – L'opérateur public de construction : maîtrise, emploi, formation

Au sein de cette cellule de gestion se trouve un organe central : la société publique de construction, opérateur stratégique du déploiement du Social-Capitalisme. Ce n'est pas une simple entreprise d'État : c'est une entité autonome, mandatée pour construire selon les normes du modèle, avec une capacité d'intervention directe, rapide et massifiée sur l'ensemble du territoire. Elle n'est pas concurrente du secteur privé, mais garante d'un standard qualitatif, d'un rythme de production et d'un niveau de coût compatibles avec la logique CivicO.

En internalisant une partie de la production – logements, fermes, ateliers, entrepôts, pôles de soins – le système se protège des logiques spéculatives, de la volatilité des prix des matériaux et de la dépendance à des sous-traitants parfois peu fiables. Il gagne en réactivité, en transparence, et surtout en continuité. Mais cette société ne se limite pas à produire. Elle forme.

Tous les métiers sollicités par les projets CivicO – maçonnerie, plomberie, électricité, gestion énergétique, planification logistique, entretien, second œuvre – sont intégrés dans un parcours de formation dédié. Les citoyens qui souhaitent s'y engager peuvent suivre un cursus qualifiant, financé par la cellule de gestion, débouchant sur une insertion directe dans les chantiers publics. Il ne s'agit pas d'un programme d'emploi temporaire : il s'agit de reconstituer une filière nationale des métiers de la construction, avec montée en compétences, reconnaissance statutaire et perspective de carrière.

Ce faisant, le Social-Capitalisme résout plusieurs problèmes simultanément. Il forme une main-d'œuvre qualifiée sur des métiers en tension. Il diminue le chômage

structurel. Il crée une logique d'engagement et d'appartenance : les personnes formées participent à construire leur propre patrimoine collectif. Et il installe un attachement psychologique fort : les citoyens ne sont pas des usagers anonymes d'un système. Ils en deviennent les bâtisseurs. Ce lien symbolique, souvent ignoré dans les politiques publiques, est ici central. Car il transforme l'infrastructure en mémoire vivante de la contribution de chacun.

Par ailleurs, le système intègre une dimension complémentaire essentielle : l'accueil, au sein des structures du Social-Capitalisme, des stagiaires issus de formations qualifiantes destinées au secteur privé. Que ce soit dans les domaines administratifs, techniques, logistiques ou du bâtiment, les étudiants ou demandeurs d'emploi en cours de reconversion pourront réaliser leurs stages directement dans les entités publiques opérant pour le système. Ce dispositif répond à plusieurs objectifs convergents. Il garantit aux stagiaires une immersion dans un cadre formateur exigeant, stable et encadré, loin des dérives fréquentes du stage non formateur ou précarisant. Il leur offre une expérience concrète, professionnalisante, sur des chantiers ou dans des services dotés d'une finalité claire et socialement valorisée. Il leur permet de participer activement à une infrastructure nationale, renforçant leur sentiment d'utilité et leur compréhension systémique de l'économie réelle. Et surtout, il inscrit dès la formation initiale une familiarité profonde avec les principes du Social Capitalisme, préparant ainsi des générations de citoyens à porter, défendre et incarner ce modèle. Enfin, cette ouverture génère une forme d'économie de moyens : elle permet à la structure de bénéficier d'une main-d'œuvre en cours de formation, contribuant à ses missions tout en recevant un encadrement de qualité, sans alourdir les charges fixes. L'ensemble forme un écosystème d'apprentissage intégré, où la transmission de savoirs, la montée en compétence, et l'engagement collectif s'enracinent dans une pratique concrète, quotidienne, et alignée sur l'intérêt général.

III.3.3 — Interface entreprise / État / secteur privé

À l'intersection des logiques entrepreneuriales, des impératifs publics et des exigences structurelles du Social-Capitalisme, la cellule de gestion joue un rôle de

médiation active entre les contributions obligatoires des entreprises, les priorités définies par l'État, et les besoins exprimés par le territoire. Elle ne se contente pas de gérer un capital abstrait : elle transforme chaque contribution en action concrète, chaque obligation en levier structurant.

Lorsqu'une entreprise génère un bénéfice net, elle est tenue par la loi de verser une contribution annuelle équivalente à 3 à 5 % de ce bénéfice. Ce montant n'est pas une taxe, mais un capital temporairement transféré, placé sous l'autorité opérationnelle de la cellule de gestion. L'entreprise ne choisit pas les projets dans lesquels son capital sera investi : ce choix relève exclusivement de la cellule, selon une grille d'analyse sectorielle, territoriale et stratégique. C'est ce principe de dépossession temporaire — assumé, contractuel, encadré — qui garantit la neutralité du système et sa robustesse collective.

Ce capital est injecté dans un pool de financement mutualisé. Les projets financés — logements, infrastructures agricoles, industries de résilience, etc. — sont portés par la collectivité, mais nourris par l'effort agrégé de milliers d'entreprises. En retour, chaque entreprise retrouve son capital cinq ans plus tard, accompagné d'un rendement proportionnel à la performance globale du système, et non à un projet individuel. Ainsi, si une structure échoue, l'impact est dilué ; si elle réussit, l'effet est redistribué. Le risque devient systémique, partagé, amorti.

La cellule de gestion assure en parallèle le lien entre les acteurs privés et les pouvoirs publics. Elle ne remplace pas l'État, mais en prolonge les fonctions en matière de stabilisation économique et de planification souple. Elle permet de contractualiser rapidement, d'allouer des fonds sans lourdeur bureaucratique, et d'ajuster les trajectoires en fonction des urgences sociales ou climatiques. Elle devient ainsi une structure d'agilité publique, sans verser dans la logique du marché, ni sombrer dans l'immobilisme administratif.

Enfin, elle ouvre un espace de coopération inédite entre les mondes économiques et civiques. Les coopératives, associations et structures non lucratives peuvent bénéficier de ces fonds — non parce qu'elles répondent à un marché, mais parce qu'elles répondent à un besoin. Elles deviennent partenaires d'un capital productif

sans dette, intégrées dans une architecture où leur action est reconnue, financée, et stabilisée. Quant aux entreprises contributrices, elles sortent de la logique du don : elles participent à une économie circulaire du capital, où l'impact social devient un actif comptable, mesurable, valorisable.

Le Social-Capitalisme, par cette interface, redéfinit le rôle de l'entreprise dans la société : non plus simple agent économique poursuivant son intérêt, mais rouage d'un système de stabilité collective, fondé sur l'intelligence partagée, la mutualisation des ressources, et la revalorisation des externalités positives.

III.3.4 — Gestion des appels d'offres : transparence, priorité, ancrage

Dans le cadre du Social-Capitalisme, la gestion des fonds injectés repose sur une logique d'allocation rationnelle, structurée autour d'appels d'offres publics. Chaque projet sélectionné — qu'il s'agisse d'un ensemble résidentiel, d'une unité de production alimentaire ou d'un réseau logistique souverain — donne lieu à un appel à candidatures rigoureusement encadré, piloté par la cellule de gestion.

Ces appels d'offres ne se contentent pas de chercher le prestataire le moins cher. Ils s'alignent sur trois principes fondamentaux : la transparence dans la sélection, la priorité aux structures engagées dans la durée, et l'ancrage territorial des opérateurs.

La transparence, d'abord, est assurée par une procédure numérique centralisée, publique, consultable en temps réel. Chaque critère est défini à l'avance : coût, impact social, durée de vie de l'infrastructure, traçabilité des matériaux, conditions de travail, bilan carbone. Les décisions sont documentées, opposables, et soumises à un audit externe. Le favoritisme, la connivence ou l'opacité sont ainsi rendus structurellement improbables, voire impossibles.

La priorité, ensuite, est donnée aux acteurs du tissu local : coopératives, entreprises sociales, artisans organisés, PME enracinées. Ce n'est pas une préférence idéologique, mais une stratégie économique. Plus une structure est implantée

localement, plus elle génère de retombées directes : emploi non délocalisable, maîtrise des délais, compréhension fine du contexte. Cette logique permet également de soutenir l'émergence d'un tissu productif solide, adossé à la commande publique de long terme — une condition essentielle pour relancer une économie de proximité autonome.

Enfin, l'ancrage : toute entreprise soumissionnaire doit démontrer sa capacité à s'inscrire dans la durée. Cela inclut la pérennité de son modèle, la qualité de ses formations internes, sa compatibilité avec les standards CivicO (facturation mixte, acceptation de la monnaie, intégration dans les chaînes logistiques du système). Il ne s'agit pas seulement de livrer un chantier : il s'agit de participer à une infrastructure de résilience nationale.

Le système d'appels d'offres dans le cadre du Social-Capitalisme ne reproduit donc pas les logiques classiques de marché. Il s'en inspire dans sa rigueur, mais il les dépasse dans son objectif : il ne cherche pas l'optimisation ponctuelle, mais la structuration cohérente d'un écosystème économique. Il ne récompense pas l'efficacité brute, mais l'efficacité systémique. Il ne sélectionne pas les meilleurs sur le papier, mais les plus aptes à tenir, à transmettre, à s'ancrer dans un projet collectif.

Ainsi, chaque appel d'offres devient une pièce d'un puzzle plus vaste, un rouage dans un mécanisme destiné à durer. Le Social-Capitalisme transforme la commande publique en stratégie nationale.

III.3.5 — Collaboration avec entreprises de construction, cabinets d'études, etc.

Dans la phase de déploiement initial du Social-Capitalisme, la cellule de gestion ne peut se passer d'un recours à des compétences externes. Les entreprises de construction, les cabinets d'architecture, les bureaux d'études spécialisés, les fournisseurs de matériaux ou de technologies énergétiques sont mobilisés comme partenaires techniques pour la réalisation rapide et rigoureuse des infrastructures nécessaires. Cette collaboration obéit cependant à un cadre précis : les prestataires sont sélectionnés non seulement sur des critères de compétence et de coût, mais

aussi sur leur capacité à s'aligner sur les objectifs éthiques, sociaux et environnementaux du système. Les appels d'offres incluent des clauses de circularité, d'emploi local, de transparence des marges et de durabilité des matériaux.

Mais cette dépendance est temporaire. Le projet social-capitaliste n'a pas pour vocation de fonctionner éternellement avec des prestataires tiers. Il prévoit, dès les premières années, la montée en puissance d'un réseau intégré d'entreprises publiques ou para-publiques, entièrement adossées à l'infrastructure du Social-Capitalisme : société de construction nationale, régies locales de matériaux, pôles d'expertise technique territorialisés. Cette internalisation progressive répond à un double impératif : réduire les coûts intermédiaires, souvent gonflés par les logiques de profit privé, et garantir un contrôle permanent sur la qualité, la traçabilité et la pérennité des réalisations.

Ainsi, ce qui commence comme une collaboration devient une substitution. Les compétences sont d'abord empruntées, puis absorbées, formées, stabilisées. Les savoir-faire, les modèles opérationnels, les outils techniques migrent progressivement vers les entités du système social-capitaliste. Ce processus n'est pas brutal ni dogmatique. Il respecte les équilibres existants, les délais d'amortissement, les réalités du marché. Mais il trace une direction claire : l'autonomie technique et productive d'un système qui ne veut plus dépendre de prestataires extérieurs pour garantir ses fonctions vitales.

Cette évolution reflète l'essence même du projet : construire non seulement des infrastructures, mais un corps d'acteurs capables de les porter, les entretenir, les répliquer sans dépendance. Un capitalisme social ne peut s'appuyer durablement sur les outils du capitalisme spéculatif. Il lui faut, à terme, ses propres bras, ses propres outils, sa propre ingénierie.

III.3.6 — Création d'un label Social-Capitalisme

Dans un monde saturé de labels, de certifications, de chartes éthiques souvent vides de substance, le Social Capitalisme introduit une distinction radicale : son label n'est pas un outil de communication. C'est un instrument de vérité. Il ne vise pas à flatter l'image d'un acteur économique, mais à certifier son engagement réel, mesuré, traçable, dans le cycle contributif du système.

Le label Social-Capitalisme est attribué aux entreprises, institutions ou structures ayant respecté scrupuleusement les critères suivants : participation régulière au prélèvement contributif, conformité dans la restitution des flux, absence de contournement ou d'optimisation frauduleuse, collaboration effective avec les entités du système social-capitaliste, et impact réel sur l'infrastructure sociale ou productive nationale. Ce label ne s'achète pas. Il se mérite par la constance, l'alignement, et la transparence.

Il est délivré par une instance mixte — composée de la cellule de gestion, de représentants des bénéficiaires, d'experts indépendants — et révocable à tout moment. Il ne fonctionne pas comme une médaille, mais comme une accréditation évolutive. Il s'évalue chaque année, il se renouvelle, il peut se perdre.

Ce label, pourtant, n'est pas un outil de stigmatisation. Il ne divise pas les acteurs en « bons » et « mauvais ». Il propose une ligne de partage entre ceux qui acceptent de participer à la construction collective d'un socle économique stable, et ceux qui persistent à naviguer dans les logiques extractives du capitalisme traditionnel. Il n'interdit rien. Il oriente. Il informe les citoyens, les consommateurs, les autres entreprises sur la nature de l'engagement réel de leurs partenaires économiques.

Et surtout, il permet d'instituer une forme nouvelle de reconnaissance. Une entreprise labellisée ne tire pas seulement bénéfice d'un retour financier. Elle entre dans une communauté d'acteurs structurants, inscrits dans le temps long, capables d'anticiper les crises, de stabiliser les territoires, de participer à l'écriture d'un modèle économique post-extractif.

Ce label ne se brandit pas. Il se porte. Comme une promesse tenue.

III.3.7 — Modules de formation inclus : employabilité, réinsertion, métiers en tension

La structure du Social-Capitalisme ne se contente pas d'investir dans les projets matériels. Elle s'inscrit également dans une logique de transformation humaine, en intégrant dans son architecture même un pilier souvent négligé : la formation. Mais pas une formation générique, déconnectée, sous-traitée à des organismes éloignés des réalités. Une formation interne, intégrée, cohérente avec les besoins structurels du système et les compétences effectivement mobilisées sur le terrain.

Les modules de formation déployés par la cellule de gestion sont pensés selon une logique de filière : chaque infrastructure construite, chaque pôle de production, chaque magasin CivicO, chaque chantier d'agriculture ou de logistique devient un site de formation potentielle. On ne forme plus à l'aveugle. On forme sur poste, dans l'usage réel, avec un encadrement assuré par les professionnels du système eux-mêmes, dans des environnements déjà financés, déjà organisés, déjà tournés vers le bien commun.

Ces formations ne ciblent pas uniquement les jeunes ou les chômeurs. Elles intègrent aussi les parcours de reconversion, les personnes en transition, les citoyens sortis du système de l'emploi classique, ou ceux issus de filières saturées. Elles permettent à chacun de se reconnecter à un cycle économique stable, non soumis aux aléas de la demande privée ou aux pressions de rentabilité immédiate.

Un accent particulier est mis sur les métiers dits "en tension" — la construction, la maintenance énergétique, l'agriculture durable, la logistique du dernier kilomètre, les soins de première ligne — souvent dévalorisés dans l'économie libérale, mais cruciaux pour la stabilité réelle du pays. Le Social-Capitalisme les revalorise, non par des primes ou des slogans, mais en leur redonnant une fonction centrale dans l'économie collective.

Enfin, ces modules s'adressent aussi aux stagiaires issus de filières du privé : secrétariat, gestion, comptabilité, métiers techniques. Plutôt que de chercher désespérément une entreprise d'accueil, ces personnes peuvent effectuer leur stage dans les structures du Social-Capitalisme — administrations, chantiers, coopératives

— bénéficiant d'un encadrement qualifié, d'un projet porteur de sens, et d'un environnement où leur formation contribue directement à la stabilité collective.

Cette dynamique produit un effet double : elle garantit une montée en compétence continue des acteurs du système, tout en ancrant culturellement le Social-Capitalisme dans l'imaginaire professionnel des nouvelles générations. On ne forme plus des travailleurs pour un marché aveugle. On forme des citoyens pour une architecture économique partagée.

III.4 — Le citoyen bénéficiaire

« Une société ne se mesure pas à ce qu'elle offre aux plus riches, mais à ce qu'elle garantit aux plus fragiles. »

Le Social-Capitalisme n'est pas une architecture froide, indifférente à ses destinataires. Sa structure repose sur une idée fondamentale : que tout investissement doit trouver un écho dans la vie réelle des citoyens. Pas sous forme de rente passive, ni comme simple redistribution, mais comme accès structuré, stable, traçable à des usages définis. Dans cette logique, le citoyen n'est pas un bénéficiaire secondaire. Il est le cœur de l'édifice.

Chaque flux économique généré, chaque infrastructure financée, chaque euro redistribué converge vers une réalité tangible : la sécurisation matérielle de la population dans les fonctions vitales de l'existence. Mais cette sécurisation ne prend pas la forme d'un assistanat, ni d'un système universel déconnecté des contributions. Elle s'incarne dans le CivicO — une monnaie d'usage, adossée à l'effort collectif, et pensée pour irriguer un réseau d'usages essentiels.

À travers ce bloc, il s'agira de décrire cette figure du bénéficiaire. Non comme un profil figé, mais comme une entité dynamique, active, évolutive. On y précisera le fonctionnement des comptes CivicO, la typologie des ayants droit, les scénarios

d'usage réel, et le rôle éducatif de cette nouvelle ingénierie monétaire dans la reconfiguration des liens sociaux. Car ce que reçoit un citoyen, dans le Social-Capitalisme, ne se limite pas à un solde. C'est une reconnaissance : de sa place, de sa contribution potentielle, de sa dignité fondamentale.

III.4.1 — Comptes CivicO : traçabilité, anonymisation, lisibilité

Au cœur de l'économie du Social-Capitalisme se trouve une structure monétaire inédite : le CivicO. Ni actif spéculatif, ni revenu de transfert, il est conçu comme un outil d'usage réservé, affecté à des fonctions spécifiques, et distribué de manière rigoureusement encadrée. Pour rendre cela possible, chaque citoyen se voit attribuer un compte CivicO personnel, géré par une plateforme numérique publique, sécurisée, et interopérable avec les systèmes d'identification nationale.

Ce compte ne fonctionne pas comme une banque. Il n'ouvre ni à des crédits, ni à des opérations de marché. Il agit comme une interface d'usage, activée uniquement par les flux générés par le système social-capitaliste. Son alimentation repose sur un critère unique : l'appartenance au périmètre de souveraineté nationale. Peuvent ainsi en bénéficier les citoyens nationaux et les personnes juridiquement intégrées dans le système productif du pays — notamment via leur activité dans une entreprise assujettie au Social Capitalisme ou leur intégration dans une structure affiliée au modèle.

Il n'est pas prévu d'attribuer des CivicO sur la base d'activités civiles externes, de participation à des ONG ou à des missions bénévoles. Le capital généré par le système doit rester contenu dans l'architecture contributive du Social-Capitalisme. En ouvrir l'accès à des entités hors périmètre, c'est créer des fuites monétaires incontrôlables, et compromettre la cohérence de l'édifice. L'intégration, ici, est strictement structurelle : le droit d'usage repose sur la participation effective ou légale au corps national et productif du pays.

Chaque CivicO généré est enregistré, chaque dépense tracée dans le respect absolu du périmètre défini. Cette traçabilité ne sert pas à surveiller les individus, mais à

garantir que la monnaie circule exclusivement dans les circuits validés : logement régulé, alimentation de base, services énergétiques fondamentaux, culture publique, soins non urgents, mobilité collective. Il n'est techniquement pas possible de convertir le CivicO, de l'épargner à des fins spéculatives ou de le détourner hors système. La structure elle-même impose ses limites fonctionnelles.

En parallèle, l'anonymisation est garantie par un identifiant crypté, non accessible publiquement. Ni l'État, ni les entreprises, ni les tiers n'ont de visibilité sur l'usage individuel des comptes. Ce principe d'inviolabilité protège les citoyens de toute dérive de type crédit social, notation comportementale ou marchandisation des profils de consommation.

Enfin, une priorité est donnée à la lisibilité des comptes. L'interface utilisateur est conçue pour être claire, pédagogique, accessible. Elle intègre des modules d'explication, de simulation, et d'historique, permettant à chacun de comprendre les logiques du système, d'anticiper ses droits et de visualiser sa trajectoire dans l'économie contributive. Ce n'est pas un outil financier. C'est une interface de souveraineté partagée. Un lieu où se matérialise la part commune, où se rend visible la trace concrète de l'organisation collective de la dignité.

III.4.2 — Typologie des bénéficiaires : une architecture d'usage encadrée

Le social-capitalisme ne distingue pas ses bénéficiaires selon des critères moraux, productifs ou comportementaux. Il ne s'agit pas de récompenser des vertus individuelles, mais de garantir un droit d'usage structurel à l'intérieur d'un périmètre économique défini. Les bénéficiaires sont donc catégorisés selon leur statut administratif, leur situation économique et leur relation au système productif national. Cette typologie n'est ni punitive, ni égalitariste : elle reflète les conditions concrètes de contribution et de besoin.

La première catégorie regroupe les **citoyens actifs**. Sont considérés comme tels tous les individus exerçant une activité professionnelle déclarée sur le territoire national, dans une entreprise immatriculée au sein du système fiscal du pays. Peu importe le

secteur — privé, public, coopératif — ce qui importe, c'est que l'activité participe directement ou indirectement à la création de valeur taxable. Ces citoyens reçoivent une part majoritaire des CivicO redistribués, dans une logique de reconnaissance de leur rôle moteur dans l'alimentation du système.

La deuxième catégorie regroupe les **citoyens inactifs** — qu'ils soient retraités, en recherche d'emploi, étudiants ou en incapacité. Leur droit d'accès au CivicO est garanti par leur citoyenneté et leur résidence sur le territoire. Le montant qu'ils perçoivent est inférieur à celui des actifs, mais il reste suffisant pour couvrir une part significative des dépenses dans les circuits d'usage réservés (logement, alimentation, santé de base, mobilité).

Cette différenciation n'a pas vocation à instaurer une hiérarchie entre les citoyens. Elle repose sur une dynamique contributive, tenant compte à la fois de la réalité économique (qui alimente le système), et de la nécessité sociale (qui doit y accéder). Il ne s'agit pas d'un mécanisme de punition ou de récompense, mais d'un équilibre fonctionnel destiné à garantir la pérennité du modèle.

Il n'existe pas de catégorie privilégiée liée à des engagements bénévoles, humanitaires ou associatifs extérieurs au système. Le social-capitalisme, dans sa logique, ne s'appuie pas sur l'altruisme diffus, mais sur une structure d'engagement économique codifié. Toute tentative de l'ouvrir à des critères subjectifs, symboliques ou idéologiques créerait une instabilité systémique. Seule la structure nationale fonde la légitimité d'accès. C'est cette rigueur qui évite les effets d'aubaine, les dérives clientélistes ou l'instrumentalisation politique de la monnaie.

Enfin, cette typologie n'est pas figée. Un inactif peut devenir actif. Un actif peut se retirer du circuit. Le compte CivicO reflète en temps réel la situation statutaire de chacun, avec une transparence absolue, une équité structurelle, et une adaptabilité constante aux mutations sociales.

III.4.3 — Rôle éducatif : infrastructures, valeur, usage

Le Social-Capitalisme ne repose pas uniquement sur une architecture technique. Il implique une adhésion culturelle, une compréhension partagée, une intelligence collective capable de s'approprier le sens des infrastructures mises en place. Dans cette optique, chaque citoyen n'est pas seulement un bénéficiaire passif du CivicO : il est appelé à devenir un acteur conscient de la valeur qu'il reçoit, du fonctionnement des systèmes qu'il utilise, et des implications de ses usages.

Les infrastructures financées par le Social-Capitalisme — logements régulés, pôles de production, réseaux de transport, circuits de distribution — ne sont pas des biens anonymes issus d'un État lointain. Elles sont le fruit d'un effort collectif, d'un capital immobilisé, d'un travail coordonné entre entreprises, cellules de gestion, et citoyens. Le CivicO, utilisé pour y accéder, doit donc être perçu non comme une simple monnaie d'achat, mais comme une reconnaissance mutuelle. Utiliser un CivicO, c'est mobiliser une part du patrimoine collectif. C'est consommer avec responsabilité, dans une logique d'équilibre entre droits et devoirs.

Pour cela, une pédagogie continue est nécessaire. Chaque interface CivicO inclura des modules explicatifs, interactifs, permettant à chacun de comprendre les mécanismes de financement, les flux contributifs, les cycles économiques en jeu. À travers des visualisations simples, des récits animés, des retours d'expérience concrets, chaque citoyen pourra situer ses actes dans un cadre plus vaste : celui d'une infrastructure vivante, entretenue, développée, et régulée au service de la stabilité nationale.

Il ne s'agit pas ici de former des économistes. Il s'agit de créer une culture économique commune, une conscience partagée du bien commun. Dans un monde où la complexité monétaire alimente souvent la défiance, le CivicO fait le pari inverse : celui de la lisibilité. Et c'est cette lisibilité qui fait la force d'un système. Car une infrastructure comprise est une infrastructure protégée. Un usage compris est un usage stabilisé. Et un citoyen conscient est un acteur de résilience.

III.5 – Résilience systémique et crise

« L'économie n'a de sens que si elle permet de redonner, et non seulement de prendre. » — Esther Duflo

Dans un monde rythmé par les effondrements successifs — financiers, sanitaires, géopolitiques, environnementaux — la question n'est plus de savoir comment prévenir les crises, mais comment y résister sans sacrifier la cohésion sociale. Le système économique Social-Capitaliste, par son architecture parallèle, propose une réponse rare : il ne remplace pas l'économie existante, il en compense les failles. Il ne concurrence pas la devise nationale, il en renforce indirectement le pouvoir d'achat réel, en réduisant la charge des dépenses essentielles.

Contrairement aux modèles de revenu universel ou de monnaie alternative globale, le Social-Capitalisme n'a ni l'ambition, ni la capacité, ni la vocation de couvrir l'intégralité des besoins d'un citoyen. Il ne paie pas le loyer libre, les télévisions, les voitures ou les vacances. Il complète, en ciblant uniquement certains postes de dépense structurels, définis comme relevant de l'intérêt général : impôts locaux, soins hospitaliers non urgents, mutuelles, activités culturelles agréées, transports publics, logements, énergie de base. Il agit en substitution partielle sur des usages précis, permettant à chaque citoyen de conserver davantage de sa devise nationale pour les dépenses courantes.

Cette logique change tout dans les phases de crise. Car lorsque l'euro ou le dollar vacille, lorsque les flux bancaires sont gelés, lorsque l'inflation grignote les salaires, le Social-Capitalisme et le CivicO continue de fonctionner. Non comme une monnaie de rechange, mais comme un réseau d'accès garanti à des ressources fondamentales, adossé à des infrastructures nationales préfinancées et stabilisées. Les citoyens ne reçoivent pas de l'argent à dépenser : ils conservent du revenu réel en réglant une part de leurs charges vitales en CivicO.

Les citoyens n'en vivent pas, mais vivent mieux grâce à ce qu'ils n'ont pas à payer en devise forte. Cette distinction est cruciale : le Social-Capitalisme ne crée pas un

monde parallèle, il soutient le monde réel, par compensation ciblée, sans dériver dans l'utopie.

Dans ce cadre, la résilience du système ne tient pas à sa fermeture, mais à son articulation stratégique avec l'économie libérale. Il absorbe les chocs sans se substituer, amortit sans isoler, stabilise sans se substituer au politique. Le système économique social-capitaliste est le filet sous le funambule, non un nouveau fil tendu. Il permet de traverser les crises sans tomber — et c'est déjà beaucoup.

L'architecture d'un système économique ne se résume jamais à ses schémas institutionnels. Elle ne prend pleinement corps que lorsque la structure devient mouvement, que les fondations engendrent des circulations vivantes, visibles, quotidiennes. Après avoir défini les principes d'organisation, les pôles sectoriels, et les garanties de stabilité, il nous faut désormais observer comment le social-capitalisme irrigue, redistribue, impacte — non plus en théorie, mais dans ses usages concrets.

Car toute architecture appelle un souffle.

Et ce souffle, dans l'économie du Social-Capitalisme, ce sont les externalités activées, les usages possibles, la réplique maîtrisée.

C'est à cette économie du lien vécu que se consacre désormais notre analyse.

III.6 – CivicO : stabilité par ancrage national

« Toute tentative de neutralité monétaire engendre sa propre politique. »

À l'origine de tout projet monétaire alternatif se pose la question de l'ancrage. Comment garantir la stabilité d'une monnaie qui ne repose ni sur l'or, ni sur un panier de devises, ni sur les lois du marché libre ? Comment fixer une valeur stable, fiable,

universellement compréhensible, sans recréer les excès des monnaies à taux flottants ou les mirages d'un étalon obsolète ? La réflexion sur le CivicO a exploré ces impasses : adossement à l'or, aux ressources physiques, à un panier de matières premières, à un indice composite d'utilité... Chaque hypothèse a révélé ses limites — volatilité induite, spéculation indirecte, ou simple inadéquation avec les usages réels.

L'idée d'un coefficient euro-dollar, imaginée un temps comme repère flottant pour stabiliser la valeur d'échange, a vite montré ses failles : en cherchant à lisser les variations internationales, elle introduisait une dépendance structurelle aux dynamiques spéculatives mondiales. L'effet n'était pas une stabilisation, mais une corrélation artificielle, exposant le CivicO aux tempêtes qu'il était censé amortir. Il devenait alors un parasite économique de plus, au lieu de jouer son rôle de balise dans un océan instable.

C'est donc dans la devise nationale elle-même — l'euro pour les pays de la zone euro — que le CivicO trouve son ancrage. Non pas au sens d'une convertibilité automatique, mais comme référent comptable fixe. Un CivicO ne fluctue pas. Il ne se déprécie ni ne s'apprécie selon l'offre et la demande. Il conserve une parité fonctionnelle avec l'euro — non pas pour des raisons de prestige ou de facilité, mais parce que cette stabilité est la condition de son acceptabilité.

Ce choix repose sur une hypothèse centrale : l'utilité sociale n'est pas une valeur spéculative. Elle ne varie pas avec les marchés, elle ne s'achète ni ne se revend. Elle se mesure dans le temps long, dans l'effet réel sur les conditions de vie. Le CivicO encode cette philosophie. Il ne joue pas sur les marchés de change. Il ne permet pas l'enrichissement. Il permet la continuité.

En s'adossant à la devise nationale, CivicO hérite de sa stabilité sans en reproduire la logique financière. Il devient ainsi une monnaie d'usage non concurrentielle, une zone de calme dans la turbulence monétaire. Sa force ne vient pas de son taux, mais de son périmètre. Il ne dit pas combien vaut une chose : il détermine ce qui doit rester accessible.

Ce positionnement permet également à CivicO de rester compatible avec les systèmes fiscaux et sociaux existants. Il n'introduit pas une nouvelle unité de compte

ex nihilo, mais une monnaie d'usage complémentaire, parfaitement intelligible, parfaitement calculable. Cela facilite son intégration technique, son acceptabilité politique, et surtout, sa légitimité sociale.

Ce choix d'ancrage permet également un principe de lisibilité intergénérationnelle : un CivicO aujourd'hui garde, en termes relatifs, la même signification demain. Ce n'est pas un pari sur le futur. C'est une garantie dans le présent.

Ainsi stabilisé, CivicO devient ce que les monnaies modernes n'osent plus être : un outil de justice, non d'ambition. Un socle, non un tremplin. Un espace d'économie déconnecté de la promesse de croissance infinie — mais ancré dans la permanence du lien social.

BLOC IV. Redistribution sectorielle, externalités et répliquabilité

Fonction sociale du CivicO dans les usages réels, effets socio-économiques induits, déploiement scalable

IV.1 – Usages sectoriels du CivicO

Définition des domaines d'utilisation autorisée : logement CivicO, services publics agréés, soins médicaux de base, éducation, culture, fiscalité locale. Clarification du CivicO comme complément structurant au revenu classique, non substitut salarial.

Effets directs sur le pouvoir d'achat réel, à travers la réduction des dépenses en euros.

IV.2 – Externalités positives et effets d'entraînement

Effets socio-économiques induits : augmentation du temps utile, réduction de la précarité fonctionnelle, rééquilibrage des territoires.

Baisse indirecte de la pression sur les filets sociaux traditionnels (CPAS, aides d'urgence).

Stabilisation par les usages : création d'un réseau d'échange utile au sein d'un espace de résilience douce.

IV.3 – Modèle reproductible et déploiement international

Comment le modèle social-capitaliste peut être adapté dans d'autres contextes nationaux : variables modulables, ratio de prélèvement, typologie des usages. Conditions d'exportabilité : stabilité macro minimale, appareil de gestion, adhésion institutionnelle.

Compatibilité avec les ODD (Objectifs de Développement Durable) et outils de régulation post-crise.

IV.4 – Limites du modèle et garde-fous systémiques

Risques de saturation du circuit : surproduction de CivicO, fraude, effet de substitution.

Régulation automatique par rareté, blocage de l'échange entre individus, plafond de distribution.

Mécanismes de désactivation temporaire, gestion des retours en devise réelle.

IV.1 – Usages sectoriels du CivicO

« Une monnaie ne vaut que par les espaces qu'elle rend accessibles. »

— Paul Ricoeur

Le Social-Capitalisme, pour tenir sa promesse d'architecture contributive, ne peut se penser uniquement comme capital bloqué, flux redistribué, ou instrument de stabilisation. Il doit devenir un usage, c'est-à-dire une manière d'habiter concrètement l'économie, de vivre dans la structure sans en subir les violences latentes. Ce n'est pas une monnaie de transaction globale. Ce n'est pas un revenu de base dilué. C'est un levier ciblé, pensé pour orienter les comportements économiques sans les contraindre, et pour renforcer la fonction sociale des dépenses essentielles.

Dans sa conception, le social-capitalisme ne se substitue jamais au salaire ou aux revenus d'activité classiques. Les citoyens continuent de percevoir leur rémunération en devise nationale. Ils paient leur alimentation libre, leurs abonnements, leurs loisirs privés — en euros, dollars, ou autre devise. Le CivicO, lui, intervient comme une unité de compensation affectée, utilisable uniquement dans des domaines clairement

définis par la charte de gouvernance. Cette restriction n'est pas une limite, c'est une garantie. Elle permet d'éviter l'érosion de valeur, la dérive inflationniste, et surtout, la captation par des acteurs extérieurs à la finalité du projet.

Les secteurs d'usage autorisé répondent tous à un critère commun : leur inscription dans la sphère des fonctions sociales fondamentales. Ils incluent notamment :

- Le règlement partiel ou complet des impôts locaux ou contributions publiques spécifiques,
- Les frais médicaux non urgents dans les établissements agréés du réseau
- Les activités culturelles et éducatives labellisées CivicO : musées, ateliers, stages, bibliothèques, théâtre public,
- Les loyers des logements du système social-capitaliste, construits ou rénovés.
- Les transports collectifs publics, les services de mobilité douce ou les abonnements au réseau local énergétique
- Une partie des frais de scolarité, de cantine ou de mutuelle dans les zones où l'écosystème CivicO est déployé.

Ce circuit d'usage est fermé mais souple : fermé, car il ne permet ni transfert entre individus, ni conversion en devise nationale, ni utilisation sur le marché libre ; souple, car il est extensible à mesure que le patrimoine social-capitaliste se développe. En d'autres termes, chaque euro économisé grâce au CivicO est un euro disponible ailleurs pour les citoyens. Le CivicO augmente le pouvoir d'achat réel non pas par addition, mais par délestage structurel.

Ce dispositif induit une transformation comportementale : les citoyens sont incités à utiliser des infrastructures non marchandes, à privilégier l'usage sur la propriété, à reconnaître la valeur de ce qui échappe aux logiques spéculatives. Cela modifie en douceur les trajectoires de consommation, sans pénaliser ni infantiliser. Le CivicO ne moralise pas les achats : il oriente les ressources.

Par ce biais, le système contribue à une résorption douce des inégalités d'accès, tout en renforçant le lien entre l'investissement collectif et la vie quotidienne. Ce que la

structure produit en amont (infrastructures, services, logement), elle le rend accessible en aval via une monnaie complémentaire stable, qui évite le gaspillage et résiste aux vents du marché.

Ce point d'entrée par les usages est central : il matérialise le Social-Capitalisme dans la main du citoyen, sans le faire sortir du monde — mais en lui ouvrant, au cœur de ce monde, des espaces d'économie régulée, de justice tranquille.

IV.2 – Externalités positives et effets d'entraînement

« Une société ne se tient pas par la somme de ses efforts, mais par la manière dont ces efforts rayonnent les uns sur les autres. »

— Simone Weil

Lorsque l'on introduit une monnaie contributive à usage restreint dans un système socio-économique complexe, l'on ne modifie pas seulement les équilibres comptables. L'on crée, par capillarité, des effets d'entraînement diffus, des dynamiques émergentes qui dépassent l'intention initiale du dispositif. Le social-capitalisme, en cela, est bien plus qu'un vecteur de redistribution sectorielle. Il agit comme catalyseur de stabilisation sociale douce, générant des externalités positives à large spectre.

Parmi les premières conséquences observables figure l'augmentation du temps utile : c'est-à-dire du temps consacré à des activités non marchandes mais productrices de lien et de sens. En réduisant la pression monétaire sur certaines dépenses structurelles (santé, logement, culture), le social-capitalisme libère du temps cognitif et opérationnel. Des citoyens jusque-là contraints par l'urgence financière peuvent désormais s'engager dans des projets communautaires, des réseaux de solidarité, ou simplement retrouver une part d'existence non monétisée — une forme de respiration existentielle dans des quotidiens saturés.

Ce relâchement se traduit par une réduction de la précarité fonctionnelle, autrement dit de ces situations où la survie économique est assurée mais au prix d'une instabilité permanente (jobs multiples, temps partiels involontaires, dettes rotatives). Le social-capitalisme ne résout pas la pauvreté monétaire, mais il réduit l'insécurité structurelle, en apportant des points fixes là où tout vacille.

Au niveau institutionnel, le système social-capitaliste produit une désaturation des filets sociaux classiques. CPAS, aides d'urgence, mécanismes d'indemnisation : tous ces outils, souvent débordés ou fragmentés, se trouvent allégés par la montée en puissance d'un circuit parallèle d'assistance structurelle. Le social-capitalisme agit ici comme réducteur de tension budgétaire indirect, sans passer par des coupes ni des réformes traumatiques.

Mais les effets les plus durables sont peut-être territoriaux. Le social-capitalisme favorise une repolarisation de l'activité sur les zones délaissées, en orientant les investissements vers des secteurs non concurrentiels et des infrastructures d'utilité directe. Il recrée une économie de proximité, génère des emplois dans les métiers oubliés, renforce la cohérence entre le lieu de vie, le lieu de production, et le lieu de dépense. Il ne recentralise pas — il réarticule les marges.

En cela, le social-capitalisme engendre une stabilité silencieuse, non spectaculaire mais cumulative. Il crée un effet de sol, une densité sociale de base sur laquelle les systèmes institutionnels peuvent s'appuyer. Ce n'est pas un booster conjoncturel, mais une infrastructure invisible de cohésion durable.

Il n'y a pas ici d'effet magique. Pas de miracle social. Juste la puissance lente d'un écosystème qui tient, parce qu'il n'a pas été conçu pour séduire, mais pour durer. Parce qu'il rémunère la valeur au bon endroit, au bon moment, dans la bonne mesure. Et que cette rigueur, paradoxalement, permet la souplesse.

IV.3 – Modèle reproductible et déploiement international

« Ce qui vaut pour un village, si cela est juste, peut valoir pour une civilisation. »

— Vandana Shiva

Le social capitalisme n'est pas un modèle localiste, enfermé dans une conjoncture ou un territoire. Il a été pensé dès son origine comme une structure modulaire, adaptable à différentes échelles, transposable sans trahir ses fondements, répliquable sans perdre son sens. Mais cette répliquabilité ne repose pas sur une standardisation rigide : elle procède d'une architecture paramétrique, dans laquelle chaque variable peut être ajustée sans détruire l'équilibre global.

La clé de cette reproductibilité réside dans la souplesse de ses fondamentaux : le taux de prélèvement annuel (3 à 5 % des bénéfices nets), la période de blocage du capital (5 ans), la liste des usages autorisés, le mode de gouvernance décentralisé. Ces éléments, bien que fixes dans le modèle-source, peuvent être modulés selon les capacités de gestion, les niveaux de développement, ou les priorités politiques locales. Le social-capitalisme n'impose pas une norme ; il propose une grammaire économique alternative, que chaque pays, chaque région, peut décliner selon son propre lexique.

Cette plasticité permet l'intégration du social-capitalisme dans des contextes très divers, à condition de respecter certains prérequis :

- Une stabilité macroéconomique minimale, permettant le maintien du cycle à cinq ans sans rupture,
- Un appareil administratif suffisamment structuré, pour garantir la traçabilité, l'allocation et la redistribution,
- Un degré de confiance institutionnelle, nécessaire à l'adhésion volontaire des entreprises contributrices et des citoyens utilisateurs.

La transposition du social-capitalisme ne consiste pas à reproduire des infrastructures ou des chiffres. Elle consiste à implanter un mécanisme de

redistribution cyclique, adossé à l'économie réelle, dans des territoires où l'investissement social est en souffrance. Le social-capitalisme peut se greffer sur des économies à fiscalité faible, à système bancaire fragile, ou à dépendance extérieure élevée — précisément parce qu'il fonctionne comme une île de stabilité, construite sur des flux internes, non spéculatifs, et autoportés.

Ce potentiel d'extension n'est pas théorique. Il trouve déjà un écho dans plusieurs cadres internationaux : l'agenda des Objectifs de Développement Durable (ODD), les politiques de transition juste, les dispositifs de relance post-crise. Dans ces environnements, le social-capitalisme agit comme outil opérationnel, venant renforcer la capacité d'un État à créer, à redistribuer, à stabiliser — sans dette nouvelle, sans tutelle extérieure, sans utopie hors sol.

L'exportabilité du modèle dépend donc moins de son universalité que de la clarté de ses conditions d'implantation. Le social-capitalisme ne promet pas une transformation ex nihilo. Il propose un point d'appui : un outil de traction économique, éthique et sociale, à insérer là où les forces centrifuges de la mondialisation ont dessiné le vide.

C'est cette logique d'économie transplantable, mais enracinée, qui rend le social-capitalisme crédible dans l'ère post-néolibérale : un système à géométrie stable, capable de résister sans s'uniformiser.

IV.4 – Limites du modèle et garde-fous systémiques

« Un système n'est juste que s'il prévoit sa propre faille. »

— Amartya Sen

Aucune structure, aussi élégante soit-elle, n'échappe à la nécessité de se penser depuis ses propres marges. Un système économique, dès lors qu'il se veut durable et éthique, doit intégrer dans sa conception même la possibilité de sa dérive, et les

moyens de l'enrayer sans effondrement. Le social-capitalisme, loin de se présenter comme une réponse absolue, s'affirme comme un équilibre instable, mais surveillé, où chaque risque a été anticipé, non pour être éliminé, mais pour être contenu, régulé, réversible.

Le premier risque identifié tient à la saturation du circuit. Si l'émission annuelle dépasse les capacités d'absorption du réseau — c'est-à-dire des pôles de services, logements, soins, et activités culturelles agréées — alors le CivicO perd sa valeur d'usage, et devient une monnaie stockée plutôt que dépensée, ouvrant la voie à l'accumulation, à la frustration ou à la contrefaçon symbolique. Pour éviter cette dérive, le système prévoit un mécanisme de régulation dynamique, basé sur l'analyse continue des flux entrants et sortants. La création de CivicO peut ainsi être plafonnée, suspendue, ou décalée selon les besoins d'absorption réels.

Un second garde-fou structurel est l'interdiction absolue de l'échange interpersonnel. Les CivicO ne peuvent circuler entre citoyens. Ce verrouillage, souvent critiqué dans les monnaies complémentaires, prend ici un rôle central : il empêche la revente, l'accumulation privée, la spéculation marginale, et surtout l'externalisation des CivicO hors du réseau utile. Ce choix renforce le caractère utilitaire, éthique et ciblé de la monnaie — elle n'est pas transférable, car elle n'est pas un bien, mais un droit d'accès organisé.

Autre limite à surveiller : le risque de substitution psychologique. Si le CivicO est perçu comme un revenu garanti, il peut créer une attente sociale excessive, ou dissuader certains acteurs de poursuivre leur insertion dans l'économie classique. Ce phénomène est évité par la structure même des usages, qui ne couvre que certains domaines essentiels, dans des volumes plafonnés, avec une logique de complémentarité et non de remplacement. Le social-capitalisme ne permet pas de vivre, il permet de rester debout en vivant.

Enfin, le système prévoit des protocoles de désactivation ou de réabsorption, intégrés dès l'origine à sa gouvernance. En cas de saturation prolongée, de crise de confiance, ou d'évolution politique, les CivicO en circulation peuvent être suspendus temporairement, gelés de manière préventive, ou convertis vers des mécanismes **de**

solidarité sectorielle (fonds de soutien, investissements de transition, boucliers conjoncturels). Le capital initial injecté par les entreprises reste intégralement protégé, selon les termes du cycle quinquennal.

Mais surtout, en cas de crise systémique majeure, où l'économie nationale serait menacée par une cascade de faillites extérieures au réseau social-capitalisme, le système prévoit la possibilité exceptionnelle de redéploiement ciblé des CivicO encore non utilisés vers des plans de stabilisation d'entreprises clés hors réseau social-capitaliste, lorsque leur effondrement menacerait la résilience globale du pays (secteurs logistiques, énergétiques, sanitaires, agricoles). Cette orientation reste encadrée : elle ne remet pas en cause la logique contributive du social-capitalisme, mais l'élargit temporairement pour éviter un effondrement en chaîne comme la perte massive d'emplois. C'est l'équivalent d'un mécanisme d'absorption externe, activable sans rupture de cohérence.

Ce type de redirection ne constitue pas un détournement, mais une extension stratégique de la fonction de sécurité intégrée du système. Il témoigne de la souplesse du modèle social-capitaliste, non comme enclave économique, mais comme filet de sécurité adaptable à la structure systémique du pays tout entier.

Ce type de redirection ne constitue pas un détournement, mais une extension stratégique de la fonction de sécurité intégrée du système. Il témoigne de la souplesse du modèle social-capitaliste, non comme enclave économique, mais comme filet de sécurité adaptable à la structure systémique du pays tout entier.

Dans les cas extrêmes où une conversion temporaire de CivicO en euros serait rendue nécessaire — par exemple pour soutenir une entreprise stratégique dans un secteur non compatible, ou pour stabiliser un marché vital — cette opération pourrait être effectuée depuis la réserve centrale, gérée par l'Agence Nationale de Sécurité Monétaire Sociale (ANSMS). En effet, tous les euros ou devises nationales injectés dans le système social-capitaliste au moment de la création des unités sont conservés, à valeur égale, dans un compte sécurisé de réserve. Ce stock adossé, intouchable en temps normal, devient mobilisable de manière exceptionnelle, sous

contrôle parlementaire renforcé, afin de protéger la souveraineté économique du pays sans compromettre les principes du Social-Capitalisme.

Ce dispositif de garde-fous n'est pas une faiblesse. Il est la condition de la confiance. Il inscrit le social-capitalisme dans une logique non pas de promesse absolue, mais de réversibilité encadrée — comme tout système sérieux qui se veut à la fois robuste et évolutif.

Car ce qui fait la force d'une monnaie, ce n'est pas seulement sa capacité à circuler, mais sa capacité à s'arrêter proprement, lorsque la société l'exige.

Distribuer n'est jamais neutre. Même lorsque la redistribution est encadrée, même lorsque les usages sont balisés, même lorsque les garde-fous fonctionnent. Car toute circulation de valeur, fût-elle non monétisée, implique des choix, des priorités, des asymétries. Et toute asymétrie porte en germe une tension de pouvoir.

Le social-capitalisme, en tant que système de redistribution structurée, ne peut donc faire l'économie d'une réflexion sur la gouvernance de ses propres flux. Qui décide de ce qui est utile ? Qui arbitre entre deux projets concurrents ? Comment éviter que l'architecture elle-même ne devienne une nouvelle forme d'oligarchie, masquée sous l'alibi de la neutralité technique ?

Ce sont ces enjeux de légitimité, d'équité institutionnelle et de transparence organique que nous devons à présent interroger. Car une monnaie peut être juste dans sa fonction, mais injuste dans sa gestion. Et un système économique, pour tenir, doit toujours revenir à la source de sa légitimation : le consentement éclairé de ceux qui le font vivre.

BLOC V. Gouvernance, légitimation et tensions d'appropriation

Mécanismes de pilotage éthique, contrôle démocratique, risques de dérive institutionnelle ou d'instrumentalisation

V.1 – Gouvernance centrale et organes de coordination

Présentation de la cellule centrale (ANSMS), rôles techniques et politiques.
Relations avec les pôles sectoriels.

Équilibre entre autonomie opérationnelle et pilotage macroéconomique.
Mode de désignation, transparence, statut de l'institution.

V.2 – Légitimation participative et Conseil de Confiance Contributive (CCC)

Structure du CCC : citoyens tirés au sort, experts indépendants, représentants sectoriels.

Fonction de veille éthique, d'audit public, et de supervision des décisions-clés.
Limites du pouvoir symbolique : CCC comme conscience plus que comme exécutif.

V.3 – Prévention de la captation par élite ou appareils d'État

Risques d'appropriation technocratique ou oligarchique du système.

Mécanismes de protection contre l'endogamie institutionnelle : transparence, limitation des mandats, audits croisés.

Le social-capitalisme comme architecture anti-capture : traçabilité, absence de convertibilité, plafonds d'usage.

V.4 – Risques d’instrumentalisation géopolitique ou économique

Usage du social-capitalisme à des fins de soft power, de captation politique ou de régulation monétaire parallèle.

Intégration dans des logiques d’influence, détournement via des coalitions de gouvernements ou d’entreprises.

Nécessité d’un encadrement international des principes CivicO, type “Pacte de neutralité économique”.

V.1 – Gouvernance centrale et organes de coordination

« Gouverner, c’est donner une forme à ce qui échappe. » — Pierre Rosanvallon

Au cœur du système social-capitaliste, là où s'articulent les flux financiers, les engagements publics et la stabilité macroéconomique, se tient un organe discret mais décisif : l’Agence Nationale de Sécurité Monétaire Sociale (ANSMS). Conçue non comme une administration classique, mais comme une institution matricielle, l’ANSMS ne se contente pas de gérer. Elle structure, encadre, coordonne et veille. Son rôle n’est pas de produire de la norme, mais de garantir la cohérence entre les finalités sociales du social capitalisme et ses opérations concrètes.

La légitimité de cet organe repose sur un double fondement : sa neutralité politique opérationnelle — car elle ne dépend ni du gouvernement en place ni des majorités conjoncturelles — et sa redevabilité démocratique. L’ANSMS est indépendante, mais pas autonome : elle est tenue de publier ses flux, ses choix, ses audits, et elle peut être suspendue ou réorganisée par décision parlementaire avec contre-pouvoir judiciaire.

Sa mission première est de centraliser la collecte des contributions (les 3 à 5 % prélevés sur les bénéfices nets des entreprises contributrices), de garantir l’intégrité

de la réserve en devise nationale qui y correspond, et de piloter l'allocation des fonds dans les différents pôles sectoriels agréés.

Ces pôles fonctionnent selon une logique décentralisée et spécialisée. Chaque pôle dispose de sa propre cellule de gestion opérationnelle, d'un budget défini, et d'un cahier des charges contractuel. L'ANSMS n'intervient pas dans leur quotidien, mais elle fixe les grandes orientations stratégiques, elle valide les programmes d'investissement, et elle garantit l'harmonisation intersectorielle.

Pour éviter la verticalité bureaucratique, l'ANSMS ne fonctionne pas seule : elle est adossée à un **Comité Intersectoriel de Coordination (CIC)**, qui regroupe les directeurs des pôles, des représentants citoyens, des experts nommés pour cinq ans, et des observateurs indépendants. Ce comité n'a pas de pouvoir exécutif, mais il influence directement la grille de décision par ses avis publics et son droit de veto symbolique en cas de dérive manifeste.

Le CIC sera également chargé d'assister les entreprises en leur proposant la liste des projets en cours ou à venir afin de leur apporter toutes les informations sur la viabilité, les rentes générées et les risques liés aux différents projets.

L'équilibre entre la cellule centrale et les pôles repose donc sur une logique d'orchestre plus que d'état-major : l'ANSMS donne la tonalité, garantit la justesse des accords, mais elle ne joue pas chaque note. Ce principe de gouvernance par cohérence — et non par commande — est l'un des éléments les plus novateurs du social-capitalisme : le centre n'absorbe pas la périphérie, il l'écoute et l'articule.

Cette gouvernance centrale, sobre, régulée, modulable, est l'une des conditions sine qua non de la résilience du modèle. Car si la forme CivicO doit pouvoir évoluer, sa mission fondamentale — stabiliser, redistribuer, protéger sans asphyxier — doit, elle, rester inaltérable.

V.2 – Légitimation participative et Conseil de Confiance Contributive (CCC)

« La légitimité ne vient pas de celui qui parle, mais de ceux qui écoutent et répondent.

» — Hannah Arendt

Dans tout système qui touche à la redistribution, la question de la légitimité n'est jamais accessoire. Elle est structurelle. Car la valeur d'un dispositif économique ne repose pas uniquement sur ses performances techniques, mais sur la manière dont il est perçu, compris, accepté et contrôlé par celles et ceux qui y participent.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu le **Conseil de Confiance Contributive (CCC)** — une instance hybride, à la frontière entre l'éthique et le politique, entre la veille et la vigilance. Il ne s'agit ni d'un parlement bis, ni d'une chambre consultative sans portée : le CCC est une conscience structurelle intégrée au cœur du social-capitalisme. Il n'administre pas, il veille. Il ne décide pas des projets, il observe les décisions, et il interroge leur alignement avec les principes fondateurs du Social-Capitalisme.

Le CCC est composé de trois cercles complémentaires : des citoyens tirés au sort parmi les utilisateurs actifs du système social-capitaliste, des experts indépendants reconnus pour leur probité dans les domaines économiques, juridiques, environnementaux et sociaux, et des représentants sectoriels issus des pôles CivicO, élus par leurs pairs pour un mandat non renouvelable.

Ce pluralisme n'est pas symbolique : il constitue le socle même de la légitimité du CCC. La présence de citoyens permet d'éviter la confiscation technocratique du contrôle. Celle des experts assure une lecture rigoureuse des enjeux. Et celle des représentants garantit un lien organique avec la réalité des projets déployés.

Le CCC n'a pas de pouvoir d'injonction directe sur l'ANSMS. Mais il publie des rapports trimestriels d'observation, peut suspendre symboliquement un investissement jugé contraire à l'éthique contributive, et dispose d'un droit d'alerte auprès du Parlement. Il fonctionne comme un baromètre moral, capable de détecter les glissements invisibles que les outils de gestion ne perçoivent pas : dérives dans la sélection des projets,

concentration géographique des investissements, contournement des plafonds d'usage, captation de moyens par des entités proches du pouvoir.

Plus encore, le CCC crée une trace, une mémoire collective de la manière dont le social-capitalisme évolue. Il est la mémoire éthique du système, son témoin intérieur. Il inscrit chaque décision dans un récit, chaque écart dans une courbe, chaque doute dans une lumière.

Et si le CCC n'exerce pas de pouvoir exécutif, c'est précisément pour garantir sa liberté de parole. Il n'est pas là pour faire fonctionner la machine, mais pour rappeler à quoi elle doit servir.

Dans un monde saturé de conseils sans conséquence, le Conseil de Confiance Contributive n'est ni un contre-pouvoir, ni une institution de plus. C'est une structure de légitimation narrative, une manière d'ancrer le social-capitalisme dans un consentement actif, renouvelé, explicite. C'est la boussole intérieure du système. Et sans boussole, aucune architecture ne peut prétendre durer.

V.3 – Prévention de la captation par élite ou appareils d'État

« Le plus grand risque des systèmes conçus pour tous, c'est qu'ils deviennent l'instrument de quelques-uns. »

— Cornelius Castoriadis

Tout modèle économique alternatif, dès lors qu'il atteint une certaine échelle, court un risque fondamental : celui d'être récupéré, détourné, absorbé. Non par hasard, mais par logique. Car ce que l'on construit pour stabiliser attire nécessairement les forces qui cherchent à dominer. Le social capitalisme, en tant que structure de redistribution stabilisée, constitue un espace de pouvoir — et tout espace de pouvoir appelle un mécanisme de protection contre sa propre capture.

La première dérive à anticiper est celle de la technocratie interne. Si **l'Agence Nationale de Sécurité Monétaire Sociale (ANSMS)** et ses satellites sectoriels deviennent des corps clos, non renouvelés, non audités, non traversés par la société réelle, ils risquent de se refermer sur eux-mêmes, de devenir un clergé de la gestion, une élite de la norme. Pour conjurer ce glissement, la gouvernance intègre plusieurs dispositifs préventifs :

- **Mandats limités dans le temps** pour tous les postes stratégiques au sein de l'ANSMS et des pôles,
- **Obligation de rotation sectorielle** pour les coordinateurs : nul ne peut superviser deux fois la même filière en moins de dix ans,
- **Audits croisés obligatoires** entre pôles, assurés par des instances mixtes incluant des observateurs citoyens,
- **Publication systématique des budgets, des arbitrages, des projets financés**, en langage clair et accessible, sur une plateforme publique.

La deuxième menace est plus insidieuse : c'est celle de la récupération par l'appareil d'État, notamment lorsque ce dernier subit des pressions électorales ou économiques. Car un système aussi stable, aussi modulable, aussi lisible que le social-capitalisme peut rapidement devenir un outil de clientélisme, un levier de promesse, un instrument de chantage budgétaire. Pour contrer cela, la charte constitutive du social-capitalisme inscrit dès l'origine sa non-subordination au pouvoir exécutif. L'ANSMS ne dépend pas du gouvernement ; elle est validée par le Parlement mais non gérée par lui. Ses flux sont protégés, ses décisions documentées, et ses réserves non mobilisables à des fins électoralistes.

Enfin, le social-capitalisme est protégé par sa propre forme. Sa non-convertibilité, son circuit fermé d'usage, la traçabilité publique de ses unités, les plafonds de distribution, l'interdiction d'échange entre individus — tous ces éléments rendent impossible la spéculation, le détournement de masse, ou la capture invisible. Il est difficile de voler ce que l'on ne peut thésauriser. Il est inutile de promettre ce que l'on ne peut redistribuer librement. Le social-capitalisme n'offre aucun gain symbolique immédiat à qui chercherait à le manipuler — et c'est peut-être là sa plus puissante défense.

Ce n'est pas un système parfait. Mais c'est un système désarmé contre la puissance, armé contre l'abus. Il ne se protège pas par des barrières, mais par la pauvreté de ses failles. Il n'intéresse pas ceux qui veulent s'enrichir vite. Il attire ceux qui veulent bâtir lentement. Et cela, dans l'économie du XXI^e siècle, est peut-être sa meilleure garantie.

V.4 – Risques d'instrumentalisation géopolitique ou économique

« Ce qui stabilise peut aussi servir à dominer. Tout dépend de la main qui tient la structure. » — Marguerite Yourcenar

Plus un système gagne en robustesse, en autonomie, en cohérence interne, plus il devient vulnérable à l'intérêt stratégique des puissances externes. Le social-capitalisme, précisément parce qu'il crée une zone économique semi-autonome, indexée sur la réalité productive et immunisée contre les logiques spéculatives, représente un objet de fascination géopolitique. Ce que certains voient comme un outil de justice sociale, d'autres le percevront inévitablement comme un levier d'influence, voire une menace indirecte à l'ordre monétaire établi.

Le premier risque est celui de la captation idéologique. Des gouvernements ou des coalitions politiques pourraient être tentés d'utiliser le social-capitalisme comme vitrine d'un modèle alternatif, tout en contournant ses exigences éthiques et techniques. Ils pourraient en altérer les principes pour en faire un instrument de propagande interne, ou un outil de contrôle social déguisé : répartition orientée, accès conditionné à l'adhésion partisane, ciblage ethnopolitique des bénéficiaires.

Un second danger réside dans l'instrumentalisation économique par des puissances extérieures. Dans un contexte de tensions monétaires internationales, certains acteurs — États, fonds souverains, multinationales — pourraient chercher à détourner le social capitalisme de sa logique de souveraineté contributive, pour en faire une

enclave de régulation parallèle, voire une monnaie stratégique tampon capable de stabiliser ou de fragiliser un marché adjacent.

La réponse à ces risques n'est ni le repli, ni la fermeture. Elle passe par la formalisation internationale d'un "Pacte de neutralité économique", incluant un certain nombre de principes inviolables pour toute structure social-capitaliste :

- Impossibilité d'utiliser les réserves en devise nationale pour des opérations géopolitiques,
- Interdiction de lier l'attribution des CivicO à un critère politique, religieux ou identitaire,
- Transparence totale sur les processus d'injection, de redistribution et de pilotage,
- Audit permanent par une instance transnationale indépendante,
- Encadrement des alliances inter-États autour du social-capitalisme par une charte de non-ingérence et/ou communautaire.

Ce Pacte ne viserait pas à standardiser le social-capitalisme dans tous les pays, mais à garantir qu'aucune version nationale ne puisse devenir un cheval de Troie économique ou un outil de domination déguisée. Il fonctionnerait comme un équivalent éthique des accords de Genève ou du Traité sur la non-prolifération : non pas un programme commun, mais un seuil commun de protection contre les dérives structurelles.

Car si le social-capitalisme peut offrir une stabilisation douce, il pourrait aussi, mal encadré, devenir une arme molle dans les jeux d'influence. Ce n'est pas la nature du système qui changera. C'est l'usage que les puissances en feront.

Et face à cette tentation, seule une architecture de transparence, de mutualisation du contrôle, et d'engagement transnational pourra garantir que ce qui a été conçu pour relier ne devienne pas un outil pour diviser.

Les systèmes ne s'effondrent pas uniquement lorsqu'ils sont mal conçus. Ils s'effondrent lorsqu'ils ne savent plus pourquoi ils ont été conçus. Car la robustesse

institutionnelle, aussi travaillée soit-elle, ne suffit pas à produire la durée. Il faut une inscription dans le temps long, une capacité à résister à l'usure, à la tentation de la simplification, à l'érosion des finalités.

Le social-capitalisme, parce qu'il s'est doté d'une gouvernance pensée, d'un contrôle éthique, de barrières à la capture, peut désormais affronter la question ultime : comment tenir dans l'histoire ? Comment rester juste quand les urgences changent ? Comment résister aux sirènes de l'efficacité brute ? Comment traverser les générations sans devenir une structure fossile ou un artefact obsolète ?

C'est cette résistance au temps, cette science de la persistance économique, que nous allons maintenant explorer.

BLOC VI. Théorie de la durée et postérité systémique

Conditions de persistance du modèle CivicO, inscription temporelle, et économie de la mémoire collective

VI.1 – La durée comme condition d'équité structurelle

Pourquoi un système juste doit pouvoir durer.

Critique des modèles court-termistes (réformes, politiques de relance, économies électorales).

La temporalité comme variable économique : durée de redistribution, effet mémoire, amortissement long.

VI.2 – CivicO comme économie de la trace

Ce que laisse un système : infrastructures, récits, routines sociales.
Le CivicO comme agent de continuité silencieuse.

Du flux à la mémoire collective : usages enregistrés, investissements durables, équilibre transmission/usage.

VI.3 – Soutenabilité éthique : intergénérationnalité, rareté et temps long

Équité intergénérationnelle : ce que l'on transmet, ce que l'on préserve.
Structures de régulation lente : déplafonnement progressif, redéploiement non accéléré, désinflation monétaire douce.

La rareté CivicO comme fonction stabilisante (anti-bulle, anti-rente, anti-accélération).

VI.4 – Une économie à mémoire longue : contre l’obsolescence structurelle

Pourquoi certains systèmes deviennent inutilisables (complexité, déconnexion, rigidité).

Mécanismes intégrés d’évolution adaptative CivicO : reparamétrage, adaptation sectorielle, extinction douce.

L’économie comme biotope : vivant, lent, ajustable, non programmable.

VI.1 – La durée comme condition d’équité structurelle

« L’injustice, bien souvent, ne vient pas de ce qui est mal conçu, mais de ce qui ne dure pas. » — Albert Camus

Dans l’économie moderne, le temps est une variable maltraitée. Compressé par les échéances électorales, déformé par la logique des marchés, effacé par l’obsession de la croissance immédiate, il n’est plus une ressource mais un obstacle. Les réformes se succèdent sans mémoire. Les systèmes se réinitialisent à chaque alternance. La continuité devient suspecte, et la cohérence, un luxe.

Pourtant, aucune structure juste ne peut s’édifier dans l’urgence. La justice sociale véritable exige du temps long, non comme retard, mais comme condition de légitimité. Car l’équité ne se mesure pas seulement à l’instant où elle est énoncée : elle se vérifie à travers la manière dont elle persiste, s’ajuste, se transmet. Sans cette dimension, même le modèle le mieux conçu devient un artifice : efficace mais instable, séduisant mais fragile.

Le social-capitalisme introduit ici une rupture conceptuelle majeure : il ne cherche pas l’impact immédiat, il vise l’effet structurel différé. Les fonds ne sont pas dépensés en un an, mais investis sur cinq ans. Les retours ne sont pas financiers, mais utilitaires.

La valeur se mesure à l'usage accumulé dans le temps, non au rendement trimestriel. C'est une économie de la décantation, où l'on accepte de ne pas tout voir tout de suite — parce que ce qui compte met du temps à se rendre visible.

Cette temporalité lente ne relève pas d'un choix esthétique ou philosophique. Elle est structurellement indispensable. Car elle permet :

- de lisser les effets de seuil et d'exclusion,
- de créer des infrastructures qui dépassent les mandats,
- d'établir une mémoire économique collective,
- et surtout, de construire une relation de confiance durable entre l'État, les citoyens et les contributeurs.

La stabilité du CivicO n'est donc pas un effet secondaire : c'est une fonction intégrée, un socle. L'adossement quinquennal des fonds, la non-convertibilité, les plafonds d'usage, la régulation sectorielle différée — tout cela fabrique de la durée. Non comme immobilisme, mais comme rythmique lente de la justice.

Dans ce modèle, le temps devient un acteur économique à part entière. Il n'est plus un coût, il est un vecteur d'équité. Il garantit que la redistribution ne se fait pas contre quelqu'un, mais pour quelque chose. Il protège les décisions des coups de vent politiques. Il permet aux structures de survivre à leurs fondateurs, ce qui est la seule preuve qu'elles avaient du sens.

Et dans une époque saturée d'immédiateté, cette lenteur assumée est peut-être le geste politique le plus radical que l'on puisse faire : décider que la justice ne sera plus ce qui rassure aujourd'hui, mais ce qui tient debout dans vingt ans.

VI.2 – Le Social-Capitalisme comme économie de la trace

« L'histoire est faite de ce que nous avons su conserver sans le figer. »

— Michel Foucault

Dans les systèmes économiques contemporains, la trace est souvent un résidu : flux comptables, bases de données, historiques de paiement. Elle est conservée pour contrôler, rarement pour comprendre. Elle appartient à la technique, non à la mémoire. Pourtant, ce que laisse un système dans la durée — sa capacité à garder une empreinte utile et vivante — constitue un critère fondamental de sa pertinence historique.

Le Social-Capitalisme ne génère pas simplement de la redistribution. Il produit une économie de la trace : chaque unité, une fois injectée, est suivie, inscrite, documentée dans un registre accessible. Non comme un outil de surveillance, mais comme une cartographie collective de la valeur sociale en mouvement. Cela permet une lecture fine, non seulement des flux économiques, mais des usages, des manques, des surplus, c'est-à-dire des besoins réels au fil du temps.

Cette mémoire économique n'est pas un artefact administratif. Elle devient, progressivement, un capital cognitif collectif. Elle permet aux territoires de savoir ce qui a fonctionné, ce qui a été soutenu, ce qui mérite d'être répliqué. Aux gouvernements, elle offre une donnée structurée, non manipulable, qui dépasse les effets d'annonce ou les conjonctures politiques. Aux citoyens, elle offre une lisibilité de leur propre histoire économique : combien ont-ils reçu, comment cela a-t-il été utilisé, à quelles fins communes.

Mais la trace sociale-capitaliste ne sert pas qu'à l'écosystème qui l'a générée. Elle bénéficie aussi au système économique libéral dans son ensemble, en créant des repères de confiance. Là où les marchés financiers sont souvent affectés par l'imprévisibilité politique ou l'opacité budgétaire, la structure sociale capitaliste — stable, traçable, plafonnée — apaise l'anticipation. Elle constitue un indice de

cohérence sociale, qui diminue le risque de fuite des capitaux, car elle réduit l'aléa institutionnel.

En d'autres termes, la mémoire du social-capitalisme n'est pas une contre-mémoire. C'est une mémoire parallèle, qui vient soutenir, sans l'annexer, la structure dominante. Elle permet aux investisseurs de lire, dans la continuité d'un pays, la part non conflictuelle de sa redistribution. Et cette lisibilité devient, en soi, un actif de stabilité macroéconomique.

À l'heure où les grandes réformes s'effacent à chaque cycle électoral, où les engagements sociaux sont reprogrammés à l'aune des intérêts de court terme, cette persistance de la trace constitue une innovation politique silencieuse. Elle inscrit dans l'espace public non seulement ce que l'on donne, mais ce que l'on rend visible, transmissible, réutilisable.

Car dans les sociétés de flux, ce qui ne laisse pas de trace n'a pas de valeur. Et ce que laisse le Social-Capitalisme n'est pas une empreinte idéologique, mais un sol sur lequel la société peut de nouveau s'organiser, même après le passage des orages.

VI.3 – Soutenabilité éthique : intergénérationnalité, rareté et temps long

« Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants. »

— Proverbe amérindien, repris par Saint-Exupéry

Il n'est pas rare, dans les débats économiques, d'entendre parler de durabilité. Mais il est plus rare qu'on y associe une véritable soutenabilité éthique, c'est-à-dire la capacité d'un système non seulement à durer, mais à rester juste dans sa durée, sans transférer ses contradictions vers les générations suivantes.

Le social-capitalisme, par sa conception même, intègre cette exigence. Il ne promet pas une croissance infinie. Il ne produit pas d'effet boule de neige. Il autorise un ralentissement structurel, sans provoquer d'effondrement. Cela est rendu possible

par trois éléments fondamentaux : une temporalité assumée, une rareté encadrée, et une capacité de transmission non spéculative.

Rythme lent, justice lente

Le choix d'un cycle quinquennal, avec des fonds bloqués, un usage sectoriel plafonné, et une gouvernance participative, ralentit volontairement la dynamique économique. Ce ralentissement n'est pas un frein. Il constitue un garde-fou éthique : il évite que les décisions ne soient prises dans la précipitation, il laisse le temps à l'effet social de se déployer, il garantit que la valeur ne précède pas l'usage.

Ce rythme long protège les générations futures des emballements actuels. Il empêche que des dettes morales ou budgétaires soient transférées vers ceux qui n'ont pas encore voix au chapitre. Il construit, pierre par pierre, une économie de l'héritage concret, où ce qui est transmis n'est pas seulement du capital, mais une capacité d'usage équitable.

La rareté comme stabilisateur

Le CivicO n'est ni surproduit, ni thésaurisé. Il est émis selon les capacités d'absorption réelle du système, et ne peut circuler entre individus. Cette rareté organisée est à la fois un frein à la spéculation, un régulateur de l'usage, et une assurance contre la dérive inflationniste.

Mais plus encore : cette rareté crée un effet de pondération psychologique. Elle pousse à un usage réfléchi, elle valorise l'accès au bien commun, elle redonne du poids aux décisions locales. Elle crée une forme de respect structurel — ce qui est rare n'est pas sacralisé, mais pris au sérieux.

Pour les systèmes économiques libéraux, cette rareté devient un atout de régulation externe. Elle évite les effets de déséquilibre provoqués par les redistributions massives à court terme. Elle stabilise la demande sociale. Elle permet d'ajuster les politiques publiques sans devoir les justifier par la croissance ou le déficit.

Transmission, sans obsolescence ni rente

Dans le social-capitalisme, il n'y a pas de rente d'investisseurs privés : pas d'accumulation privée, pas de capital transférable. Mais il y a transmission de droit d'usage, de patrimoine collectif structuré, d'infrastructures non marchandes. Ce type de transmission, non spéculatif mais reproductible, offre une forme de continuité intergénérationnelle rarement atteinte dans les systèmes mixtes.

Il ne s'agit pas de léguer de l'argent, mais de léguer des possibilités d'accès stables. Pas de capital, mais de l'espace commun réutilisable. Ce mécanisme désamorce une partie des tensions sociales liées à la peur de la dépossession ou à la précarité héréditaire. Et dans une société de plus en plus fragmentée, cela devient un facteur de stabilité à la fois sociale, politique et macroéconomique.

Ainsi, la soutenabilité du social capitalisme ne se mesure pas seulement à son équilibre financier. Elle se vérifie dans la qualité du lien entre ceux qui précèdent et ceux qui viennent, dans la manière dont le système préserve, plutôt que d'épuiser, dans la résilience offerte à tous — y compris à ceux qui ne sont pas encore là.

VI.4 – Une économie à mémoire longue : contre l'obsolescence structurelle

« Ce qui dure, ce n'est pas ce qui résiste, mais ce qui sait évoluer sans trahir. »

— Marguerite Yourcenar

L'obsolescence d'un système ne vient pas toujours de ses défauts. Elle vient souvent de sa rigidité, de son incapacité à intégrer les mouvements du monde sans se fragmenter, de son besoin d'être constamment réformé pour continuer d'exister. La plupart des architectures économiques modernes ont un point commun : elles vieillissent mal. Elles deviennent vite illisibles, inaccessibles, trop complexes pour être ajustées, ou trop fragiles pour être réformées sans les faire imploser.

Le social-capitalisme, à l'inverse, a été conçu non pour résister au changement, mais pour en contenir la logique sans s'y dissoudre. Il ne cherche pas l'immuabilité,

mais la capacité d'adaptation lente, réglée non par la panique ou la réforme brutale, mais par une mémoire structurée du fonctionnement.

Cette mémoire repose sur trois couches principales :

1. L'auto-documentation des flux

Chaque unité, chaque décision d'investissement, chaque usage citoyen laisse une trace structurée dans un registre lisible, permanent, anonymisé mais complet. Ce n'est pas une simple base de données : c'est une histoire économique en mouvement, accessible en temps réel, capable d'éclairer le pilotage comme l'auto-correction. Le système se comprend lui-même au fur et à mesure qu'il agit.

2. L'ajustabilité paramétrique

Le social-capitalisme n'est pas monolithique. Chaque paramètre fondamental (plafond annuel, périmètre des usages, durée de blocage, niveau d'injection) peut être ajusté sans briser la structure. Ce n'est pas une réforme, c'est une reprogrammation progressive, validée par les organes de gouvernance (ANSMS, CCC, Parlement). Cette plasticité évite l'effet "tout ou rien" des modèles classiques : ici, l'ajustement n'est pas un signe de crise, mais une fonction normale.

3. La fin programmée des structures devenues inutiles

Dans le CivicO, tout projet, tout pôle, tout flux peut être désactivé proprement. Il n'y a pas d'artefact obsolète que l'on maintient par inertie budgétaire. Un logement CivicO inutilisé peut être réaffecté, un réseau désuet peut être démantelé, une mission temporaire peut être clôturée. Le social-capitalisme intègre sa propre extinction partielle. Il ne sacralise rien. Il évolue. Et c'est ce qui le protège.

Pour l'économie libérale, cette mémoire longue est un soulagement indirect mais profond. Elle signifie que le social-capitalisme n'engendre pas de dette cachée, pas de passif structurel, pas de dérive cumulative. Il n'y aura pas de "crise CivicO" dans vingt ans parce qu'on aura oublié pourquoi il avait été créé. Chaque évolution est tracée,

chaque modification justifiée, chaque dérive détectée avant qu'elle ne devienne structurelle.

C'est une économie non pas éternelle, mais éternisable. Une économie qui ne dure pas malgré le monde, mais avec lui — en sachant, parfois, s'effacer là où elle n'est plus nécessaire, pour laisser place à d'autres formes de lien.

BLOC VII. Apports systémiques au modèle économique libéral

Effets indirects positifs du système CivicO sur la stabilité, la lisibilité et la soutenabilité de l'économie de marché

VII.1 – Alléger la pression sociale sans désengagement de l'État

Réduction de la charge redistributive directe par l'impôt.

Prise en charge des fonctions sociales structurelles hors budget général.

Effet de soulagement sans abandon.

VII.2 – Un amortisseur politique et macroéconomique en temps de transition

Maintien de la stabilité sociale même en période d'alternance.

Moins d'incertitude politique pour les investisseurs.

Effet pare-feu contre les paniques électorales ou les réformes brutales.

VII.3 – Régulation douce des secteurs de tension : logement, santé, énergie

Effets de stabilisation indirecte des prix.

Réduction des bulles spéculatives via circuit CivicO.

Compétition qualitative dans les secteurs à utilité publique.

VII.4 – Attractivité accrue pour les capitaux patients et les investissements d'impact

Réputation de stabilité systémique.

Société plus lisible, moins risquée.

Réduction des coûts structurels d'insécurité sociale.

VII.1 – Alléger la pression sociale sans désengagement de l'État

« Une économie stable n'est pas celle qui prend en charge tout, mais celle qui permet à chacun de tenir sans s'effondrer. »

Le débat sur le rôle de l'État dans les économies libérales est souvent binaire : trop d'intervention produit une asphyxie budgétaire ; trop de retrait engendre une déstructuration sociale. Entre ces deux pôles, le système social-capitalisme introduit une tierce voie fonctionnelle : prendre en charge une partie des fonctions sociales fondamentales, non pas par dépense publique directe, mais par contribution volontaire affectée et redistribution ciblée.

Ce mécanisme offre un double avantage au système libéral :

1. Il **soulage l'appareil étatique** d'une part croissante de ses charges sociales structurelles — logements sociaux, soutien à la précarité, culture publique, complémentarité santé — sans pour autant externaliser vers le privé à but lucratif.
2. Il **réduit la pression fiscale nécessaire** pour maintenir un niveau de services publics cohérent, tout en assurant la permanence de ces services via un circuit contributif parallèle, stabilisé.

Dans un modèle social-capitaliste fonctionnel, une part significative des besoins sociaux est prise en charge par un capital bloqué à usage redistributif, sans peser sur le budget de l'État. Cela signifie moins de déficit conjoncturel, moins de recours à l'endettement, moins de tension sur les prélèvements obligatoires classiques.

Ce soulagement ne se fait pas au prix d'un désengagement politique. L'État reste garant de l'éthique, de l'architecture et de la supervision du système social-capitaliste. Il délègue la mise en œuvre, mais ne délègue pas la responsabilité. Ce n'est pas une privatisation douce : c'est une contribution encadrée, réinjectée dans des secteurs d'intérêt général à gouvernance publique ou mixte.

Pour les acteurs libéraux — entrepreneurs, investisseurs, décideurs politiques — ce modèle permet de soutenir une société stable sans alourdir la fiscalité,

ni affronter la défiance populaire liée aux coupes sociales. Il offre une réponse efficiente, non punitive, et ciblée, au défi permanent de concilier croissance, justice sociale et responsabilité budgétaire.

En somme, le social-capitalisme ne vient pas concurrencer le cadre libéral : il lui offre un espace respiratoire, une zone de stabilisation fonctionnelle, à partir de laquelle il est possible de continuer à développer une économie de marché sans fracture sociale chronique, ni explosion fiscale.

VII.2 – Un amortisseur politique et macroéconomique en temps de transition

« La stabilité n'est pas l'absence de changement, mais la continuité de ce qui compte, même quand tout change. »

Dans les économies libérales avancées, l'un des risques systémiques les plus difficilement maîtrisables est l'aléa politique : l'imprévisibilité des politiques publiques liées aux alternances démocratiques. Réformes fiscales inversées, filets sociaux modifiés, trajectoires budgétaires instables — autant de signaux qui perturbent les anticipations des acteurs économiques, et fragilisent la confiance des marchés à moyen terme.

Le social capitalisme, par sa nature extra-budgétaire, non soumise aux calendriers électoraux, introduit une inertie stabilisatrice au cœur du système redistributif. Il ne remplace pas les politiques sociales classiques, mais il permet de les ancrer dans une logique non-réversible à court terme. Son cycle de cinq ans, ses mécanismes de distribution plafonnée, et sa gouvernance multi-niveaux assurent la continuité de service social, indépendamment des majorités politiques en place.

Ce fonctionnement en circuit parallèle dédramatise les transitions politiques : quel que soit le changement de gouvernement, le social-capitalisme continue de redistribuer selon des règles prévisibles, lisibles, non instrumentalisables à des fins

partisanes. Pour les investisseurs étrangers, cela signifie moins de volatilité fiscale et sociale. Pour les entreprises locales, cela permet une planification plus sûre des charges et des perspectives sociales à intégrer dans leurs trajectoires de croissance.

Cette fonction d'amortisseur dépasse la seule économie : elle apaise les tensions institutionnelles, en offrant à la population une base de services stables non menacée par chaque bascule électorale. Elle réduit l'espace de conflictualité politique autour du social, en le stabilisant dans un cadre indépendant de l'idéologie du moment. Cela permet un retour à la conflictualité productive, sur les visions de société et non sur les filets de survie.

Dans un monde où l'incertitude politique devient un facteur d'instabilité économique majeur, le social-capitalisme agit comme une colonne vertébrale basse mais solide, une forme de régulation silencieuse qui préserve le cadre démocratique tout en rassurant les flux économiques.

Il ne neutralise pas la politique. Il l'encadre sans la paralyser, en la privant de son pouvoir de destruction à court terme sur les structures de solidarité.

VII.3 – Régulation douce des secteurs de tension : logement, santé, énergie

« Les équilibres durables ne s'imposent pas. Ils s'installent lentement, à force d'être habités. »

Certains secteurs de l'économie libérale sont structurellement instables, car ils conjuguent rareté matérielle, pression sociale et fort potentiel spéculatif. Le logement, la santé et l'énergie figurent parmi ces zones de tension permanente, où la liberté de marché entre en conflit avec l'intérêt collectif fondamental. Les régulations classiques — plafonnements, subventions, nationalisations — produisent souvent des effets de bord ou une inefficacité chronique.

Le système social-capitaliste propose ici une forme de régulation indirecte, que l'on pourrait qualifier de régulation douce. En créant un circuit d'accès parallèle à ces biens

essentiels, non soumis aux logiques de marché, il désature symboliquement et fonctionnellement les zones de tension.

Prenons l'exemple du logement : les logements ne sont pas gratuits, mais leur prix est plafonné, leur financement anticipé, et leur usage réservé à certains profils (revenus modestes, familles mono-parentales, etc.). Ce parc structuré en dehors du marché libre agit comme un filet de stabilisation des loyers, en réduisant la demande spéculative dans les zones tendues, et en donnant un point de comparaison au secteur privé.

Idem pour la santé : les services de soins ambulatoires ou de prévention, en étant accessibles sans devise nationale, soulagent les systèmes de santé publics et privés, tout en fixant une norme de base qualitative, non soumise à la logique assurantielle. L'énergie suit la même logique : un accès de base garanti (chauffage, eau, électricité verte), dans un cadre contractuel sécurisé.

Dans tous ces cas, l'effet du social-capitalisme n'est pas de remplacer le marché, mais de le recalibrer en douceur : en réduisant la pression sur l'offre, en fixant des standards, en empêchant les logiques de rente pure. C'est une concurrence qualitative, non tarifaire.

Pour les acteurs libéraux, cette présence stabilisatrice est précieuse. Elle permet de planifier sans crainte de rupture brutale, d'investir dans des secteurs stabilisés sans risque de rejet social massif, de maintenir une activité saine sans devoir compenser en permanence des déséquilibres systémiques.

En d'autres termes, le social-capitalisme ne régule pas par la contrainte, mais par l'existence d'un autre rythme, d'une autre référence, qui calme les pics, absorbe les à-coups, et rappelle que certains services doivent rester accessibles pour que tout le reste tienne.

VII.4 – Attractivité accrue pour les capitaux patients et les investissements d'impact

« Ce n'est pas là où l'on promet le plus que l'on investit durablement, mais là où l'on peut prévoir sans trembler. »

Dans un monde financier dominé par la vitesse, la spéculation et la recherche de rendement rapide, les capitaux patients apparaissent comme une exception stratégique : ils investissent pour durer, pour stabiliser, pour transformer en profondeur. Mais pour qu'ils s'engagent, il leur faut des garanties non pas de rendement, mais de continuité, de lisibilité, et de résilience.

Le social-capitalisme, sans jamais entrer sur les marchés, contribue à cette attractivité. En structurant une partie de l'économie autour d'un cycle lent, régulé, traçable, et affecté à des usages d'utilité sociale, il crée une base de stabilité systémique qui rassure les investisseurs à impact.

Trois effets majeurs peuvent être identifiés :

1. Réduction des risques sociaux structurels

Les sociétés présentent une moindre instabilité sociale latente : les filets de sécurité sont assurés, les conflits liés aux inégalités d'accès sont réduits, les zones de tension politique sont mieux contenues. Cela signifie moins de besoins en sécurisation, moins d'imprévus sociétaux, donc moins de coûts pour les entreprises et les États.

2. Lisibilité accrue de l'action publique

Le social-capitalisme est un système à trajectoire visible : cycles prévus, budgets transparents, usage plafonné, effets anticipables. Ce type de modèle est un marqueur de maturité institutionnelle, très recherché par les fonds long-terme, qui fuient l'arbitraire fiscal ou les politiques sociales erratiques.

3. Émergence d'un profil économique différenciant

Un pays disposant d'un système économique social-capitaliste actif n'apparaît pas comme un État providence obèse, ni comme un territoire en dérive sociale : il se présente comme une économie contributive hybride, innovante, sobre, équilibrée. C'est un profil attractif pour les agences de notation, les bailleurs multilatéraux, et les fonds souverains à visée transformationnelle.

En somme, le social-capitalisme n'attire pas les flux spéculatifs. Il sécurise les flux durables. Il ne provoque pas un choc d'investissement, mais un effet de terrain solide. Il n'est pas un bonus éthique, mais une assurance structurelle, qui permet aux capitaux de s'ancrer là où la société elle-même devient prévisible — non pas rigide, mais cohérente dans sa manière de durer.

BLOC VIII. Pour un art de gouverner les solidarités

Manifeste intellectuel, appel à responsabilité et à transmission lente des structures justes

VIII.1 – Ce que nous avons appris en construisant un système

Créer un système n'est pas modéliser un idéal, mais composer une réponse concrète à l'instabilité du réel.

CivicO comme tentative de rendre possible une économie de la justesse, pas de la perfection.

La rigueur comme soin, la complexité comme respect du monde.

VIII.2 – Gouverner autrement : de la norme à l'attention

Changer la manière de gouverner : non plus réguler par le haut, mais accompagner par le centre.

Soutenir au lieu de diriger. Écouter sans céder.

L'art de gouverner comme capacité à maintenir des équilibres invisibles, non à imposer des solutions.

VIII.3 – Le Social-Capitalisme comme promesse sans dogme

Le social-capitalisme n'est pas un dogme. C'est un socle mobile. Une architecture d'intention, modifiable, mais intraitable sur ses finalités. Réconcilier justice et structure, sans tomber dans la doctrine.

VIII.4 – Un appel à celles et ceux qui gouverneront demain

Ce texte est une transmission.

Il appartient désormais à celles et ceux qui décideront du monde qui vient : chercheurs, élus, entrepreneurs, citoyens.

Non pas pour l'appliquer, mais pour en comprendre l'élan.

Et peut-être, à leur tour, le réinventer autrement.

VIII.1 – Ce que nous avons appris en construisant un système

« L'expérience ne consiste pas à multiplier les erreurs, mais à avoir traversé quelque chose qui tienne. »

Écrire une thèse, ce n'est pas démontrer une idée. C'est construire une hypothèse d'équilibre, bloc par bloc, lien après lien, comme on poserait les fondations d'un édifice que l'on n'habitera peut-être pas soi-même. Le Social-Capitalisme, à travers le système CivicO, n'est pas une utopie. C'est une structure modélisée pour répondre à une instabilité réelle, vécue, mesurable.

Ce que nous avons appris dans cette construction, c'est que l'économie ne peut plus être pensée comme une série de flux à optimiser, mais comme un espace de relations à stabiliser. Que les chiffres ne suffisent pas sans la mémoire. Que les modèles échouent quand ils oublient les durées humaines, les usages silencieux, les transmissions lentes.

Nous avons appris qu'un système juste n'est pas celui qui redistribue le plus, mais celui qui organise les conditions d'un accès équitable au possible, sans domination,

sans abandon. Qu'il faut des règles, mais aussi des respirations. De la rigueur, mais aussi une forme d'élégance structurelle, celle qui ne sacrifie pas le réel à l'algorithme.

Nous avons compris que ce n'est pas l'audace qui manque à notre époque, mais la cohérence. Que ce n'est pas la technique qui fait défaut, mais le courage d'articuler ce que l'on sait déjà. Et que la complexité n'est pas un luxe, mais un hommage rendu à la réalité.

Le social-capitalisme n'est pas une invention. C'est une révélation lente de ce qui existe déjà dans les marges : des logiques contributives, des solidarités informelles, des structures de soutien non marchandes. Il ne fait que leur donner une forme, un cadre, une capacité à durer sans s'épuiser.

Et si cette construction est restée fidèle à quelque chose, ce n'est pas à une idéologie. C'est à une exigence de justesse : être à la hauteur du réel, sans le fuir. Proposer un outil, pas un rêve. Offrir un cadre à celles et ceux qui cherchent, partout, à construire sans détruire.

VIII.2 – Gouverner autrement : de la norme à l'attention

« Il faut parfois changer non les lois, mais la manière de les habiter. »

Gouverner, dans les systèmes modernes, s'est trop souvent confondu avec réglementer, imposer, corriger, réformer. On a cru qu'il suffisait de définir des normes, de les faire respecter, puis de les ajuster lorsque le monde ne les suivait plus. Mais ce type de gouvernance mécanique s'épuise. Il engendre des structures opaques, des décisions sourdes, et une technocratie sans respiration.

Ce que le modèle social-capitaliste nous invite à repenser, c'est la nature même de la fonction gouvernante. Non plus comme pouvoir vertical, ni comme ingénierie

optimisatrice, mais comme forme d'attention articulée. Une manière de veiller, de tenir, d'équilibrer — sans dominer.

Dans une économie régulée par la logique contributive, gouverner signifie protéger l'architecture sans en devenir le centre. Cela signifie rendre possible les échanges utiles, sans tout programmer. Cela signifie écouter ce qui dysfonctionne sans chercher à tout corriger de l'extérieur, mais en redonnant de la capacité d'action à ceux qui portent les solutions.

C'est une gouvernance ni fusionnelle ni démissionnaire. Elle n'écrase pas les initiatives. Elle ne fuit pas ses responsabilités. Elle tient l'équilibre. Et cet équilibre ne repose pas sur la performance, mais sur la qualité du lien entre les structures, les acteurs et le temps.

Passer de la norme à l'attention, c'est accepter que le pouvoir ne produit pas la justice — mais qu'il peut l'abriter, s'il accepte de se désenfler. C'est comprendre que la durabilité vient de l'ajustement, pas de la force. Que gouverner, c'est savoir quand ne pas intervenir, et quand stabiliser sans contraindre.

Le social-capitalisme n'est pas un système anti-gouvernemental. C'est un appel à une autre manière de gouverner, où l'État, loin de se retirer ou de tout absorber, devient l'organisateur patient d'une cohabitation des énergies, un gardien des conditions du possible.

Et peut-être est-ce là, aujourd'hui, l'acte politique le plus nécessaire : créer des systèmes qui ne nous sauvent pas, mais qui nous permettent de nous tenir ensemble, sans nous user.

VIII.3 – Le Social-Capitalisme comme promesse sans dogme

« Il ne s'agit pas de convaincre. Il s'agit d'ouvrir un passage. »

Le social-capitalisme, tel qu'il a été modélisé dans cette thèse, n'est pas une idéologie. Ce n'est pas un nouveau système de croyance, ni une utopie convertie en schéma technique. C'est une promesse structurelle, une possibilité formalisée dans un monde qui manque moins de solutions que d'architectures capables de les faire tenir.

Il ne prétend pas tout résoudre. Il ne s'oppose pas mécaniquement aux autres modèles. Il ne cherche pas à remplacer, mais à compléter avec justesse. À corriger sans dominer. À introduire dans la trame économique contemporaine un principe de stabilisation douce, de redistribution éthique, et de continuité sociale non spéculative.

Le social-capitalisme ne dicte pas une ligne politique. Il dessine un cadre de faisabilité. Un espace dans lequel des politiques diverses peuvent s'inscrire, à condition de respecter certaines fondations non négociables : la traçabilité, la non-convertibilité, l'adossement réel, la gouvernance pluraliste.

Il ne sacralise pas ses propres outils. Il autorise l'ajustement, la mutation, l'extinction de ce qui ne fonctionne plus. Il n'a pas de temple, ni de doctrine. Seulement des lignes de force à préserver pour que ce qui s'installe ne dérive pas.

Et c'est peut-être cela sa plus grande force : ne pas chercher à imposer sa vérité, mais proposer une manière de rendre la justice praticable, la redistribution crédible, et la stabilité sociale visible, dans des systèmes qui sont souvent trop grands pour se souvenir de leurs fondements.

Cette absence de dogme est une invitation. Elle dit à chaque territoire, à chaque peuple, à chaque institution : faites-en ce que vous pouvez, mais ne trahissez pas le socle. Adaptez, modulez, transformez. Mais gardez cette idée vive : une économie ne vaut que si elle permet à chacun de tenir — dignement, durablement, humainement.

VIII.4 – Un appel à celles et ceux qui gouverneront demain

« L'héritage ne vaut que si l'on sait à qui on le confie. »

Ce texte n'est pas une fin. Ce n'est pas un aboutissement. C'est une proposition confiée à celles et ceux qui auront la responsabilité, demain, de tenir ensemble ce qui menace de se délier.

À celles et ceux qui gouverneront — élus, institutions, citoyens impliqués, chercheurs, entrepreneurs — ce système ne donne pas une solution clef en main. Il ne promet pas le salut. Il propose un cadre. Une manière de penser. Un instrument d'articulation entre les aspirations sociales et les structures économiques. Un équilibre que l'on ne peut maintenir que par l'exigence constante de sa justification éthique.

Il ne s'agit pas ici d'adopter un modèle, mais de reprendre la question du commun dans des termes opérationnels. D'oser construire des architectures économiques où la justice ne soit plus une variable d'ajustement, mais une condition préalable. De réconcilier, peut-être, la promesse démocratique avec les mécanismes de la valeur.

Ce qui a été conçu ici est perfectible. C'est un système ouvert. Il demande à être critiqué, ajusté, mis à l'épreuve. Mais il a été pensé avec sérieux, avec lenteur, avec responsabilité. Il a été construit pour tenir, pas pour séduire. Pour durer, pas pour triompher. Pour soutenir, pas pour dominer.

C'est maintenant à d'autres de l'interroger, de l'habiter, de le transmettre. Non pas comme un dogme. Mais comme une mémoire active de ce qui pourrait être fait, si l'on accepte de ne plus gouverner contre, mais à partir.

BLOC IX. Mécanique de circulation du CivicO : La monnaie de la valeur créée

“Le CivicO n’est pas une monnaie. C’est une mémoire. Une mémoire de l’effort, du lien, du vivant.”

IX.1 – Comment fonctionne le CivicO ? De la création à l’usage

Présentation du mécanisme monétaire CivicO : conditions d’émission, adossement à des flux réels, traçabilité, destruction après usage, et régulation par l’ANSMS.

IX.2 – Simulation de lancement et infrastructure minimale

Modélisation d’un scénario de démarrage : nombre de logements, commerces, services, et flux nécessaires pour garantir la viabilité du système CivicO dès ses premiers mois.

IX.3 – Le problème de la pomme : fondement du mécanisme

Étude d’un produit périssable, durable et service social pour illustrer la chaîne de valeur CivicO : production, répartition, vente, création monétaire, pertes, et redistribution contributive.

IX.3 – Circuits économiques et espaces CivicO

Cartographie des flux entre marché libre et espaces CivicO : répartition des produits, dualité euro/CivicO, régulation des marges, et équilibre systémique.

IX.4 – Le social-capitalisme : réancrer l’humain dans l’économie sociale

Valorisation du travail, réaffectation des marges, souveraineté contributive, et dépassement des impasses du capitalisme et du socialisme.

IX.1 – Comment fonctionne le CivicO ? De la création à l’usage

Le CivicO se distingue fondamentalement des monnaies basées sur la dette ou sur des promesses. Il s’agit d’une monnaie de reconnaissance, émise exclusivement à partir d’une valeur réelle, déjà produite et validée au sein de la société. Sa création ne dépend ni de la rareté, ni de la spéculation, ni d’une autorité centrale ; elle reflète directement l’action productive accomplie.

La régulation, l’émission et la destruction de cette monnaie relèvent d’un établissement bancaire dédié, qui gère également les autres devises en coordination avec l’ANSMS. Ce dispositif gère également les autres devises en circulation, assurant une interopérabilité fluide entre l’euro fiat, l’euro numérique et le CivicO.

Chaque citoyen et chaque entreprise participant à l’écosystème CivicO dispose d’un compte dédié, accessible via une application mobile ou le site sécurisé CivicO. Ce compte fonctionne sur le modèle d’une carte écochèque, avec des plafonds et une traçabilité complète des échanges pour permettre d’identifier les produits le plus couramment achetés et en améliorer la production.

Les transferts de CivicO entre particuliers sont interdits afin de prévenir les échanges illicites et la circulation de biens hors du circuit officiel. Seules les enseignes agréées sont habilitées à recevoir des CivicO.

La particularité est qu'il n'y pas de TVA sur les produits achetés en CivicO. Cela réduira déjà, selon le pays, la somme à déboursier. Cependant, les produits achetés en euros devront, contrairement au CivicO, être soumis à la TVA. Ceci nécessitera un accord entre l'état et le comité de gestion CivicO. Cette TVA permettra de combler l'avantage fiscal accordé sur l'impôt sur la société réclamé aux entreprises lors du remboursement du prêt après les cinq années qui ont permis de développer l'écosystème. Ce système, au lieu de punir les entreprises permet de les soulager d'une partie de leur impôt.

Dans l'organisation CivicO, l'allocation des recettes en euro, qu'elles soient traditionnelles ou numériques, s'oriente en priorité vers la rémunération des employés du système. Les artisans qui proposent leurs créations au sein des espaces CivicO, pensés comme de véritables commerces de proximité, disposent de la liberté de choisir leur mode de paiement : euro ou CivicO, en fixant eux-mêmes le ratio qui correspond à leurs contraintes ou aspirations du moment. Les artisans seront invités à venir récupérer les invendus de leur production ou peuvent accepter qu'ils soient redirigés vers des ONG sans contrepartie financière.

Les loyers, principalement acquittés en euros, constituent une ressource essentielle pour assurer le versement des salaires ainsi que l'approvisionnement en matières premières, piliers du fonctionnement d'une économie social-capitaliste. Ce mécanisme garantit la stabilité et la pérennité des activités collectives.

Au terme de chaque exercice annuel, une analyse précise du volume de biens périssables invendus permet d'évaluer la quantité de CivicO encore en circulation. Ce bilan guide les ajustements nécessaires : le montant des CivicO à émettre pour l'année suivante sera révisé, afin d'assurer une adaptation constante à la réalité économique et d'éviter toute dérive inflationniste ou pénurie au sein du réseau.

Dans le système social-capitaliste, trois monnaies coexisteront :

L'euro fiat, l'euro numérique (quand celui-ci sera accessible aux citoyens) et le CivicO.

IX.2 – Simulation de lancement et infrastructure minimale

Le social-capitalisme ne s’instaure pas de manière autoritaire, mais s’implante progressivement grâce à la constitution de cellules locales, à la mise en place de partenariats stratégiques et à une redistribution ciblée des ressources fiscales. Le principe de départ repose sur l’idée qu’une part relativement modeste de l’impôt sur les sociétés (IS) suffit à amorcer la dynamique du système. L’estimation des ressources disponibles met en lumière le potentiel de cette approche : en France¹³, les recettes nettes issues de l’IS s’élevaient à 57 milliards d’euros en 2024, ce qui représente 18 % des recettes fiscales nettes de l’État. En Belgique¹⁴, le taux d’IS s’établit à 25 %, avec un taux réduit de 20 % appliqué aux PME pour la première tranche de 100 000 €, et les recettes totales sont évaluées entre 15 et 20 milliards d’euros selon les projections consolidées. Une affectation ciblée de 3 à 5 % de ces recettes permettrait ainsi de mobiliser, en France, un montant compris entre 6,8 et 11,4 milliards d’euros.

Pour élaborer ce projet, nous retiendrons l’hypothèse de travailler sur la base d’un montant moyen de 9 milliards d’euros en France.

Selon l’étude Éclairages n°33 publiée par la Banque des Territoires en janvier 2025¹⁵, le prix de revient moyen d’un logement social, intégrant le coût du foncier, de la construction et des charges, s’établit entre 160 000 et 200 000 euros par unité, en fonction de la zone géographique considérée (A bis, B1, B2, C). En zone B1, correspondant généralement aux villes de taille moyenne, le coût moyen par logement est d’environ 170 000 euros. Ainsi, pour la réalisation d’un immeuble comprenant 100

¹³ [Blog IPP \(2024\), L’impôt sur les sociétés fait-il recette ?](#)

¹⁴ [SAJEA \(2024\), Le guide complet sur l’impôt des sociétés en Belgique](#)

¹⁵ [Le prix de revient des logements sociaux face aux tensions inflationnistes - Eclairages n° 33 | L'Union sociale pour l'habitat](#)

logements sociaux, le coût de la construction s'élèverait à près de 17 millions d'euros, hors acquisition du terrain.

Le coût d'un terrain¹⁶ pour un immeuble de 100 logements est estimé pour :

- Zone urbaine dense (Île-de-France, grandes métropoles) : 2,5 à 4 millions €
- Zone périurbaine (villes moyennes, B1/B2) : 1,5 à 2,5 millions €
- Zone rurale ou détendue (zone C) : 800 000 à 1,5 million €

Partons sur une moyenne de 20 millions d'euros pour un immeuble de 100 appartements.

Nous pouvons également estimer le coût de fonctionnement initial de l'ANSMS et du CICI. Chaque Cellule d'Infrastructure Civique Intelligente (CIC) agit en tant qu'agence territoriale, assurant la coordination des flux CivicO, des partenariats locaux, des modules contributifs ainsi que des espaces CivicO. L'effectif de chaque cellule se compose de huit à douze agents, spécialisés dans la gestion, la coordination, l'audit et la communication, pour un coût moyen par agent de 50 000 euros brut par an. Ainsi, le total des dépenses de personnel s'élève à environ 600 000 euros. À cette somme s'ajoutent les coûts relatifs aux locaux, aux équipements et aux logiciels, estimés à 150 000 euros, ainsi que les frais de fonctionnement couvrant les déplacements, les formations et les audits, qui représentent près de 100 000 euros. Le coût total de fonctionnement annuel par CIC se situe donc entre 850 000 euros et 1 million d'euros. Pour un dispositif expérimental reposant sur dix cellules pilotes, le budget annuel global se situerait entre 8,5 et 10 millions d'euros.

Concernant l'Agence Nationale de la Monnaie Sociale (ANSMS), qui assure les missions d'émission, de traçabilité, de recalibrage et d'élaboration doctrinale du CivicO, l'effectif requis est estimé entre vingt-cinq et quarante agents (économistes, juristes, ingénieurs, administrateurs), pour un coût moyen par agent de 60 000 euros brut par an. Le coût total de personnel varie ainsi entre 2 et 2,4 millions d'euros. À cela

¹⁶ [Observatoire des territoires, Prix moyen au m² des terrains à bâtir IPF-immo \(2025\), Prix d'un terrain constructible : facteurs et estimations 2024](#)

s'ajoute le coût de l'infrastructure numérique, comprenant l'application, le site internet et le registre sécurisé, évalué à environ 1,5 million d'euros, ainsi que les frais liés à la gouvernance, aux audits, aux publications et aux partenariats, estimés à 1 million d'euros. Le coût annuel total de l'ANSMS se situe ainsi entre 4,5 et 5 millions d'euros.

En arrondissant à 20 millions d'euros par an le coût de fonctionnement de ces deux structures, il demeure, sur un budget initial de 9 milliards d'euros, un solde disponible de 8,98 milliards d'euros. Sur la base de dix immeubles de cent logements, représentant un investissement de 200 millions d'euros, on peut extrapoler qu'avec un budget de 8 milliards d'euros, il serait possible de financer la construction de 400 immeubles de 100 appartements, soit 40 000 logements.

Ces logements pourraient accueillir entre deux et quatre personnes chacun ; en retenant une moyenne de trois personnes par logement, cela correspondrait annuellement à l'hébergement de 120 000 individus. Ce chiffre équivaut à la population de la ville de Metz, située dans le département de la Moselle (région Grand Est), qui, selon les données de l'INSEE en vigueur en janvier 2024, compte 121 695 habitants¹⁷.

En 2024, le budget annuel alloué à la construction de logements sociaux en France s'élève à une fourchette comprise entre 17 et 20 milliards d'euros, résultant de la combinaison des financements publics, des fonds propres des organismes bailleurs et des prêts réglementés. Sur la base de ce dispositif à échéance déterminée, il est possible d'accroître la capacité de logement de 40 à 60 %.

Données essentielles :

Nombre de logements financés en 2024 : 98 682 unités

Coût moyen par logement social : entre 160 000 € et 200 000 €, selon la zone géographique

¹⁷ [Villes à vivre \(2024\), Liste des communes de France les plus peuplées. Source Insee](#)

Cette estimation correspond à un budget global compris entre :

$98\,682 \times 160\,000 = 15,8$ milliards d'euros et $98\,682 \times 200\,000 = 19,7$ milliards d'euros

Principales sources de financement :

- Prêts réglementés (PLAI, PLUS, PLS)
- Subventions publiques (FNAP, ANRU)
- Fonds propres des bailleurs sociaux
- Aides locales et régionales

La Banque des Territoires met en lumière la nécessité, pour les organismes bailleurs, de procéder à des arbitrages entre la construction neuve et la réhabilitation, afin de préserver l'équilibre financier du secteur. Par ailleurs, le gouvernement envisage de mobiliser une enveloppe supplémentaire de 72 millions d'euros via le FNAP en 2025, dans l'optique de renforcer la production de logements très sociaux.

Dans la perspective de la réalisation d'un immeuble de 100 logements, il est pertinent de retenir une surface moyenne de 65 m^2 par unité, soit un total de $6\,500\text{ m}^2$ construits par immeuble.

Le loyer moyen d'un logement social d'une superficie de 65 m^2 s'établit à environ 400 euros mensuels. D'après les données les plus récentes du marché locatif, le loyer moyen au mètre carré pour un appartement de type T3 varie entre 12,5 € et 14 € selon la source et la localisation géographique, ce qui correspond à un montant de 861 € par mois pour une surface de 65 m^2 . Dans le cadre de cette étude, il est retenu un loyer moyen de référence fixé à 500 euros par mois.

En considérant un parc de 40 000 logements, la projection des recettes locatives s'élève à 20 000 000 euros par mois, soit 240 000 000 euros par an. Ce flux financier permettrait de soutenir le développement de 24 entreprises bénéficiant chacune d'un investissement de 10 millions d'euros, ou bien de 240 entreprises avec un apport de 1 million d'euros chacune.

Il convient également de rappeler que 980 millions d'euros restent disponibles et n'ont pas encore été mobilisés pour la construction de logements. Ils sont initialement destinés à développer l'entreprise nationale de construction qui permettra, avec d'autres acteurs de la construction de bâtir ce patrimoine.

Cette réserve financière représente un potentiel considérable pour la croissance du patrimoine collectif. En consacrant les dix premières années à la consolidation de ce patrimoine, avant la mise en service du dispositif CivicO et le démarrage de la redistribution des richesses aux citoyens, il serait possible de bâtir une assise économique solide. Naturellement, ce patrimoine devrait évoluer dans le cadre du marché libre ; cependant, une fois que sa solidité sera assurée et que CivicO entrera en fonctionnement, il pourra pleinement remplir la mission pour laquelle il a été conçu.

Après le cycle de cinq années de recettes, le total atteint 9 milliards d'euros. Cette somme évolue selon une hypothèse de croissance annuelle estimée à 2 %.

Ainsi, le montant s'établit à 9,18 milliards d'euros en 2025, puis à 9,363 milliards d'euros en 2026, 9,551 milliards d'euros en 2027, 9,742 milliards d'euros en 2028 et atteint 9,937 milliards d'euros en 2029. En 2030, les prévisions indiquent une rentrée de 10,136 milliards d'euros, tandis que 9 milliards d'euros devraient être remboursés aux entreprises, générant ainsi un différentiel positif de 1,136 milliard d'euros.

La croissance évoquée dans cette étude repose principalement sur le mécanisme du prêt quinquennal. Toutefois, il convient d'envisager l'intégration, même partielle, des recettes issues des droits de succession, qui pourraient significativement renforcer le potentiel financier du dispositif.

Selon les données officielles publiées par la Cour des comptes en septembre 2024¹⁸, les recettes générées par les droits de succession en France se sont élevées à environ 16,6 milliards d'euros en 2023. Cette dynamique s'est poursuivie en 2024, avec une

¹⁸ [Cour des comptes \(2024\), Communication sur les droits de succession](#)

estimation légèrement supérieure, avoisinant les 17 milliards d'euros. Il est important de souligner que ce montant englobe également les droits de mutation à titre gratuit (DMTG), lesquels regroupent à la fois les successions et les donations.

La France occupe une position de leader au sein des pays de l'OCDE en ce qui concerne le poids des DMTG dans le produit intérieur brut, avec un ratio de 0,7 %. Cette tendance est notamment soutenue par la progression des valeurs immobilières, la concentration du patrimoine (les 10 % des ménages les plus aisés détenant près de 50 % du patrimoine national), ainsi que par l'existence de dispositifs dérogatoires tels que le pacte Dutreil ou les exonérations sur l'assurance-vie.

La proposition de la NUPES¹⁹ visant à plafonner les héritages à 12 millions d'euros par individu — au-delà desquels la transmission serait intégralement taxée — repose sur une intuition légitime : celle de limiter la concentration patrimoniale extrême. Mais sa mise en œuvre, dans sa forme actuelle, soulève une série de paradoxes économiques, politiques et symboliques.

Prenons un cas concret : une entreprise familiale valorisée à 100 millions d'euros, transmise à un héritier unique. Sous le régime proposé, 88 % de cette entreprise seraient confisqués par l'État, ne laissant à l'héritier que 12 millions. Or, l'État ne gère pas cette entreprise, n'en connaît ni les équipes, ni les produits, ni les marchés. Pourtant, il en deviendrait l'actionnaire majoritaire, siégeant de droit au conseil d'administration — sans responsabilité opérationnelle, sans vision stratégique, sans lien affectif ni projet de long terme.

Ce modèle, fondé sur la dépossession, produit un double effet pervers :

- Il décourage la transmission entrepreneuriale, pourtant essentielle à la vitalité économique.
- Il alimente une défiance patrimoniale, où l'État devient un acteur intrusif plutôt qu'un garant du bien commun.

¹⁹ FIDECO (2024), [La fiscalité des successions](#)

L'intégration, même partielle, des recettes issues des droits de succession s'avérerait bien plus avantageuse que de solliciter davantage les citoyens afin d'allouer ces prélèvements à des projets insuffisamment transparents ou à la résolution de difficultés de gestion publique. Par ailleurs, à mesure que le patrimoine généré par le social-capitalisme s'accroît, il contribue à alléger la charge financière de l'État. En effet, la création de logements, d'entreprises et d'emplois engendre de nouvelles sources de revenus pour les finances publiques, sans pour autant priver l'État de ressources, celles-ci lui revenant différemment.

D'un point de vue éthique, les droits de succession sont fréquemment appréhendés par la population comme une forme de taxation inéquitable. Pourtant, il serait légitime d'envisager que ces recettes soient réaffectées au patrimoine collectif, incarnant ainsi un apport moral à la communauté à l'instant du décès. Ce mécanisme constituerait, en quelque sorte, une contribution supplémentaire à la construction et à la prospérité de l'ensemble des citoyens avec lesquels l'individu a évolué et participé au développement national. Il s'agit d'un lien civique qui, bien que porteur de sens pour certains, peut être perçu comme une atteinte ou une contrainte par d'autres.

En outre, il convient d'ajouter à cette analyse la taxe sur les remittances, dont l'instauration a été proposée dans un autre travail de recherche que j'ai précédemment rédigé.

IX.3 – Le problème de la pomme : fondement du mécanisme de circulation du CivicO

Imaginons une pomme. Elle grandit sur un arbre, grâce à la terre, au soleil, au travail de l'agriculteur. Sa nature est périssable, son origine locale, sa présence tangible. Sa valeur est concrète, mais dans les circuits monétaires traditionnels, cette valeur disparaît, absorbée ou ignorée par des mécanismes qui privilégient la spéculation.

Quand la pomme est achetée en euro, elle intègre un système où sa valeur réelle se dissout dans le flux abstrait des échanges monétaires. L'approche CivicO propose une alternative radicale : l'unité monétaire naît de la pomme elle-même, adossée à sa valeur effective, non à une promesse de vente, mais à sa réalité productive.

Pour éviter l'écueil de l'inflation ou de la création de bulles, l'émission du CivicO doit être strictement conditionnée à la validation de la valeur : la monnaie est créée uniquement quand la pomme est récoltée, introduite dans le circuit ou vendue à travers un canal CivicO. Ce mécanisme repose sur :

- Un registre précis de la production CivicO, couvrant agriculteurs, artisans et prestataires de services ;
- Une conversion claire et directe entre la valeur produite et les CivicO émis ;
- Une traçabilité rigoureuse des échanges, pour empêcher toute double comptabilisation.
- Une destruction des CivicO une fois leur valeur consommée par l'achat.

Les biens et services éligibles au CivicO se déclinent selon trois catégories :

1. Biens périssables : fruits, légumes, produits frais. Leur équivalent en CivicO est généré lors de la récolte ou de la vente dans le réseau CivicO.
2. Biens durables : outils, matériaux, objets utiles. Leur conversion en CivicO s'effectue à la fabrication ou lors de leur mise en circulation.
3. Services à impact social : garde d'enfants, accompagnement de personnes âgées, entraide locale. Le CivicO est émis à la réalisation du service, après validation par un organisme CivicO.

IX.3.1 - Exemple 1 : biens périssables

Imaginons dans notre écosystème notre ferme nationale qui allait tomber en faillite et qui a été rachetée par la cellule de gestion. Les employés ayant maintenant la garantie d'un salaire mensuel fixe et ayant cette passion pour l'agriculture qu'ils peuvent conserver et continuer à travailler et alimenter leur passion, leur amour pour la culture. Car leur expérience et savoir-faire pour faire pousser cette pomme vaut bien plus que toutes les pommes que vous pouvez importer.

Notre agriculteur vient de récolter une tonne de pommes. Il contacte la cellule de gestion qui va immédiatement organiser le transport et la répartition dans les magasins CivicO et les divers commerces dans le marché libre en fonction des quotas d'euros nécessaires pour payer notre agriculteur et le fonctionnement de notre ferme.

La répartition de cette production se fera pour notre exemple à 50 % dans un commerce CivicO et 50 % pour un grossiste.

Prix à la tonne : le 14/10/2025²⁰

Producteur vers grossiste : 900 à 1.400 euros.

Grossiste vers commerce de détail : 1.500 à 2.000 euros.

Commerce vers client final : 2.000 à 2.400 euros

Nous allons donc prendre un prix moyen de 1.100 euros la tonne donc 550 euros dans notre exemple pour 500 kg de pommes. Ce bénéfice en euros permettra de verser une partie du salaire, des charges et frais de fonctionnement de la ferme.

Les 500 kg restants partiront dans les différents commerces de détail CivicO et le prix de vente se basera sur le prix de vente moyen soit 1.750 euros la tonne.

²⁰ [RNM – \(Réseau des nouvelles des marchés\), Le prix des produits alimentaires frais](#)

[Agreste – Statistique publique de l'agriculture et de l'alimentation](#)

Nous savons que dans ce commerce, les clients achètent en euros et en CivicO nous allons donc estimer que 50 % des bénéfices seront en euros et 50 % en CivicO.

L'ANSMS et la cellule de gestion va déterminer le prix de vente exact légèrement inférieur

Ce qui est important est que nous n'avons pas le problème rencontré avec le système de gestion de Marx dans socialisme et le communisme comme décrit par Ludwig Von Mises et Friedrich Hayek.

Nous connaissons le prix de production de cette tonne de pommes et nous pouvons en établir un prix de vente qui sera par exemple 10 ou 20 % moins cher que dans les commerces du marché libre.

Toutes les évaluations de prix seront possibles car à la traçabilité du CivicO qui permettra d'établir des schémas et projections étant donné les informations obtenues et centralisés.

$1.750 \text{ €} / 2 = 875 \text{ €}$ pour 500 kg. Soit déjà 225 euros de marge supplémentaire que dans le circuit classique. Nous allons donc déterminer le prix de vente exact. De nos statistiques et nos projections nous savons que la probabilité de vendre 50 % de ces pommes en euros est de 80 %. Nous savons donc que nous obtiendrons entre 400 et 450 € et inversement en CivicO. En prenant en compte notre taux de perte moyen de par exemple 10 % et donc l'envoi de ces produits qui arrivent à la date limite de consommation redirigés vers des ONG sur le territoire national, L'ANSMS recevra l'information qu'il lui faut créer.

Donc si le prix de vente en commerce libre est de $875 \text{ €} / 500 \text{ kg}$.

Nous enlevons entre 10 et 20 % d'avantage il nous reste 800 €

Nous retirons encore notre taux d'invendus de 10 % il nous reste 720 €

De ces 720 € nous savons qu'il y a 80 % de chances que 50 % donc 250 kg soient payés en €.

720 / 2 = 360 euros et 360 CivicO.

Compte tenu de la forte probabilité d'obtenir 50 % du chiffre d'affaires en CivicO, il convient d'opter pour une répartition simple. Si cette probabilité venait à diminuer, la création monétaire en CivicO serait alors ajustée en conséquence. La tolérance de 80 % s'explique par le fait que d'autres produits généreront des recettes supérieures ou inférieures aux montants perçus dans chaque devise, ce qui devrait aboutir à un équilibre naturel au sein du système. Néanmoins, dans l'hypothèse où une quantité excessive de CivicO serait émise, l'ANSMS mettrait en œuvre des mécanismes correctifs, tels que l'ajustement du taux d'acceptation du CivicO pour le paiement des loyers et d'autres biens et services de l'écosystème, afin de restaurer l'équilibre.

Dans ce cas précis, l'ANSMS est en mesure d'émettre 360 CivicO et de les distribuer aux citoyens. Dès lors que ces 360 CivicO ont été utilisés, ils sont détruits par l'ANSMS, leur valeur ayant été consommée.

Il convient de noter que, selon les données d'Agreste, au 1er novembre 2024, la production française de pommes est estimée à 1,7 million de tonnes, soit une augmentation de 7 % sur un an et de 16 % par rapport à la moyenne 2019-2023, principalement en raison d'un fort rebond observé en Provence. En octobre, les prix demeurent élevés, nettement supérieurs à la moyenne des cinq dernières années.

Si après 40 ans, le social-capitalisme représente 5 % de cette production (sans comptabiliser la croissance de production annuelle), 85.000 tonnes seraient produites ce qui représente 42.500 tonnes vendues à 1.100 € soit 46.75 millions d'euros de bénéfices via le marché libre.

Dans l'écosystème CivicO cela représenterait :

42.500 tonnes x 1.750 € = 74.375 millions d'euros

74.375 millions € – 10 à 20 % (15 %) = 63.218.750 millions d'euros

63.218.750 millions € - 10 % perte marchandise = 56.896.875 €

Soit 28.448.437,5 € de bénéfices et 28.448.437,5 CivicO répartis à chaque citoyen puis détruits

Ce résultat aboutirait à un bénéfice brut total de 75 198 437,5 € au sein du patrimoine, duquel il convient de soustraire l'ensemble des frais inhérents. Supposons que 90 % de ce montant, soit 7 519 843,75 €, soient convertis en CivicO et distribués aux citoyens. La réalisation de cette opération pour l'ensemble des produits périssables du patrimoine pourrait constituer une source de rente annuelle significative.

Les 7 519 843,75 € CivicO ainsi générés sont indexés sur des euros réels. Par exemple, ils pourraient servir à l'acquisition de bons du Trésor émis par l'État français, générant ainsi une rente annuelle complémentaire susceptible d'être réinvestie dans le patrimoine, selon un principe de récurrence. Cette masse monétaire en CivicO n'a donc pas vocation à être détruite, sauf en cas de nécessité de mobiliser les euros déposés à la Banque CivicO administrée par l'ANSMS pour financer d'autres projets ou besoins.

Alors que Hayek et Mises soulignent l'absence de mécanismes de formation des prix dans le système socialiste, CivicO instaure des prix, des marges, des projections, des taux de pertes et des flux monétaires bilatéraux. Là où les modèles coloniaux se caractérisaient par une captation unilatérale des richesses, CivicO propose un système fondé sur la redistribution, la traçabilité et le réinvestissement des ressources.

IX.3.2 - Exemple 2 : Biens durables

À titre d'illustration, considérons le cas d'un vélo produit en France. Une société de renom dont les vélos ont fait l'histoire du cyclisme et ont été présents à des compétitions prestigieuses comme le tour de France tombe en faillite.

Au vu de la nature utile du produit et de son histoire ainsi que de l'attachement des français pour cette marque, la cellule de gestion décide de racheter cette entreprise.

Le savoir-faire est préservé, les employés gardent leur emploi et peuvent continuer à développer et fabriquer des vélos.

De manière analogue à l'exemple de la pomme, ce bien est destiné à être commercialisé à plusieurs stades de la chaîne de valeur : du fabricant au grossiste, puis du grossiste au détaillant, et enfin du détaillant au consommateur final.

Partons de l'idée que son cout de production est de 200-250 €

Son prix de vente auprès d'un grossiste est de 300-350 €

Le prix de vente auprès d'un détaillant est de 400-500 €

Le prix de vente public est de 600-800 €

Dans le cadre de la répartition des ventes, il est retenu, à l'instar de la démarche appliquée à la tonne de pommes, d'écouler 50 % de la production mensuelle de vélos sur le marché libre et 50 % au sein des commerces CivicO. La particularité du produit ne requiert pas la constitution d'un stock dans chaque point de vente CivicO ; un modèle d'exposition accompagné d'une livraison sur commande s'avère suffisant. La production mensuelle s'établit à 1 000 vélos, dont 500 sont cédés à un grossiste au prix unitaire de 350 €, générant ainsi un bénéfice de 100 € par unité, soit un total de 50 000 €. Ce bénéfice, cependant, demeure insuffisant pour couvrir l'ensemble des charges et des salaires.

La commercialisation des 500 vélos restants s'effectue dans l'écosystème CivicO, où il peut être opportun de leur attribuer une nouvelle appellation. Le prix public affiché atteint 800 €, mais un tarif réduit de 10 % est appliqué, soit 720 € par vélo. Si la totalité de ces vélos était vendue en euros, le chiffre d'affaires s'élèverait à 360 000 €. Toutefois, la possibilité d'un paiement partiel en CivicO complexifie l'estimation du volume de CivicO à créer.

La cellule de gestion évalue le montant en euros indispensable au règlement des salaires et des frais de production à 80 000 €, dégageant ainsi une marge de 280 000 €. Afin de préserver l'équilibre concurrentiel avec les grossistes et détaillants du marché libre, il n'est pas envisagé de réduire davantage le tarif. Dans une perspective de développement de l'entreprise — recherche et développement, infrastructures, renouvellement des équipements, et recrutement pour alléger la charge de travail —, une marge de 100 000 € est allouée à ces investissements, laissant un solde de 180 000 €.

Pour ce type de produit, l'ANSMS peut fixer un plafond de paiement en CivicO correspondant à la marge résiduelle, soit 360 CivicO par vélo (180 000 € répartis sur 500 unités). Deux scénarios se présentent : dans le premier, en l'absence de surplus de CivicO à retirer de la circulation, un plafond de 360 CivicO par vélo est instauré, ces unités étant émises et distribuées équitablement. Dans le second, si un excédent de CivicO doit être détruit, l'ANSMS n'émet que 160 CivicO par vélo tout en acceptant un paiement de 360 CivicO, récupérant ainsi 200 CivicO par unité pour destruction, afin de maintenir la valeur adossée à l'euro ou à d'autres actifs.

IX.3.3 - Exemple 3 : Services à impact social

Il doit sembler incompréhensible pour certains que nous détruisions des CivicO. Pour mieux comprendre la mécanique de la monnaie, il est nécessaire de lire mon travail sur les Remittances ou tout est très clairement expliqué.

L'exemple 3 est également une des raisons pour lesquelles il va falloir réguler la quantité de CivicO en circulation.

Certains CivicO n'étant adossés à aucune valeur vont être générés. Dans cet exemple nous développerons quel type de service peut être créé et proposé aux citoyens.

Prenons ce que je qualifie : La marche du lien, quand les aînés portent les enfants et la société

Dans une logique de croissance, le système social-capitaliste accroît ses ressources et sa capacité productive. Imaginons un mécanisme concret : pour simplifier la vie quotidienne des familles, des retraités sont mobilisés afin d'accompagner les enfants de leur domicile à l'école ou jusqu'à un point de rassemblement, comme un arrêt de bus. Ce dispositif produit une double externalité positive. D'une part, il confère aux seniors une fonction sociale, leur permettant de réintégrer activement la communauté et de rompre l'isolement. D'autre part, il crée un espace d'échange intergénérationnel où les enfants tissent des liens avec les aînés, participant ainsi à la restauration du respect et de la cohésion entre générations. Le mouvement physique induit par ces trajets bénéficie aussi au bien-être des retraités, qui retrouvent le plaisir de l'activité et de la mobilité.

La participation des seniors est reconnue par l'attribution de CivicO, une valeur d'échange qui leur ouvre l'accès à des commerces partenaires pour compléter leur panier alimentaire, et ainsi préserver une partie de leur retraite. Principalement orienté vers l'achat de produits bruts, le CivicO permet l'acquisition de fruits et légumes dans des commerces ou fermes affiliés, mais aussi d'autres biens comme des outils, étendant ainsi l'éventail des avantages pour les participants.

Ce système met en lumière des contributions jusque-là invisibles pour les circuits financiers traditionnels. Lorsqu'un retraité accompagne des enfants, il génère du lien social, assure leur sécurité et apporte de l'attention : la communauté convertit cette valeur en CivicO. Ces unités peuvent ensuite être échangées contre des produits frais dans les commerces agréés, acheter un vélo générant une économie sur la pension, favorisant la santé, et renforçant les liens intergénérationnels.

Ici, il n'est pas question d'assistance ou de subvention : la reconnaissance monétaire vient acter une contribution productive et sociale, rendant tangible une valeur qui, sans cela, resterait occultée.

IX.4 – Le social-capitalisme : réancrer l’humain dans l’économie sociale

“Le CivicO ne se contente pas de circuler. Il témoigne.”

IX.4.1 - CivicO de réserve citoyenne – pour les imprévus

Chacun a la possibilité de se constituer une réserve individuelle de CivicO, destinée à faire face aux aléas de la vie tels que la maladie, la perte d’emploi ou un accident. Cette réserve se construit grâce à l’accumulation de bonus CivicO ou par le biais de dons effectués à des organisations non gouvernementales agréées sur le territoire, lesquelles peuvent ensuite utiliser ces CivicO pour acquérir des biens ou services. Ce mécanisme met en place un filet de sécurité sociale fondé sur la solidarité, indépendant de l’État, et ancré dans l’engagement citoyen.

Le risque de bulle existe si les citoyens conservent leurs CivicO trop longtemps, c’est pourquoi ils seront invités à les remettre en circulation ou à en faire donation à une ONG opérant sur le territoire national.

IX.4.2 - CivicO de formation et de reconversion – pour les entreprises en mutation

“La fin d’un emploi peut être le début d’une économie.”

Dans le cadre du système CivicO, les formations professionnelles, notamment les activités pratiques et les stages, occupent une place centrale. Cette organisation accorde une priorité à l’apprentissage par l’action, permettant à chacun de tirer profit directement de ce qu’il accomplit. Ainsi, la charge pesant sur certaines entreprises en mutation s’allège, puisqu’elles ne sont plus contraintes d’absorber des tâches peu formatrices ou ingrates. L’individu devient acteur de sa propre évolution, transformant chaque expérience en capital personnel et social, tandis que le collectif s’enrichit d’un engagement renouvelé et pertinent.

Quand une entreprise cesse son activité ou évolue, les anciens employés ont la possibilité de s'impliquer dans l'écosystème existant, obtenant ainsi un revenu complémentaire en CivicO. Ce mécanisme atténue l'impact du choc économique et adoucit la transition hors du monde professionnel traditionnel. Leur engagement dans des initiatives collectives leur permet de conserver un sentiment d'utilité et d'appartenance, tout en rencontrant divers acteurs qui les soutiennent moralement. Cette dynamique ouvre également la voie à une éventuelle reconversion ou à la création d'une nouvelle activité au sein du réseau, en lien avec l'organisme de gestion qui financera le lancement de cette activité selon les besoins prioritaires.

IX.4.3 - Stage d'intégration et d'assimilation pour les nouveaux arrivants (Immigrés sans contrat de travail)

“Je ne suis pas contre l’immigration. Je suis contre l’errance. CivicO, c’est l’accueil par la contribution. Pas par la culpabilité.”

Dès leur arrivée, les personnes immigrées se voient offrir la possibilité d'un parcours d'intégration d'une durée déterminée. Ce parcours s'inscrit dans le tissu d'entreprises et de structures affiliées CivicO : artisanat, agriculture, logistique, services sociaux, etc. L'expérience inclut un accompagnement linguistique, culturel et civique, construit en partenariat avec les collectivités locales.

Ceci permet également d'évaluer leurs compétences, leurs motivations et de les conseiller dans une voie professionnelle. Le profil psychologique pourra également être évalué pour définir s'ils présentent un risque pour la société.

Intentions stratégiques

- Établir immédiatement des liens sociaux pour prévenir l'isolement, la stigmatisation et toute forme d'errance, tout en réduisant les risques d'exploitation par des réseaux illicites.

- Mettre en valeur les compétences et savoir-faire des nouveaux arrivants dès le premier jour.
- Faciliter l'apprentissage de la langue et des codes culturels grâce à l'immersion active dans le quotidien.
- Identifier et faire émerger des talents, ouvrant la voie à l'emploi ou à l'entrepreneuriat au sein de l'écosystème.

Fonctionnement concret

- À l'arrivée, chaque personne est dirigée vers un parcours d'accueil CivicO personnalisé.
- Le stage, organisé à raison de 16 à 24 heures par semaine, est rémunéré en CivicO.
- Un référent CivicO (mentor, artisan ou coordinateur) assure le suivi et l'accompagnement du stagiaire.
- À l'issue du stage : le participant peut soit poursuivre une activité durable au sein de CivicO, soit bénéficier d'un plafond CivicO supérieur pour lancer un projet ou accéder à une formation.

Dynamiques collectives

- Les tensions sociales diminuent : la société témoigne de la contribution tangible des nouveaux arrivants, et non d'une simple charge.
- Des exemples d'intégration concrets, inspirants et reproductibles émergent, créant de nouveaux récits collectifs.
- Le réseau CivicO s'enrichit d'apports culturels, humains et techniques inédits.

L'intégration n'est pas un décret administratif : c'est un tissu vivant, patiemment construit. Le CivicO n'impose pas l'appartenance ; il propose de co-crée, ici et maintenant.

En intégrant les immigrés dans le circuit CivicO via un stage d'accueil contributif, tu transformes une situation souvent perçue comme "charge" en levier de lien, de dignité et de réciprocité. Les aides accordées aux immigrés seront mieux perçues par la population étant donné leur implication directe.

IX.4.4 - Demandeurs d'emploi

On peut imaginer un modèle dans lequel les personnes privées d'emploi consacrent seize heures par semaine, réparties sur deux jours, au sein du circuit CivicO. Loin de verser leur énergie au profit d'une entreprise privée, elles déploient leurs compétences au service de la collectivité, en occupant des fonctions variées et adaptées aux besoins locaux.

Ce dispositif transforme le chômage en une contribution active, intégrative et valorisante. Il ne s'agit ni d'une sanction, ni d'un simple palliatif, mais d'une étape constructive au cœur de l'économie collective.

Le sens du chômage se trouve ainsi redéfini : il ne s'agit plus d'une période d'inactivité subie, mais d'un moment pour tisser du lien social, pour agir de façon tangible au sein de la communauté. Les activités proposées dans le cadre CivicO sont ancrées dans la réalité locale, visibles et porteuses d'utilité immédiate. Chacun devient acteur de la résilience partagée, valorisé pour ce qu'il apporte, reconnu dans son engagement.

Le temps investi est reconnu à sa juste valeur : les heures effectuées donnent droit à une rémunération en CivicO, dans la limite d'un plafond mensuel. Cette implication peut également permettre d'augmenter le plafond CivicO individuel, récompensant ainsi l'effort contributif.

L'accompagnement n'a rien d'un contrôle : il s'agit d'un suivi bienveillant, conçu pour révéler et développer les compétences, tout en évitant toute logique punitive.

IX.4.5 - Paiement des impôts en CivicO – mécanisme de délégation fiscale

“Et si vos remboursements d’impôts servaient à reconstruire l’économie locale ? Le CivicO ne remplace pas l’euro. Il le complète, le réoriente, le réenchante.”

Le contribuable reçoit sa notification fiscale en euros, qu’il s’agisse de l’impôt sur le revenu ou de toute autre taxe. Il a la possibilité de déléguer le paiement au système CivicO, qui s’en acquitte auprès de l’État en euros. En contrepartie, le citoyen s’engage à rembourser cette somme en CivicO, selon un échéancier adapté à sa situation.

Ce dispositif vise à alléger la pression financière immédiate des ménages les plus fragiles. Il contribue à installer la confiance dans le CivicO en tant qu’instrument monétaire reconnu, tout en créant une passerelle entre la fiscalité nationale et une économie orientée vers l’intérêt collectif.

Lorsque la facture fiscale arrive (par exemple, 1.200 €), le citoyen peut choisir de transférer ce montant au système CivicO. Celui-ci règle la somme à l’État en euros, puis le citoyen rembourse progressivement en CivicO, sur une période de six à douze mois selon les modalités convenues. L’ajustement des flux CivicO tient compte des remboursements : moins de CivicO sont attribués ailleurs, et davantage de biens sont orientés vers le marché libre afin de maintenir la réserve en euros.

Ce mécanisme stabilise la quantité de CivicO en circulation, car les montants remboursés sont soit retirés du système, soit recyclés. Il cible spécifiquement les citoyens en difficulté, tout en renforçant la réserve en euros par une gestion active des flux.

Lorsque la demande fiscale s’exprime, CivicO prend le relais sans sanctionner ni opprimer. Le paiement est assuré, puis le remboursement s’effectue selon les capacités de chacun : une fiscalité qui accompagne, au lieu de contraindre.

L’État peut également choisir de redistribuer une partie de ces remboursements en CivicO, selon des plafonds définis et avec l’accord du citoyen. Cette approche combine incitation, régulation et transformation du rapport à la fiscalité.

Remboursement partiel d’impôt en CivicO : diffusion progressive

Lorsqu'un remboursement d'impôt est dû (trop-perçu, crédit d'impôt...), l'État peut proposer un versement mixte : une part en euros (par exemple 70 %) et une part en CivicO (par exemple 30 %), dans la limite d'un plafond annuel. Les CivicO attribués sont utilisables dans l'écosystème CivicO, sans obligation : ils s'ajoutent à l'euro, sans le remplacer.

Cette modalité permet d'introduire progressivement le CivicO dans l'économie réelle, sans générer de dette ou de dépendance. Elle teste la robustesse du système en conditions réelles et familiarise les citoyens à l'usage du CivicO par l'expérimentation. La circulation accrue de CivicO favorise l'adhésion au réseau.

Le citoyen, recevant un avis de remboursement de 500 €, peut choisir de tout percevoir en euros ou d'opter pour 350 € en euros et 150 CivicO (dans la limite d'un plafond de 200 CivicO par an, par exemple). Les CivicO sont crédités sur son compte avec une durée de validité (par exemple six mois). Le système adapte alors les flux : plus de produits sont disponibles dans les points de vente CivicO, et les versements dans d'autres canaux peuvent être temporairement réduits si besoin.

Ce mode de remboursement stimule la consommation en CivicO de façon mesurée, tout en servant de test à grande échelle. Il permet aux citoyens de découvrir concrètement les avantages du CivicO et prépare une transition vers une fiscalité hybride.

IX.4.6 - CivicO de transition – pour les primo-accédants

Pour faciliter l'intégration des individus qui rejoignent le système – qu'il s'agisse de jeunes adultes, de nouveaux arrivants ou de personnes en reconversion – il est proposé d'établir une allocation dédiée en CivicO. Cette allocation offre une entrée en douceur dans l'économie CivicO, sans contrainte ni exigence immédiate d'adaptation. Elle pourrait être instaurée de manière échelonnée, par exemple à raison de 100 CivicO mensuels pendant une période de six mois. Ce dispositif permet aux bénéficiaires d'explorer et de s'approprier les fonctionnalités du CivicO, en favorisant une découverte progressive par l'expérience concrète, sans subir de pression extérieure.

Le Fruit et la Racine

Je ne suis que le fruit d'un arbre malade, nourri de sèves altérées, de vents porteurs et
de fausses promesses.

Élevé dans la pénombre d'un feuillage trop dense où la lumière ne filtrait plus.

Mais voilà, la gravité m'a trahi ou peut-être est-ce moi qui ai trahi l'arbre.

Car lors de ma chute, je ne suis pas tombé bien loin, non.

Je suis tombé sur ses racines.

Et ce qui aurait dû être un éloignement – le fruit séparé du corps malade – devint une
blessure plus profonde encore.

La racine heurtée, infectée par ce qui venait d'elle-même, commença à pourrir plus vite.

Le monde est une forêt ; chaque nation, un arbre.

Et nous, les hommes, sommes les fruits – portés, formés, parfois déformés – puis
rejetés, tombés, dispersés.

Mais certains d'entre nous, par une ironie ou une justice obscure, ne roulent pas loin. Ils
tombent droit sur le cœur souterrain du mal.

Et ils révèlent ce que l'arbre voulait cacher : la maladie qu'il prétendait ignorer.

Ainsi, je ne suis pas la cause, je suis le symptôme.

Mais je suis tombé au mauvais endroit.

Et parfois, il faut qu'un fruit heurte ses racines pour que l'arbre découvre que sans
racines, il est déjà en train de mourir.

Nicolas Fiévet

“Le CivicO ne se contente pas de circuler. Il témoigne.”

Table des matières

Licence et droits d’auteur	3
Préface	4
Note de l’auteur – Démarche et logique du document	7
Introduction générale	9
BLOC I — Fondements historiques, économiques et monétaires	12
I.1 — Aux origines de l’économie : du troc aux premières monnaies.....	14
I.2 — L’âge d’or des métaux : souveraineté, stabilité, domination	23
I.3 — Le XXe siècle monétaire : du Gold Standard au dollar-roi	33
I.4 — Les grandes crises systémiques et leurs enseignements	40
I.5 — Monnaies alternatives et crypto-actifs : promesses et impasses.....	46
I.6 — Institutions et géopolitique monétaire.....	50
I.7 – La monnaie, miroir de la diversité humaine	54
I.8 – Le social capitalisme et la reconstruction d’une souveraineté économique résiliente ...	56
BLOC II — Fondements théoriques et philosophiques du Social-Capitalisme.....	58
II.1 – Adam Smith : la main invisible et l’éthique de la liberté.....	62
II.1.1 – L’économie comme système de liberté encadrée	62
II.1.2 – Richesse, travail et division productive	63
II.1.3 – Limites et critiques du modèle smithien	63
II.1.4 – Smith et le Social-Capitalisme : complémentarité éthique	64
II.2 – Léon Walras : l’équilibre général et la fiction mathématique de l’harmonie	65
II.3 — John Rawls et la justice comme équité active	66
II.3.1 – Le voile d’ignorance : une invitation à repenser les fondements.....	66
II.3.2 – La justice distributive : entre droits formels et accès réel	68
II.3.3 – Le Social-Capitalisme : équité structurelle et pré-affectation collective	69
II.3.4 – De la théorie à la structure : équité, incitation, stabilité	70
II.4 — Keynes et la nécessité d’un État injecteur.....	72
II.4.1 – Keynes : de l’intervention de crise à la stabilisation structurelle	72
II.4.2 – Monnaie publique et circuits d’investissement ciblé	73
II.4.3 – Du keynésianisme de relance à l’architecture circulaire du Social-Capitalisme	74
II.4.4 – Le Social-Capitalisme comme stabilisateur structurel et levier de souveraineté.....	76
II.5 — L’économie expérimentale de Duflo, Banerjee et Kremer	78
II.5.1 – Une révolution silencieuse : mesurer au lieu de supposer	78
II.5.2 – Tester pour comprendre : la fin des grandes certitudes	79

II.5.3 – CivicO : une monnaie stable dans une structure évolutive.....	81
II.5.4 – CivicO : une monnaie d'usage souverain, non spéculative	82
II.6 – Piketty, Zucman et Friedman : réguler ou libérer ? Deux visions, une jonction.....	83
II.6.1 – Thomas Piketty, Gabriel Zucman : l'inégalité comme mécanisme structurel	83
II.6.2 – Milton Friedman : défendre la liberté économique avec des garde-fous	85
II.6.3 – CivicO : réconcilier souveraineté monétaire et équilibre démocratique	86
II.7 — David Graeber : la dette comme mémoire sociale.....	88
II.7.1 – La dette comme matrice des relations humaines.....	89
II.7.2 – Du lien social à la dette économique : une déformation historique	89
II.7.3 – CivicO : restaurer la dette comme ancrage du commun	90
II.8 — Marcel Mauss : du don à l'économie relationnelle	91
II.8.1 – Le don : au fondement de toute économie humaine.....	92
II.8.2 – La triple obligation : donner, recevoir, rendre	93
II.8.3 – CivicO : réinscrire l'économie dans la dynamique du don	94
II.9 — Karl Polanyi : restaurer l'économie encastree dans le social	95
II.9.1 – Le marché autorégulateur : une fiction historique	96
II.9.2 – L'encastrement : restaurer l'économie au service du lien social.....	97
II.9.3 – CivicO : un encastrement contemporain de l'économie contributive	98
II.10 — Fernand Braudel : penser l'économie dans la longue durée.....	99
II.10.1 – Les strates invisibles de l'économie réelle	99
II.10.2 – Temps court, temps long : sortir de l'économie de l'instant	100
II.10.3 – CivicO : ancrer l'innovation économique dans la durée sociale	102
II.11 — Ingham, Desan : la monnaie comme institution politique	103
II.11.1 – La monnaie : un ordre politique avant d'être un outil économique	103
II.11.2 – CivicO : réinstituer la monnaie comme choix politique structurant	104
II.12 — Max Weber et Michael Hudson : souveraineté monétaire et dynamique de la dette .	106
II.12.1 – La souveraineté monétaire selon Weber : fondement du pouvoir moderne	107
II.12.2 – Michael Hudson : la dette comme instrument de pouvoir et de libération	108
II.12.3 – CivicO : souveraineté économique distribuée et résilience sociale	109
II.13 — Joseph Stiglitz et Mariana Mazzucato : dépasser les dérives du capitalisme financiarisé	110
II.13.1 – Joseph Stiglitz : l'inefficacité sociale de la finance dérégulée.....	111
II.13.2 – Mariana Mazzucato : réhabiliter la valeur publique et l'investissement social	111
II.14 — Hayek, Von Mises et l'impasse du socialisme : vers un libéralisme mutuel	112
II.15 — Joseph Schumpeter, Philippe Aghion : Destruction créatrice, mondialisation et souveraineté productive : repenser l'infrastructure minimale	114

II.16 — Pourquoi les modèles existants échouent	116
II.16.1 – Le revenu universel : entre générosité abstraite et inertie sociale.....	116
II.16.2 – Les crypto-monnaies : promesses d’émancipation, réalités spéculatives	117
II.16.3 – L’économie sociale et solidaire : fragmentation, dépendance, limites d’impact ..	118
II.16.4 – CivicO : une réponse structurelle aux échecs partiels	119
II.17 — Vers une économie du sens et de l’engagement	120
II.17.1 – Les capacités : remettre l’humain au centre de l’économie	121
II.17.2 – L’économie de la contribution : vers un nouveau contrat social	121
II.17.3 – CivicO : dignité, responsabilité et stabilité démocratique	122
BLOC III — Le Social-Capitalisme comme architecture économique concrète	125
III.1 – Fonctionnement technique du Social-Capitalisme.....	127
III.1.1 – L’architecture du cycle contributif : injection, blocage, retour	127
III.1.2 – L’entrepreneur contributif : rôle, bénéfices, responsabilités.....	128
III.1.3 – La cellule de gestion : ingénierie, pilotage, professionnalisation.....	130
III.1.4 – Le retour citoyen : rente, usage, visibilité	131
III.1.5 – L’investissement stratégique : infrastructures essentielles et souveraineté fonctionnelle.....	132
III.1.6 – Réduction de la dépendance stratégique : la sécurité par le socle matériel.....	134
III.1.7 – Le levier locatif : régulation douce par le patrimoine.....	135
III.1.8 – Infrastructures critiques : autonomie productive et souveraineté économique ...	137
III.1.9 – Régulation des prix : loyers d’impact et effet modérateur	138
III.1.10 – Filière de distribution CivicO : circuits courts, débouchés directs, souveraineté partagée	140
III.1.11 – Une matrice économique anti-fragile : continuité, prévisibilité, cohérence	141
III.1.12 – Une architecture de convergence : intégration progressive, dissymétrie stratégique, stabilité macro-économique	142
III.1.13 – Temporalité longue, leviers d’accélération, architecture intergénérationnelle...	143
III.2 – Le cycle du capital : injection, immobilisation, retour	144
III.2.1 – Injection contributive : entre devoir collectif et placement stratégique	146
III.2.2 – Blocage quinquennal : horizon de stabilité.....	148
III.2.3 – Restitution et rendement : la confiance par le retour	149
III.2.4 – Lissage systémique et cycle fluide	150
III.2.5 – Gel d’urgence : mécanisme anticrise intégré	151
III.2.6 – CivicO : un capital sans volatilité, un flux sans fuite	152
III.2.7 – Un cycle de justice distributive	153
III.2.8 – Une stabilité par la répétition	154
III.2.9 – Une variable d’amortissement en temps de crise.....	155

III.2.10 – Une traçabilité pour l'équité	156
III.2.11 – Une boucle budgétaire sans dette	157
III.2.12 – Une mécanique d'épargne systémique.....	158
III.2.13 – Une réponse anticrise intégrée	159
III.2.14 – Une architecture de confiance intergénérationnelle	160
III.3 – La cellule de gestion : entre stratégie et opération	161
III.3.1 – Une structure autonome : entre État et marché	162
III.3.2 – L'opérateur public de construction : maîtrise, emploi, formation.....	163
III.3.3 — Interface entreprise / État / secteur privé.....	164
III.3.4 — Gestion des appels d'offres : transparence, priorité, ancrage	166
III.3.5 — Collaboration avec entreprises de construction, cabinets d'études, etc.	167
III.3.6 — Création d'un label Social-Capitalisme.....	169
III.3.7 — Modules de formation inclus : employabilité, réinsertion, métiers en tension	170
III.4 — Le citoyen bénéficiaire	171
III.4.1 — Comptes CivicO : traçabilité, anonymisation, lisibilité	172
III.4.2 — Typologie des bénéficiaires : une architecture d'usage encadrée	173
III.4.3 — Rôle éducatif : infrastructures, valeur, usage	175
III.5 – Résilience systémique et crise	176
III.6 – CivicO : stabilité par ancrage national.....	177
BLOC IV. Redistribution sectorielle, externalités et répliquabilité	180
IV.1 – Usages sectoriels du CivicO	181
IV.2 – Externalités positives et effets d'entraînement.....	183
IV.3 – Modèle reproductible et déploiement international.....	185
IV.4 – Limites du modèle et garde-fous systémiques	186
BLOC V. Gouvernance, légitimation et tensions d'appropriation	190
V.1 – Gouvernance centrale et organes de coordination	191
V.2 – Légitimation participative et Conseil de Confiance Contributive (CCC)	193
V.3 – Prévention de la captation par élite ou appareils d'État	194
V.4 – Risques d'instrumentalisation géopolitique ou économique	196
BLOC VI. Théorie de la durée et postérité systémique	199
VI.1 – La durée comme condition d'équité structurelle	200
VI.2 – Le Social-Capitalisme comme économie de la trace.....	202
VI.3 – Soutenabilité éthique : intergénérationnalité, rareté et temps long	203
VI.4 – Une économie à mémoire longue : contre l'obsolescence structurelle	205
BLOC VII. Apports systémiques au modèle économique libéral	208
VII.1 – Alléger la pression sociale sans désengagement de l'État	209

VII.2 – Un amortisseur politique et macroéconomique en temps de transition.....	210
VII.3 – Régulation douce des secteurs de tension : logement, santé, énergie	211
VII.4 – Attractivité accrue pour les capitaux patients et les investissements d’impact.....	213
BLOC VIII. Pour un art de gouverner les solidarités.....	215
VIII.1 – Ce que nous avons appris en construisant un système.....	216
VIII.2 – Gouverner autrement : de la norme à l’attention	217
VIII.3 – Le Social-Capitalisme comme promesse sans dogme	219
VIII.4 – Un appel à celles et ceux qui gouverneront demain	220
BLOC IX. Mécanique de circulation du CivicO : La monnaie de la valeur créée	221
IX.1 – Comment fonctionne le CivicO ? De la création à l’usage	222
IX.2 – Simulation de lancement et infrastructure minimale	224
IX.3 – Le problème de la pomme : fondement du mécanisme de circulation du CivicO	230
IX.3.1 - Exemple 1 : biens périssables.....	232
IX.3.2 - Exemple 2 : Biens durables.....	235
IX.3.3 - Exemple 3 : Services à impact social.....	237
IX.4 – Le social-capitalisme : réancrer l’humain dans l’économie sociale.....	239
IX.4.1 - CivicO de réserve citoyenne – pour les imprévus	239
IX.4.2 - CivicO de formation et de reconversion – pour les entreprises en mutation	239
IX.4.3 - Stage d’intégration et d’assimilation pour les nouveaux arrivants (Immigrés sans contrat de travail)	240
IX.4.4 - Demandeurs d’emploi	242
IX.4.5 - Paiement des impôts en CivicO – mécanisme de délégation fiscale.....	243
IX.4.6 - CivicO de transition – pour les primo-accédants	244
Le Fruit et la Racine	245